

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12489 – 4,20 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 26 MARS 1985

Le Monde

Des réacteurs nucléaires français pour Israël ?

Amorcées en 1982 lors de la visite de M. François Mitterrand, les négociations pour la fourniture par la France à Israël de deux réacteurs électronucléaires civils de 900 mégawatts progressent. Le ministre de l'énergie de l'Etat hébreu, de retour d'un séjour à Paris, vient de préciser qu'un pas essentiel avait été franchi dans le domaine du financement du projet – évalué entre 2 et 3 milliards de dollars. Le gouvernement de Jérusalem, pris à la gorge par une crise financière sans précédent, aurait obtenu un crédit sur quinze ans à un taux favorable et payable en partie par des achats de produits israéliens.

Bien qu'on assure à Paris que les négociations n'en sont qu'à un stade préliminaire et que les obstacles à l'aboutissement du projet sont nombreux, le gouvernement français, en acceptant d'engager avec Israël des discussions suivies dans ce domaine, prend un risque politique certain.

Désenchantés par la politique française au Proche-Orient depuis 1982 et plus encore par le départ de M. Cheysson, qui bénéficiait de leur confiance, les pays arabes n'ont pas oublié que le gouvernement de Guy Mollet, en 1956, avait aidé l'Etat hébreu à construire un premier réacteur expérimental à Dimona ; l'accord portait également sur une usine de traitement d'uranium. Celle-ci a permis à Israël, selon toute vraisemblance, de disposer dès 1967 de la bombe atomique et, plus tard, de la bombe thermonucléaire.

Freinée dès 1961 par le général de Gaulle, qui dénonça à ce sujet, selon le texte de ses Mémoires, « d'abusives pratiques de collaboration établies sur le plan militaire », puis interrompue, la coopération franco-israélienne dans le domaine nucléaire a gardé figure de symbole. Que la France ouvre des négociations, même commerciales, dans ce domaine prouve donc qu'elle ne craint pas de lever un tabou. D'autant plus que, dans le même temps, Paris continue de repousser la reconstruction du réacteur de recherche nucléaire irakien de Tamuz, détruit en juin 1981 par les Israéliens, en dépit de demandes répétées de M. Saddam Hussein.

Le risque pour la France de répercussions politiques importantes au Proche-Orient, si elle va au bout du projet, est donc bien réel. S'y ajoutent de nombreux obstacles qui rendent l'issue des négociations pour le moins aléatoire. Obstacles financiers tout d'abord, qui ne sont que partiellement levés par l'accord récemment conclu dans la mesure où les Etats-Unis, principaux créanciers de Jérusalem, sont farouchement hostiles au projet. Washington, fidèle à sa politique traditionnelle, s'oppose à la construction de réacteurs électronucléaires en Israël, qui n'a pas signé le traité de non-prolifération et refuse l'inspection internationale de toutes ses installations. La France, qui n'a pas non plus signé le traité, n'a pas les mêmes préventions. Elle se contente d'exiger le contrôle des centrales fournies. Mais, compte tenu de la situation économique catastrophique du pays, elle se trouverait contrainte de financer à 100 % l'investissement.
Les obstacles sont également commerciaux : Framatome tente actuellement d'enlever le contrat de fourniture de deux réacteurs nucléaires à l'Egypte, projet beaucoup plus avancé et dont le financement est, lui, déjà assuré à 85 %.

Face à ces difficultés, pèse lourdement le besoin, pour la France, d'exporter à tout prix des centrales nucléaires afin de soutenir son industrie électronucléaire, menacée à terme par le ralentissement du programme français et la raréfaction des grands projets d'équipement dans le monde. Reste que, dans le domaine nucléaire, les « affaires » ne sont jamais des « affaires » comme les autres et que la décision, en l'occurrence, relèvera exclusivement du domaine politique.

LA « GUERRE DES VILLES »

Bagdad et Téhéran à nouveau bombardées

La « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak a repis lundi 25 mars à l'aube, après une pause de moins de quarante-huit heures : à un quart d'heure d'intervalle, Bagdad et Téhéran ont été bombardés, ainsi que Kashan (centre-nord de l'Irak).

Alors que lIran tirait son cinquième missile sol-sol contre la capitale irakienne à 4 h 30 (2 heures de Paris) en riposte à l'attaque, par l'Irak, de deux pétroliers dans le Golfe dimanche, les avions irakiens lâchaient leurs bombes dans une zone inhabitée de la périphérie de Téhéran, à 4 h 45 (2 h 15, heure de Paris).

Les avions irakiens n'avaient plus survolé Téhéran depuis vendredi, et l'Iran avait annoncé dimanche l'arrêt conditionnel des bombardements de villes irakiennes après avoir constaté l'absence d'attaque de la part de l'Irak durant vingt-quatre heures. Les autorités iraniennes liaient le respect de cette trêve *de facto* à l'arrêt des opérations irakiennes contre les villes, la navigation dans le Golfe et le trafic aérien civil au-dessus de l'Iran.

Or, peu après, dimanche en fin de matinée, deux pétoliers, le *Volere* (104 422 tonnes) battant pavillon italien et l'*Eastern Star* (50 904 tonnes) battant pavillon maltais, étaient touchés oar des missiles Exocet irakiens non loin du terminal pétrolier de l'île de Kharg, dans le nord-est du Golfe. Dans la soirée de dimanche, Radio-Téhéran annonçait ces deux attaques en les présentant comme une violation de la trêve par Bagdad.

La riposte iranienne a été exécutée lundi à l'aube avec le tir d'un nouveau missile sol-sol contre Bagdad, a indiqué le département d'information du Conseil supérieur de défense iranien. « *Nous voulons montrer au régime irakien que nous tenons notre parole et que nous donnerons une réplique puissante à chacune de ses attaques* », déclare un communiqué de cet organe cité par la radio.

Une forte explosion a bien été entendue dans le centre de Bagdad, non loin du site de la première de celle qui ont éprouvé la capitale irakienne, le 15 mars, dans la banque Raffidein. Les autorités irakiennes avaient affirmé que les deux premières explosions étaient dues à des attentats, et non à des missiles ; elles étaient restées silencieuses sur les deux suivantes, les 18 et 19 mars.

A Téhéran, on confirme de sources diplomatiques sûres que l'Iran a bien employé à plusieurs reprises des missiles sol-sol dans cette « *guerre des villes* ».

(Lire la suite page 6.)

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1986

L'introduction de la proportionnelle facilitera les ouvertures du PS vers le centre

Réuni le samedi 23 mars à Paris, le comité directeur du Parti socialiste a donné lieu à une vive discussion sur l'introduction pour les législatives de 1986, d'une dose de proportionnelle. La réforme du mode de scrutin pourrait faciliter l'ouverture au centre du PS.

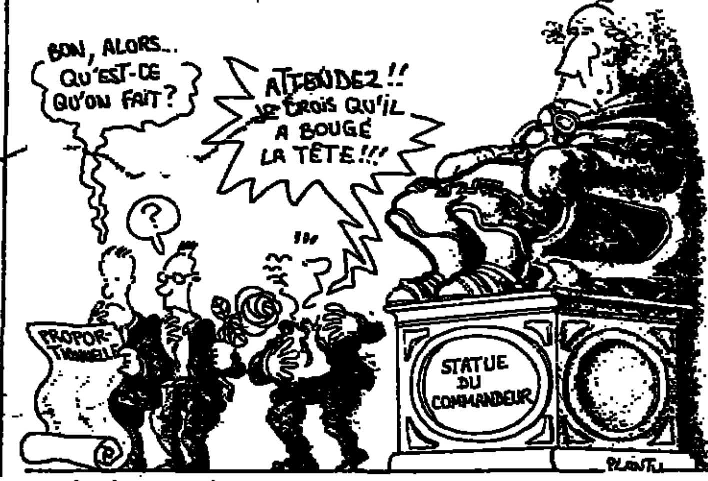
« *Le système majoritaire est maintenant inadapté àla réalité politique française* » : cette pétition de principe de M. Lionel Jospin, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », après un débat difficile devant le comité directeur du PS, clarifie la question. Le choix a bien été fait de l'instauration de la proportionnelle pour le prochain scrutin législatif. Il sonne le glas de la règle majoritaire qui, au fil des ans, était devenue l'un des piliers de la Ve République. L'actuel système uninominal majoritaire à deux tours a vécu.

Le choix du nouveau système n'est pas encore fait dans le détail : le conseil des ministres devrait en décider le 3 avril prochain, après les journées parlementaires du PS à Rennes les 27 et 28 mars, et une réunion exceptionnelle du bureau exécutif de ce parti. Restent apparemment en balance la proportionnelle intégrale dans le cadre départemental, suggérée par M. Claude Estier, et le « système Giscard » aménagé (1) qui ferait de deux tiers des députés des élus de la proportionnelle, un tiers restant désignés au scrutin majoritaire, dans les départements les moins peuplés. Beaucoup de cadres et de responsables socialistes voudraient peser pour un système mixte certes, mais qui préserve la logique majoritaire.

Il y a fort à parier, cependant, que l'engagement total du premier secrétaire du PS en faveur d'une logique proportionnelle correspond en fait au vœu de ceux qui trancheront, MM. Mitterrand et Fabius. Ce choix, conforme aux engagements traditionnels des socialistes, a deux conséquences immédiates : l'opposition promet de se mobiliser, le PS est divisé. S'il est confirmé, il représente, pour le long terme, un formidable coup de poker, et, à coup sûr, la fin d'une étape d'un quart de siècle, dans la vie de la Ve République.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10 et page 2, les débats sur la proportionnelle.)



(1) Le système proposé par M. Giscard d'Estaing consiste à séparer les départements les plus peuplés des autres ; la distinction se fait en deçà et au-delà du seuil d'un million d'habitants. Au-delà, les départements élisent leurs représentants selon la règle de la représentation proportionnelle. En deçà, l'actuel système majoritaire est maintenu. Les socialistes, pour leur part, songent à établir le seuil à environ 500 000 habitants.

M. HISSÈNE HABRÉ ET LA RÉBELLION DES « CODOS »

Fiesta inquiète dans le Sud tchadien

Le président Hissène Habré a accusé, dimanche 24 mars, la Libye d'augmenter ses forces au nord du 16e parallèle. Selon lui, sept mille Libyens se trouvent sur le terrain, avec aviation, chars et défense aérienne sophistiquée. Auparavant, le chef de l'Etat tchadien avait effectué, du 9 au 16 mars, une tournée dans trois des cinq départements du Sud, se rendant successivement à Sahr, Doba et Moundou. A chaque étape, il a lancé un appel aux maquisards sudistes, les « codos », pour qu'ils déposent leurs armes et se rallient au gouvernement de N'Djamena.

De notre envoyé spécial
LAURENT ZECCHINI

Sahr. – Les quelques mots, le geste bref, ne souffrent pas la discussion. Dans les secondes qui suivent, les conseillers, les officiers et les ministres qui s'empressent à ses côtés lâchent des ordres, qui claquent : l'homme au boubou blanc et aux cheveux déjà argentés recouverts d'une calotte de même couleur immaculée, vient de refuser la 604 noire qui s'était avancée devant l'entrée de l'aéroport. Une jeep découverte entreprend une cafouilleuse marche arrière, et ses occupants s'en extraient en catastrophe. Le visage toujours impassible, le chef de l'Etat tchadien monte dans le véhicule tout-terrain et, aussitôt, les bras levés, il salue la foule, qui est soigneusement tenue à distance. Le cortège guerrier s'ébranle... Commence alors ce voyage « historique » dans le *deep south* (le sud profond) tchadien, l'épopée et la fête africaine, la rencontre tant attendue entre ce président si longtemps reclus à N'Djamena et le peuple du Sud, qui ne le connaît pas, mais qui, on va le voir au cours des étapes successives, va le reconnaître, lui offrir un adoubement populaire inespéré.

La substitution de véhicules se veut *hautement symbolique* : à *Sahr*, chef-lieu de la préfecture du Moyen-Chari, dans ce Sud en rébellion et que l'on dit hostile à tout ce qui incarne le pouvoir central, M. Hissène Habré s'est présenté à visage découvert. Lui, le nordiste, le Gorane, le chef de ces combattants du Nord fous de guerre et qui, ivres de leurs seize ans et de leur pouvoir de tuer, font peser parfois un joug sans nuances sur les populations civiles, est allé à la rencontre du Sud-Sara, et le Sud ne s'est pas refusé, au contraire. Mystérieuse alchimie... A chacune des étapes, les proches conseillers répéteront le message : « *Le Sud à feu à sang ? Allons donc, vous avez vu l'accueil qu' « ils » lui ont réservé ?* » Comme si les apparences pouvaient suffire...

Les apparences, justement : le cortège présidentiel remontant à vitesse soutenue la double haie humaine qui borde la route et qui semble manifester spontanément sa joie ; les you-you des femmes dominant la musique africaine, que déchirent, à intervalles réguliers, les sirènes des motards ; les centaines de paires d'yeux noirs des enfants incrédules et rieurs assis dans la poussière ; les chefs traditionnels sur leurs chevaux caparaçonnés ; le visage du président qui se propage comme une risée sur le boubou des femmes ; l'éclat des armes et le regard farouche des combattants... Ce tableau somptueux, qui agresse à force de couleurs, s'estompe pourtant vite dans le halo de poussière brunâtre que soulève le cortège présidentiel.

(Lire la suite page 5.)

« LE MONDE ÉCONOMIE »

Le commerce extérieur de l'URSS

Pour réduire sa dépendance technologique envers l'Occident, Moscou a donné la priorité à ses partenaires socialistes

La chronique de Paul Fabra

Pages 19 à 22

LIRE

A partir du 26 mars, « le Monde » publiera tous les mardis (numéro daté du mercredi) un supplément

« Sciences et médecine »

DEMAIN :

La douleur

débats

PROPORTIONNELLE

Quelle réforme électorale sortira-t-il des méditations élyséennes ? Maurice Duverger estime qu'il faut chercher des voix nouvelles plutôt que davantage de sièges avec celles d'aujourd'hui. Yves Meny explore les chances d'une décision déjà prise : celle de faire élire les conseils régionaux au suffrage direct et à la proportionnelle en 1986, en même temps que les députés.

Le jeu et la chandelle

Le recours à la proportionnelle serait plus nuisible qu'utile

par MAURICE DUVERGER

LE jeu de la réforme électorale en vaut-il la chandelle ? La question concerne avant tout les socialistes. Ils sont très divisés. Les uns pensent qu'on devrait maintenir à peu près intact le scrutin majoritaire pratiqué depuis 1958. Les autres attendent trois bénéfices d'une réforme poussant la proportionnelle le plus loin possible : qu'elle empêche la droite de réunir la majorité des sièges sans avoir besoin du Front national; qu'elle libère leur parti de tout lien avec les communistes; qu'elle évite l'écrasement de la gauche par une sur-représentation trop forte de ses adversaires.

Le premier objectif est inaccessible, même avec la proportionnelle départementale de la IIIe République. De toute façon, un parti qui réunit 49 % des sièges est toujours rejoint par quelques transfuges qui assurent sa majorité.

A moins d'un bouleversement des intentions de vote actuelles, il faudrait aller jusqu'à la proportionnelle intégrale dans le cadre national (telle que nous la pratiquons dans les élections européennes) pour atteindre l'objectif visé. Nul n'est assez fou pour obliger nos concitoyens à désigner leurs députés en votant pour une liste de quatre cent soixante-quatorze noms en métropole !

Le deuxième objectif relève d'un coup de poker concevable avant les cantonales, mais devenu absurde après elles. Si les électeurs communistes avaient refusé de reporter leurs voix sur les candidats socialistes au second tour, il aurait fallu abandonner le scrutin majoritaire, mais le contraire s'est produit, à quelques exceptions près. Dire que « l'union de la gauche est morte », c'est prendre son désir pour la réalité. En la détruisant par un glissement centriste qu'une victoire de la droite rendrait ridicule, le PS commettrait une faute stratégique majeure.

Le scrutin majoritaire à deux tours pousse les extrémistes à s'unir aux modérés du même bord. Dans cette alliance, il tend à affaiblir les premiers et à renforcer les seconds. Ce mécanisme se développe dans la gauche française depuis 1962. Laminés par la proportionnelle sous la IVe République, les socialistes ont vu leur déclin se changer en renaissance sous la Ve. Les crises au sommet de l'union ne font qu'accentuer la progression du PS et le recul du PCF dans leurs bases électorales. Après la rupture de 1977, le premier gagne près de 5 points; après celle de 1984, il connaît le « frémissement » d'aujourd'hui. Il a tout intérêt à maintenir cette situation de frères ennemis.

Le troisième objectif d'une réforme proportionnaliste est plus réaliste et plus important. L'amplification des mouvements d'opinion par le scrutin actuel devient excessive quand la formation dominante est très forte et bien soudée. Avec moins de 44 % des suffrages en 1968, le bloc des gaullistes et des giscardiens a obtenu près de 74 % des sièges. En approchant les 50 % des suffrages en 1986, le bloc RPR-UDF pourrait obtenir 80 % des sièges. Un écart si considérable serait particulièrement grave avec une majorité opposée au président de la République. A cet égard, une réforme électorale serait certainement souhaitable.

Une guérilla parlementaire

L'avantage qu'elle donnerait serait-il plus grand que les dangers d'un abandon ou d'une limitation du système majoritaire actuel? L'un d'eux est fondamental, en tout cas. Que cela plaise ou non, la proportionnelle risque fort de conduire aux Assemblées sans majorité et aux gouvernements sans nerfs que nous avons connus. Le président de la République, élu au suffrage universel, pourrait-il empêcher ce glissement vers le parlementarisme d'autrefois ? Rien n'est moins sûr.

Un autre danger requiert la même attention. Tout projet de réforme électorale déclenchera une interminable guérilla parlementaire que l'opposition s'acharnera à prolonger le plus longtemps possible, afin de maintenir, jusqu'au bout de la législature, l'impression que les socialistes s'enlisent dans des magouilles qui fausseraient les élections de 1986. Ils terniraient aussi leur image au moment où il faudrait la rendre brillante. Rien ne serait pire dans la dernière année d'un mandat.

Engagée dans ces conditions, toute réforme électorale deviendrait plus nuisible qu'utile. Ne serait-il pas préférable de chercher à conquérir des voix nouvelles plutôt qu'à obtenir plus de sièges avec celles qui paraissent acquises ?

Les régions, la cohabitation et l'alternance

Une réforme profonde qui va modifier les rapports de forces politiques

par YVES MENY (*)

L'ANNONCE, par le premier ministre, de l'élection des conseils régionaux au suffrage universel direct et à la proportionnelle et du jumelage de cette consultation avec les élections législatives de 1986 a pris de court la classe politique comme en témoignent le silence ou les déclarations discordantes de l'opposition et l'embarras du Parti communiste.

Bien que les projets gouvernementaux ne soient pas connus dans leur détail, on peut d'ores et déjà faire deux séries d'observations, les unes d'ordre conjoncturel, les autres qui concernent le long terme.

Dans le court terme, les décisions annoncées traduisent, une fois de plus, l'habileté tactique de François Mitterrand qui, en dépit des difficultés et des embûches, réussit à maîtriser le jeu politique du moment, tout en maintenant le cap sur ses objectifs à plus long terme. L'opposition et même certains socialistes se mobilisent-ils contre le décret « scélérat » modifiant les modes de désignation des représentants des conseils généraux dans les conseils régionaux ? Le président de la République et le premier ministre se sortent du guêpier en déplaçant le débat et en prenant l'opposition à revers.

La voie royale

A court terme encore, le pouvoir peut espérer limiter les dégâts au niveau régional en profitant de la mobilisation de ses militants et de ses électeurs lors des législatives de 1986. Dans la conjoncture présente, rien n'est pire pour le pouvoir que les élections partielles ou intermédiaires qui constituent autant d'avertissements sans frais ou de votes-sanctions. En 1977 comme en 1983, lors des élections municipales, les électeurs français ont parfaitement compris l'usage qu'ils pouvaient faire des élections locales. Il faut donc replacer l'initiative du jumelage dans cette perspective conjoncturelle car on voit mal comment, juridiquement et politiquement, les législatives et les régionales pourraient voir leur sort lié de manière systématique.

A court terme enfin, le discours de l'opposition sur la cohabitation, ses vices et ses vertus, deviendra de plus en plus « piégé ». En effet, le recours à la proportionnelle pour les élections régionales risque d'obliger les partis, presque partout, à constituer des coalitions pour obtenir une majorité au conseil régional. La situation sera rendue plus fluide en raison de l'émergence de petits partis ou de partis extrêmes tels le Front national. Assistera-t-on alors à la cohabitation obligée de la majorité et de l'opposition nationales au sein de certaines régions ? Si tel était le cas au lendemain du premier tour des législatives (et du tour unique des régionales), il deviendrait difficile de justifier devant les électeurs la cohabitation régionale et l'ostracisme central.

Cette dernière observation invite déjà à s'interroger sur des perspectives plus lointaines. En effet, l'élection des conseils régionaux au suffrage universel devient un fait accompli sur lequel aucun parti ne pourra revenir. On savait le RPR peu favorable à la mise en œuvre des lois Defferre sur ce point. Il sera désormais impossible de revenir sur la légitimation des régions par le suffrage populaire, d'autant que celle-ci s'effectuera dans les meilleures conditions, c'est-à-dire en bénéficiant de la forte participation électorale des législatives. Les régions entrent sur la scène politique par la voie royale. Toutefois, cette innovation pose un certain nombre de questions fondamentales en raison de son impact potentiel sur le système politique. En premier lieu, l'élection au suffrage universel direct des conseils régionaux devrait avoir des conséquences importantes sur le recrutement des élites. Même si le mode de scrutin s'applique dans le cadre départemental, les nouvelles élites seront moins « départementalisées » que par le passé puisque de nouvelles formations, jusqu'ici exclues (écologistes, partis régionalistes, Front national, extrême gauche), pourront se faire une place, au moins dans certaines régions.

D'autre part, le rôle que ces nouveaux élus seront appelés à jouer contribuera à remplacer leur allégeance régionale au détriment des allégeances locales, comme le montre l'expérience italienne vieille de quinze ans.

Enfin, le cumul des mandats devrait être quelque peu atténué, à la fois par l'impossibilité pratique pour le même homme d'être sur tous les fronts électoraux et par la disparition de la prime à la notabilité au profit de la sélection par les partis, grâce à la proportionnelle.

Le recours à ce mode de scrutin va également affecter — à un niveau territorial important et avec des effets bien plus considérables qu'au niveau communal (où l'on a seulement « instillé » une dose de proportionnelle) — la bipolarisation qui avait fini par dominer toute la vie politique française, de la base au sommet. L'expérience italienne montre que non seulement les régions ont servi de laboratoires pour l'expérimentation de coalitions politiques nouvelles à l'échelon national, mais qu'elles ont entraîné une diminution très sensible de la polarisation idéologique. Des partis initialement hostiles se trouvent parfois contraints de collaborer ou, à tout le moins, de s'engager dans un dialogue permanent. Si, comme le disait Madison, *« des pouvoirs séparés signifient des controverses permanentes »*, il est aussi reconnu que les régimes fédéraux ou régionaux sont des systèmes propices au consensus.

La dimension territoriale

Comme en Allemagne ou en Italie, l'alternance pourra, à plus ou moins long terme, devenir une réalité politique moins traumatisante puisque l'alternance à l'échelon central sera complétée — éventuellement en sens contraire — par celles des niveaux régionaux.

Peu à peu, les pays centralisés comme la France ne verront plus seulement jouer la seule alternance diachronique. S'y ajoutera celle qui est déjà familière aux Etats fédéraux et régionaux, l'alternance synchronique entre niveaux territoriaux importants. Plus que jamais, grâce à la diversité des territoires, des enjeux et des modes de scrutin, il sera difficile à un parti ou à une coalition d'exercer un contrôle hégémonique sur l'ensemble des institutions représentatives, et on ne peut que se réjouir de ce qu'à la dimension fonctionnelle de la traditionnelle séparation des pouvoirs s'ajoutera désormais la dimension territoriale.

Au-delà des péripéties et des querelles conjoncturelles, c'est une réforme profonde qui va, peu à peu, se mettre en place en modifiant les stratégies et les rapports de forces au sein du monde politique. La victoire ou la défaite de la majorité au pouvoir apparaît bien secondaire au regard des conséquences à long terme que les décisions gouvernementales permettent d'envisager.

(*) Professeur à l'université Paris-II.

LU

« VENT D'ESPOIR SUR LA DÉMOCRATIE » de Jacques Donnedieu de Vabres

Un bréviaire de sagesse

QUEL ancien élève de Sciences-Po — surtout s'il a appartenu à la « noblesse », c'est-à-dire à la section service public de la rue Saint-Guillaume — ne se souvient du cours « fondamental » de Jacques Donnedieu de Vabres sur « l'organisation de l'Etat » ?

Sa dernière œuvre posthume — il est mort le 1er mars 1984, — sous le titre *Vent d'espoir sur la démocratie*, est à la fois, comme l'écrit M. René Rémond dans sa préface, *« un traité de gouvernement, un art de vivre en société, un bréviaire de sagesse »*.

Bien convaincu que la démocratie a un avenir, Jacques Donnedieu de Vabres demeure cependant tout à fait lucide sur les risques qu'elle court. Il ne désespère pas des tensions ou des pesanteurs du corps social ni des crises ou de l'agitation politique. Au contraire même puisque pour lui *« l'apaisement des luttes politiques n'est pas un signe de santé sociale »*.

A travers les titres de chapitre, on décèle que les préoccupations de l'auteur ne sont pas des recettes immédiates : la crainte de l'avenir s'explique pour lui par *« le renouvellement de l'inquiétude humaine »* qui ne peut être apaisée que par *« le rétablissement de l'autorité démocratique »*, alors que *« la renaissance de l'esprit »* devrait être favorisée par l'information qui diffuse à travers l'espace les systèmes d'idées. Tout cela doit alors, aidé par *« le réveil religieux »*, permettre un *« renouveau des disciplines »*.

Inspiré à la fois par Platon, par Montaigne et par de Gaulle, Jacques Donnedieu de Vabres laisse ainsi une œuvre véritable de philosophie politique, un message de moraliste, mais aussi un chant d'optimisme raisonné qui nous change de la littérature politicienne habituelle, trop entravée par les contingences.

ANDRÉ PASSERON.

★ Editions Jean-Cyrille Godefroy. 297 p., 89 F.

COURRIER DES LECTEURS

Efficacité et équité

Qu'on me permette une suggestion. Pourquoi ne pas joindre l'efficacité et l'équité ? L'efficacité d'un scrutin d'arrondissement, majoritaire. A un seul tour, brutal certes, mais dont s'accommodent parfaitement les plus grandes démocraties (Angleterre, Etats-Unis, etc.), et la correction équitable d'un deuxième tour à la proportionnelle. Là, des listes départementales ou, si l'on préfère, régionales, s'offriraient à l'électeur qui pourrait ainsi moduler son vote.

Le premier scrutin élirait 480 députés, comme aujourd'hui. Les candidats locaux seraient, s'ils sont bien implantés, très indépendants des partis.

Le second, qui pourrait avoir lieu le même jour, dans une autre urne, ou la semaine suivante (ce qui bouleverserait moins les habitudes), désignerait une centaine d'élus, choisis sur des listes présentées par les partis. Une certaine « prime » pourrait être accordée à ceux que le premier scrutin aurait par trop désavantagés. On éviterait ainsi, à coup sûr, qu'une tendance représentative de dix pour cent de la population française, ce qui est considérable, soit absente, pour cinq ans, de l'Assemblée nationale.

HENRI MODIANO,
ancien député, gaulliste.

Les reports de voix à Marseille

La défaite d'H. Santoni face au candidat du Front national dans le deuxième canton de Marseille a provoqué beaucoup de commentaires. Certes, il est possible que certains dirigeants socialistes aient souhaité (peut-être même ouvertement) la défaite d'H. Santoni, mais votre correspondant, qui écrit que *« la répartition des suffrages laisse supposer que des électeurs de gauche ont voté (de manière significative, je suppose) pour le Front national »* me paraît beaucoup s'avancer (...).

Observons les choses de plus près en nous penchant sur 29 bureaux de vote. S'il y avait eu un apport significatif de voix de gauche à J. Roussel, on devrait logiquement constater que J. Roussel progresse plus dans les bureaux de vote à sensibilité de gauche plus forte. (...) J. Roussel progresse de 21 % dans les 14 bureaux de vote où la sensibilité de gauche est supérieure à la moyenne cantonale et de 19 % dans les 15 autres bureaux, écart faible on le voit.

Faisons la même opération en comparant les gains d'H. Santoni et les scores de la gauche au premier tour. On observe qu'H. Santoni progresse de 14 % dans les 14 bureaux à plus forte sensibilité de gauche et de 6 % dans les 15 autres bureaux : l'écart est donc plus net.

Ces calculs avec simplement 29 bureaux de vote ne sont pas entièrement satisfaisants, mais en tout cas il est impossible de prouver un report de la gauche meilleur pour J. Roussel ; tout tendrait au contraire à montrer un report meilleur pour H. Santoni. (...)

PIERRE PASCAL,
agrégé de géographie.
(Marseille.)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

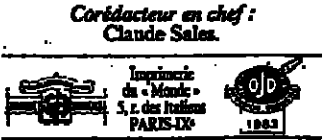
Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. — SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 330 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 315 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

EUROPE

Hongrie

LE TREIZIÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

Poursuite de la réforme économique et rappel à l'ordre idéologique

Le treizième congrès du Parti communiste hongrois s'est ouvert le lundi 25 mars à Budapest. L'URSS est représentée par M. Gregory Romanov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central. En plus de quelque cinquante délégations de partis communistes ou assimilés, un certain nombre de représentants de partis socialistes européens sont présents à titre d'observateurs (M. Marcel Debarge, représente le PS français).

De notre envoyé spécial

Budapest. – Fidèles à leur souci d'innover – mais pas trop, – les dirigeants hongrois ont rompu avec la tradition qui faisait le charme – ou l'ennui – des congrès du PC. Le traditionnel rapport du comité central, lu d'ordinaire pendant des heures par le chef du parti, a, cette fois, été distribué à l'avance aux délégués, et il est publié par la presse de ce lundi. Le premier secrétaire, M. Janos Kadar, devait se contenter d'une « *brève* » intervention, de style plus personnel et plus improvisé – curieusement, pour un discours qui sera télévisé, les journalistes sont priés de débrancher leur magnétophone. Cette petite révolution ne sacrifie pas seulement à la modernité et à l'efficacité. Avantage annexe non négligeable, elle dispensera M. Kadar, qui n'est plus dans sa prime jeunesse (soixante-treize ans, dont bientôt vingt-neuf au pouvoir), d'une longue et fastidieuse séance de lecture.

Les délégués ont, en fait, entre les mains deux longs textes : un rapport préliminaire qui se veut un sobre compte rendu de l'activité du parti au cours des cinq années passées, un état « réaliste » de la société et de l'économie hongroises, avec ses points forts (commerce extérieur, agriculture), mais aussi ses faiblesses (il est même question, pour la première fois, du problème de la drogue, à côté d'autres phénomènes négatifs comme la baisse de la population, la crise du logement, etc.) ; et puis le rapport proprement dit, rédigé dans une langue beaucoup plus lourde où les fleurs de bois de l'idéologie ne manquent pas de s'épanouir en maints endroits.

Mais, le style mis à part, le bilan et les orientations qui se dégagent sont assez clairs. Il n'est pas question de revenir sur la réforme économique, « *qui a consolidé le système socialiste* » (un rappel qui coupe court à toute interprétation erronée), mais, au contraire, il faut continuer à moderniser le système de gestion de l'économie selon des principes désormais admis (autonomie accrue des directeurs d'entreprise, initiatives et responsabilités locales). Les grandes entreprises d'Etat et les coopératives conservent une place tout à fait prépondérante, mais les innovations de ces dernières années (petites unités constituées au sein des entreprises, etc.) ne sont pas remises en cause. Le rapport appelle cependant à mettre fin aux abus et aux profits illicites. De même, le rôle positif du secteur privé est rappelé, mais aussi la modestie de la part qu'il occupe dans l'économie (4 % du revenu national).

La détérioration du niveau de vie

Surtout, si les succès obtenus pendant ces cinq années sont dûment salués (remarquable progression des exportations, légère baisse de l'endettement extérieur, bons résultats de l'agriculture, approvisionnements satisfaisants), le prix qu'il a fallu payer pour cela n'est pas dissimulé. On reconnaît que l'objectif pourtant bien modeste fixé par le précédent congrès, une simple « *sauvegarde du niveau de vie* », n'a pu être réalisé : « *Les conditions d'existence de certaines couches de la population sont devenues plus difficiles, leur niveau de vie a baissé.* » Les perspectives offertes ne sont pas franchement roses. Les contraintes économiques ne permettent toujours pas de relâcher l'effort mais le comité central croit tout de même possible de prévoir sur ce plan une « *amélioration modeste mais sensible* ».

Le sujet est de première importance, tant sont devenues vives les tensions et la grogne engendrées par la détérioration des conditions de vie de bon nombre de salariés (bien souvent contraints, pour faire face, à une double journée de travail) et surtout des familles nombreuses ou des vieux, et plus encore par les inégalités croissantes – les fameux « nouveaux riches » n'étant d'ailleurs pas tous des entrepreneurs privés. Ce mécontentement réel a déjà été exploité dans le passé par des adversaires de la réforme, en particulier dans certains milieux dirigeants, et il s'agit sans doute d'éviter de trop tenter le diable.

Est-ce le même diable qu'on essaie d'apaiser en engageant ce qui ressemble fort à un tour de vis idéologique ? Sur ce plan, le ton des différents rapports, y compris celui de la commission de contrôle du parti, confirme et aggrave une tendance notée au cours des derniers mois (sévères avertissements à l'opposition, renforcement des prérogatives de la police, discours très dur du ministre de l'intérieur). Les appels au « *renforcement du rôle dirigeant du parti dans tous les domaines de la vie idéologique et culturelle* » sont certes rituels dans les congrès des partis communistes au pouvoir. Mais, cette fois, l'insistance est particulièrement lourde. Il ne s'agit pas tant, si l'on comprend bien, de réprimer plus efficacement les « *délits politiques* » qui, souligne l'un des rapports, ne représentent qu'une « *part infime* » de l'ensemble des délits, et sont le plus souvent mineurs. Le danger le plus grand contre lequel le parti veut réagir, c'est l'étiolement de l'idéologie, le scepticisme, l'indifférence, en particulier de la jeunesse; mais pas seulement.

Promotions et départs

Le rapport de la commission de contrôle regrette en termes très fermes qu'aient pu être publiés « *des ouvrages ou des écrits reflétant des vues antisocialistes* ». On dénonce le « *trouble* » créé dans l'opinion par une tendance à embellir la Hongrie d'avant-guerre. à exagérer les erreurs de la Hongrie socialiste et en particulier à présenter en termes uniquement négatifs les années cinquante. De même, on est prié de présenter désormais une image plus exacte, c'est à dire plus négative, des pays capitalistes et de leurs difficultés. Il s'agit là d'un très sérieux rappel à l'ordre, adressé en particulier aux responsables de la presse, de la culture et de l'éducation. Le comité central rappelle sans doute que le Parti entend préserver « *la liberté de création* » et ne pas s'intégrer dans les questions de « *goûts ou de styles* » personnels. Mais la vérité idéologique doit être uniquement définie par le Parti et par personne d'autre. L'heure est à la discipline.

Les dirigeants croient-ils vraiment possible de revenir à une sorte d'ordre moral socialiste ? On voit mal comment la société hongroise d'aujourd'hui pourrait s'en accommoder sans grincement de dents. Ou alors s'agirait-il plutôt de donner le change de manière passagère, de faire marche arrière pour mieux avancer, dans un autre domaine, conformément au style de conduite soigneusement mis au point par M. Kadar pendant son long séjour au pouvoir ?

Les nominations qui vont intervenir à l'issue du congrès devraient permettre d'y voir plus clair. Une promotion au moins semble acquise, celle de M. Karoly Grosz, cinquante-quatre ans, nommé en décembre premier secrétaire pour la région de Budapest et qui devrait, en toute logique, faire son entrée au bureau politique. L'importance croissante de M. Grosz intrigue et inquiète certains à Budapest, d'autant que l'intéressé, autrefois responsable du département de l'agit-prop, a prononcé, aussitôt après sa nomination à Budapest, un discours de réhabilitation du parti des années 50. Il peut passer pour un tenant de ce qu'on a appelé ici l'« *opposition ouvrière* » (antiréformiste). L'autre favori de la bourse aux pronostics, M. Janos Berecz, actuel rédacteur en chef de l'organe du parti, *Nepszabadsag*, pourrait prendre en charge la culture et l'idéologie au secrétariat du comité central. D'autres nominations sont possibles, mais, parmi les départs, un semble à peu près certain : celui de M. Lajos Mehes, démissionné il y a peu de ses fonctions de secrétaire général des syndicats (il a perdu la partie qu'il avait engagée contre le président des syndicats, M. Sandor Gaspar).

Parmi les invités étrangers, trois seulement, comme au congrès précédent, auront l'honneur de prendre la parole. Le choix des élus n'est pas téméraire. On entendra, évidemment, le Soviétique, M. Romanov. Il n'aura sans doute rien à redire aux passages du rapport du comité central consacrés à la politique étrangère de la Hongrie : ils sont émaillés de coups de chapeau à l'URSS. Les Roumains, en revanche, auront moins de raisons d'être satisfaits en raison d'une allusion explicite à la situation des Hongrois de l'étranger, c'est-à-dire en particulier de Transylvanie. Les deux autres orateurs représenteront l'un le Portugal – celui des PC occidentaux dont la fidélité à Moscou est le plus affirmé, – l'autre l'Éthiopie – qui aura l'occasion de remercier la communauté socialiste pour l'assistance qu'elle en reçoit.

JAN KRAUZE.

● *Un message du PC chinois.* – Le comité central du PC chinois (PCC) a adressé un message au PC hongrois à l'occasion de l'ouverture de son XIII[e] congrès, à annoncé, lundi, l'agence Chine nouvelle. C'est la première fois, depuis la rupture des relations entre les deux pays, il y a plus de vingt ans, que le PCC adresse un message à son homologue hongrois. Adressé aux « *chers camarades* », le message félicite le « *peuple hongrois qui a remporté de grands succès dans la construction socialiste sous la direction du parti socialiste ouvrier hongrois* ». – *(AFP.)*

URSS

Nomination d'un nouveau ministre de l'énergie électrique

Moscou (AFP, AP, Reuter). – Le ministre soviétique de l'énergie électrique, M. Piotr Neporojni (soixante-quatorze ans), a été mis à « *la retraite pour raisons de santé* » et remplacé par M. Anatoli Mayorets, ministre des équipements électriques, de dix-neuf ans son cadet, a annoncé, le samedi 23 mars, l'agence officielle Tass.

Cette retraite n'est pas présentée comme une mesure disciplinaire, et l'on note que la production d'énergie électrique en 1984 a dépassé les prévisions du plan pour atteindre 1493 milliards de kilowattheures. Vendredi dernier, notent toutefois des correspondants étrangers à Moscou, la *Pravda* avait critiqué le ministère de l'énergie électrique pour de nombreuses coupures de courant dans les Républiques du Sud et pour diverses malfaçons dans la construction et l'entretien des réseaux électriques en Arménie, en Azerbaidjan, en Géorgie et au Tadjikistan.

Rajeunir les responsables

Ce premier changement de ministre depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbathev traduit en tout cas le souci du nouveau secrétaire général de rajeunir les responsables. M. Neporojni occupait ses fonctions de ministre de l'énergie électrique et de l'électrification depuis novembre 1962. Son successeur détenait depuis décembre 1980 le portefeuille des équipements électriques après avoir été premier vice-ministre depuis 1974.

La *Pravda* a d'autre part annoncé samedi que M. Ivan Bespalov, premier secrétaire du Parti communiste de la région de Kirov, a été relevé de ses fonctions et remplacé par M. V. Bakatine, inspecteur du comité central de Moscou.

Il s'agit également du premier remplacement d'un haut responsable régional du PC soviétique depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev. Agé de soixante dix ans, M. Bespalov occupait son poste depuis 1971.

L'agence Tass annonce d'autre part la mort de M. Oleg Lartchenko, premier vice-ministre de l'industrie de l'armement, décédé le 21 mars à l'âge de cinquante-sept ans, des suites d'une longue maladie. Il avait été nommé dans ses fonctions en 1980.

● *Une menace de M. Sakharov.* – L'académicien Andreï Sakharov a menacé de démissionner de l'Académie des sciences d'URSS si ses conditions de vie en exil à Gorki avec son épouse ne sont pas améliorées, a indiqué à des correspondants occidentaux à Moscou une source soviétique qui a tenu à garder l'anonymat. Selon cette source, Andreï Sakharov a adressé récemment une lettre à l'Académie des sciences lui reprochant de n'avoir entrepris à ce jour aucune démarche en sa faveur. Il se plaint de son « *isolement total* », fait état d'une dégradation de l'état de santé de sa femme, M[me] Elena Bonner et déclare qu'il démissionnera de l'Académie si son sort ne s'améliore pas d'ici au 10 mai. L'appel du prix Nobel de la paix devrait être examiné par la direction de l'Académie des sciences au cours d'une réunion prévue en avril. – *(AFP.)*

Paradjanov ovationné à Moscou

Le cinéaste d'origine arménienne, Serguei Paradjanov, fort peu en odeur de sainteté depuis de longues années en URSS, a été ovationné, samedi soir 23 mars, par le Tout-Moscou du septième art lors de la présentation de son dernier film, *la Forteresse de Sourami.* C'est la première fois, a-t-il observé, qu'il présentait officiellement l'une de ses œuvres dans la capitale soviétique.

Auteur, notamment, des *Chevaux de feu*, de *Sayat-Nova* (Couleur de la grenade), Paradjanov avait été arrêté à la fin de 1973, à Kiev, et accusé de crimes divers, en particulier d'« homosexualité », de trafic de devises, etc. Libéré en 1978, il avait été de nouveau arrêté en février 1982, à Tbilissi, où les autorités l'accusèrent de spéculation. Le bruit courut que le cinéaste était, en fait, victime d'une provocation, et sa libération intervint quelque temps plus tard.

La Fortersse de Sourami est fondée sur une légende géorgienne. « *Une jeune fille délaissée devient voyante et prédit que la forteresse de Sourami ne s'écroulera pas si le fils de l'homme qui l'a abandonnée est emmuré vivant,* a indiqué Paradjanov au correspondant de l'AFP à Moscou. *Je dédie ce film aux Géorgiens de tous les temps qui ont donné leur vie pour la liberté de leur pays.* »

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

● VISITE DE PARLEMENTAIRES VIETNAMIENS. – Le président de l'Assemblée nationale vietnamienne, M. Nguyen Huu, est arrivé le jeudi 21 mars en Albanie à la tête d'une délégation parlementaire de haut niveau, a annoncé, vendredi, l'agence officielle albanaise ATA. De source diplomatique, on observe que cette visite illustre les relations qui existent entre l'Albanie et le Vietnam, soutenu par les Soviétiques, en dépit de la tension qui existe entre Tirana et Moscou depuis un quart de siècle. – *(Reuter.)*

Etats-Unis

● MORT DE PATRICIA HARRIS. – Patricia Harris, qui fut la première Noire à accéder à un poste ministériel aux Etats-Unis, est décédée d'un cancer, samedi 23 mars à Washington, à l'âge de soixante ans. M[me] Harris avait servi dans l'administration Carter (1977-1980) comme secrétaire au logement et au développement urbain, puis comme secrétaire à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales. Juriste de profession, elle fut également ambassadeur des Etats-Unis au Luxembourg. – *(AFP.)*

● MARIAGE SINO-AMÉRICAIN. – Un jeune Chinois, Yi Xigong, qui avait été arrêté en 1982 en raison de ses relations avec une universitaire américaine travaillant en Chine, et avait passé ensuite deux ans et demi dans un camp de travail, est arrivé le 20 mars aux Etats-Unis, a-t-on appris dimanche 24 mars à San-Francisco. La fiancée du jeune Chinois, M[lle] Lisa Wichser, avait été à l'époque expulsée par les autorités de Pékin sous l'accusation de travailler pour la CIA. Lors de la visite du président Reagan en Chine, en avril 1984, M. Shultz, secrétaire d'Etat, avait demandé aux autorités de Pékin de libérer le fiancé de M[lle] Wichser et de l'autoriser à quitter le territoire. Les deux jeunes gens se sont mariés vendredi. – *(UPI.)*

Italie

● LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME. – Deux terroristes ont été tués et deux autres arrêtés, le dimanche 24 mars, à Alessandria, près de Gênes, a déclaré la police. Lors d'un contrôle de routine, les quatre occupants d'une voiture ont ouvert le feu sur des représentants des forces de l'ordre, qui ont riposté, tuant deux hommes et blessant une femme et un homme. Les survivants, arrêtés, ont déclaré appartenir aux Noyaux révolutionnaires armés, d'extrême droite, et se considèrent comme « prisonniers politiques ». – *(AFP, AP.)*

Pérou

● UN COMMUNIQUÉ DE L'AMBASSADE A PARIS. – L'ambassade du Pérou nous communique que les ressortissants péruviens résidant à Paris et inscrits au registre électoral pourront voter le dimanche 14 avril, de 9 heures à 18 heures, dans les locaux de l'ambassade, 50, avenue Kléber, Paris (XVI[e]).

Tunisie

● LA PRÉSIDENCE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME. – Le Docteur Saadoun Zmerli a été reconduit, dimanche 24 mars, à la présidence de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Le congrès de la Ligue, qui s'est déroulé durant le week-end à Tunis, a décidé d'élargir son comité directeur de quinze à vingt-cinq membres. Ainsi s'y trouvent désormais représentées toutes les sensibilités politiques du pays, allant du Parti communiste au Parti socialiste destourien, en passant par le Mouvement des démocrates socialistes et le Mouvement de la tendance islamique. Il comprend également des personnalités indépendantes. Les revendications relatives à la promulgation d'une amnistie générale, à la limitation de la garde à vue et de la détention préventive, ainsi que la suppression de la juridiction d'exception ont été réaffirmées par le congrès. – *(Corresp.)*

Royaume-Uni

Spéculations sur un déblocage de la question d'Irlande du Nord

La presse britannique de ce lundi 25 mars consacre de gros titres à l'éventualité d'un prochain déblocage de la question de l'Irlande du Nord par le biais de conversations entre Londres et Dublin. Deux événements survenus trois jours plus tôt ont, en effet, provoqué spéculations, commentaires et réactions dans ces deux capitales, ainsi qu'à Belfast, en Ulster : d'une part, la visite à Dublin, le 22 mars, de deux ministres de M[me] Thatcher, Sir Geoffrey Howe, secrétaire aux affaires étrangères, et M. Douglas Hurd, secrétaire à l'Irlande du Nord ; d'autre part, le discours prononcé à Londres le même jour par M. Garret Fitzgerald, premier ministre irlandais, évoquant la recherche, entre lui-même et le premier ministre britannique, d'une « *nouvelle structure politique* », en Ulster, et faisant état d'une « *considérable amélioration* » du climat entre les deux parties depuis l'échec de leur sommet en novembre dernier à Londres.

Le pasteur Ian Paisley, chef du Parti unioniste démocratique (protestant extrémiste d'Ulster), a aussitôt qualifié la démarche de MM. Howe et Hurd de « *trahison* ». Il a accusé M[me] Thatcher d'avoir « *vendu* » un million et demi de sujets britanniques à l'occasion de discussion avec des « *ennemis de l'Etat* ». « *Il est grand temps pour nous de faire front* », a ajouté le pasteur.

Dans son édition du 24 mars, le *Mail on Sunday* a, s'il est possible, ajouté aux préoccupations des « Unionistes » d'Irlande du Nord en affirmant qu'un accord entre Londres et Dublin était « *imminent* ». Tant Londres que Dublin ont aussitôt démenti, tout en confirmant que le dialogue entamé de longue date entre les deux capitales sur le sujet se poursuivait bel et bien : ainsi les démentis ont-ils semblé, à la plupart des journaux britanniques, porter davantage sur les délais d'un accord que sur sa probabilité.

Les deux premiers ministres pourraient avoir une discussion sur l'Irlande du Nord cette semaine en marge du sommet européen de Bruxelles. L'éventualité d'une rencontre l'été prochain entre M[me] Thatcher et M. Fitzgerald est également évoquée par la presse.

EUROPE

Espagne

Imposantes manifestations à Madrid contre l'OTAN

De notre correspondant

Madrid. — Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé, le dimanche 24 mars, à l'appel des mouvements pacifistes, à une « marche sur Torrejon », la base aérienne proche de Madrid qui est utilisée par les Etats-Unis. Les manifestants ont défilé dans une atmosphère bon enfant pendant une quinzaine de kilomètres, en demandant la sortie de l'Espagne de l'OTAN et l'organisation immédiate du référendum sur ce thème promis par le gouvernement socialiste, ainsi que le démantèlement des quatre bases américaines en territoire espagnol.

Il s'agissait de la cinquième marche de ce genre et de la première depuis que les socialistes ont officiellement annoncé qu'ils feraient campagne en faveur du maintien de l'Espagne dans l'alliance atlantique. Les Jeunesses socialistes et la centrale syndicale UGT (Union générale des travailleurs), qui avaient participé aux manifestations antérieures, s'étaient cette fois abstenues d'appuyer le défilé. Ce qui n'a pas empêché celui-ci de réunir nettement plus de participants que les précédents.

Ce succès met à nouveau en évidence les difficultés que rencontrera le gouvernement pour gagner le référendum annoncé pour le début de 1986. Les pacifistes ont conscience d'avoir le vent en poupe et n'entendent pas en rester là. Ils viennent, d'ailleurs, d'annoncer une série de manifestations de protestation qui auront lieu à l'occasion de la visite officielle que le président Reagan doit effectuer en Espagne les 6 et 7 mai.

Th. M.

Grèce

M. Sartzetakis, candidat à la présidence a fait le plein des voix de gauche

De notre envoyée spéciale

Athènes. — Beau tapage samedi au Parlement d'Athènes pour le deuxième tour de l'élection présidentielle. Mémorable échange d'invectives entre une droite exaspérée et des socialistes exaltés, au cours duquel on vit des bulletins de vote jetés rageusement en l'air, un député de la Nouvelle Démocratie quitter la salle avec l'urne sous le bras, un membre du PASOK (le parti socialiste) retenu par les basques, tandis qu'il se lançait, éructant, aux trousses du premier. Quelques parlementaires seulement s'efforçaient de rester dignes, comme M. Canelopoulos, qui, du haut de son grand âge et de sa respectabilité, déplorait qu'on en fût arrivé là.

La séance promettait d'être chaude puisqu'elle devait montrer si M. Sartzetakis, seul candidat à la succession de M. Caramanlis, présenté par le PASOK, obtenait les 180 voix encore insuffisantes au deuxième tour (1), mais qui lui permettront d'être élu au troisième. Dans les rangs de la gauche (PASOK, parti communiste, indépendants), deux députés avaient, *incognito*, fait défection au premier tour et, après une semaine passée à spéculer sur l'identité des « *traîtes* », la question était de savoir s'ils allaient s'entêter dans une insoumission compromettant l'élection de M. Sartzetakis.

La cause fut entendue d'emblée, quand les appariteurs distribuèrent sur les pupitres les bulletins de vote : un blanc pour l'abstention et... un bleu pour M. Sartzetakis. En l'absence d'isoloir, alors que les députés, coude à coude, devaient plier le bulletin choisi pour le glisser dans l'enveloppe, il était impossible à quiconque de préserver, sous les regards inquisiteurs, le secret de son vote.

Le stratagème a joué — la discipline de vote a été restaurée à gauche et M. Sartzetakis a obtenu 181 voix, — mais il en dit long sur les méthodes du PASOK et la démocratie interne dans les partis de gauche. Le parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie, n'a d'ailleurs rien à envier de ce point de vue à ses adversaires. Violant, à sa manière, le secret du scrutin, elle a, dès le premier tour, donné, à ses députés, la consigne de ne pas prendre part au vote, un moyen radical d'éviter la « trahison » de quelques-uns de ses membres notoirement tentés de se rallier à la candidature Sartzetakis.

On a entendu, au cours de cette séance tumultueuse, M. Mitsotakis, le leader de l'opposition, prendre la défense de la démocratie parlementaire et M. Andréas Papandréou lui répondre, en substance, qu'il n'avait pas de leçons à recevoir d'un homme dont le passé n'est pas un exemple d'intégrité. La démocratie grecque a effectivement connu d'autres pratiques désinvoltes et les sympathisants du PASOK, qui étaient venus, à la sortie du Parlement, crier « *Andréas, le peuple est avec toi !* », n'en étaient visiblement pas à cela près. Le paradoxe, c'est que leurs banderoles reprenaient en lettres rouges le maître mot du PASOK, à savoir « *le changement* ».

L'autre paradoxe, c'est que l'homme qui déchaîne, bien malgré lui, tant de passions et de ruses politiciennes, M. Sartzetakis, ne s'est jamais mêlé de politique et est l'incarnation de la rigueur morale et du respect du droit. Il s'est juré de ne rien dire jusqu'au 29 mars et il tient sa promesse. Prudente résolution...

CLAIRE TRÉAN.

(1) Le candidat à la présidence doit remporter 200 voix pour être élu au premier ou au deuxième tour, majorité impossible à atteindre dans l'actuel Parlement, puisqu'il ne peut compter que sur 165 députés du PASOK, 13 communistes et 4 indépendants. Au troisième tour, la majorité des trois cinquièmes (180 voix) est suffisante.

Portugal

LES FP25 REVENDIQUENT L'ASSASSINAT D'UN INDUSTRIEL

Lisbonne *(AFP, Reuter)*. — Un correspondant anonyme a revendiqué, dimanche 24 mars, au nom du groupe d'extrême gauche FP25 (Forces populaires du 25 avril) le meurtre d'un industriel portugais de quarante-huit ans, M. Alexandre Souto, dans l'enceinte de la Foire internationale de Lisbonne. Un commando de dix hommes armés avait fait irruption samedi soir dans l'immeuble de la foire peu avant minuit, après avoir désarmé un policier. M. Souto, atteint de trois balles, est mort à l'hôpital en début de journée dimanche.

D'autre part, une détenue soupçonnée d'appartenir à ce même groupe FP25, Mme Maria Suzete Goncalves, s'est évadée samedi de la prison de Lisbonne avec l'aide de deux hommes armés, a-t-on appris de source policière. Elle faisait partie d'un groupe de cinquante personnes soupçonnées d'appartenir au mouvement — qui a déjà revendiqué plusieurs attaques et attentats depuis 1980 — et qui sont en instance de jugement.

● *La reine Elizabeth* entreprend, le mardi 26 mars à Lisbonne, une visite officielle de quatre jours, après « *six siècles d'entente et de coopération* » entre les deux pays. La dernière visite de la souveraine et du prince Philip remonte au mois de février 1957.

DIPLOMATIE

LE CHANCELIER OUEST-ALLEMAND A PARIS

MM. Kohl et Mitterrand se concertent à nouveau pour préparer le conseil européen

Le chancelier Kohl était attendu à Paris ce lundi après-midi 25 mars, pour s'y entretenir en tête à tête avec M. Mitterrand. Un dîner de travail était ensuite prévu à l'Elysée. Cette visite avait été décidée et annoncée lors du dernier sommet franco-allemand, le 28 février dernier à Paris.

Cette nouvelle rencontre a lieu à quelques jours du prochain conseil européen, convoqué vendredi et samedi à Bruxelles. Les travaux des dix chefs d'Etat et de gouvernement réunis prochainement dans la capitale belge devaient naturellement faire l'objet essentiel de l'échange de vues entre MM. Kohl et Mitterrand, *les grands dossiers de la coopération* proprement bilatérales ayant été récemment passés en revue.

L'organisation d'une telle séance de mise au point s'explique en partie par la brièveté du dernier sommet franco-allemand (prévu pour un jour au lieu de deux habituellement, il avait été encore écourté par le brouillard qui avait empêché le chancelier d'arriver à Paris à l'heure prévue). Mais elle traduit aussi la volonté croissante des deux capitales de mieux coordonner leur action sur la scène communautaire. Une volonté dont l' « *initiative* » en faveur de l'Europe, annoncée par M. Mitterrand et qui devrait être rendue publique lors du prochain sommet des Dix, à Milan en juin, devrait fournir une illustration spectaculaire.

Ce souci d'agir de concert, dont on souligne à Paris et à Bonn qu'il n'est aucunement discriminatoire à l'égard des autres Etats membres (en particulier l'Italie, qui préside actuellement le conseil européen et souhaite être pleinement associée à la démarche de MM. Mitterrand et *Kohl en faveur de l'Union européenne*), n'exclut pas les divergences techniques, parfois assez profondes, sur plusieurs dossiers importants.

Il en va ainsi, en particulier, du rôle imparti à l'ECU (que ni M. *Stoltenberg, ministre ouest-*allemand des finances, ni la Bundesbank ne sont très pressés de voir devenir une véritable devise européenne), des prix agricoles ou du régime des aides à la sidérurgie. Sur le budget de la CEE en revanche, et sur l'affaire dite « *des voitures propres* », un accord a pu être trouvé à Bruxelles. Quant à l'élargissement, s'il ne pose pas les mêmes problèmes à la RFA et à la France, Bonn et Paris se retrouvent pour souhaiter que son calendrier soit respecté, et pour y attacher beaucoup de prix politiquement.

Cette nouvelle entrevue de l'Elysée confirme en tout cas que, dans l'esprit des deux dirigeants, la construction européenne, en gros comme en détail, passe plus que jamais par l'entente franco-allemande.

B. B.

M. JEAN-MICHEL BAYLET POURRAIT SE RENDRE EN ALBANIE FIN MAI

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, était, dimanche 25 mars, l'invité du « Forum » de Radio-Monte-Carlo. Il a indiqué, à cette occasion, qu'il allait se rendre en Albanie, où « *aucun ministre français n'est allé depuis 1946* ». « *J'ai considéré que c'était une anomalie,* a déclaré M. Baylet. *En conséquence, j'ai pris un certain nombre de contacts avec les dirigeants albanais, au travers de leur ambassade à Paris.* » Selon le secrétaire d'Etat, cette visite pourrait avoir lieu fin mai.

∴

[En octobre 1980, à l'occasion du passage à Paris du ministre des affaires étrangères albanais, M. Nesti Nase, puis de la visite officielle de son adjoint, M. Ksenofon Nushi, une invitation à se rendre à Tirana avait été faite au secrétaire d'Etat français de l'époque, M. Olivier Stirn. Une telle visite avait également été envisagée l'an dernier, mais l'affaire du meurtre, par balles, d'un employé du Club Méditerranée dans les eaux territoriales albanaises avait provoqué, en juin 1984, une crise entre Paris et Tirana.]

« Disparu » en Inde

UN DIPLOMATE SOVIÉTIQUE OBTIENT L'ASILE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS

New-Delhi *(AFP, Reuter, UPI)*. — Un diplomate soviétique, M. Igor Gueza, trente-sept ans, « disparu » le dimanche 17 mars dans la capitale indienne, se trouve maintenant aux Etats-Unis où il a obtenu l'asile politique, a-t-on confirmé de source officielle, dimanche 24 mars, à New-Delhi.

L'ambassadeur soviétique, M. V.N. Rykov, avait révélé l'issue de l'affaire, la veille, au secrétaire aux affaires étrangères, M. Romesh Bhandari. Selon l'agence Press Trust of India, M. Gueza a demandé *l'asile politique* à une mission diplomatique américaine, « *en dehors de l'Inde* ». L'agence croit savoir, citant des informations circulant dans les milieux occidentaux, que le diplomate s'est rendu à Katmandou, au Népal, avant de prendre l'avion pour les Etats-Unis.

AFRIQUE

République sud-africaine

Encore dix morts dans les cités noires

M. Pieter Botha : « *Personne ne m'empêchera de maintenir l'ordre dans ce pays* »

De notre correspondant

Johannesburg. — Dix Noirs ont encore été tués, au cours du dernier week-end, dans la région de Port-Elizabeth. En dix jours, 44 personnes ont trouvé la mort dans ce secteur du Cap-Recife, principalement dans les « townships » situées dans les environs de Uitenhage et de Port-Elizabeth. Au total, les émeutes ont fait au moins 80 morts depuis le début de l'année en Afrique du Sud, auxquels il faut ajouter les 165 victimes de l'an dernier. Sinistre comptabilité, lorsqu'on songe que ces tués l'ont, pour la plupart, été par la police et que ces 245 morts sont intervenues essentiellement en moins de sept mois, c'est-à-dire depuis le début de la vague de violence dans les cités noires, le 3 septembre dernier.

Aujourd'hui, l'épicentre de la fureur qui secoue le pays s'est déplacé à Port-Elizabeth, même si une vingtaine de « townships » sont en ébullition à travers le pays. La tuerie de jeudi dernier à Langa — dont le bilan se monte maintenant à 19 morts — n'a été que l'aboutissement d'une vague croissante de mécontentement dans cette région frappée plus directement par la crise économique en raison de la récession qui touche le secteur de l'industrie automobile. Dans cette région, les « townships » se gonflent avec l'arrivée de migrants venus du « homeland » du Ciskei tout proche.

Langa et Kwanobuhle, deux cités noires près de Uitenhage, restent les points chauds de l'agitation. Toutes deux sont interdites à la presse. Kwanobuhle a été décrétée dimanche zone en état d'urgence. La police et l'armée contrôlaient toutes les entrées, et deux hélicoptères survolaient ces « townships » en état de siège. Les obsèques de six victimes, qui devaient avoir lieu jeudi à Kwanobuhle et auxquelles se rendait le cortège pris sous le feu des policiers, ont été célébrées dimanche sans incident. La police a estimé à 8 000 le nombre de personnes qui y ont assisté, tandis que, selon d'autres témoignages, le chiffre était plutôt proche de 30 000.

La ville blanche de Uitenhage a également été investie par l'armée et la police. Les usines sont gardées par des soldats en armes.

Que se passe-t-il véritablement dans les cités noires ? La presse doit se contenter des comptes rendus de la police. Selon une rumeur impossible à vérifier, le nombre de victimes serait, en fait, beaucoup plus important que celui annoncé officiellement.

Les scènes de violence se sont multipliées au cours du week-end. Cinq hommes ont été tués par la police. Deux parce qu'ils attaquaient un policier à l'arme blanche et trois autres parce qu'ils venaient de mettre le feu à un bâtiment. La maison du dernier conseiller municipal de Kwanobuhle, encore en fonction, a été incendiée. Quatre des habitants ont péri dans les flammes. Le fils du conseiller, âgé de dix-huit ans, pourchassé par la foule, a été tué à coups d'épée, de hâche et de couteau, aspergé d'essence et enflammé.

Les « collaborateur » pris à partie

Les élus noirs, de même que les policiers, sont considérés comme les « collaborateurs » d'un appareil étatique honni. On les accuse d'être les informateurs des forces de l'ordre. Ils sont — dans le cas des conseillers — les boucs émissaires tout désignés d'un accroissement des charges locatives, qui rendent la vie plus difficile à la population. Celle-ci estime qu'elle n'a retirée aucun avantage de l'élection de ces conseillers représentant une très faible partie d'entre elle.

Les maisons de dix-sept policiers de Kwanobuhle et une autre à Langa ont été complètement détruites. D'autres demeures de « *collaborateurs* », à Kwazakele, près de Port-Elizabeth, et à New-Brighton, ont été saccagées. Plusieurs policiers ont été blessés ou brûlés par des cocktails Molotov.

Le lieutenant-colonel Gerrie Van Rooyen a expliqué qu'un véhicule blindé de maintien de l'ordre qui s'était embourbé a été pris d'assaut par une foule en délire jetant des cocktails Molotov, et que trois engins venus à sa rescousse n'ont pu se dégager qu'après avoir utilisé force gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc. Des scènes de ce type se sont produites tout au long du week-end. Actuellement, les forces de l'ordre se contentent, semble-t-il, d'empêcher que la violence ne se répande à l'extérieur des townships, notamment vers les zones blanches. Tout indique que les autorités veulent circonscrire les troubles à l'intérieur des villes noires. De nombreux incidents sont signalés un peu partout ailleurs, et notamment dans les cités noires, qui, jusqu'à présent, n'avaient jamais fait parler d'elles. Malgré le peu d'informations qui filtrent de l'est de la province du Cap, le vent de la révolte parvient jusque dans les zones les plus reculées.

« Un vent d'anarchie »

A quoi aboutira cette fronde qui, selon la presse, donne à l'extérieur « *l'image d'un pays en train de se déchirer... parcouru par un vent d'anarchie* ». Soweto, pour l'instant, reste calme, si l'on excepte les deux grenades à main lancées contre la maison du nouveau maire, M. Edward Kunene, qui n'ont provoqué que des dégâts légers. *Dans un* communiqué publié par le quartier général de la police àPretoria, les autorités indiquent : Qu'« *il n'y a pas de raison de s'inquiéter pour le moment* », que « *la police surveille la situation de près* », et qu'« *elle a la situation bien en main dans les* townships. »

Les autorités attendent que l'orage passe, et semblent assurées qu'elles remporteront cette guerre d'usure. Un certain nombre de précautions sont prises, comme l'interdiction, le vendredi 22 mars, de tous les meetings à l'intérieur d'immeubles, s'ils peuvent « *conseiller, propager ou promouvoir le boycottage des écoles, des collèges, des universités ou autres établissements scolaires* ». La mesure est valable jusqu'au 31 mars 1986. Il est précisé que, comme par le passé, toutes réunions en plein air sont prohibées, et que tout rassemblement est illégal, à moins qu'il ne soit sportif ou dûment *autorisé par les responsables locaux.* C'est pour cette raison que le samedi 23 mars, à Johannesburg, les manifestants ne se sont pas regroupés et ont défilé un par un dans les rues à l'appel du Front démocratique uni (UDF) et du comité de soutien aux parents des détenus.

En cette Journée nationale des détenus, ils ont arboré des calicots protestant contre l'incarcération politique de plus de 1 000 personnes en 1984, dont 150 sont encore en prison, et la mort de 57 personnes en détention depuis 1963. Une manifestation qui se voulait un cri d'alarme alors que, le 29 mars, le procès de seize membres de l'UDF accusés de haute trahison va débuter à Pietermaritzburg.

Le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a fait connaître son sentiment à propos des troubles qui se propagent dans le pays, indiquant qu'il s'agissait d'un « *complot communiste* ». Il a indiqué : « *Je vais maintenir l'ordre dans ce pays, et personne au monde ne m'en empêchera.* »

MICHEL BOLE-RICHARD.

AFRIQUE

Fiesta inquiète dans le Sud tchadien

(Suite de la première page.)

Debout toujours, le chef de l'Etat semble savourer intensément cette timide rencontre, cette fraternisation du regard qui tient lieu de bain de foule. Entre lui et elle, cette foule habituée à ne percevoir du pouvoir que la violence de l'autorité, quel dialogue peut se nouer ? Aujourd'hui encore, aujourd'hui surtout : la jeep du président, encadrée par une demi-douzaine de Toyota qu'enfourchent des grappes de combattants nerveux hérissés de fusils d'assaut, précède de peu deux VLRA surmontés de canons bitubes de 20 mm dont la gueule semble suivre attentivement l'alignement des visages. Sur ces redoutables machines de guerre, les servants ont la tête dissimulée par un cheiche et des lunettes, comme pour se protéger des vents de sable du lointain désert du Nord. Sur la piste de terre, la population est tenue en respect par des combattants postés tous les 10 mètres et qui pointent sur elle leurs armes. Quel dialogue ? A Sahr l'indomptée, ce déploiement de forces paraît incongru.

Des suspects arrêtés

Certes, les cinquante mille habitants environ de la ville ne se sont pas tous déplacés pour voir, pour la première fois, ce président qui, lui aussi, découvre (1) les terres situées au sud du Chari. Depuis huit jours, la ville a vécu dans la perspective de l'arrivée « imminente » du chef de l'Etat, que l'on attend ici depuis... plus d'un an. Elle a été embellie et « nettoyée » de tout ce qui ressemblerait, de près ou de loin, à ces « codos », ces maquisards qui, depuis six mois, minent l'assise du pouvoir en transformant le Sud tchadien en une zone d'insécurité. Des « suspects » ont été arrêtés, et la ville, où le couvre-feu est maintenu de minuit à 5 heures du matin, a fermé ses portes. Le vendredi 8 mars, veille de l'arrivée de M. Habré, la radio a rappelé à la population que sa présence sur le parcours présidentiel était fortement conseillée, et des circulaires en ce sens ont été distribuées dans les écoles. Ces dispositions qui inclinent *a priori* à relativiser la chaleur de l'accueil populaire étaient-elles nécessaires ? La curiosité et surtout l'occasion — rare — de participer à une fête ne sont-elles pas, ici, de suffisantes motivations ?

Pour entendre les propos du chef de l'Etat, la foule a été strictement cantonnée à 200 mètres de la tribune officielle, sur la plus grande place de la ville. Les invités et les notables prennent leur place après avoir été préalablement fouillés à corps et inspectés au détecteur d'armes. Tout autour, des cordons de combattants sont déployés et, sur l'arrière, deux mitrailleuses en batterie sont là, pour parer à toute éventualité, comme si, dans cette ville tenue en joue, on pouvait redouter encore une attaque surprise des « codos »...

« La population du Moyen-Chari vous accueille avec son hospitalité légendaire » : l'auteur de cette manifestation — involontaire — d'humour est M. Ahmed Nahor, préfet de Sahr. Curieux préfet, qui n'hésite pas à menacer, devant nous, l'évêque de la ville, Mgr Veignat, coupable d'avoir fait mine de parler à quelques journalistes. Curieuse hospitalité aussi que celle de ce combattant qui lâche une rafale de son fusil d'assaut à quelques mètres devant la voiture d'une équipe de télévision ou de cet autre, qui frappe violemment du canon de son fusil le visage de notre chauffeur. Pourtant, voilà des « bavures » bien mineures comparées à celles — mortelles — commises par les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) à l'encontre des populations sudistes. Certes, comme nous l'explique M. Brahim Mahamat Itno, ministre de l'intérieur, *« dans une situation troublée le militaire échappe quelque peu au contrôle »*. *« Certains comportements*, ajoute-t-il, *de certains éléments, portent préjudice à notre politique. »* Bel euphémisme, si l'on songe aux réactions de désespoir de ces paysans dont les villages ont été brûlés par les FANT et qui assimilent les combattants du nord à une *« armée d'occupation »*, sans pour autant excuser les exactions commises par la partie adverse, les « codos ».

« Nos frères codos »

La guerre du Sud, longtemps niée par N'Djamena, est une réalité. M. Hissène Habré lui-même, dans son discours prononcé en français (et traduit en sara et en arabe), le reconnaît *« En septembre dernier, la guerre a repris, du fait des ingérences, des interventions, des manipulations étrangères de ceux venus de Tripoli, à travers le Bénin et Brazzaville, qui ont apporté de fausses promesses à nos frères codos. »* Les « frères codos »... Ce sont eux qui, quelques jours avant l'arrivée du chef de l'Etat à Sahr, se sont heurtés aux FANT, près de Bémouli, au cours d'un affrontement qui aurait fait une vingtaine de morts. Trois mille d'entre eux, selon M. Itno, se sont ralliés depuis la fin octobre et, à Doba, seconde étape du voyage de M. Habré, le président tchadien a reçu une douzaine de leurs « chefs » qui ont fait allégeance. Combien en reste-t-il en brousse ?

M. Itno, comme le « Comchef » Idriss Deby, qui commande les FANT, ne le sait pas exactement. Tout sudiste n'est-il pas un « codo » en puissance ? *« Je voudrais*, a déclaré, M. Hissène Habré, *lancer solennellement un appel patriotique et fraternel à nos frères codos encore en brousse. Nous sommes prêts à vous rencontrer, aujourd'hui, demain, n'importe où et à n'importe quel moment, pour faire la paix. Je m'engage à ce que la sécurité des uns et des autres soit garantie. »*

A chacune des étapes suivantes, à Doba (Logone oriental) et Moundou (Logone occidental), M. Habré développera ce thème de l'« unité » et de la « réconciliation », en se plaçant au-dessus des clivages tribaux et régionalistes (Nord-Sud) et religieux (musulmans et chrétiens), c'est-à-dire en s'exprimant en véritable homme d'Etat. *« Le pouvoir au Tchad*, affirme-t-il, *appartient au peuple* (...). *Il n'appartient à nul individu, à nulle région, à nulle ethnie* (...). *Quand les Libyens ont fait des fils du Tchad des esclaves, ils n'ont pas fait de différence entre le Sara, le Gorane, le Hadjeraï, le Ouaddaïen et le Kanembou (...). »*

Ce message sera-t-il entendu ? A Sahr, Doba et Moundou, le chef de l'Etat tchadien a reçu en audience les chefs de canton et les « chefs de terre » (chefs coutumiers), les responsables de l'administration et les autorités religieuses, et tous se sont plaints des violences commises, certes par les « codos », mais surtout par la propre armée du président de la République. Tous ont parlé de la sécheresse et des mauvaises récoltes, qui sont, en partie, liées au climat d'insécurité. Le Tchad « utilise », ce Sud sur qui repose toute l'économie du pays, qui s'épuise en de stériles affrontements. *« Nous ne voulons que la paix*, nous ont dit des paysans devant leurs cases brûlées. *C'est bien que le président soit venu, mais les FANT ne lui obéissent pas. »*

Un accueil plus chaleureux

Le Sud « pacifié » ? Mais à quel prix ? De plus, dans au moins trois zones, les « codos » ne se sont pas ralliés : dans le canton de Bodo (Logone oriental) ; dans la zone de Maro et Danamadji (Moyen-Chari) ; dans celle de Beinamar et Baïbokoum (Logone occidental). Ceux-là n'attendent que la saison des pluies (lorsque la végétation, en se faisant plus dense, amoindrira l'efficacité des combattants nordistes) pour reprendre les opérations de guérilla. Il faudra alors que le gouvernement tchadien dépense beaucoup d'argent pour « fixer » les maquisards ralliés et obtenir de ceux qui sont encore en brousse et en territoire centrafricain qu'ils déposent leurs armes. D'ici là, la récolte cotonnière sera achevée, et l'on verra que les prévisions faites il y a quelques mois n'étaient pas exagérément pessimistes : 87 000 tonnes contre 158 000 l'année dernière.

Pourtant, le Sud pourrait être prospère. M. Hissène Habré, qui a visité, au cours de sa tournée, de nombreuses réalisations industrielles (coton, tabac, sucre, brasseries, textile, recherche pétrolière), a pu s'en convaincre. Déjà, le président tchadien s'est rendu compte que les « sudistes », dans leur grande majorité, ne lui étaient pas hostiles. Il en a d'ailleurs immédiatement tiré les conséquences, en décidant — personnellement, — après deux jours passés à Sahr, d'alléger sensiblement le dispositif de sécurité. Cette décision a été suivie d'effets : à Doba et à Moundou, l'accueil de la population s'est fait plus chaleureux, et le style présidentiel y a gagné en « décontraction ».

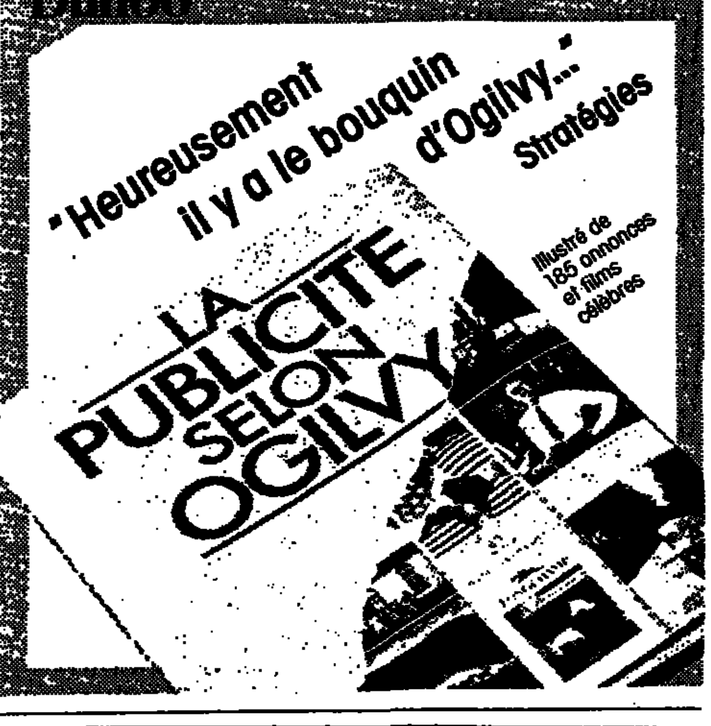
L'indéniable succès de ce premier voyage dans le Sud tchadien (qui sera suivi par une autre tournée dans le Mayo-Kebbi et le Tandjilé) est cependant fragile. La nouvelle légitimité acquise par M. Hissène Habré au sud du Chari sera éphémère si des décisions politiques rapides ne sont pas prises en faveur de départements longtemps ignorés. Mais les « frères codos » sont-ils disposés à pactiser avec le « Gorane en boubou blanc » ?

LAURENT ZECCHINI.

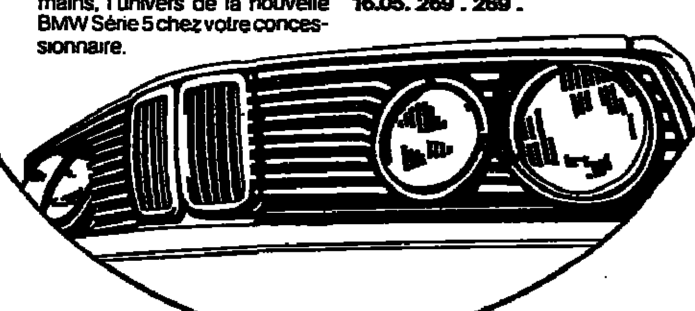
(1) En réalité, M. Hissène Habré s'était déjà rendu dans le Sud, à Sahr notamment, en août 1982. Mais cette visite, qui avait lieu après la prise de N'Djamena par les Forces armées du Nord (FAN), le 7 juin de la même année, n'avait pas un caractère officiel.











PROCHE-ORIENT

APRÈS LA MORT DE DEUX JOURNALISTES DE CBS AU LIBAN

Les Israéliens estiment que les réactions étrangères sont disproportionnées

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens ont le très net sentiment que la règle des *« deux poids, deux mesures »* est une nouvelle fois pratiquée à leur égard. Les réactions virulentes suscitées par la mort des deux journalistes libanais de la chaîne de télévision américaine CBS, au cours d'une opération de Tsahal, jeudi dernier à Kfar-Melki, leur semblent tout à fait injustifiées et disproportionnées.

Le président de l'Etat, M. Haim Herzog, s'est fait le porte-parole de ce sentiment en faisant remarquer que *« tout journaliste qui se rend dans une zone de combats sait qu'il met sa vie en danger. Les organes de presse américains ont perdu un nombre non négligeable de correspondants aux différents endroits du monde : au Vietnam et en Amérique centrale, et pourtant ils n'ont jamais réagi d'une manière aussi partiale et hystérique que la CBS en supprimant des émissions »*. La chaîne de télévision CBS a, en effet, décidé d'annuler les programmes spéciaux qu'elle devait diffuser à partir d'Israël pendant la semaine de Pâques.

Le vice-président de la CBS, M. Ernest Leiser, a cependant affirmé, à l'issue d'un entretien, dimanche à Jérusalem, avec M. Ouri Savir, le conseiller de presse du premier ministre, M. Shimon Pérès, que l'annulation de ces émissions ne devait pas être considérée comme une *« mesure de représailles »*, mais comme un *« signe de deuil »*. Arrivé en Israël en accusateur, M. Ernest Leiser a adopté un ton nettement plus modéré après avoir entendu les explications de M. Savir et celles du porte-parole de l'armée. Il n'exclut plus à présent que la mort des deux journalistes soit *« le résultat d'une erreur tragique »*. Cependant, M. Leiser attend encore de nouveaux éclaircissements susceptibles de contredire les témoignages des journalistes qui se trouvaient sur place. Il devrait d'ailleurs se rendre sur les lieux de l'incident.

« La CBS a condamné Tsahal sans jugement », dit-on à la présidence du conseil à Jérusalem. Et, selon les indications déjà fournies à M. Leiser par le porte-parole de l'armée, le char qui a tiré sur les deux journalistes ne se trouvait pas à 600 ou 700 mètres, comme l'affirment tous les témoins français, mais à 2 500 mètres, ce qui expliquerait la méprise. L'ensemble de la presse israélienne ne met d'ailleurs pas en cause cette version des faits et rejette totalement la thèse d'un acte délibéré de Tsahal contre les journalistes de la CBS. *« Ce sont les risques du métier »*, écrivent en substance tous les journaux. *« On ne peut pas s'attendre que des soldats qui combattent pour protéger leur vie soient prêts à garantir la sécurité des journalistes qui se trouvent dans une zone de combats »*, affirme le quotidien *Maariv*. Cependant, plusieurs commentateurs ne contestent pas que, dans les conditions actuelles au Liban du Sud, les soldats israéliens *« ont la détente facile »*. *« Tsahal n'exclut pas que des innocents soient atteints par inadvertance »*, écrit le commentateur militaire du journal *Haaretz*. *« Les deux journalistes de la chaîne de télévision CBS ne constituent à cet égard qu'un exemple ; les soldats au Liban ont le doigt sur la détente. Pour se protéger, ils tirent plus rapidement que leurs frères des précédentes générations de soldats de Tsahal. »*

(Intérim.)

« Dans certaines circonstances on tire sur ce qui bouge »

nous écrit l'ambassadeur d'Israël en France

A la suite de l'article de Jacques Amalric, publié dans *le Monde* daté 24-25 mars et mettant en cause, sous le titre « Elimination de témoins », les autorités israéliennes dans la mort des deux collaborateurs de CBS, nous avons reçu la lettre suivante de M. Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël en France :

Accuser les dirigeants de l'armée et du gouvernement d'Israël d'assassinat prémédité de journalistes est si grave, si absurde, relève d'une telle intention de diffamer et de nuire, que je préfère faire taire mes sentiments d'indignation et en appeler aux lecteurs du *Monde* sur le fond.

En général, les journalistes travaillant sur des théâtres d'opérations de guerre connaissent exactement les dangers auxquels ils s'exposent.

Ceux qui « couvrent » les événements du Liban (plusieurs l'ont payé de leur vie depuis les dix ans qu'y dure la guerre civile, l'occupation syrienne, le règne de terreur de l'OLP, l'affrontement intercommunautaire) savent avec précision qu'ils opèrent aujourd'hui au milieu d'une guérilla fanatisée.

Les commandos-suicides chiites utilisent *des voitures piégées* (La France, les Etats-Unis comme Israël ont payé un lourd tribut de morts à cette méthode).

Et M. le ministre Charles Hernu avait utilisé le mot « assassinés », quand les soldats français ont été tués en masse, à Beyrouth, de cette manière-là.

Quand on a affaire à des assassins, on se défend. Et dans certaines circonstances, on tire sur ce qui bouge. La responsabilité des morts appartient à ceux qui transforment des véhicules civils en engins de terrorisme, des maisons particulières en dépôt d'armes et d'explosifs.

Ces terroristes agissent en violation de toutes les lois de la guerre : c'est eux qu'il faut blâmer. C'est eux qu'il faut frapper avec le poing de fer dont dispose une armée ; avec la plume, l'arme la plus dangereuse quand on dispose d'un journal. C'est contre les assassins que M. Amalric aurait dû se déchaîner.

C'est la même idéologie, la même *inspiration qui sont* à la base du récent enlèvement de trois diplomates français, des attaques meurtrières contre l'armée d'Israël, des assassinats de personnalités allemandes et italiennes, des attentats contre la gare Saint-Charles de Marseille, le TGV ou un grand magasin de Paris.

Israël, pour sa part, a *choisi de résister* au terrorisme. Il faut s'en prendre au terrorisme — comme hier aux SS — pas aux victimes.

[Bien sûr, l'utilisation de voitures piégées, les enlèvements et le terrorisme sont condamnables, mais il s'agit en l'occurrence de tout autre chose : de l'envoi de deux obus sur un groupe composé de civils sans armes et de journalistes. Selon les journalistes français, présents, qui ont assisté ce jour-là à d'autres actions militaires visant ouvertement la presse, le char israélien était entre 500 et 700 mètres des deux journalistes tués par son tir. On dit aujourd'hui à Jérusalem qu'il se trouvait à 2 ou 3 kilomètres, ce que tous les témoins de la scène nient. Le moins qu'on puisse dire est qu'une enquête s'impose. A moins, *bien sûr, que l'on trouve normal*, comme l'écrit l'ambassadeur, que « dans certaines circonstances on tire sur ce qui bouge »... — J.A.]

ASIE

Inde

La situation est à nouveau très tendue au Pendjab

De notre correspondant

Delhi. — Deux jeunes sikhs, membres présumés d'une organisation terroriste en lutte pour l'indépendance du Pendjab, ont tué dimanche à Chandigarh une personnalité politique hindoue, M. Krishan Lal Manchanda. Le fils de la victime, un enfant de onze ans, a été blessé d'une balle de pistolet-mitrailleur. Les deux meurtriers ont pu s'enfuir avant l'arrivée de la police. Secrétaire-général du Parti de droite hindouiste, le BJP, pour la région de Chandigarh (capitale commune au Pendjab et à l'Haryana), M. Manchanda figurait depuis longtemps sur la liste terroriste des hommes à abattre.

Une demi-heure plus tard, dans la même ville, une autre personnalité locale, M. Makhan Singh, dirigeant étudiant de l'université du Pendjab, *était tué chez lui d'une rafale* de pistolet-mitrailleur. De confession sikh, M. Singh était considéré comme un partisan du gouvernement, mais la police n'écarte pas, dans son cas, l'hypothèse d'un règlement de comptes sans rapport avec la situation tendue qui règne à nouveau au Pendjab.

Les restrictions, qui avaient été partiellement levées ces dernières semaines pour les habitants de la ville, ont été immédiatement réimposées : réunion de plus de cinq personnes et manifestations publiques sont interdites jusqu'au 24 avril au minimum. D'autre part, les lycées et universités de Chandigarh ont été fermés lundi matin, et il est de nouveau interdit aux conducteurs de motos ou de scooter de transporter un homme.

L'assassinat de M. Manchanda intervient après plusieurs mois de calme relatif et démontre, si besoin était, que la situation dans le Pendjab demeure, à tous égards, explosive. Selon les journalistes indiens qui en reviennent — aucun étranger ne peut plus visiter l'Etat depuis neuf mois, — l'humeur des sikhs est toujours combative et le nombre de ceux qui portent désormais un turban safran — signe de sacrifice et, en l'occurrence, de défi au gouvernement central — se multiplie.

Pour la première fois depuis sa prise de fonctions et l'assassinat de sa mère par deux de ses gardes sikhs, le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, s'est rendu samedi dans une zone rurale du Pendjab, près de Ferozpur, *ville frontalière avec le Pakistan*. Devant une assistance triée sur le volet, il a répété qu'il était prêt à examiner toutes les revendications politico-économico-religieuses des sikhs, *« dans le cadre de la Constitution de l'Union indienne »*.

Libérés de prison le 11 mars, après neuf mois de détention sans procès (*le Monde* du 13 mars), les dirigeants sikhs de l'Akali Dal, le parti religieux réputé «modéré» du sikhisme, réclament, avant toute reprise éventuelle des négociations, la libération des neuf mille personnes détenues dans divers camps militaires ; l'évacuation de l'armée du Pendjab ; l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les circonstances et les responsabilités des émeutes anti-sikhs (trois mille morts) déclenchées dans tout le pays après l'assassinat d'Indira Gandhi ; *enfin* l'abrogation de la mesure d'interdiction prise l'an dernier contre la Fédération des étudiants sikhs (ASSF).

PATRICE CLAUDE.

LA MUTINERIE A BORD D'UN TORPILLEUR CHINOIS

Séoul restituera à Pékin le bâtiment et son équipage

Séoul (*AFP, Reuter, AP, UPI*). — Le gouvernement sud-coréen a annoncé, lundi 25 mars, que le torpilleur chinois arraisonné vendredi 22 mars dans les eaux territoriales coréennes, après qu'une mutinerie à bord eut fait six morts et deux blessés, serait renvoyé en Chine avec son équipage. Dans un communiqué, le porte-parole du gouvernement sud-coréen n'a fait aucune allusion aux rumeurs selon lesquelles certains marins voulaient faire défection; il a précisé que les treize survivants avaient tous exprimé le désir d'être rapatriés.

Selon les officiels sud-coréens, la mutinerie n'avait pas de cause politique. L'opérateur radio Xin Li, vingt ans, et le navigateur, Wang Zhongyin, dix-neuf ans, ont tué six hommes à coups de fusil, dont le capitaine Zhang Yaosheng, et en ont blessé deux autres, à la suite d'une altercation avec leurs supérieurs. Les six hommes ont été tués vers 18 h 30 locales (9 h 30 GMT), alors que le torpilleur affectuait une mission d'entraînement dans la mer de Chine, à quelque 40 kilomètres de leur base de Qingdao (Shandong, est de la Chine). Craignant d'être punis à leur retour à la base de Qingdao, les deux hommes auraient entraîné le torpilleur en haute mer, où il a navigué neuf heures avant de partir à la dérive, faute de carburant.

Séoul avait indiqué auparavant qu'une mutinerie avait éclaté à bord du torpilleur et que les deux hommes à l'origine de la mutinerie avaient demandé à se réfugier à Taiwan. Le torpilleur, découvert à la dérive alors qu'il lançait des appels au secours, avait été remorqué vers l'île de Ha-Wang-Dung-Do, à environ 70 kilomètres au sud-ouest de Kunsan. Séoul est soucieux d'éviter toute détérioration de ses relations avec Pékin (*le Monde* daté 24-25 mars). De délicates négociations ont été menées par l'intermédiaire des Etats-Unis et du Japon, puis de Hongkong, et les deux parties semblaient soucieuses de minimiser l'affaire. La Chine a demandé à la Corée du Sud de *« l'aider à renvoyer le bâtiment et tous ses membres d'équipage le plus vite possible »*. Le *Quotidien du peuple* a publié dimanche à Pékin une déclaration modérée du ministère de affaires étrangères précisant que le contact établi avec le navire avait été rompu et que des unités de la marine nationale chinoise étaient entrées *« par inadvertance »* dans les eaux territoriales de la Corée du Sud.

LE « RETOUR EN ISRAEL » DES FALACHAS

Washington confirme implicitement que la CIA a organisé l'évacuation du Soudan de 800 juifs éthiopiens

Le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, a implicitement confirmé, dimanche 24 mars, que les Etats-Unis avaient organisé l'évacuation de huit cents juifs éthiopiens, les falachas, du Soudan en Israël. Interrogé à ce sujet par la chaîne de télévision NBC, M. Regan s'est d'abord refusé à tout commentaire à ce sujet. Il a toutefois ajouté que *« les Etats-Unis pourraient à l'avenir tenter de sauver d'autres groupes ethniques ou religieux »*.

La presse américaine a annoncé que huit cents falachas avaient été évacués à bord d'une dizaine d'avions de transport C-130. Selon le *New York Times*, l'évacuation, qui a duré trois jours et s'est terminée samedi, a été organisée par la CIA, la centrale de renseignement américaine, à la demande de la Maison Blanche.

A Damas, le quotidien syrien *Al Saoura* (officieux) a accusé dimanche le vice-président américain, M. George Bush, d'avoir *« organisé au cours de sa dernière visite au Soudan le tranfèrement des derniers falachas réfugiés dans ce pays »*.

« Cette opération révèle à la fois le rôle dangereux du régime soudanais dans l'exécution de la stratégie américano-sioniste dans la région arabe et la complicité des Etats-Unis, qui ne se bornent pas à appuyer économiquement, militairement et politiquement l'entité sioniste mais l'aident à rassembler un potentiel humain afin qu'elle puisse poursuivre sa politique de guerre, d'expansion et d'agression », poursuit le quotidien syrien.

« En tout état de cause, cette trahison nationale ne restera pas impunie, et Nemeiry paiera très cher ce complot et sa capitulation face aux Etats-Unis », conclut *Al Saoura*.

Manifestation de falachas à Jérusalem

A Jérusalem, deux cents falachas, récemment immigrés en Israël, ont manifesté dimanche matin contre la *« conversion au judaïsme »* que veut leur imposer le grand rabbinat et contre l'*« attitude paternaliste »* des autorités. Les manifestants, venus d'un vingtaine de centres d'absorption israéliens, ont dénoncé les pressions exercées par le grand rabbinat en vue d'imposer une *« conversion symbolique »* par bain rituel aux juifs éthiopiens.

Les manifestants portaient des pancartes proclamant : *« Nous sommes des juifs à part entière ! »* et *« A bas le racisme devant le Mur des lamentations ! »* Le 9 mars dernier : *une vingtaine de juifs éthiopiens* avaient été empêchés de prier devant le mur par des gardiens du lieu-saint aux yeux desquels *« ils n'étaient pas juifs »*. — (*AFP*).

Liban

Les dissidents chrétiens semblent de plus en plus isolés sur le plan politique

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — Pour la première fois depuis juillet dernier, de violents combats ont opposé les milices stationnées de chaque côté de la ligne de démarcation séparant les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth. Commencés dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 mars, ces affrontements, à la mitrailleuse lourde et au lance-roquettes, se sont poursuivis toute la journée de dimanche, entraînant la fermeture de *deux des cinq voies de passage entre* les deux secteurs de la capitale. Ils se sont cependant strictement limités à mla *« ligne verte »* et n'ont fait qu'un tué et deux blessés. La tension est particulièrement forte dans cette zone où les milices avaient recommencé à élever des barricades depuis le mouvement de dissidence des Forces libanaises, le 12 mars dernier.

Cette dissidence, qui oppose au sein du camp chrétien les milices au Parti phalangiste, a été au centre des entretiens qu'a eus, samedi, le président Assad avec M. Amine Gemayel, dont c'était le sixième voyage à Damas depuis deux ans. Renouvelant son appui au président libanais, le président Assad a, une nouvelle fois, mis en garde les Forces libanaises, en déclarant que *« son pays ne pourra rester indifférent à tout mouvement qui sert les intérêts d'Israël, les ennemis du Liban et de la Syrie, et qui menacent l'unité du peuple libanais »*.

Damas, qui ne tient pas à intervenir directement dans cette crise au sein du camp chrétien, aurait cependant demandé au président Gemayel de régler lui-même le problème dans un délai d'environ deux mois. Le chef de l'Etat libanais aurait, de son côté, sollicité l'aide des dirigeants syriens pour qu'ils usent de leur influence sur leurs alliés libanais, essentiellement MM. Berri et Joumblatt, afin de faire baisser la tension tant à Beyrouth qu'en montagne.

Les contacts entre le Parti phalangiste et les Forces libanaises pour essayer de régler leur contentieux se poursuivent, mais le mouvement de dissidence, qui l'a emporté sur le terrain, semble de plus en plus isolé sur le plan politique. Après le refus de M. Camille Chamoun, personnalité de premier plan du camp chrétien, de reconnaître le *« le fait accompli »* de la nouvelle direction des Forces libanaises, *le bureau politique du* Parti phalangiste a haussé le ton, qualifiant le mouvement de M. Samir Geagea de *« putschiste »* et ses idées de *« projet pour une nouvelle guerre »*.

Dans une conférence de presse qu'il a tenue samedi, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal et ministre d'Etat pour le Liban du Sud, a renouvelé ses mises en garde au mouvement du 12 mars dont l' *« inspiration israélienne sera mise à profit pour réchauffer les fronts dans plus d'un secteur du Liban »*. M. Nabih Berri a violemment condamné l'enlèvement, vendredi à Beyrouth, de trois diplomates français, revendiqué par le Jihad islamique. *« Il devient impérieux de dévoiler l'identité de ceux qui trament des complots contre les musulmans, contre la capitale nationale et aussi contre notre combat »*, a notamment déclaré M. Berri, avant d'ajouter : *« Les ravisseurs ne sont ni des moudjahidin ni des musulmans et ne cherchent qu'à défigurer la révolution islamique en Iran en inventant des organisations qui prétendent pratiquer le Jihad* [la guerre] *dans les rues de Beyrouth. »*

Soulignant que la France s'était démarquée des Etats-Unis en votant, au Conseil de sécurité des Nations unies, en faveur de la plainte libanaise à propos des exactions israéliennes au sud du Liban, M. Berri a déclaré que les ravisseurs sont, *« en fait, liés d'une manière ou d'une autre à Israël »* et que leur but est *« de faire fuir les ambassades à Beyrouth-Est et de tenter d'isoler les forces nationales et islamiques »*.

Alors qu'on est toujours sans nouvelles des trois diplomates enlevés, M. Bonnefous, directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay, accompagné de M. Garcia, directeur des Français de l'étranger, et de M. Meadmore, inspecteur du corps diplomatique, est arrivé dimanche à Beyrouth, où il s'est refusé à toute déclaration. La vague d'enlèvements a accru la nervosité et suscité des départs au sein de la communauté étrangère de Beyrouth.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le conflit irako-iranien

(Suite de la première page.)

Dans son prône de la prière du vendredi, l'hodjatoleslam Hachemi Rafsanjani, représentant de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de défense, a mis au défi les services de sécurité irakiens de faire la démonstration qu'il s'agit bien de missiles.

Le dirigeant religieux a annoncé que les deux prochains missiles que tirerait l'Iran tomberaient *« dans le centre de Bagdad, non loin du palais présidentiel »*, au même endroit que les autres. *« Quand les explosions auront eu lieu, en dépit des précautions que vous aurez prises, ne dites pas qu'il ne s'agit pas de missiles. Si vous voulez, nous pouvons écrire « made in Iran » sur les engins pour que cela soit clair »*, a-t-il ajouté.

Selon le *Sunday Times*, l'Iran fabrique ses propres missiles sol-sol à raison d'un engin tous les cinq jours. Les pièces essentielles de l'engin seraient achetées à des fabricants européens de matériel électronique, notamment à Londres. Le *Sunday Times*, qui cite un homme d'affaires iranien proche du pouvoir islamique, rapporte encore que les Américians avaient détruit la documentation concernant leurs missiles avant de quitter l'Iran, mais les ingénieurs iraniens sont maintenant en mesure, après quatre années d'effort, de fabriquer des missiles sol-sol avec des moteurs à réaction ordinaires et des systèmes de guidage réalisés avec des « puces » achetées en Europe.

Les autorités irakiennes paraissent, cependant, persuadé que les fusées iraniennes sont des Sund-B, de fabrication soviétique. Admettant pour la première fois que Téhéran possède de tels engins, un porte-parole du gouvernement de Bagdad a pris à partie ceux parmi les Etats arabes, *« serviteurs du sionisme »*, qui *livrent à Téhéran des missiles*, désignant ainsi implicitement la Syrie et la Libye.

Avant que la trêve *de facto* n'entre en vigueur, l'armée de terre irakienne avait lancé une attaque sur le front nord, en région kurde, occupant deux collines et tuant au moint cent soldats iraniens, affirme un communiqué de Bagdad. Simultanément, les positions iraniennes dans les marais de Howeiza, dans le sud de l'Irak, étaient pilonnées par l'artillerie de Bagdad.

En revanche, les av orités irakiennes n'ont pas mis . exécution *l'ultimatum qu'elles avaient adressé* à la ville d'Ahwaz (centre-ouest de l'Iran), qui devait subir de massifs bombardements dimanche à midi. L'ultimatum avait néanmoins provoqué l'exode d'une partie de la population.

Diverses tentatives de médiation se poursuivent pour mettre un terme à la « guerre des villes » qui, en trois semaines, a fait du seul côté iranien trois mille morts et quelque cinq *mille à six mille* blessés parmi les civils, sans compter les trente mille soldats tués sur le front sud.

Dimanche, le président algérien, M. Chaldi Bendjedid a reçu les ministres des affaires étrangères d'Arabie saoudite et du Koweït pour discuter des *moyens* à *prendre pour* mettre un terme à la guerre. Le chef de la diplomatie koweïtienne a déclaré qu'il était mandaté par le Conseil de coopération du Golfe pour se rendre également en Libye et en Syrie. Le ministre iranien des affaires étrangères avait eu, pour sa part, la semaine dernière des entretiens à Alger, Tripoli, et Damas. — (AFP, Reuter, AP, UPI.)

● *Mort d'un soldat iranien brûlé au gaz moutarde.* — L'un des huit soldats iraniens hospitalisés, la semaine dernière à Vienne, à la suite de graves brûlures au gaz moutarde, est mort dimanche dans la capitale autrichienne. Quatre autres soldats iraniens se trouvent dans un état désespéré, a indiqué le docteur Gernot Pauser qui les soigne. — (*AFP.*)

● *Manifestation contre la guerre.* — Le comité français contre la répression en Irak organise, ce lundi 25 mars, à Paris, 16, place Victor-Hugo, une manifestation en faveur de l'arrêt immédiat des hostilités entre l'Iran et l'Irak et pour le respect des droits de l'homme dans les deux pays.

AMÉRIQUES

Brésil

Les premières mesures de rigueur du gouvernement suscitent les critiques de la gauche

Le nouveau gouvernement a annoncé une série de mesures économiques qu'analyse notre correspondant. Elles ont été prises en l'absence du chef de l'Etat, hospitalisé à la veille de prendre ses fonctions, le 15 mars. L'état de santé du président Neves est cependant jugé *« très bon »*, selon le dernier bulletin médical diffusé samedi 23 mars à Brasilia. Les médecins envisageaient, dimanche, sa sortie de l'hôpital à la fin de la semaine.

De notre correspondant

Brasilia. – Le nouveau gouvernement brésilien a fait ses débuts dans la rigueur et dans l'austérité. En quelques jours, il s'est attaqué successivement au déficit public, aux privilèges des hauts fonctionnaires, aux auteurs de scandales financiers. Alors que la plupart des ministères semblaient paralysés par l'hospitalisation du chef de l'Etat, M. Tancredo Neves, le responsable des finances, M. Francisco Dornelles, a annoncé, dès le lundi 18 mars, une série de mesures dont la gauche n'a pas tardé à dénoncer l'effet de récession sur la production.

« Il est interdit de dépenser. » C'était le mot d'ordre du message présidentiel du 17 mars lu devant tous les ministres par le président intérimaire, M. José Sarney. Il a aussitôt été appliqué. Dès le lendemain, M. Dornelles annonçait une réduction de 10 % des dépenses publiques s'ajoutant à la diminution de 15 % opérée au début de l'année par le gouvernement Figuereido. Il décidait également de suspendre pendant deux mois les financements consentis par les banques de l'Etat et d'arrêter jusqu'à la fin de l'année l'embauche dans la fonction publique.

Les économies porteront essentiellement sur les investissements de l'Etat. Or ceux-ci entrent pour une part importante (de 50 % à 70 %) dans le total des investissements qui sont faits chaque année ans le pays. A lui seul le secteur public contribue pour moitié à la formation du PBN.

C'est pourquoi la crainte d'une nouvelle récession a immédiatement surgi. Selon M. Roberto Saturnino, sénateur du Parti démocratique du travail (qui n'appartient pas à l'Alliance démocratique, la coalition du pouvoir), *« de telles mesures s'inspirent d'une vision monétariste que l'opposition a toujours rejetée »*. *« C'est une erreur*, a-t-il ajouté à la tribune du Sénat, *de croire qu'on puisse combattre l'inflation en réduisant l'argent disponible sur le marché. »*

Même réaction à la gauche du PMDB (la principale formation au pouvoir), où M. Carlos Lessa, l'un des économistes les plus réputés du parti, affirme que les initiatives de M. Dornelles sont *« hautement récessives »* et ajoute : *« Historiquement, cette façon de combattre l'inflation s'est toujours révélée inefficace au Brésil. »*

Le premier train d'austérité vise en effet à combattre l'inflation par la réduction du déficit public. Malgré les engagements pris auprès du FMI, l'un et l'autre n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. Le déficit public est passé de 12,5 % à 18 % du PNB de 1982 à 1984. L'inflation a plus que doublé dans la même période, atteignant le taux de 223 % en 1984 et s'accélérant encore au début de cette année, au rythme de 250 % à 300 % l'an.

Le Fonds monétaire a clairement indiqué qu'il attendait un effort sur ces deux chapitres avant de reprendre son aide au gouvernement brésilien. Il a suspendu, en février, le versement de la tranche trimestrielle du crédit de quelque 5 milliards de dollars accordé au début de 1983 pour trois ans. Les représentants de la communauté bancaire internationale ont interrompu à leur tour les pourparlers engagés avec Brasilia afin d'échelonner jusqu'à l'an 2000 le remboursement de la dette venant à échéance entre 1985 et 1991.

Avant de prendre ses fonctions, M. Dornelles s'est entretenu, à Paris, avec M. De Larosière, le directeur du Fonds, et lui a promis, au nom du futur gouvernement, un sérieux tour de vis budgétaire. Les mesures qui viennent d'être adoptées sont destinées à donner un minimum de crédit aux engagements que le gouvernement de M. Tancredo Neves doit prendre dans la lettre d'intention qu'il adressera prochainement à l'organisme financier de Washington. Ces engagements seront sans doute plus réalistes que ceux qu'avait pris ces dernières années M. Delfim Neto, l'ancien responsable de l'économie. Mais ils seront aussi plus contraignants.

Punir les fraudeurs

La gauche estime que l'inflation ne se combat pas au Brésil par des méthodes récessives. L'histoire, dit-elle, a prouvé le contraire. C'est dans la période de plus forte croissance, de 1964 à 1973, quand le PNB a augmenté en moyenne de 8 % par an, que l'inflation a baissé le plus passant de 86 % à 15 %. La gauche n'est pas seule de cet avis.

Le premier ministre des finances du régime militaire, M. Octavio Gouveas de Bulhoes, vient de déclarer, dans une interview à l'hebdomadaire *Veja*, que la lutte contre l'inflation pouvait se faire *« sans récession et sans changement »*. Si le déficit public est une cause certaine d'inflation, dit l'ancien ministre, *« sa réduction ne dépend pas d'une baisse des investissements »*. Et M. de Bulhoes d'ajouter en substance : c'est la correction monétaire qu'il faut supprimer, car elle relance l'inflation d'une année sur l'autre. Affirmation d'autant plus intéressante que l'ancien ministre est considéré comme le « père de la correction monétaire », système qui a commencé d'être appliqué au Brésil à la fin des années 60.

Autre décision prise par M. Dornelles et le nouveau directeur de la Banque centrale, M. Carlos Lembruber : la punition des fraudeurs. Le 18 mars, la Banque centrale a annoncé la liquidation extra-judiciaire d'une banque d'investissements de Sao-Paulo, Brasilinvest, accusée d'avoir créé des sociétés fantômes pour obtenir des prêts et dont le découvert est estimé à 60 millions de dollars. Deux jours plus tard était annoncé le blocage des avoirs de ses principaux actionnaires. Parmi eux figurent le directeur de Volkswagen au Brésil, M. Wolfgang Sauer, le directeur de Varig, M. Helio Smidt, et un membre du nouveau gouvernement, M. Mauro Salles, secrétaire aux affaires extraordinaires.

Il s'agit là de mesures conservatoires qui ne préjugent pas de la culpabilité des personnes mentionnées. En revanche, le dirigeant de Brasilinvest, M. Mario Garnero, homme d'affaires très connu à Sao-Paulo, a été mis pratiquement sur le banc des accusés par M. Dornelles, qui a demandé sa détention préventive.

Un autre dossier a été rouvert ces jours-ci, celui d'un scandale financier connu sous le nom de Coroa-Brastel, qui est celui d'un groupe d'entreprises mis en faillite il y a quelques années, et dont le directeur, poursuivi en justice, a mis en cause plusieurs responsables économiques de l'ancien régime qui avaient autorisé, en sa faveur, des prêts importants. Parmi ces responsables se trouvent l'ancien directeur de la Banque centrale, M. Carlos Langoni, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs. Le nouveau procureur de la République a ordonné l'ouverture d'une enquête sur leur éventuelle responsabilité.

CHARLES VANHECKE.

El Salvador

MANIFESTATION A LA MÉMOIRE DE Mgr ROMERO

San-Salvador *(AFP, AP, Reuter)*. – Près de cinq mille personnes ont participé dimanche, 24 mars, dans la capitale à une manifestation à la mémoire de l'archevêque Oscar Romero, assassiné il y a cinq ans, pour réclamer que ses meurtriers soient traduits en justice. Mgr Romero, un ardent défenseur des droits de l'homme et des pauvres, avait été tué alors qu'il se préparait à célébrer une messe dans la chapelle d'un hôpital. Son meurtrier s'était enfui, mais beaucoup le soupçonnent d'appartenir à un « escadron de la mort » (extrême droite).

Lors de la messe de commémoration, son successeur, Mgr Arturo Rivera, a déclaré dans son homélie que la paix au Salvador dépendait de l'enquête sur la mort de l'archevêque et des nombreuses autres victimes de la violence politique dans le pays. Il a également déploré la mort du général en retraite José Alberto Medrano.

Celui-ci, ancien chef de la garde nationale et l'un des fondateurs de l'Organisation démocratique nationaliste (ORDEN, groupe paramilitaire anticommuniste), a été tué par balle, samedi à San-Salvador. Le général Medrano, soixante-sept ans, a été assassiné alors qu'il se trouvait dans sa voiture, dans un quartier populaire du nord de la capitale. Ce meurtre intervient deux semaines après l'assassinat du colonel Cienfuegos, chef du service de presse des forces armées salvadoriennes, attentat revendiqué alors par l'une des composantes du mouvement de guérilla Front Farabundo Marti de libération nationale.

Bolivie

FIN DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

La Paz, *(AFP, Reuter)*. – La centrale ouvrière bolivienne (COB) a décidé, samedi 23 mars, de cesser la grève générale qu'elle avait déclenchée seize jours plus tôt. Elle n'a pas cependant obtenu satisfaction sur sa principale revendication : l'instauration d'un salaire minimum indéxé sur la hausse des prix.

Ce conflit social, qui paralysait le pays et risquait de compromettre l'existence du gouvernement de gauche du président Siles Zuazo à moins de quatre mois des prochaines élections générales, a été résolu grâce à une médiation de l'Eglise catholique.

La solution de compromis prend en compte plusieurs revendications de la COB dont le contrôle des prix et l'amélioration de l'approvisionnement en produits alimentaires. Le gouvernement a d'autre part accepté d'inclure dans le salaire de base l'intégralité d'une prime de 3,1 millions de pésos (62 dollars au taux de change officiel, 25,8 sur le marché parallèle).

La COB *« ne renonce pas au salaire minimum avec échelle mobile, mais accepte temporairement les propositions du pouvoir exécutif »* ont déclaré les dirigeants du syndicat reconnaissant dimanche que les travailleurs étaient *« fatigués et désorientés »* à la suite d'une des épreuves de force *« les plus dures de ces dernières années »*. De source gouvernementale on déclare que les unités de l'armée déployée en ville pour empêcher de nouvelles manifestations, regagneront leurs casernes.

Etats-Unis

L'ancien président Carter encourage M. Shultz à rencontrer M. Arafat

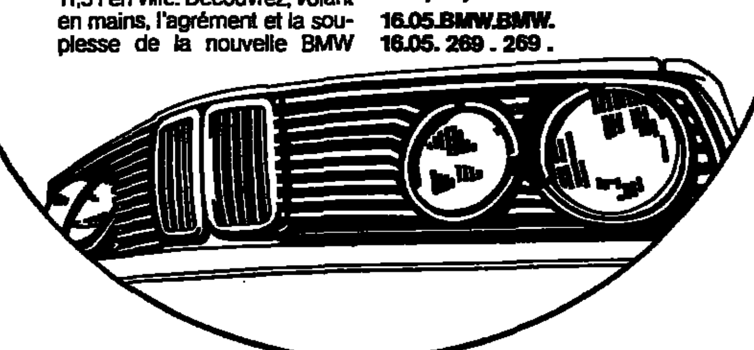
New-York *(AFP)*. – L'ancien président Jimmy Carter a accusé, dimanche 24 mars, son successeur à la Maison Blanche de n'avoir pas remporté un seul succès diplomatique et de se refuser à assumer la responsabilité de ses échecs. *« Il est trop tôt pour dire ce que sera l'héritage de Reagan. Je ne peux trouver un seul succès international ou diplomatique qui soit son œuvre »*, a déclaré M. Carter au cours de l'émission *Soixante minutes*, de la chaîne CBS.

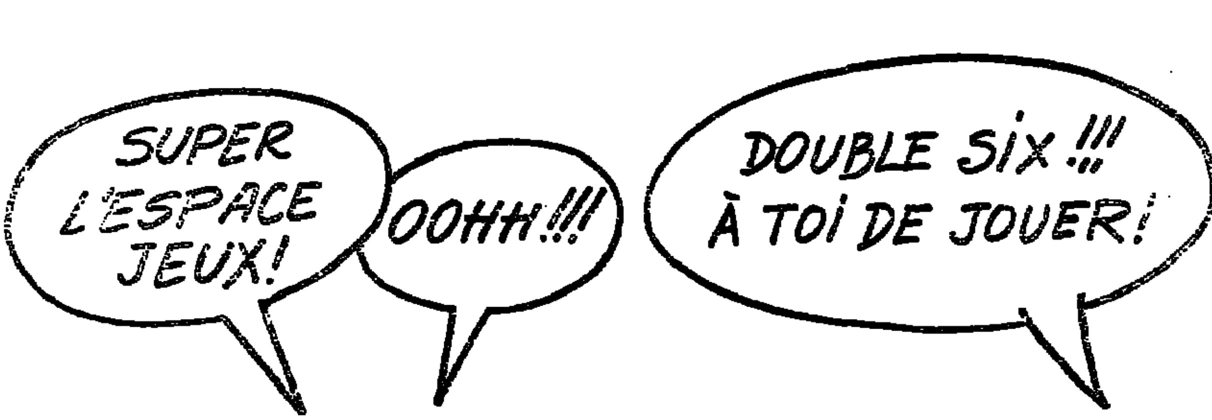
Les Etats-Unis ont perdu leur place de *« principal avocat des négociations ou de la diplomatie »*, a poursuivi l'ancien président, en soulignant que désormais *« la première réaction américaine dans une région troublée est d'essayer d'introduire des troupes américaines ou de proférer des menaces »*.

A propos du Proche-Orient, M. Carter a estimé qu'une rencontre entre le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et le leader de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, serait *« une bonne initiative »*.

Dans un livre à paraître la semaine prochaine, intitulé *le Sang d'Abraham* (« The Blood of Abraham »), l'ancien président écrit que le processus de paix *« s'est arrêté net »* sous le gouvernement de M. Reagan. Evoquant par ailleurs, dans un entretien avec l'hebdomadaire *Newsweek*, le récente offre de discussion faite par le roi Hussein de Jordanie et M. Arafat, M. Carter déclare que cette initiative est *« en fait une reconnaissance potentielle du droit d'Israël à l'existence »*.

« Je ne pense pas qu'Arafat et Hussein puissent aller plus loin à l'heure actuelle », affirme M. Carter, qui ajoute : *« Si M. Reagan attend un meilleur moment, une meilleure proposition, je pense qu'il perd son temps »*.





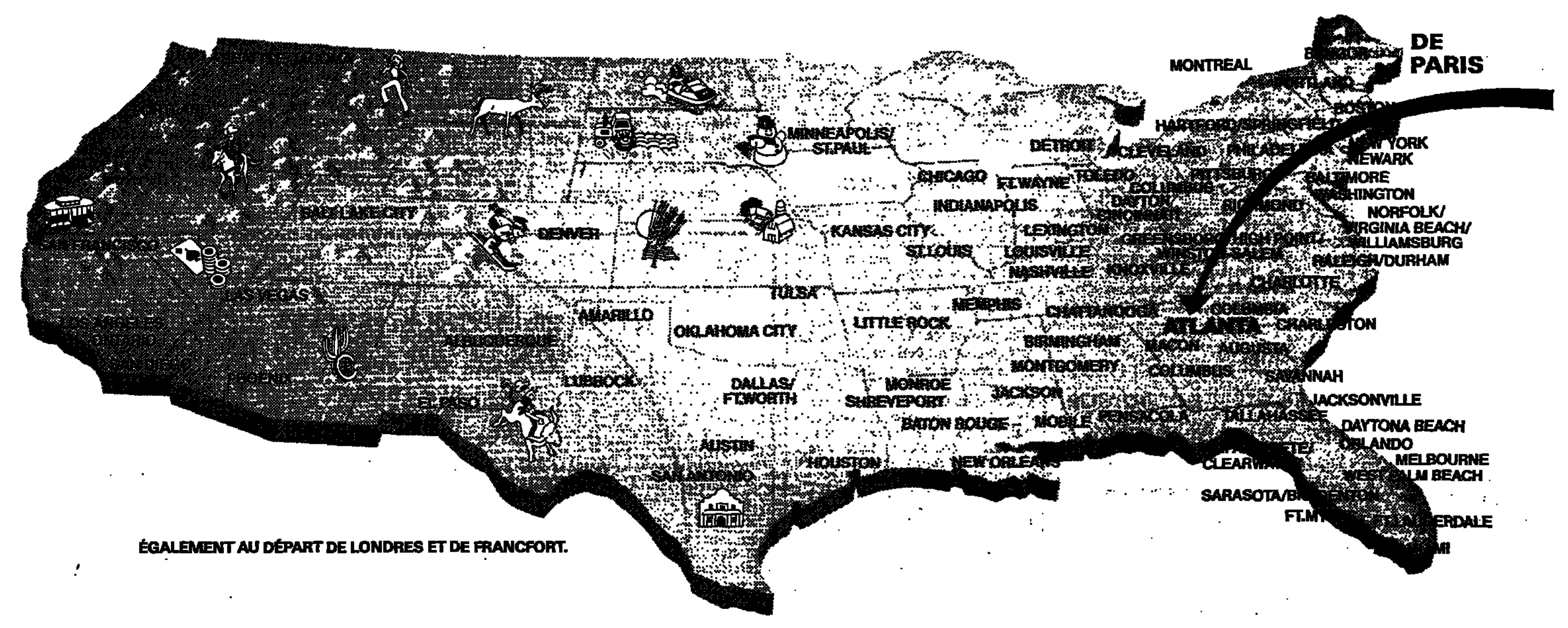




Une nouvelle porte ouverte sur les USA

ATLANTA SUR DELTA

A partir du 2 Avril, Delta, la compagnie qui dessert plus de 90 villes aux USA, décolle de Paris.



Les longs-courriers Tristar de Delta décollent de Paris à 12 h 25 et arrivent à Atlanta à 14 h 40. Quatre fois par semaine, le mardi, jeudi, samedi et dimanche.

Delta est une des premières compagnies mondiales.

La flotte Delta compte plus de 200 jets, dont les Tristar longs-courriers, les Boeing 767 longs-courriers, les B 737 et les nouveaux B 757. Delta s'envole plus de 1400 fois chaque jour vers 100 villes aux USA et dans le monde.

Atlanta, porte d'entrée de Delta aux USA.

Delta offre plus de vols au départ d'Atlanta que n'importe quelle autre compagnie aérienne et que de n'importe quelle autre plaque tournante aux USA. Plus de 360 départs chaque jour vers plus de 90 villes américaines de l'Est à l'Ouest, dont Chicago, Los Angeles, La Nouvelle Orléans, Miami et Orlando, où se trouvent l'Epcot Center et Disney World.

Les installations du vaste aéroport international d'Atlanta offrent de nombreuses facilités aux voyageurs. Les opérations relatives aux vols nationaux et internationaux s'effectuent dans un même ensemble d'aérogares. Douane et contrôle d'immigration sont regroupés en un seul endroit. Delta réachemine directement les bagages sur les vols en correspondance.

Et aussi, les services d'un personnel extraordinaire.

Nous avons plus de 36 000 hommes et femmes – des professionnels de Delta – pour servir nos clients. Pendant les 10 dernières années, Delta a enregistré moins de réclamations, par 100 000 passagers embarqués, que toute autre grande compagnie aérienne américaine, selon les statistiques du gouvernement américain.

Delta en classe affaire "Médaillon"

C'est du luxe à un prix économique. Volez en Classe affaire "Médaillon" ou en Première Classe Delta avec des sièges-couchettes.

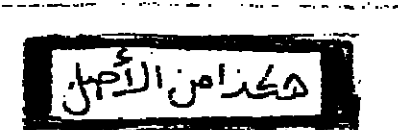
Nos clients apprécient le confort de nos superjets, notre cuisine internationale, la projection des tous derniers films et les huit programmes en stéréo à chaque siège.

Atlanta est une porte d'entrée idéale sur les États-Unis, avec des liaisons Delta pratiques sur les villes américaines de la côte Est à la côte Ouest.

Pour toute information complémentaire contactez votre agent de voyages ou DELTA AIR LINES au (1) 335.40.80.



DELTA : ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS



politique

LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE

Le débat sur le mode de scrutin divise tous les courants

Le comité directeur du PS, réuni à Paris samedi 23 mars, a confirmé les profondes divisions des dirigeants socialistes à propos du mode de scrutin, divisions qui ne reflètent que partiellement des divergences d'ordre stratégique.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'est prononcé pour la proportionnelle, ainsi que M. Claude Estier, directeur de *l'Unité*, alors que parmi les principales figures du PS, MM. Jean Poperen, numéro deux du parti, Jean-Pierre Chevènement et Michel Rocard veulent le maintien d'un scrutin à dominante majoritaire.

Deux tiers environ des intervenants du comité directeur se sont prononcés pour le maintien d'une logique majoritaire, un tiers seulement défendant la proportionnelle. Dans ces conditions, M. Didier Motchane, pour le CERES, a demandé soit un vote du comité directeur, soit un vote indicatif suivi de la convocation d'un comité directeur extraordinaire sur le même thème. Ces demandes n'ont pas été acceptées, mais un bureau exécutif extraordinaire est convoqué sur ce thème, le jeudi 28 mars. Ce bureau exécutif extraordinaire pourrait être lui-même suivi d'un comité directeur extraordinaire. Cette convocation, ainsi que l'invitation lancée par M. Jospin à débattre sur le mode de scrutin, lors des journées parlementaires du PS, mercredi 27 et jeudi 28 mars à Rennes, semble indiquer que la décision finale n'est pas prise et ne devrait pas l'être dans les jours à venir.

M. Rocard : oui à l'« instillation », mais la proportionnelle est « défaitiste »

A l'inverse de M. Jospin, M. Michel Rocard a plaidé pour un scrutin à dominante majoritaire. Le ministre de l'agriculture a rappelé qu'il est antiproportionnaliste depuis trente ans. Pour M. Rocard, la proportionnelle a un peu pourri la SFIO, qui s'est engluée sous la IVe République.

S'ils choisissent la proportionnelle, les socialistes n'échapperont pas, selon lui, au reproche de restaurer la IVe République, ce qui leur fera perdre, estime-t-il, de 2 à 3 % de leur électorat. Il considère que les sortants bénéficient d'une « prime » de 2 à 3 points, d'autant que, selon lui, l'essentiel des parlementaires ont bien travaillé dans leurs circonscriptions depuis 1981. Il a encore souligné, en faveur du scrutin majoritaire, que la mobilisation de la gauche est plus importante au second tour qu'au premier.

Pour M. Rocard, l'union de la gauche n'est pas morte. Les accords politiques sont peut-être morts, mais pas le phénomène électoral, et il importe de ne pas laisser l'électorat du PC en déshérence.

M. Rocard estime aussi que l'instauration de la proportionnelle exposerait le PS au reproche, de la part du PC, de vouloir « conduire » au centre. Or, pour M. Rocard, si les socialistes veulent « conduire » au centre, mieux vaut avoir d'abord rassemblé toute la gauche pour disposer d'un rapport de forces favorable. M. Rocard estime que la proportionnelle émousse tout contenu programmatique, dans la mesure où s'estompe, pour le personnel politique, la nécessité de réfléchir aux transformations sociales. D'une certaine façon, elle prive le président de la République de l'intérêt du droit de dissolution, puisque la composition d'une nouvelle Assemblée, après dissolution, serait à peu près la même qu'avant.

M. Rocard a souligné que M. Mitterrand – qui manie parfaitement le vocabulaire – a parié d'« instiller » une dose de proportionnelle. M. Rocard accepte l'instillation.

« Faire aujourd'hui le choix de la proportionnelle, c'est faire le choix de ne plus jamais avoir de majorité socialiste dans le pays », a-t-il affirmé. Dans ces conditions, pour M. Rocard, le choix de la proportionnelle est le *« choix du défaitisme »*.

M. Poperen : pour un simple « additif »

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a estimé qu'un redécoupage des circonscriptions est *« indispensable »*. Il a souhaité le maintien du scrutin majoritaire avec *« une liste additionnelle* (...). *Un additif, non pas un correctif, car c'est là que commencent toutes les complications »*. A propos de l'argument selon lequel la proportionnelle existe *« dans tous les autres pays d'Europe »*, M. Poperen a souligné que dans tous ces pays *« il n'y a pas un président de la République élu au suffrage universel »*.

Il a souligné, à propos de l'union de la gauche : *« Ce qui n'existe plus, c'est l'alliance programmatique* (...), *mais il existe deux camps dans ce pays* (...). *Il y a un regroupement qui est celui de la gauche et un regroupement de forces qui est celui de la droite* (...). *Il y a maintenant un parti majoritaire à gauche durablement. Et c'est, pour toute une période, irréversible* (...) *Le rassemblement de forces se fait autour de cette formation centrale que nous sommes devenus* (...). *Nous avons comme responsabilité de réintroduire dans le combat de la gauche une partie des forces qui s'en sont éloignées, notamment les forces influencées par le Parti communiste »*.

M. Poperen a ensuite estimé que, *« devant le peuple de gauche »*, les socialistes doivent dire que le comportement de la direction du PCF est *« complice de la droite »*. Quant au fond de la politique du gouvernement socialiste, M. Poperen a souligné : *« Si un certain nombre d'électeurs de gauche sont allés vers le Front national, c'est bien parce qu'ils ont des reproches à formuler. Les uns, naturellement, ne sont pas mérités, d'autres peuvent être justifiés. (...) Nous les rapatrierons, ces voix, si ce que nous faisons correspond à ce qu'elles attendent de nous. Ce n'est pas une modification du mode de scrutin qui les fera rentrer au bercail de la gauche. »*

A propos du scrutin majoritaire, M. Poperen a souligné : *« Tout indique qu'un scrutin qui nous a permis de nous accrocher, à partir de notre travail sur le terrain, nous permet de faire plus qu'un scrutin proportionnel (...) Dans tous les départements une série de listes nous mangeront la laine sur le dos (...) Si les élections cantonales avaient révélé un fléchissement net dans les reports de voix, cela m'aurait posé problème, mais c'est la démonstration contraire qui vient d'être faite. »*

M. Poperen a conclu en estimant, à propos de l'action du PS : *« Avec le scrutin de liste, vous nous privez de ce qui était une de nos forces ; nos adversaires, d'ailleurs, l'ont bien compris, qui ont entrepris une conquête méthodique des positions sur le terrain. Notre force, gardons-la, ne cessons pas d'être d'abord un parti de terrain. »*

M. Estier : le système actuel laminerait une gauche minoritaire

M. Claude Estier, directeur de *l'Unité*, l'hebdomadaire du PS, et président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a affirmé : *« Nous devons proposer un mode de scrutin simple, compréhensible par tous et qui ne soit pas sans précédent dans notre pays. »* Il s'est prononcé contre les formules mixtes et le maintien du système actuel, le seul avec lequel M. Jacques Chirac *« peut espérer voir le RPR disposer en 1986 d'une majorité absolue à lui tout seul ou avec quelques-uns de ses obligés. »* M. Estier a souligné qu'à l'UDF, en revanche, *« beaucoup sont conscients que seule l'introduction de la proportionnelle leur permettra d'échapper à la domination du RPR. »*

Le directeur de *l'Unité* a aussi écarté le *« système Giscard »* (scrutin majoritaire dans certains départements, proportionnel dans d'autres) avant de se prononcer pour *« la représentation proportionnelle dans tous les départements, quel que soit le nombre de leurs députés »*. Pour M. Estier, ce scrutin est *« le seul qui ne crée pas deux catégories de députés ou deux catégories de départements ; c'est celui qui donne à chaque formation politique sa juste représentation ; c'est un système qui soulèvera la colère de l'opposition – ce sera vrai de toute réforme électorale – mais c'est celui qui sera le plus facile à défendre devant l'opposition car l'accusation de « charcutage » ou de « magouille » n'aura plus prise. »*

A propos de l'objection selon laquelle *« la proportionnelle est nuisible à l'union de la gauche (...), et casse la dynamique unitaire »*, M. Estier a affirmé : *« Au scrutin majoritaire, si on reste à un niveau inférieur à 45 %, on est impitoyablement laminé. La proportionnelle au contraire donne à chacun son dû. (...) Si nous remontons à 30 % (...), l'effectif total de la gauche, dont nous serons l'élément moteur, permettra un rassemblement autour de nous, alors que, pour une gauche laminée par le scrutin majoritaire, l'union, qui serait d'ailleurs encore moins facile, n'aurait de toute façon valeur que de témoignage historique. »*

● RECTIFICATIF. – M. Henri Goetschy, UDF-CDS, qui a été réélu le 22 mars président du conseil général du Haut-Rhin, n'est pas, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions datées 24-25 mars, président du conseil régional d'Alsace. C'est M. Marcel Rudloff, UDF-CDS, sénateur, qui préside l'assemblée régionale.

Une stratégie autonome

Au cours du comité directeur du PS, les socialistes ont, pour la première fois, aussi précisément et aussi collectivement, exprimé l'idée que la situation politique de la gauche est aujourd'hui modifiée de façon irréversible par rapport aux données stratégiques de la ligne définie au congrès d'Epinay.

Tous ne sont pas allés aussi loin que M. Jacques Huntzinger, membre du secrétariat national, qui a affirmé carrément que *« l'union de la gauche est morte »*, du moins sous la forme qu'on lui connaissait. Mais tous ont dit qu'une page était tournée. Un nouveau chapitre s'ouvre qui ne sera plus celui des accords programmatiques entre les socialistes et les communistes. Tous aussi ont estimé que le PS serait désormais l'élément central et dominant du nouveau paysage politique de la gauche, et – s'il veut remplir sa mission historique – de la France elle-même.

A partir de ce double constat, deux analyses peuvent être développées, qui trouvent leur prolongement dans la préférence pour la proportionnelle ou le maintien d'un scrutin à dominante majoritaire. Une analyse très radicale de la fin de l'union de la gauche se développe autour du premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin. Tout se passe comme si, selon cette analyse, la force électorale que représente encore le PC était, à la limite, « banalisée », et – autour d'un PS dominant et autonome – limitée au rang de force d'appoint, presque au même titre que l'électorat centre-gauche.

En d'autres termes, le PS doit jouer au solitaire et non plus en fonction d'anciennes règles d'union au sommet devenues obsolètes. Une telle analyse trouve un débouché cohérent dans le choix du scrutin proportionnel, qui permettrait notamment, comme l'a dit crûment M. Luc Soubré, de *« s'affranchir des contorsions du PC entre les deux tours »*.

Garde-fou

D'autres socialistes, à l'inverse, veulent rester plus près des tables de la loi d'Epinay. Ils admettent qu'à l'évidence, les deux partis de gauche, le PS et le PC, ne navigueront plus bord à bord, mais ils souhaitent que les deux navires continuent à évoluer en convoi. S'ils ne veulent pas, selon l'expression de M. Jean Poperen, *« se mettre la tête dans le sable »*, s'ils ne nient pas la nécessité de trouver de nouveaux soutiens, ils continuent de privilégier clairement – au moins en tant que force populaire – l'union de la gauche, source à leurs yeux d'une dynamique majoritaire et garde-fou face aux vieilles dérives des socialistes. Une telle préoccupation trouve sa traduction dans la volonté de maintien d'un scrutin à dominante majoritaire. *« Le scrutin majoritaire, c'est le meilleur ancrage à gauche »*, s'est exclamé, de façon significative, M. André Laignel.

Pour autant, le débat ne peut être résumé à la confrontation de ces deux positions. D'abord parce qu'on peut supposer qu'existe toute une gamme d'analyses composites entre ces deux pôles. Ainsi, Mme Marie-Noëlle Lienemann, pour les néo-rocardiens, a-t-elle souligné la nécessité de reconquérir l'électorat de cadres et de techniciens – donc plutôt centre-gauche – tout en se prononçant pour le maintien d'une logique majoritaire. Ensuite, parce qu'un même choix peut recouvrir des analyses différentes : il est probable que M. Estier – proportionnaliste – est plus proche des « majoritaires » dans l'analyse qu'il développe des rapports PS-PC que de certains défenseurs de la proportionnelle. Enfin, parce que la préférence des uns et des autres se forge aussi à travers toute une série d'arguments complémentaires.

A la souplesse, à la liberté de jeu, à la justice électorale, que mettent en avant les proportionnalistes, les défenseurs du scrutin majoritaire opposent, par exemple, la cohésion du PS et l'équilibre des institutions. Selon eux, compte tenu des courants et des intérêts locaux, la proportionnelle, en particulier départementale, aurait des effets centrifuges catastrophiques pour le PS.

Quant aux institutions, les défenseurs de la proportionnelle, comme ses adversaires, estiment, globalement, qu'elles ne pourraient qu'évoluer dans un sens présidentialiste en cas d'instauration de la proportionnelle.

Rude et complexe

La complexité du choix provoqué par l'enchevêtrement de facteurs contradictoires (y compris personnels) s'illustre par le fait qu'aucun des courants du PS ne peut se targuer d'une position unanime. Le cas des rocardiens mérite examen. Compte tenu du souhait qu'ils expriment d'une recomposition du jeu politique, les amis de M. Michel Rocard devraient, logiquement, être en faveur de la proportionnelle. C'est d'ailleurs le cas de certains d'entre eux. Mais l'introduction de la proportionnelle entraînerait sans doute pour le courant, comme pour tous les courants minoritaires du PS, un laminage, dans les investitures, qui a de quoi faire réfléchir.

C'est probablement une des raisons pour lesquelles M. Rocard est partisan du scrutin majoritaire ; mais il y en a d'autres : le positionnement – face à M. Fabius – de « gauche », donc favorable au maintien d'une certaine forme d'union ; la stratégie personnelle de M. Rocard, qui vise plus la présidentielle de 1988 que les législatives de 1986. *« Y a-t-il scrutin plus majoritaire qu'une élection présidentielle ? »*, feint de s'interroger un de ses amis.

Quelle que soit la décision finale, le rude débat, qui – six mois avant un congrès de « rassemblement » et un an avant des échéances électorales qui imposent une cohésion sans faille – a divisé les membres du PS, risque de laisser des traces. Pour la première fois depuis 1981, relèvent certains socialistes, ce débat a fait *« gigoter »* un parti dont certains membres ont cru déceler, derrière l'installation de la proportionnelle, l'abandon d'une logique à laquelle ils veulent continuer à se référer. Or, ce parti risque de se voir imposer une solution intégrant de la proportionnelle dans un cadre départemental, hypothèse jugée la plus *« sérieuse »* par M. Poperen. Il faudra attendre les journées parlementaires pour connaître, après celui du comité directeur, l'avis des parlementaires du PS.

A propos de ces débats, deux attitudes se rencontrent chez les socialistes. Les uns n'y voient qu'un simulacre, car ils pensent que le président de la République décidera – si ce n'est déjà fait – en toute indépendance. Les autres estiment, au contraire, que, face à des solutions dont aucune n'est idéale, M. Mitterrand peut tenir compte de l'avis du parti.

A l'intérieur même du PS, ce qui s'est passé samedi risque de mettre M. Jospin dans une situation délicate, alors même que son autorité sur le parti pouvait sortir renforcée d'une bonne campagne cantonale. Même s'il est impossible d'extrapoler à partir d'une réaction du comité directeur, le premier secrétaire a été incontestablement mis en difficulté face à une réaction dont l'ampleur a vraisemblablement surpris son entourage. Encore M. Jospin a-t-il l'avantage, en la circonstance, d'être en parfait accord avec lui-même en défendant la proportionnelle. Mais si ce système est finalement adopté, il n'est pas évident que les socialistes, ensuite, le défendent *« partout et sans faille »*, comme il leur a déjà demandé.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Jospin : le mécanisme majoritaire sert une union rejetée par le PC

M. Jospin a estimé que son parti doit se fixer la barre des 30 % pour les législatives. Il a souligné que, s'il y a changement du mode de scrutin, ce changement entraînera une grande bataille politique, quel que soit le système retenu. Compte tenu du risque encouru, une fois la décision prise par les socialistes, il conviendra de la défendre *« partout et sans faille »*.

Au plan des principes, le premier secrétaire a rappelé que les socialistes ont choisi la proportionnelle, jugée *« plus juste et plus politique »*, mais sans en préciser les modalités. M. Jospin a affirmé que le débat reste ouvert entre diverses doses de proportionnelle et divers systèmes. Pour lui, les socialistes doivent être guidés par la recherche d'un système plus égal et plus juste, mais qui reste efficace par l'intérêt de la gauche et celui du PS.

M. Jospin estime que le scrutin majoritaire *« risque de refermer sur* [les socialistes] *le mécanisme qui servait l'union de la gauche rejetée par le PC »*. La proportionnelle, selon lui, peut permettre au PS de *« s'affirmer comme la grande force de rassemblement »*. *« L'union de la gauche*, a-t-il ajouté, *n'est pas morte, mais nous ne* [la] *ferons pas revivre à l'identique, car le PC, en particulier, ne le veut plus. » « Une page s'achève*, a lancé M. Jospin. *Si nous ne la sentons pas, cette union, si nous ne la vivons pas autrement, nous manquerons une occasion historique. »*

Les socialistes ne *« ligoteront »* pas les communistes, selon lui, par un mode de scrutin, et notamment pas un mode de scrutin qui entraîne des désistements. *« Le moment est venu*, a souligné M. Jospin, *d'une affirmation pleine et entière du PS. »*

M. Jospin a évoqué le prochain congrès du PS, à Toulouse du 11 au 13 octobre. Ce congrès, a rappelé le premier secrétaire, aura un double objectif : d'une part, créer les conditions du rassemblement avant la bataille de 1986 et mettre en place le dispositif de combat ; d'autre part, élaborer le *« contrat »* que les socialistes devront proposer à l'électorat pour une nouvelle législature.

Pour les contributions (qui s'intègrent au processus normal du congrès), chacun sera libre, a rappelé M. Jospin. En revanche, pour le travail de proposition, une structure de travail sera créée, afin d'aboutir à une élaboration en commun du *« contrat »* de législature.

Lors de l'émission « Le grand-jury RTL-*le Monde* », dimanche 24 mars, M. Jospin a estimé que le scrutin majoritaire, *« injuste »*, politiquement et numériquement est *« maintenant inadapté à la réalité politique française »*. *« Il impose*, a souligné M. Jospin, *des désistements à l'intérieur des deux grandes coalitions. » « Ces désistements*, a-t-il dit, *ne fonctionnent plus maintenant de façon correcte, à gauche par exemple (...). Donc, on oblige à se désister des forces qui sont amenées à se critiquer antérieurement aux désistements. Cela n'est pas sain. Il est d'ailleurs contradictoire, pour la droite, à la fois de nous reprocher notre alliance avec le Parti communiste ou nos accords électoraux avec lui, et, en même temps, de refuser le mode de scrutin à la proportionnelle. »*

LA PRÉFÉRENCE DE M. JOXE

Quelle est la préférence de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ? Bien que le système, inspiré du « système Giscard », qui introduit la proportionnelle dans les départements au-dessus d'un certain seuil démographique soit couramment appelé « système Joxe » dans les milieux socialistes, le ministre de l'intérieur n'en assume pas la paternité.

Samedi, au comité directeur du PS, M. Joxe a expliqué que son poste lui interdisait de prendre position, mais il s'est déclaré entièrement solidaire des analyses, des arguments et des conclusions du premier secrétaire. M. Joxe a ironisé sur la *« théologie »* de M. Chevènement et la *« psychologie »* de M. Rocard, ce qui a motivé une verte réplique de M. Poperen, lors du débat final autour de l'éventualité d'un vote du comité directeur sur le mode de scrutin.

POLITIQUE

LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Faciliter les ouvertures vers le centre

(Suite de la première page.)

A court terme, tout pouvoir doit tenir compte des contraintes politiques dans lesquelles il se meut, et qui sont aussi pesantes, par exemple, que les contraintes du commerce extérieur. L'opposition en est une, et de taille. La bataille qu'elle promet d'engager au Parlement et dans l'opinion, – au point d'envisager, comme l'a révélé M. d'Ornano, une levée en masse du type de celle qui avait été organisée pour la défense de l'école privée – oblige sans doute le pouvoir à se rallier à un système simple, afin de ne pas ajouter une difficulté de compréhension à la difficulté de se faire entendre au milieu du tintamarre.

Le PS est une contrainte à lui seul. Le paradoxe est que ce parti qui va mieux, dont l'image se redresse à mesure que se brouille celle de ses adversaires (la cote de M. Chirac au baromètre de l'IFOP atteint son niveau le plus bas), soit à ce point incertain sur sa stratégie.

Il est vrai qu'en son sein le clivage ne passe plus par les courants traditionnels mais entre les hommes qui se situent déjà dans l'après-Mitterrand, et ceux qui pensent avant tout à la fin du septenant. les premiers (MM. Rocard et Chevènement) *ont fort légitimement leur* propre stratégie présidentielle, et ne veulent pas casser le réflexe unitaire dont ils auront, éventuellement, besoin. Pour les seconds, l'important est que M. Mitterrand achève son septennat, et franchise la période 1986-1988 dans de bonnes conditions. Tout le reste, notamment le choix d'un mode de scutin, doit en découler.

Pour se donner les moyens sinon de gagner – ce qui paraît toujours aussi improbable – du moins de ne pas perdre, le PS doit être puissant. Se situer *« à 30 % »* des suffrages, a dit M. Jospin. C'est un résultat que le scrutin majoritaire (qui favorise *le phénomène du vote utile) peut lui* permettre d'atteindre, alors que la proportionnelle favorise l'éparpillement, et peut donc lui nuire.

Mais le vrai problème de M. Mitterrand n'est pas tant le niveau du PS en voix que sa traduction parlementaire.

Une gauche à 40 % et un PS à 30 %, par hypothèse, donneraient en sièges, au *scrutin majoritaire*, une chambre « bleu horizon », aussi massivement à droite que celles de 1919 et de 1968. A l'inverse, les mêmes résultats à la proportionnelle répartiraient les sièges de façon plus conforme au poids politique du PS.

On trouve là un *second clivage* chez les socialistes, entre ceux qui croient au « frémissement » et les autres. La bonne résistance de la gauche au second tour des cantonales, son sursaut dans certains départements, la poursuite des mouvements de hausse de popularité en faveur du président et du premier ministre, conduisent certains à penser que, d'ici un an, la gauche peut remonter au point de se satisfaire du *statu quo* majoritaire, qui accorde une prime amplificatrice au parti le *plus puissant.*

Les autres ne sont pas loin de considérer que cet objectif est hors d'atteinte, compte tenu du déclin du PCF et de l'audience de la droite. Cette fois, on est au cœur du débat politique et de ses conséquences à long terme.

Pour en apprécier toutes les données, il convient de prendre l'exacte mesure du rapport des forces dans le pays. Même si le PS, après une période noire, est en mouvement ascendant, même si le jeu pour 1986 est de nouveau ouvert, les socialistes savent qu'à eux seuls, ils ne peuvent être majoritaires. Ils savent aussi que M. Le Pen est là, et bien là. D'où le *« piège monté contre l'opposition »*, selon l'expression de Xavier Marchetti, l'éditorialiste du *Figaro*, piège selon lui *« à deux mâchoires : proportionnelle d'une part, cohabitation de l'autre »*.

Une alternative redoutable

Le projet de M. Mitterrand est en effet de placer l'opposition devant une alternative redoutable : composer avec lui, ou se compromettre avec l'extrême droite. Mais comme *ses adversaires ne veulent pas com*poser avec lui, il utilise l'arme du mode de scrutin pour les y contraindre. Il spécule sur la liberté ainsi rendue à ceux q ui se sentent prisonniers d'une bipolarisation dont M. Mitterrand veut signer l'acte de décès. Après en avoir été l'un des plus farouches artisans. C'est, à proprement parler, une démarche de recentrage. Et il n'est guère consé*quent d'être à la fois pour le recen*trage, contre la bipolarisation, et contre la proportionnelle.

Le projet du président se dessine désormais clairement : il s'agit de faire en sorte que le PS puisse susciter autour de lui un rassemblement *sur des thèmes « républicains »*, ce serait la préfiguration d'un nouveau PS, d'un parti social-démocratie qui dirait enfin son nom. C'est cette révolution-là qui est en jeu, au-delà du débat sur le mode de scrutin.

Il est vrai que, de toute façons, les socialistes *n'ont pas le choix* : pour les législatives de 1986, ils ne peuvent guère se présentier devant les électeurs de façon crédible, au scrutin majoritaire, car ils n'ont aucune alliance de gouvernement disponible. En revanche, la proportionnelle leur permet d'envisager une coalition avec d'eventuels centristes, seulement après la consultation. Ce n'est donc pas, comme le croit M. Rocard, l'annonce de la proportionnelle qui serait *« défaitiste »*, mais bien le maintien du *statu quo.*

Il reste que cette proportionnelle, si elle voit le jour, est de nature à bouleverser le paysage politique et le jeu des institutions. Elle peut dès lors enclencher des processus que nul ne peut prétendre maîtriser à l'avance.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Propos et débats

M. Goux (PS) : les gens raisonnables

M. Christian Goux, député socialiste du Var, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dans une interview au Journal du Dimanche, *a déclaré :* « Nous sommes prêts à gouverner avec tous les gens raisonnables qui le souhaitent. Du côté du CDS et des radicaux, des gens sont très proches de nous et raisonnables. Je me refuse à croire qu'il y a 58 % des gens qui, avant toute autre considération, veulent notre peau. Certes, les esprits évoluent lentement, mais l'ensemble des socialistes, je crois, admettent aujourd'hui cette perspective. Et puis, il ne faut pas sous-estimer *les effets de la proportionnelle dans l'accélération des changements de* mentalités. »

M. Toubon (RPR) : sauver les meubles

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, s'est déclaré « frappé » *par le fait que la discussion du comité directeur du PS sur la réforme électorale* « n'ait porté que sur le système le plus juteux pour les socialistes. Leurs préoccupations sont ancillaires. Les socialistes cherchent une manipulation du mode de scrutin pour accommoder au mieux leur défaite ; ils essaient de trouver ce qui déshabille le moins. La réunion du comité directeur est la démonstration qu'il n'y a aucun rapport entre l'intérêt national, la constitution d'une majorité et leur préoccupation, qui est de trouver simplement la meilleure façon de sauver les meubles. »

M. Baylet (MRG) : régime présidentiel

M. Jean-Michel Baylet, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, a déclaré que les radicaux de gauche étaient « partisans d'une dose de proportionnelle la plus large possible »*, Il estime que la Constitution est* « mauvaise »*, car elle donne au président de la République* « des pouvoirs quasi exorbitants »*. Au « Forum de RMC », il a révélé qu'il en avait parlé à M. Mitterrand, et il a ajouté :* « Nous vivons en régime présidentiel et nous avons une Constitution de régime d'assemblée, en conséquence, reconnaissons une fois pour toutes que nous sommes en régime présidentiel, définissons les pouvoirs du président de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat. »

M. Pflimlin : mélange

M. Pierre Pflimlin, président de l'Assemblée européenne, ancien président du MRP, invité du « Club de la presse », d'Europe 1, dimanche 24 mars, s'est déclaré favorable à un système « qui concilie autant que possible les avantages du système majoritaire et du système proportionnel »*, et il a cité en exemple la loi pour les élections municipales de 1983 qui* « empêche le risque d'émiettement qui permet de dégager une majorité mais assure une certaine représentation de la minorité ».

LE COMITÉ CENTRAL DU PCF

Pour la proportionnelle intégrale

Le comité central du Parti communiste, auquel s'étaient joints ceux des premiers secrétaires fédéraux qui n'appartiennent pas à cette instance s'est réuni, le lundi 25 mars, pour examiner les résultats des élections cantonales et l'application de la politique consacrée par le vingt-cinquième congrès du parti. M. Charles Fiterman, membre du *secrétariat du comité central*, devait introduire la discussion, et c'est M. Georges Marchais lui-même qui devait en rendre compte à la presse mardi matin.

Cette réunion du comité central est la deuxième depuis celle au cours de laquelle, à la fin du congrès, il avait élu le bureau politique et le secrétariat. Le comité central avait été épuré d'une quinzaine de membres qui avaient, d'une façon ou d'une autre, marqué leurs distances ou exprimé des hésitations par rapport à la direction et à *l'orientation adoptée après les élec*tions européennes de juin 1984. Depuis le congrès, deux anciens membres du comité central, qui assuraient la direction d'une fédération, en ont été écartés : M. Ivan Tricart a quitté le secrétariat de la fédération de l'Essonne et M. François Asensi celui de la fédération de la Seine-Saint-Denis *(le Monde* du 23 mars).

L'éviction de M. Asensi, décidée au début du mois par le bureau politique, avait été retardée jusqu'au lendemain des élections cantonales. La possibilité pour le PCF de conserver la majorité absolue des sièges au conseil général de Seine-Saint-Denis s'annonçant incertaine, la direction du parti a préféré laisser à M. Asensi la responsabilité de la campagne électorale et celle d'une *défaite éventuelle. Bien que les com*munistes aient conservé la majorité, M. Asensi n'en a pas moins été limogé. M. René Le Guen, membre du bureau politique, a justifié cette décision le 21 mars, devant le comité fédéral.

La normalisation des fédérations

La destitution de M. Asensi, appuyée par des membres de l'appareil comme M. Jacques Gonzalez, conseiller général, qui a employé au sujet du premier secrétaire le terme de *« liquidateur »*, a été contestée par M. Jacques Ralite, maire d'Aubervilliers, ancien ministre, et par le maire de Montreuil-sous-Bois, *M. Jean-Pierre Brard. M. Ralite* avait déjà manifesté son soutien à M. Asensi lors du congrès.

La décision prise à l'encontre de M. Asensi, préfigurant celles qui devraient viser d'autres dirigeants fédéraux minoritaires au congrès, pose un problème aux membres du comité central qui avaient été reconduits dans cette instance malgré les désaccords qu'ils avaient exprimés, MM. Félix Damette, Pierre Juquin et Marcel Rigout. Leur présence au comité central risque, en effet, de prendre la signification d'un alibi par rapport à la purge opérée dans les fédérations. D'un autre côté, prendre la défense des dirigeants fédéraux sanctionnés ou menacés serait accréditer l'idée qu'un courant s'est formé, autrement dit, dans le vocabulaire du PCF, que la direction aurait affaire à une « fraction ».

Le comité central devait discuter, aussi, de la question de la réforme du mode de scrutin. Dès le 22 mars, M. Georges Marchais a dénoncé par avance, comme une *« fausse proportionnelle »* des projets prêtés au pouvoir. Alors que la direction du PCF paraissait admettre, il y a un an, la nécessité d'un système mixte, qui tiendrait compte de l'implantation locale des élus, *elle a décidé de join*dre sa voix à celle de l'opposition pour récuser les « manœuvres » des socialistes, certes pas en réclamant, comme la droite, le maintien du mode de scrutin actuel, mais en faisant campagne pour la représentation proportionnelle intégrale.

Le système qui avantagerait le plus le PCF serait un scrutin proportionnel départemental avec répartition nationale des restes. Cette formule n'a aucun défenseur au Parti socialiste, ni aucune chance d'être retenue. Le maintien du scrutin majoritaire obligeraient les communistes à passer des accords de désistement avec les socialistes, comme ils l'ont *fait pour le* second tour des élections cantonales. Un système mixte accroîtrait le représentation du PCF à l'Assemblée nationale, sans lui permettre, toutefois, de tirer bénéfice des voix qu'il obtient dans une série de départements où son niveau se situe autour de 10 % des suffrages.

L'essentiel, néanmoins, pour le PCF est moins de faire prendre en compte ses préférences quant au mode de scrutin – ce qui paraît difficile – que de dénoncer l'infidélité du PS à ses promesses de 1981 et sa recherche éventuelle d'une majorité de rechange.

PATRICK JARREAU.

Une élection municipale partielle

ROMORANTIN-LANTHENAY (Loir-et-Cher) : 1er tour

Inscr., *10729* ; vot., *7867* ; suff. exp., 7689. Div. opp. (M. Torset) 2576 (33,50 %) ; PS (M. Lorgeoux) 2307 (30 %) ; div opp. (M. Thyraud, UDF-PR, sen., m. s.) 2263 (29,43 %) ' PC (M. Delanoue 543 (7,06 %). *IL Y A BALLOTTAGE.*

[Après dix mois de crise municipale à Romorantin, après la démission du maire, M. Jacques Thyraud (PR), sénateur du Loir-et-Cher, et de sept de ses colistiers, l'élection municipale partielle du 24 mars visait à faire trancher par le suffrage universel le conflit ouvert l'été dernier entre le maire et son premier adjoint, M. Pierre Torset, proche du CDS. Les deux hommes s'étaient affrontés en juin 1984 à l'occasion d'une élection cantonale partielle, l'adjoint refusant de s'effacer devant le maire. La situation avait fini par devenir totalement bloquée dans cette municipalité largement dominée par l'opposition (vint-six élus contre sept à la gauche), le maire et ses fidèles (treize élus) affrontant sans cesse le clan du premier adjoint (treize élus également). Un conflit de personnes doublé d'une rivalité PR-CDS très vive en Loir-et-Cher.

Le premier tour de cette élection partielle a confirmé, en effet, le résultat des cantonales. La liste de M. Pierre Torset, (33,5 %) devance celle de M. Jacques Thyraud de plus de 300 voix (29,4 %). La liste du PS (30 %) bat même celle du maire sortant. Le PC obtient 7 % des suffrages. L'incertitude demeure cependant pour le second tour. Si M. Jacques Thyraud refusait de se désister *(« Je ne tiendrai aucun compte des conseils des partis de l'opposition »*, a-t-il déclaré dimanche soir en confirmant sa démission de l'UDF), les chances d'une liste de la gauche unie pourraient n'être pas *négligeables.*]

Le 6 mars 1983 les résultats avaient été les suivants :

Inscr., 10 857 ; vot., 9 204 ; suff. expr., 8 931. Opp. (M. Thyraud, UDF-PR, m. s.) 5 103 (57,13 %) 26 ÉLUS ; PS, (M. Lorgeoux), 3 823, (42,80 %) 7 ÉLUS.

● *Hausse des cotes de popularité de MM. Mitterrand et Fabius. Baisse record de M. Chirac.* – Le baromètre mensuel de l'IFOP publié dans le *Journal du dimanche* enregistre une hausse de 2 points de la cote de popularité du président de la République. Le chef de l'Etat satisfait 35 % des personnes interrogées (33 % en février) et en mécontente 45 % (53 % précédemment).

L'indice de satisfaction du premier ministre augmente, lui, de *5 points* : 42 % de satisfaits ce mois-ci (au lieu de 37 % le mois dernier) contre 28 % de mécontents (34 % précédemment).

Les personnalités politiques de l'opposition, en revanche, enregistrent toutes une baisse, faible pour M. Raymond Barre (49 % d'avis favorables au lieu de 51 % en février) et Mme Simone Veil (46 % au lieu de 47 %), mais plus forte pour M. Giscard d'Estaing (36 % au lieu de 40 %) et surtout pour M. Chirac (30 % au lieu de 35 %). C'est le plus mauvais score réalisé par le président du RPR depuis la création du baromètre IFOP-*le Journal du dimanche*, en mars 1983.

Le sondage a été effectué du 11 au 18 mars auprès d'un échantillon représentatif de 1 961 personnes.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

« Quand une indépendance est inéluctable il faut contribuer à son succès »

déclare M. Edgard Pisani

De notre correspondant

Nouméa. – M. Edgard Pisani ne manque pas d'imagination. Après toutes sortes de tentatives pour engager le dialogue avec les plus irréductibles, le délégué du gouvernement s'est adressé, lundi matin 25 mars, à la jeunesse de Nouvelle-Calédonie en publiant dans le quotidien local deux « lettres ouvertes », l'une à un jeune Canque, l'autre à un jeune Calédonien.

« Fallait-il que vous soyez inconscients, vous et vos camarades, dit l'ancien ministre du général de Gaulle aux jeunes Canaques, *pour détruire des fermes, massacrer des troupeaux, terroriser des exploitants agricoles et forestiers ! Certains sont les descendants de longues lignées qui ont construit de leurs mains des élevages en remplaçant des steppes par de verts pâturages (...). Vous devez les respecter pour ce qu'ils ont fait et pour ce qu'ils peuvent vous apprendre : que le droit du sol change est une chose, mais que vous les chassiez en est une autre (...) Il faut que naisse une agriculture canaque productive, il ne faut pas pour cela que disparaisse l'agriculture des broussards, bien au contraire. Il faut que naisse un nouvel essor, il ne faut pas pour cela que s'en aillent ceux qui cultivent aujourd'hui et qui veulent continuer à travailler cette terre. Votre propre tradition, votre droit foncier, coutumier, est un plus grand obstacle au développement agricole que ne l'ait la présence des cultivateurs et d'éleveurs non canaques. ».*

Ensuite, M. Pisani évoque la violence et les enchaînements dramatiques auxquels elle a conduit : *« Croyez-vous que toute cette agitation, ces exactions inacceptables servent politiquement votre cause et la fassent avancer ? Autant vous dire tout de suite que je ne céderai pas, et que, jour après jour, je reprendrai le contrôle des villages et des vallées pour que la vie y reprenne ses droits (...). Avant de déruire ce qui existe et de chasser ce qui vous encombre, vous êtes-vous interrogés pour savoir si vous êtes tout à fait capables de gouverner, d'administrer, de développer, de faire vivre ce que vous prétendez récupérer en pleine et exclusive propriété ? (...) Vous avez vocation à l'indépendance, mais vous n'avez pas la capacité de la gérer seuls aujourd'hui. (...) Le combat vous rend intolérants, et c'est normal. Qu'il ne vous rende pas aveugles et ne se transforme pas en démarche suicidaire. L'avenir de la Nouvelle-Calédonie passe par l'invention d'une société institutionnellement pluri-ethnique, conduite par un Etat organisé, de telle sorte que les Mélanésiens détiennent l'essentiel du pouvoir, mais pas un pouvoir sans partage ».*

« Un indépendantiste heureux est plus ouvert...

Aucune complaisance non plus dans la missive adressée à un Calédonien non mélanésien : *« Vous voulez demeurez français. Ce droit est imprescriptible et nul ne vous le conteste. Mais vous voulez que la Calédonie reste française, et cela fait problème (...). Il faut que vous compreniez qu'il n'y a pas nécessaire identité entre vos intérêts immédiats et les intérêts supérieurs et permanents de la France (...).*

Il y a ceux qui sont à la tête de grandes affaires et qui se sont arrangés pour être aussi à la tête d'une certaine politique. Ils détiennent tous les leviers, tous les pouvoirs. Ils ont monté une économie qui est tout entière négoce et non-production. Ils tiennent à la France, ceux-là, furieusement pourvu que, maintenant le statut du territoire, elle maintienne leurs privilèges (...). Ni vous ni moi ne pouvons accepter ce court raisonnement de nos interlocuteurs indépendantistes qui voudraient que l'indépendance soit proclamée sans aucune condition. (...) Mais quant à vous, vous devez vous interroger et répondre à ces deux questions : acceptez-vous de considérer que cette terre, où vous garderez votre place, doit passer sous souveraineté canaque ? (...) Acceptez-vous de considérer que sans cette modification décisive vous laisserez se créer pour la Calédonie une insécurité destructive, pour les Calédoniens un risque insupportable, et pour la France elle-même une instabilité dangereuse ? Il faut que les Calédoniens non Mélanésiens, dans leur avenir diversifié, acceptent la souveraineté canaque sur le sol et la construction d'une société pluri-ethnique où les Canaques joueront un rôle privilégié, mais où chacun d'eux sera garanti dans sa personne, ses biens, son travail, et avec la garantie complémentaire de la France (...) Quand une indépendance est inéluctable, il faut contribuer à son succès parce qu'un indépendantiste heureux est plus ouvert qu'un indépendantiste victorieux mais encore haletant d'une bataille inexpiable. »

FRÉDÉRIC FILLOUX.

● *Le RECOURS (association de rapatriés)* s'est indigné au cours de son congrès national du 23 mars à Bordeaux de *« l'indécente déclaration de M. Pisani à l'égard d'Eloi Machoro »*. Il demande à M. Mitterrand de *« décerner à M. Pisani la qualité de rapatrié sanitaire, son retour définitif demeurant la véritable clé du problème calédonien »*.

D'autre part, le RECOURS (association des rapatriés) a décidé de conclure *« un véritable armistice avec les pouvoirs publics »* afin que le gouvernement puisse par des mesures législatives améliorer la situation de certains rapatriés. En janvier 1986, le RECOURS fixera en conséquence son attitude en vue des élections législatives de mars.



société

MÉDECINE

Les internes étudient les nouvelles décisions de Mme Georgina Dufoix

Un certain apaisement se manifeste au sein des syndicats nationaux d'internes et de chefs de clinique de centres hospitalo-universitaires (CHU) après les décisions prises samedi soir 23 mars par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Il s'agit essentiellement de l'attribution d'une indemnité complémentaire de 1 500 francs pour les internes de spécialités, venant s'ajouter à la rémunération de base que toucheront tous les internes, y compris ceux de médecine générale. La rémunération des internes de spécialités de 3e et 4e année serait portée en outre à 9 000 francs par mois.

Ces décisions du ministère devaient être transmises lundi et mardi aux assemblées générales, organisées dans toute la France. On saura alors si le préavis de grève de deux jours, déposé vendredi 22 mars pour la fin de la semaine, sera maintenu.

Au ministère, on indiquait ce matin que Mme Georgina Dufoix, *« qui a reçu carte blanche de Matignon pour mener à bien ces négociations, s'était rendu compte qu'un certain nombre de choses n'allaient pas, tant en ce qui concerne le problème de la rémunération des internes qu'en ce qui concerne la départementalisation »*. On ajoute que des modifications aux décrets d'application sur la départementalisation vont très vite être apportées.

Les représentants des internes de médecine générale, de région sanitaire et de psychiatrie devaient être reçus lundi 25 mars, en fin de matinée, pour connaître à leur tour les nouveaux salaires qui leur seront attribués.

La CNIL se prononce sur le «fichier des maladies»

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rendu publique, le vendredi 22 mars, sa proposition sur les registres médicaux informatisés. Cet avis suit celui du Comité national d'éthique (*le Monde* du 22 mars).

Selon la CNIL, la consultation des renseignements médicaux informatisés portant le nom du malade doit être réservée, d'une part aux chercheurs dûment habilités par le responsable de la recherche, d'autre part aux médecins chargés du traitement de ce malade. Les renseignements doivent être transmis aux organismes de recherche – notamment aux registres de cancer – seulement après en avoir informé le malade et après avoir obtenu son consentement. Une seule exception : quand le malade, *« pour des raisons légitimes que le médecin apprécie en conscience »*, doit être tenu dans l'ignorance de son état.

La CNIL recommande aux organismes de recherche de *« prendre toutes les précautions utiles afin de garantir la confidentialité des données médicales »*. Parmi ces précautions : le matériel informatique doit être réservé exclusivement à la recherche médicale et ne pas être relié à un réseau de transmission. les renseignements doivent être rendus anonymes quand il font l'objet de transmission à l'étranger.

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN JEUNE MAROCAIN A MENTON

SOS racisme et une vingtaine d'associations organisent mardi une grande manifestation

« Nous, on n'aime pas les Arabes. » C'est l'explication fournie aux policiers par les deux hommes qui ont tué à coups de carabine, à Menton, un aide-cuisinier marocain, Aziz Madak, vingt-huit ans, et blessé son ami martiniquais. Les faits ont eu lieu dans la nuit du 20 au 21 mars, mais n'ont été rendus publics que le 22 dans la soirée (*le Monde* daté 24-25 mars). Ce crime a aussitôt provoqué de nombreuses réactions. L'association SOS racisme a appelé à une journée nationale d'action le mardi 26 mars, demandant à tous les porteurs du badge « Touche pas à mon pote » en France, dans les établissements scolaires et universitaires *« de prendre la parole sur la question du racisme (...) entre 10 et 11 heures »*.

Dans un communiqué, cette association demande aussi *« à tous ceux qui sont concernés d'interrompre toutes leurs activités là où ils se trouvent pour observer une minute de silence à 11 heures »*. SOS racisme invite, en outre, les églises, les mairies, les usines et les écoles à *« faire fonctionner leurs sirènes pour annoncer cette minute de silence »*.

Pour sa part, le comité de soutien contre le racisme, qui groupe une vingtaine de mouvements, syndicats et associations, dont le MRAP, Amnesty International et la communauté juive de Menton, appelle les Mentonnais à participer, le 25 mars, à 18 h 30, à une manifestation destinée *« à montrer la détermination à lutter contre l'intolérance, le racisme et le fascisme »*. De même, la LICRA a dénoncé le *« nouveau crime raciste de la Côte d'Azur »*, appelant les pouvoirs publics à *« mettre fin sans délai aux agissements des nazis de la Côte d'Azur et à leurs amis qui ont la prétention de solliciter le suffrage universel »*.

M. Nicolas Pilipenco, conseiller municipal (PC) de Menton, s'est élevé contre *« la multiplication des agressions envers des ressortissants étrangers »*. *« Comment ne pas y voir*, demande-t-il, *une conséquence des thèmes racistes et xénophobes développés par M. Jean-Marie Le Pen, les médias participant à la banalisation de l'extrême droite en lui accordant une large audience ? »*

Le meurtrier présumé, Francis Piovano, vingt-huit ans, sans profession, et son complice, Yves Podelski, vingt-sept ans, employé au bureau d'aide sociale de Menton, qui ont tiré sur un groupe d'étrangers discutant tranquillement avec une jeune femme, sont, en outre, l'objet d'une polémique. L'un d'eux aurait précisé aux enquêteurs qu'il militait au Front national (extrême droite). Le Front national a aussitôt démenti que les deux hommes aient jamais fait partie de ses militants. Le mouvement de M. Le Pen *« appelle tous les responsables politiques à prendre conscience* (...) *de la nécessaire élaboration d'une politique d'immigration qui seule peut empêcher le recours systématique à la violence »*. Enfin, le Front national menace de poursuites judiciaires *« les journalistes qui ont tenté de faire croire à des mensonges »*.

Le secrétaire départemental des Alpes-Maritimes pour le Front national, M. Alber Peyron, nous indique notre correspondant à Nice, précise que le complice du meurtrier a bien fait une demande, en date du 15 février 1985, pour entrer au Front national, mais qu'il n'y avait pas encore été répondu favorablement faute de temps, en raison de la campagne pour les élections cantonales. M. Peyron indique cependant qu'un *« bulletin provisoire »* lui avait été remis.

SOS bêtise

La mort d'Aziz Madak, ce jeune Marocain âgé de vingt-huit ans, tiré comme un lapin, jeudi dernier à Menton, par deux personnages qui *« n'aimaient pas les Arabes »*, n'est pas le premier crime raciste commis en France. La chronique des faits divers est riche, hélas, depuis de nombreuses années, de ces ratonnades qui suscitent l'indignation des antiracistes et plongent dans un embarras (en général provisoire...) les idéologues de la xénophobie. Il y a plus de dix ans, à Marseille, une longue série de meurtres d'immigrés était restée impunie.

Si l'affaire de Menton mérite, plus encore que les précédentes, réflexion, c'est qu'elle résume et contient tout ce qui fait le racisme, ordinaire et extraordinaire : l'alchimie de la bêtise, soutenue par l'air du temps. Les agresseurs d'Aziz Madak ont de pauvres biographies. Ils ne sont pas de ces privilégiés de la fortune et du rang qui auraient à préserver quelque avantage par rapport à on ne sait quelle menace des « barbares » maghrébins. N'était ce crime, on en ferait des portraits de victimes. Cet agent communal modeste, jeune mais mutilé (il avait fallu l'amputer d'une jambe après une maladie), sa femme venait de l'abandonner avec ses deux enfants. Il traînait de bar en bar sa mutilation et sa solitude. Il eut pour compagnon, le jour de la ratonnade, un garçon de son âge, le tireur, un chômeur, autre « paumé » des temps modernes.

Rien, donc, en apparence, du commando froid, méticuleux, imaginé par quelque groupuscule à visée politique. Un coup de sang, plutôt, l'alcool aidant. Un fond de xénophobie, l'idée obsédante que si rien ne va dans la vie, ce ne peut être qu'à cause de l'Autre, ce « bougnoule » venu d'ailleurs, voleur d'emplois, de logements et, pourquoi pas, de filles...

A ce pitoyable cocktail, ajoutez l'écho, non mesurable, de ce discours servi depuis quelques mois à la France par un mouvement politique qui a cru légitime d'associer l'amour de la nation et la haine de ce qui est étranger. De construire son succès – provisoire ? – sur l'addition des petites peurs et des petites frustrations individuelles. On ne brandit pas impunément le mépris de l'autre comme étendard, quand, dans un pays en crise, il y a des gens à l'esprit faible, disposés à désigner – y compris du bout du fusil – l'Arabe du coin comme source et cause de tous les maux. Le racisme est un état d'esprit. Le crime raciste en est le passage à l'acte.

L'un des aspects les plus étonnants de l'affaire de Menton, c'est qu'il a fallu attendre quarante-huit heures pour qu'elle soit révélée, publiée. Comme si, dans cette ville de la Côte vouée à la retraite heureuse (et huppée), on s'était efforcé de cacher cet « accroc ». Deux jours de silence qui ne sont pas sans rappeler l'attitude de ces bonnes familles où l'on veut préserver, dans quelque placard, un secret inavouable. Voyons pourtant le bon côté de cette manœuvre de retardement : elle aura prouvé – *a contrario* – que le crime raciste fait honte encore à la collectivité, et qu'il n'est pas « banalisable », si les thèses qui en favorisent l'émergence sont, elles, médiatisées, banalisées.

Voici l'heure des réactions. Communiqués, déclarations, meetings, grève d'une heure même, organisée mardi par « SOS racisme » : rien là qui surprenne vraiment, les arguments sont au point. L'indignation a son prix. Mais, là aussi, elle passera. Resteront, enfouis dans la crise, incrustés dans la France des « petits Blancs », les fondements du racisme : la bêtise et la peur. On doute qu'il soit possible de les anéantir.

Au moins peut-on demander à ceux qui ont quelque responsabilité dans la vie nationale – ou aspirent à en avoir – de cesser de jouer avec l'irrationnel.

BRUNO FRAPPAT.

SOCIÉTÉ

A Paris

La discrète arrestation d'un parrain

Un parrain a été arrêté récemment dans la plus grande discrétion, à Paris. L'homme, âgé de trente-quatre ans, s'appelle Claude Genova et les policiers le filaient depuis plusieurs mois. Il est « tombé », le 6 mars, pour une « peccadille » : il s'apprêtait à démarrer au volant de sa Mercedes après avoir reçu la somme de 30 000 francs d'une prostituée parisienne. Il était 1 h 30 et les enquêteurs de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme l'attendaient.

Claude Genova, connu depuis des années par les services de répression du grand banditisme, considéré comme un « individu dangereux spécialisé dans les vols à main armée », se voit ainsi poursuivi pour proxénétisme aggravé. La police lui reproche d'avoir fait travailler quelques filles dans deux studios, rue Saint-Denis, loués par des hommes de paille. C'est peu par rapport à ce dont la police le soupçonne, mais les hommes de la brigade de répression du proxénétisme estiment qu'il est déjà rare d'« en avoir autant » sur le compte d'un grand du milieu.

Genova serait à comparer *avec un homme comme Jo Attia, mais doué de plus d'intelligence. « Genova est plus insaisissable, plus fluide. Il a eu l'à-propos de blanchir ses revenus au fur et à mesure. »* Apparu sur la scène du banditisme après les règlements de comptes qui ont décimé les familles Guérini et Zemour et leurs proches, il a progressivement pris le pas sur d'innombrables voyous isolés.

Redouté de ses pairs, Genova est devenu rapidement un juge *de paix du milieu*, tranchant les litiges survenant aussi bien à Paris que dans le Midi où il posséderait des biens immobiliers. Du coup, *« il ne se fait rien d'important dans le banditisme sans qu'il soit au courant »*, disent les policiers qui lui attribuent un rôle majeur dans la conception et la direction de plusieurs équipes de malfaiteurs spécialisés dans le cambriolage, le hold-up, dans le proxénétisme parisien et d'autres trafics.

A chaque fois, la force de Genova aurait été de ne rien posséder à son nom, ce qui rend les enquêtes très difficiles. Dans le cas du proxénétisme, le malfaiteur *« confiait » ses prostituées à* des proxénètes intermédiaires. En perpétuel mouvement, Genova a été particulièrement difficile à « coincer ». A tel point que les policiers ignorent toujours l'adresse de son domicile.

L. G.

« J'ai peur d'avoir honte pour mon pays »

déclare le cardinal Lustiger à TF 1

Face à quatre journalistes aux aguets, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, invité de « Midi-Presse » sur TF 1 dimanche 24 mars, a eu du mal à échapper aux questions politiques. D'entrée de jeu, il a été sommé d'expliquer pourquoi il a accepté de recevoir (probablement le 27 mars) M. Jean-Marie Le Pen.

Sur le principe de cette rencontre, la réponse ne s'est pas fait attendre : *« Je ne publie jamais mon agenda, je reçois qui je veux, quand je veux, criminel ou innocent, qu'il soit pécheur ou saint, personne privée ou homme public. En tant que prêtre, et évêque, c'est mon droit et mon devoir ; cela fait partie de mon métier. »* Sur le fond, le cardinal a voulu dépasser l'homme pour atteindre le phénomène sous-jacent : la montée en France du racisme et de la xénophobie, notamment après le crime raciste de Menton, *« Ce que pense M. Le Pen n'est pas important*, dit-il. *Ce qui m'inquiète, c'est ce qui se passe dans la tête des Français. J'ai peur d'avoir honte pour mon pays... »* Refusant de comparer un catholique engagé au Parti communiste à celui qui milite au Front national, il s'est borné à faire observer que le marxisme, de par sa structure, est incompatible avec le christianisme, alors que la doctrine prônée par le Front national est *« un conglomérat d'idées diverses, dont certaines sont contradictoires avec l'Evangile »*.

Interrogé sur son intervention pour empêcher le projet de film de Martin Scorsese, *la Dernière Tentation du Christ*, d'être subventionné par le gouvernement, le cardinal a affirmé : *« Je ne suis pas contre la liberté artistique*, en rappelant sa sympathie, voire ses *« affinités »* avec Jean-Luc Godard. *Je demande seulement le respect pour ce que nous tenons pour le plus sacré. Le Christ ne fait pas partie de l'imaginaire disponible, qu'on pourrait traiter comme la mythologie grecque. »*

Cela dit, Mgr Lustiger a violemment critiqué les *« nervis et gros bras »* du CLUB (Collectif pour la lutte contre le blasphème), qui avaient perturbé une de ses messes, les qualifiant de *« menteurs et de voleurs »*, puisqu'ils prétendent être une association selon la loi de 1901, mais n'ont jamais déposé de statuts. *« Je n'ai pas peur de telles menaces physiques »*, a lancé le cardinal, en ajoutant qu'on ne défend pas la religion par des manifestations dans une église.

A propos du Père Leonardo Boff, l'archevêque de Paris a trouvé normal que les autorités de l'Eglise se prononcent sur la conformité des écrits d'un théologien avec la doctrine catholique. *« Boff est un garçon sympathique*, a conclu le cardinal, *mais son livre est léger. Il doit se remettre au travail ! »*

A. W.

EN BREF

● *La famille et les avocats de Bruno Sulak autorisés à lui rendre visite.* — La famille et les avocats de Bruno Sulak, gravement blessé, lundi 18 mars, au cours de sa tentative d'évasion de la prison de Fleury-Mérogis, ont été autorisés à lui rendre visite. Cette décision a été prise, samedi 23 mars, par M. Guy Fougier, préfet de police de Paris. En vertu de l'article D.403 du code de procédure pénale, un détenu hospitalisé hors d'une prison relève en effet de la préfecture de police et non du ministère de la justice. D'autre part, un communiqué de l'hôpital indique que l'état de santé de Bruno Sulak est toujours « stationnaire ».

● *La France interdit un rassemblement basque à Saint-Jean-de-Luz.* — Les autorités françaises ont interdit le rassemblement que comptait organiser, le samedi 23 mars à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), le gouvernement autonome basque sur la tombe de José Antonio Aguirre, président d'une République basque indépendante en 1936, mort en France en 1960 et inhumé à Saint-Jean-de-Luz.

M. José Antonio Ardanza, président du gouvernement autonome d'Euskadi, a refusé l'autorisation accordée à lui seul et à sa délégation d'entrer sur le sol français, puisque, a-t-il dit, les militants ne pouvaient l'accompagner. Samedi, vers 11 heures, près d'Hendaye, plusieurs centaines de militants du Parti nationaliste basque se sont massés à la frontière côté espagnol pour une manifestation qui n'a pas donné lieu à des incidents.

● *Douze skieurs tués par des avalanches dans les Alpes.* — Douze skieurs, dont trois Français, ont trouvé la mort au cours du week-end, victimes d'avalanches. Pierre-Marie Pasquier, trente ans, et Christian Excoffier, vingt-neuf ans, tous deux originaires de la vallée de la Maurienne, ont été pris dans une avalanche qu'ils ont déclenchée, le dimanche matin 24 mars, sur les pentes du mont Brequin, près de Beaune (Savoie). La veille, à Nauders, dans le Tyrol, Pascal Racine, vingt-huit ans, originaire de Sainte-Maure (Aube), qui descendait une piste non balisée, est mort enfoui sous une coulée de neige.

Les autres victimes, un Autrichien, trois Allemands, un Suisse et quatre Italiens, ont été emportées par des avalanches dans les régions de Salzbourg, du Zillertal, du Valois et dans les Alpes italiennes.

● *Le corps de Georges Deslandes a été retrouvé.* — Le corps de Georges Deslandes, cinquante-quatre ans, maire de Saulgond (Charente), qui avait disparu depuis mercredi 20 mars, dans l'après-midi, a été retrouvé samedi 23 mars vers 17 heures, dans sa voiture, en bordure d'un petit bois à Pressac (Vienne). Le corps ne portait aucune trace de coups ou de blessures et la voiture était intacte.

Si les gendarmes envisagent l'hypothèse du malaise cardiaque, ils n'excluent pas la thèse du suicide et ne peuvent expliquer pourquoi Georges Deslandes a été retrouvé à Pressac, dans l'extrême sud de la Vienne, un village qui ne se trouve pas sur la route entre son domicile et Angoulême, où il devait se rendre.

ÉDUCATION

Des mesures pour revaloriser et moderniser les lycées techniques

M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et technologique, a annoncé, jeudi 21 mars, une série de mesures destinées à revaloriser et à moderniser les lycées techniques. Il a ainsi décidé d'accélérer le développement des sections menant aux brevets de techniciens supérieurs (BTS) *« dont les profils de qualification sont très recherchés sur le marché du travail »*. Tous les lycées techniques (au lieu de moins de la moitié actuellement) devraient disposer *« dans les meilleurs délais »* d'au moins une section de ce niveau. L'objectif est de doubler en dix ans le nombre de titulaires de BTS.

M. Carraz a annoncé son intention d'ouvrir de nouvelles classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs accueillant des titulaires du baccalauréat E (mathématiques et technique) et du baccalauréat de technicien F (industriel). Pour ces derniers il existe actuellement seize « taupes technologiques » et *« aucune section n'a été ouverte depuis dix ans »*.

D'autre part, des formations complémentaires seront mises en place avec le concours d'industriels et de centres de recherche afin de donner à des diplômés de l'enseignement supérieur (BTS, diplôme universitaire de technologie et même certains diplômes d'études universitaires générales) une spécialisation *« dans des domaines de pointe liés à des spécificités locales ou régionales. »*

Cette série de mesures vise à *« tirer les lycées techniques vers le haut »*, a expliqué le secrétaire d'Etat. D'autres ont pour but de moderniser l'ensemble des formations dispensées dans le second cycle technique long. Dès la rentrée prochaine, l'option technologique industrielle sera remplacée par deux options d'une durée de quatre heures par semaine : technologie des systèmes automatisés et informatisés d'une part, productique d'autre part. Seule, la première sera indispensable pour l'accès aux séries F (secteur industriel).

La modernisation des contenus s'accompagnera d'un plan d'équipement qui doit s'engager dès cette année et qui, au-delà de la formation, représente un enjeu industriel. Ce plan porte notamment sur la machine-outil polyvalente à commande numérique (50 lycées en 1985), la conception et la fabrication assistée par ordinateur, ainsi que la gestion de production assistée par ordinateur (une soixantaine d'établissements en 1985), la suite des opérations robotique et « filière électronique » et la livraison, en deux ans, dans tous les lycées techniques et lycées d'enseignement professionnel d'un ensemble à automate programmable.

Poussée de fièvre laïque à Andrezé

De notre correspondant

Angers. — D'un côté, huit cents manifestants arrivés à Andrezé en voiture et en car, rassemblés sous la bannière de l'école publique autour du secrétaire général du Comité national d'action laïque, M. Michel Bouchareissas. De l'autre, trois cents contre-manifestants appuyant « *leur* » municipalité, représentée par un adjoint au maire...

Andrezé (Maine-et-Loire) est cette petite commune (1 600 habitants) du Choletais où, après la fermeture de l'école publique, on ne compte, depuis vingt ans, qu'une unique école privée. Après avoir, durant deux ans, sollicité en vain l'ouverture d'une école publique une dizaine de familles de la commune ont obtenu, fin 1984, du ministère de l'éducation nationale que des directives soient données au préfet. Une lettre du ministre du 20 mars demande au commissaire de la République d'engager la procédure d'inscription d'office des dépenses d'entretien d'une école publique au cas où le prochain budget communal ne les prévoirait pas. Une classe ouvrira donc en septembre.

Mais les laïques, qui ont accepté de scolariser provisoirement leurs enfants dans la commune voisine de Beaupréau, souhaitent que l'école publique ouvre dès la rentrée de Pâques dans un ancien local scolaire désaffecté nommé « la Charmille ». Refus du maire... Samedi, les partisans de la laïcité ont donc voulu « inaugurer » symboliquement l'école publique dans le bâtiment de la Charmille. Les contre-manifestants locaux sont venus les en empêcher. L'arrivée du commissaire adjoint de la République de Cholet a mis fin à la confrontation.

Il restera aux laïques, a déclaré M. Bouchareissas, de *veiller à ce que soit « dépoussiérée »* et remise à l'ordre du jour la loi républicaine qui fait obligation aux communes d'ouvrir et d'entretenir une école publique.

C.-H. G.

L'accès aux filières de l'enseignement supérieur

LES LYCÉENS DEVRONT FAIRE CONNAITRE LEURS PRÉFÉRENCES AVANT LE 30 AVRIL

Afin d'éviter les difficultés au moment des inscriptions dans le premier cycle de l'enseignement supérieur, le ministère de l'éducation nationale demandera cette année aux lycéens des terminales de faire connaître très tôt les filières qu'ils ont choisies. C'est, en effet, le 30 avril au plus tard, indiquent un arrêté et une circulaire publiés le 21 mars au *Bulletin officiel* du ministère, que les élèves devront faire connaître de façon indicative leurs choix (une dizaine au maximum), dans l'ordre de leur préférence. Ce calendrier permettra aux universités d'établir des prévisions d'inscription. Il s'accompagnera d'une amélioration des procédures d'information.

Pour certaines filières à l'entrée desquelles s'opère une sélection (classe préparatoire, IUT, *etc.*), les dossiers doivent être présentés bien avant le baccalauréat. Mais les universités n'ouvriront leurs inscriptions que lorsque l'ensemble des *résultats de l'examen aura été* communiqué aux candidats. Les nouveaux bacheliers reçus à la session de juin devront s'inscrire avant la date impérative du 16 juillet. L'université sera tenue de leur répondre avant cette date. Les candidats n'ayant pu trouver de place dans la filière indiquée par eux en priorité seront répartis dans les autres filières en fonction de leur domicile, de leur situation de famille et des préférences qu'ils auront exprimées.

CARNET DU Monde

Naissances

— M. Yves BECK
et Mme, née Sandra PROPPER,

ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Elsa,

le 7 mars 1985.

— Marion EGAL,
Pierre BRAULT
et Julien,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Vincent,

le 16 mars 1985.

26, rue Saint-Lambert,
75015 Paris.

Décès

— Nous apprenons la mort du guide

André CONTAMINE,

décédé le 22 mars 1985, à l'âge de soixante-cinq ans, d'une crise cardiaque, à l'hôpital de Cluses (Haute-Savoie).

[Né à Faissons-sur-Salin (Savoie) en 1920, André Contamine commence sa carrière de guide dès la fin de la dernière guerre. Il a à son actif quelque mille cinq cents ascensions, dont quarante premières. Professeur à l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix, il devient en 1975 contrôleur national de la profession de guide, poste qu'il occupe jusqu'à sa retraite, au début de l'année 1985. André Contamine, qui participe à de très nombreuses opérations de sauvetage, est l'un des précurseurs de l'utilisation de l'hélicoptère pour le secours en montagne. En 1956, il participe au premier essai d'atterrissage au mont Blanc.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Maurice DEON,

survenu le 20 mars 1985, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 22 mars en l'église Saint-Hilaire de la Varenne, suivies de l'inhumation au cimetière de la Pie, à Saint-Maur.

7, avenue des Falourdières,
94210 La Varenne.

— Mme F. Javal,
Mme Marina Donati Lier
et ses enfants,
M. et Mme Claude Mahias
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Philippe
et leurs enfants,
M. et Mme Antoine Javal
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Claire DONATI-JAVAL,

survenu le 16 mars 1985.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Georges Gautray,
Mme Jean-Pierre Gautray,
Le docteur et Mme François Gautray,
Isabel Gautray,
Gaston et Lola Bergeret,
M. et Mme Georges Devallet
et leurs enfants,
M. Maurice Sabatier,
M. et Mme Jean-Luc Sauvage
et leurs enfants,
Jean-Marie Moretti (sj),
Les familles Sabatier, Bignon et Barrière,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa soixante et unième année, du

professeur
Jean-Pierre GAUTRAY,
professeur à la faculté de médecine
de Paris (Val-de-Marne),
croix de guerre 1939-1945,
membre de la Royal Society
of Medicine de Londres,
membre de l'académie des sciences
de New-York.

La cérémonie religieuse aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 28 mars 1985, à 9 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue des Tournelles,
75004 Paris.

— La communauté israélite de Nîmes a la tristesse de faire part du décès, survenu le 1er mars 1985, de

M. Aimé GRUMBACH,

son président depuis trente ans.

40, rue Roussy, 30000 Nîmes.

— Josette Habas,
Ernestine Habas,
Louis et Laure Habas,
Claude et Lisa Pourrech,
Marie Pourrech,
Joseph et Héloïse Cazanobe,
Marinette Roques,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Mme Joseph HABAS,
née Alice Granier,

survenu le 10 mars 1985 à Lamalou-les-Bains (Hérault).
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 12 mars 1985, à Bédarieux (Hérault).

64, rue Emeriau,
75015 Paris.

— Ses collègues, ses anciens élèves, ses amis,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

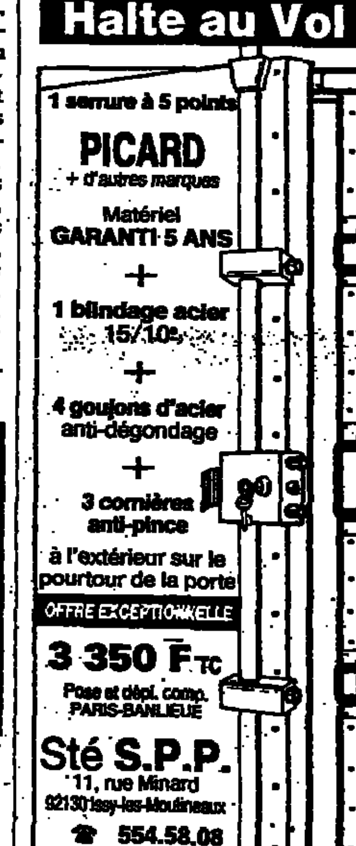
Irène LEZINE,
directeur de recherche au CNRS,

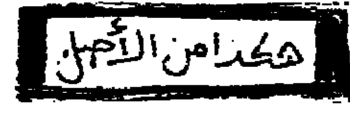
survenu le 21 mars 1985.
Les obsèques auront lieu le mardi 26 mars, à 8 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ENVIRONNEMENT

● *Les côtes siciliennes menacées par une marée noire.* — La station touristique la plus prestigieuse de Sicile, Taormina, est menacée par une marée noire. Après la collision, le 21 mars dans le détroit de Messine, de deux pétroliers — collision qui a fait un mort et dix blessés, — quelque cinq mille tonnes de brut continuent à dériver entre les côtes siciliennes et la Calabre. Une vingtaine de navires italiens sont à l'œuvre pour répandre des solvants sur la nappe, que le vent du nord, dimanche 25 mars, poussait vers le large. Le pétrolier grec « Patmos », qui a été éventré, est sous séquestre dans le port de Messine. Quant au superpétrolier espagnol « Castilla de Monte Aragon », il a jeté l'ancre sur la côte nord près de Milazzo.





هكذا من الأصل

LE CARNET DU Monde

— Mme Marc Loiseau,
Ses enfants, petits-enfants,
Parents, alliés et amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Marc LOISEAU,
chevalier de la Légion d'honneur,
ingénieur A. M. et ESE,

survenu le 17 mars 1985.
Les obsèques ont eu lieu à Bayonne dans la plus stricte intimité.

Etxe Xoria.

54, rue des Cinq-Cantons,
64600 Anglet.

— Mme Marcel Martin,
son épouse,
Le professeur et Mme J.-F. Guyot,
M. et Mme Albert Martin,
M. François Martin,
M. Claude Martin,
Le docteur et Mme Paul Martin,
M. et Mme François Mordant,
M. et Mme Régis Martin,
Le docteur et Mme Emmanuel Martin,
M. et Mme Philippe Bertron,
ses enfants,
Et ses vingt-quatre petits-enfants,
Toute sa famille, ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Marcel MARTIN,

survenu le 22 mars, à l'âge de soixante-dix-sept ans.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 26 mars, à 16 heures, en la collégiale de Poissy.
Cet avis tient lieu de faire-part.

25, boulevard Gambetta,
78300 Poissy.

— Le docteur Moszer
et sa famille,
M. et Mme Léopold Frydman
leurs enfants et petits-enfants,
Maria et Pierre Juresco
et leurs filles,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère

Mme Sura MOSZER,
née Liberman.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 mars 1985, à 9 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

— Mme René Violleau, Magali,
M. et Mme A. Meziane
et leurs enfants,
Les familles Violleau, Chabert, Chabot, Meziane
et leurs enfants,

ont l'immense regret de faire part du décès de

René VIOLLEAU,
directeur
de l'Automobile-Club de l'Ardèche,
président
de l'Association sportive AC Ardèche,
président de la Ligue Rhône-Alpes,
membre du comité directeur
de la Fédération française
du sport automobile,
médaille d'argent éducation physique
et sport de la principauté de Monaco.

La levée du corps aura lieu le mercredi 27 mars 1985, à 12 h 45, chambre mortuaire de l'hôpital Bichat.
La cérémonie au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, à 13 h 30.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité de la famille, les personnes ou associations désirant témoigner leur sympathie par un envoi de fleurs sont priées de le transformer en dons au « Compte donation, CCP Paris 174-5754 P, docteur Bonfils, unité recherche Gastro ».

« On ne meurt jamais tout à fait si on reste vivant dans la pensée des autres. »



— Mme Emile Zermati,
son épouse,
M. et Mme Marc Valabrègue,
Pascal et Florence,
ses enfants et petits-enfants,
M. Joseph Zermati,
son frère,
M. et Mme Jacques Dano et leur fille,
ses neveux,
Mme Andrée Jacob,
sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile ZERMATI,
chevalier
de l'ordre national du Mérite.

Il n'y a pas eu d'obsèques, le défunt ayant fait don de son corps à la science.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.

61, avenue Mozart, 75016 Paris.

Anniversaires

— Il y a un an, le 25 mars 1984, mourait accidentellement

Geneviève BRANCHU,
dite Geneviève Bulli.

Puisse cette réflexion de Denis Diderot qu'elle admirait aider ses amis de la presse, de l'édition, de la télévision et tous ceux qui l'ont aimée à la retrouver semblable à elle-même et à garder intact son souvenir.

« A parler rigoureusement, il n'y a qu'un devoir : c'est d'être heureux ; il n'y a qu'une vertu : c'est la justice. »

98, rue de la Faisanderie,
75116 Paris.

— En ce 25 mars 1985, on commémore la disparition, il y a un an, de

Mme Felicia NANA,
professeur de sciences naturelles.

De la part de
Marius-Mircea Nana,
son fils,
Angela Nana,
sa belle-fille,

qui savent que toute leur famille et les amis qui l'ont connue et aimée, s'associeront à leurs prières.

Ils les en remercient et souhaitent un silence affectueux.

2, place Jean-Berain,
55300 Saint-Mihiel.

— 26 mars 1973.
Il y a douze ans mourait

Jacques VIVOLI,
ingénieur ESE.

Une pensée est demandée à son intention.

Communications diverses

— Le Goethe Institut organise, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Blochet et de Lukacs, un colloque international du 26 au 29 mars. Le but de cette manifestation est de confronter les contributions respectives de ces deux penseurs à la philosophie et aux sciences sociales. (Traduction simultanée en français et en allemand.) (Renseignements et inscriptions, 17, avenue d'Iéna, Paris-16e. Téléphone : (1) 723-61-21.)

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-II, mercredi 27 mars, à 16 h 30, salle des Conseils, M. Juan Roques Flores : « Les structures administratives de la ville de Mexico. »

— Université Paris-II, vendredi 29 mars, à 13 heures, salle des Commissions, M. Bélaïd Mouici : « Le processus institutionnel et l'édification de l'Etat algérien. »

— Université Paris-IV, jeudi 28 mars, à 14 heures, salle des Actes, M. Ambroise Queffelec : « La négation en ancien français. »

— Université Paris-II, mercredi 27 mars, à 9 h 30, salle des Conseils, M. Olivier Mesmin : « Les interventions administratives de l'appareil productif agricole. »

— Université Paris-II, vendredi 29 mars, à 15 heures, salle des Commissions, M. Adnan Dennawi : « Etude comparée du principe de légalité en droit administratif libanais et en droit administratif français. »



culture

LE WEEK-END de Daniel Boulanger

• *L'amour et sa fléchette* • *Les fumées de Monet* • *La culture est désir* • *Le livre fait salon*

PERMETTEZ-MOI de taire les noms de mes amoureux, qui ne s'appellent d'ailleurs entre eux que Canaque et Caldoche. Ils ne se connaissent que des week-ends culturels, je veux dire qu'ils poursuivent, deux jours sur sept, leurs études réciproques, parfois trois jours, habitant l'un et l'autre à deux bouts de l'Hexagone et se retrouvant ici ou là, au hasard d'une fléchette qu'à tour de rôle ils lancent, les yeux fermés, sur une carte de France. Après réflexion, je pense que *mes amants vivent ce qui se fait de mieux en guise* de week-end.

Ce sont gens naturellement de grande culture, c'est-à-dire assoiffés d'en connaître toujours davantage. La culture est avant tout désir, le sait-on jamais assez ? La fléchette se fiche parfois sur Paris. Ce qui arriva la semaine dernière. Pour avoir *l'air d'être au courant de la vie parisienne, qui est* celle de l'esprit, auprès de leurs connaissances provinciales, ils décidèrent de quitter pour une fois leur chambre d'hôtel, toujours proche de la gare, et d'abandonner leurs chères études pour les expositions d'art. La petite replia les doubles rideaux, il éteignit la lampe de chevet et ils se retrouvèrent dans le garage, pardon, dans la rue. Malgré tout, en levant le nez, il y avait toujours ce ciel des plus doux gris, bleus d'ombre de perle, le même qu'ils se réjouissaient de retrouver dans un instant, au *calme, sur les toiles des impressionnistes devant* le paysage français, au Grand Palais.

Une queue énorme attendait d'enfiler la porte. Canaque et Caldoche prirent leur mal en patience. La venue incessante de visiteurs à leur suite les calmait un peu. Après une heure d'attente, ils eurent même l'impression d'être les premiers, *oubliant que la foule s'entassait à l'intérieur depuis* bien avant leur arrivée. Ils aperçurent le haut de certaines toiles en faisant des pointes. Les fumées des trains sur les tableaux de Monet étaient on ne peut plus dans leur élément et levaient dans ces salles d'attente combles un désir de fuite, *hélas !* irréalisable.

Le pied sur la rive

Un peu plus loin, Canaque aperçut un bout de rivière.

« Où ? dit Caldoche.

— *Entre les deux capelines. Ah ! trop tard. »*

Ils essayèrent bien de se faufiler vers le fleuve, mais un groupe compact avait le nez dessus, le pied sur la rive. Quelques mots traversaient d'une aile lourde l'air irrespirable : *« tout à fait ça », « on dirait que ça fume », « quelle leçon ! »*. Canaque se retrouva devant un gardien antillais qui dormait sur une chaise. La foule s'expulsait elle-même et se *renouvelait dans un mouvement de poulpe.* Canaque vit des yeux sans nombre qui la prenaient pour le plus beau tableau de l'exposition. Ceux-là n'auraient pas tout perdu. Caldoche, qui avait eu du goût avant eux, regrettait la chambre d'hôtel et le cadeau que lui avait apporté son amie en signe d'attachement silencieux : un poisson rouge dans un aquarium pas plus grand qu'une ventouse.

« On y retournera, dit-elle, quand ils eurent passé la sortie dans un flot qui n'arrivait pas à s'égayer. Il était l'heure de se refaire une santé.

Comme ils n'avaient pas retenu de table, ils se cassèrent le nez sur huit restaurants et finirent par échouer dans un self-service qui mettait l'œuf dur, à cause d'une mayonnaise tricolore, au prix d'une poule, mais ils n'avaient faim que d'eux-mêmes et, prévoyant leur gloutonnerie, ils voulurent l'attendrir, le spiritualiser, lui mettre une feuille de salade, comme celle qui servait de nid à l'œuf dur. Ils se retrouvèrent à patienter devant le Grand Palais une fois de plus, mais du côté du Salon du livre. Dix-huit mille personnes heureuses de se retrouver se donnaient de leurs nouvelles et parlaient des vacances de printemps, d'été, d'hiver. L'automne semblait avoir été superbe. Quelques mots traversaient d'une aile lourde l'air irrespirable : *« Bali », « Machu-Picchu », « où as-tu déniché cette robe ? », « toujours le même, tu ne vieillis pas », « les élections »*. Entre les jambes d'un pensionnat, Canaque et Caldoche aperçurent un bougre sur une estrade, assis, penché, suant, mais qui souriait à grosses gouttes. C'était un écrivain. Il étalait sans fin son nom, de garde en garde, et, sans le savoir, et que personne encore ne le sût, il traçait là le *meilleur de son œuvre.*

Un type à la page

« Caldoche, si nous allions voir celui qui était en couverture du magazine, tu sais bien, l'autre jour, en couleurs, beau mec, œil de velours. »

Tout à coup, et pour la première fois, Canaque parut à Caldoche sous un jour banal. Ressemblerait-elle aux autres ? Quel philosophe dans le vent lui tournait la tête ? Mais il n'eut peur qu'un instant. En cherchant bien, il s'aperçut qu'elle voulait parler d'un jeune patron, beau mec, œil de velours en effet, qui annonçait sa reprise en main de l'édition française en difficulté, un type vraiment à la page.

« Il n'est pas là, dit Caldoche, *avant quinze jours.*

— *Et pourquoi ?*

— *Parce qu'il sauve cette semaine la Générale avicole et, la semaine prochaine, les Tréfileries du clavecin.*

— *Mais les livres ?*

— *Il les a sous le coude.*

— *Excuse-moi,* dit Canaque en lui prenant la main. *Si nous allions lire à l'hôtel ? Un roman-poème théâtral épique à se passer sous le manteau ?*

— *Doublé d'un essai historique,* ajouta Caldoche. *Je suis prêt mais, pour le prochain week-end, lançons ailleurs la fléchette. »*

DANIEL BOULANGER,
de l'académie Goncourt.

MUSIQUE

« L'EAU », d'Ahmed Essyad

Un opéra pour oublier les autres

Il y a si loin, souvent, des promesses aux réalités, qu'on était à la fois impatient d'entendre l'opéra d'Ahmed Essyad, *L'Eau* (1), — fût-ce seulement en version de concert — et inquiet de savoir s'il n'allait pas *s'ajouter à la liste des ouvrages estimables* mais inutiles parce que n'étant ni dramatiques ni vocaux, ils ne sauraient s'imposer durablement sur une scène. A l'issue de la création, le 21 mars à Radio-France, la chaleur exceptionnelle de l'accueil du public venait confirmer l'impression de se trouver enfin devant une œuvre lyrique grande et forte, où les chanteurs chantent à pleine voix, où l'orchestre joue tout son *saoûl*, où une intrigue poignante — le détournement de l'eau dans un village du Haut-Atlas, scellé par un mariage d'intérêt, — traitée sans faux-fuyants, acquiert une portée symbolique et universelle.

De la part d'Ahmed Essyad et de son librettiste Tahar Ben Jelloun, cette alliance de la poésie et du réa*lisme dans sa simplicité ne surprend* pas, mais encore fallait-il juger du résultat sur pièce, et c'est ce que pourront faire les auditeurs de Radio-France-Musique parmi lesquels il se trouvera peut-être un directeur d'opéra ou un metteur en *scène curieux de connaître ce qu'un* ouvrage si original donnerait au théâtre. Il est difficile de résister à la puissance incantatoire de cet opéra concentré, comme *Wozzeck*, en moins de deux heures, où la tradition de la musique berbère rejoint le Schoenberg de *Moïse et Aaron* à travers les *Noces* de Stravinski ou les *Scènes paysannes* de Bartok dans une synthèse très personnelle, aussi exempte de folklorisme que d'académisme.

Cependant, si certain que l'on soit de la capacité d'un ouvrage comme celui-là à entrer au répertoire, à cause de son originalité et du nombre *d'idées frappantes qu'il contient*, il ne faut pas cacher qu'il présente, à première écoute, quelques difficultés pour l'auditeur non prévenu. Ainsi, pour excellente que soit la distribution, il est regrettable que sur dix chanteurs un seul parle le français sans accent, en sorte qu'on ne comprend guère le texte si beau et si important du poème. C'est déroutant au début mais on s'aperçoit bien vite que la traduction vocale du livret est si forte qu'il suffit de se laisser porter par la beauté des voix — c'est la leçon de Verdi, — étant entendu que, dans un deuxième temps, la découverte des détails du livret viendra accroître l'émotion.

Une invitation raffinée

Il ne faut pas non plus se laisser dérouter par le grand solo de flûte basse qui sert d'ouverture : un quart d'heure c'est beaucoup quand on attend que l'action s'engage ; c'est en fait une invitation extrêmement raffinée à se situer dans un temps beaucoup plus lent, une préparation à ce qui va venir et dont la nécessité se révèle *a posteriori*. De même, si les premières scènes ne possèdent pas cette *rapidité dans l'exposition* qu'on exige d'habitude au lever du rideau, c'est que l'histoire doit sortir peu à peu de la vie du village. Dès qu'on a adhéré au rythme de l'action, tout va de plus en plus vite, l'œuvre nous a imposé son temps psychologique et *sa façon d'appréhender* toute chose.

Il n'est pas possible en si peu de lignes de détailler comme ils le mériteraient les épisodes des plus marquants, dramatiques ou musicaux ni de faire l'éloge des chanteurs, qui ont chacun des interventions saillantes ; d'ailleurs, il faut d'abord écouter l'œuvre et, ce faisant, on se rendra aisément compte de tout cela. Le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, placés sous la direction d'Yves Prin, doivent être associés au succès de cette création, l'une des plus marquantes certainement depuis de nombreuses années.

GÉRARD CONDÉ.

★ *L'Eau* sera diffusé par France-*Musique le mardi 26 mars, à 20 h 30.*

(1) *Le Monde* du 21 mars.

A MONTREUIL

Salif Keita, le messager moderne

Sa voix de tête semble avoir emmagasiné de vieilles souffrances et des douleurs plus *récentes*. Voix *aiguë* d'adolescent, qui libère l'émotivité, voix haute et déchirée de griot, que traversent les trompettes flamboyantes, les guitares électriques, les tambours, les percussions. Salif Keita est une des figures centrales de la musique africaine d'aujourd'hui.

Ce fils de noble qui a transgressé la règle — il doit laisser à la caste inférieure des griots le soin de chanter ses louanges, — ce Nègre blanc (il est albinos) renié par son père, entêté, qui descend de Sundjata Keita, personnage légendaire, fondateur de l'empire du Mali, semble voyager entre deux frontières. *Nourri par l'imaginaire épique* et fabuleux de ses ancêtres, il bouscule la tradition, parle avec humour des temps d'aujourd'hui. Devin ou prophète, doué du sens de l'absurde, guerrier roux, qui flamboie sur scène, *ce messager* moderne a créé entre autres composition, *Mandjou*, un morceau long, hypnotique, qui rend presque fou.

CATHERINE HUMBLOT.

★ Les mardi 26 et mercredi *27 mars, à 20 h 30, à la Salle des* fêtes de Montreuil.

DANSE

LE DIX-SEPTIÈME CONCOURS DE BAGNOLET

Une page est tournée

Dix-sept ans après sa création par Jaque Chavrand (1), le concours de Bagnolet « Le ballet pour demain », demeure la seule grande manifestation populaire de danse, un mélange de kermesse et de corrida avec son public chahuteur, entassé sur les gradins, et les candidats lâchés toutes les dix minutes sur le plateau nu du gymnase Maurice-Baquet. Les professionnels sont là, tous unis par la même curiosité, tous d'accord, cette année, dès l'entracte, pour déplorer le manque d'invention des chorégraphies présentées et la banalisation du genre.

Une grande partie des candidats — allez savoir pourquoi — donne cette fois dans le psychodrame et l'expressionnisme lourd, avec une pauvreté d'invention qui contredit la diversité de la danse actuelle. Lorsqu'on voit que sur quatre-vingt dix-sept groupes auditionnés, vingt et un seulement ont été retenus, et que Laurent van Kote, Brigitte Fargues, Françoise Grolet et bien d'autres espoirs, font partie des « refusés », on commence à penser que quelque chose ne va plus à Bagnolet, peut-être depuis qu'un « collectif artistique » est venu se substituer au jury pour la présélection, transformant une confrontation un peu désordre et bouillonnante d'idées en une sorte de concours sur invitation.

Quelques créations ont tout de même émergé de la grisaille *ambiante le 24 mars. Le public a* suivi avec intérêt une expérience de Maitreyi, détournement de la danse classique indienne qui pourrait déboucher sur une écriture contemporaine ; *Agathe* de Georges Appaix, composition très mobile où les danseurs jouent le rôle du chœur antique face à un couple banal ; et *le Puits des anges*, charmant tableau dans la manière du Crowsnest trio, animé par trois Italiens de Catania.

Didier Deschamps a retenu les leçons de Viola Farber au Centre d'Angers. sa *Cavalcade*, bien réglée, bien disposée dans l'espace et dansée par d'excellents éléments, vaut surtout par un gag : l'emploi de costumes de papier qui se déchirent au fil des mouvements. Mathilde Monnier a voulu frapper fort et s'est associée à Alain Rigout pour présenter une fantaisie saignante, *Cru*, un peu bâclée et gratuite sur la fin.

Isabelle Bouloz et Pierre Doussaint ont été le réconfort de la soirée. Ils ont conçu un jeu à trois très inspiré (*Gaspard*), où un comédien apporte un contrepoint solide à une danse lumineuse et gaie. Angelin Preljocaj vient de chez Dominique Bagouet. Sa création, *Marché noir*, bien construite, tout en gestes saccadés et petits pas souples, a un style élégant.

MARCELLE MICHEL.

★ Palmarès : Prix de la ville de Bagnolet, ex aequo : Isabelle Bouloz et Pierre Doussaint (*Gaspard*), Donatella Caprano, Marcelle Parisi (*le Puits des anges*) ; Prix du ministère de la culture, ex aequo : Mathilde Monnier, Alain Rigout (*Cru*) et Angelin Preljocaj (*Marché noir*).

(1) Jaque Chavrand a annoncé son départ, à l'issue du concours. Celui-ci sera désormais régi par une association où sont représentés la Ville de Bagnolet, le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le ministère de la culture.

■ **FESTIVAL DE STRASBOURG. — Le treizième Festival international du film, organisé à Strasbourg par l'Institut international des droits de l'homme, a décerné son Grand Prix au réalisateur hongrois Peter Bacso, pour *Gueuse de vie (itinéraire d'une comédienne dans la Hongrie de 1951).***

Du 12 au 19 mars ont été montrés quelque soixante-quinze films, dont de très nombreux inédits. Avec un maigre budget (170 000 F), le soutien de la ville, du département et de la région, mais aussi du Centre national de la cinématographie, le Festival a atteint les dix mille entrées dans deux cinémas à Strasbourg et à Schiltigheim.

Le Festival, qui refuse de conjuguer droits de l'homme et didactisme aride, a également décerné le Prix spécial du jury au film du réalisateur suisse Bernhard Giger, pour *le Maire* (1983). — *(Corresp.)*

CINÉMA

FESTIVAL DE FILMS DE FEMMES A CRÉTEIL

Succès public et vices de forme

A sa clôture, dimanche 24 mars, le Festival international de films de femmes annonçait, pour une durée d'une semaine, une fréquentation de vingt mille spectateurs, dont deux mille huit cents pour la rétrospective Helma Sanders-Brahms. Il s'agit bel et bien d'un succès. La Maison des arts a apporté à la manifestation sa propre organisation et sa pratique de l'action culturelle. Résultat : si le public spécifique de Sceaux a suivi — c'est là que le Festival avait lieu auparavant, — la fréquentation a été assurée, à 50 % au moins, par des habitants de Créteil.

Depuis quelques années, les films de femmes, sortis d'une période militante, cherchent à s'adresser à tout le monde. Par son changement de lieu et de public, *ce festival de transition* pose, en fait, une question essentielle : faut-il continuer à sélectionner, dans ce qui fut l'optique de Sceaux, *des réalisatrices maintenant* farouchement une différence d'expression ou bien choisir celles qui, par leurs sujets, leurs mises en *scène, agissent en tant qu'auteurs* sans donner, puisque le « regard » suffit, un sexe à la création ?

Il est significatif que le Prix du *public soit allé à la Femme de l'hôtel,* film québécois de Lea Pool, cinéaste d'origine suisse, qui se situe à la frontière des deux attitudes. Femme créatrice et femmes personnages se confondent dans un vécu sentimental à demi-avoué seulement, tandis qu'un jeune assistant homosexuel, d'abord bien utilisé, n'existe plus ensuite qu'à l'arrière-plan.

On a vu, en outre, dans la plupart *des films de fiction européens en* compétition, les hommes réduits à des archétypes. Effet de boomerang, en quelque sorte. Dans *Scrubbers*, *Mai Zetterling*, réalisatrice depuis longtemps confirmée, décrit, avec un naturalisme exacerbé et des éléments fantasmatiques, une prison de femmes anglaises, dont chaque détail, ou presque, pourrait correspondre à un univers carcéral masculin.

Scrubbers a reçu le prix de l'Association des femmes journalistes. S'il se distingue par une maîtrise évidente, d'autres productions, moins assurées par le style, ont trop tâtonné dans l'artifice d'une négation de l'homme, d'une relation embarrassante avec lui. Les courts métrages et les longs métrages documentaires, un peu négligés à cause de l'abondance des programmes, sont, nous a-t-il semblé, exempts de cette atmosphère de guerre froide avec l'ennemi d'hier que d'aucunes ne savent plus comment envisager.

La grande originalité de *la Chambre de mariage*, film turc de Bilge Olgac (Grand Prix du jury, mention spéciale des femmes journalistes), est de montrer, à partir d'un fait divers horrible qui a causé la mort de presque toute la population féminine, les hommes d'un village comiquement livrés à eux-mêmes, sous les yeux d'une jeune folle, personnage merveilleux. L'humour de Bilge Olgac s'exerce aussi sur le mauvais pouvoir des médias. Chez elle, la réalité sociale est reliée à des phénomènes culturels, à tout un réseau de traditions qui sont, soudain, remises en question par un accident dérangeant les responsabilités des sexes.

Produit avec de petits moyens, ce film est important par son ton, sa *démarche, son origine. Le jury a* donné un Prix spécial à *Miroirs brisés*, de la Néerlandaise Marleen Gorris, vision nauséeuse de la prostitution féminine et de la clientèle masculine en maison semi-close, et un prix d'interprétation à Elisabeth Mortensen, actrice du film norvégien *le Cerf-Volant*, d'Anja Breien, histoire d'inceste dans un contexte policier. Toutes les œuvres couronnées pour*raient être distribuées dans le circuit* commercial, après le test public de Créteil.

JACQUES SICLIER.

★ A lire : *Femmes d'images*, d'Emile Breton, où l'on retrouve Alice Guy, Musidora, Germaine Dulac, Jacqueline Audry, Agnès Varda, Liliane de Kermadec, Euzhan Palcy, Edna Politi, Nina Companeez, Dominique Le Rigoleur, des techniciennes, des actrices. (Editions Messidor, 174 p. ill. 120 F.)

EDITION

LE CONFLIT ENTRE FRANÇOISE SAGAN ET LES ÉDITIONS DE LA DIFFÉRENCE

Mauvaises manières

Mme Françoise Sagan et les éditions de La Différence, qui viennent de publier un texte d'elle, s'accusent mutuellement de mauvaises manières. Mme Sagan invoque une *« atteinte à son droit moral d'auteur s'assimilant à une contrefaçon »*. La Différence affirme que *« le conflit éditorial a fait place à une affaire de coups et blessures »* et porte plainte.

L'avocat de Mme Françoise Sagan, *Me Jean-Claude* Zylberstein, a demandé, dès jeudi 21 mars, la saisie pénale du livre *la Maison de Raquel Vega* (91 pages, 45 F), publié par les éditions de La Différence et qui propose un texte de Françoise Sagan sur un tableau du peintre colombien Fernando Botero. Selon Me Zylberstein, la couverture de ce livre, portant la mention *« fiction »*, ne respecte pas les termes du contrat de Mme Sagan. En outre, celle-ci n'avait pas signé le « bon à tirer », alors que la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire dispose que le droit de divulgation est réservé à l'auteur, qui fixe seul les conditions de cette divulgation.

« Moi, je trouve inadmissible, indique Mme Sagan dans un communiqué, *qu'un seul de mes lecteurs éventuels, se fiant à la couverture de ce livre, débourse 45 F pour un pseudo-roman de vingt et une pages dactylographiées. (...) Je juge cette éventualité déshonorante pour moi. »*

Le directeur des éditions de La Différence, M. Joaquim Vital, affirme ne pas comprendre cette action *« et encore moins les violences qui l'ont précédée »*. Il devait rendre publique ce lundi 25 mars une « Lettre ouverte sur les mœurs *de l'édition à M. Claude Gallimard »* (l'éditeur principal de Mme Sagan), dans laquelle il explique sa version des faits.

Selon M. Vital, Mme Sagan a relu deux fois des épreuves du livre, paginées, et *« n'en ignorait donc pas la taille »*. Elle a soudain, lundi 18 mars, jugé inopportune la parution de ce texte — un roman d'elle devant sortir en mai chez Gallimard. Elle a eu chez elle, en fin d'après-midi, une discussion assez sèche avec le directeur littéraire de La Différence, M. Harry Jancovici, puis, précise M. Vital, *« plus tard, vers 0 h 30, alors que M. Jancovici rentrait du cinéma avec une amie, il a trouvé dans son appartement Mme Sagan, accompagnée d'un homme, M. Marc Francelet. Celui-ci a frappé plusieurs fois M. Jancovici et l'a obligé à signer un document par lequel il s'engageait, au nom de La Différence, à surseoir à la publication de* la Maison de Raquel Vega ».

Des développements rocambolesques

M. Jancovici est en possession d'un certificat *médical attestant* des coups et blessures et prescrivant un arrêt de travail de douze jours. Il a déposé une plainte, vendredi 22 mars, contre M. Francelet et Mme Sagan pour *« violation de domicile, coups et blessures, extorsion de document »* et chargé Me Pascal de Winter, avocat de La Différence, de défendre ses intérêts.

« Certes, cette histoire ressemble à un mauvais film policier, conclut M. Vital. *Mais ces actions sont le fait de gens qui se pensent au dessus des lois. Et qui ont cru pouvoir impunément profiter du fait que nous sommes une petite maison. On n'irait pas casser la figure d'un directeur littéraire de Grasset, Gallimard ou autres. Mais nous ne nous laisserons pas faire. De plus, pour ce qui concerne la saisie, nous ne sommes au courant de rien. Personne n'est venu chercher nos livres. »* Il y en a, en effet, plusieurs piles sur le stand de La Différence au Salon du livre.

Me Zylberstein garde, devant ces développements rocambolesques, le plus grand calme, expliquant qu'il est courant de déposer une plainte pénale pour paralyser une action civile, puisque, selon le vieil adage du droit français, *« le pénal tient le civil en l'état »*. Il faut alors attendre le jugement pénal — après une instruction parfois longue — pour qu'ait enfin lieu le procès civil. *« Mais, dans ce cas précis,* indique-t-il, *cette manœuvre, qui se veut dilatoire, ne sera d'aucun secours. L'action de Mme Sagan contre La Différence est une action pénale, pour contrefaçon. »*

JOSYANE SAVIGNEAU.



SPECTACLES

QUATRE DISPARITIONS

Le peintre et sculpteur Raoul Ubac

Les pierres écrites

Le peintre et sculpteur Raoul Ubac est mort vendredi 22 mars près de Beauvais, dans l'Oise, où il habitait. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Raoul Ubac est né en 1910, à Malmédy, une petite ville des Ardennes belges que, très jeune déjà, il s'habitua à fuir à pied. C'est ainsi qu'il vint une première fois à Paris, en 1928, pour y revenir en 1930 et s'y fixer enfin en 1934 après un assez long séjour sur la côte dalmate (Yougoslavie). De ce dernier voyage, Ubac rapportait, comme il le dit lui-même, «l'amour de la pierre». «Je fis des assemblages de pierres trouvées, *écrit-il.* Je les dessinai et en fis des photographies».

C'est pourtant vers le surréalisme que l'artiste se tourna dans un premier temps, au hasard des rencontres de Montparnasse. Il avait appris un peu de peinture, et la gravure avec William Hayter, il fit donc de la photographie à l'instar de Man Ray. La guerre venue (il se réfugia à Carcassonne en même temps que René Magritte), Ubac finit par faire la synthèse de tout ce qu'il avait vu et appris, et en 1946, il mit au point la technique dont il devait faire son premier moyen d'expression : un mélange de résine synthétique et de poussière d'ardoise où il va graver – et comme photographier – les paysages ou les corps qui l'habitaient. Ainsi naissent ses Labours *et ses* Torses, *linéaires, noirs, puissants.*

Aux frontières de l'abstrait et de la figuration, dont il faisait l'éloge, entre le noir et la couleur, à la jonction de la gravure, de la peinture et de la sculpture, sans qu'on puisse dire s'il fut plus proche de l'une ou de l'autre, Ubac était un prototype des générations d'après-guerre. Il entra d'ailleurs en 1951 dans l'écurie Maeght où il devait faire une carrière, si l'on peut dire, sans faille. C'est à la Fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence, qu'il allait ainsi présenter sa première grande rétrospective.

Outre ses stèles et ses sculptures, Ubac avait aussi réalisé de nombreux vitraux (à partir de 1958), – notamment pour la cathédrale de Nevers, – des mosaïques, des tapisseries... Il avait reçu en 1972 le Grand Prix national des arts.

Ubac s'était souvent présenté comme le défenseur d'autres artistes, Giacometti en premier lieu. En sens inverse, il avait facilement trouvé l'écho de ses préoccupations chez d'autres peintres ou sculpteurs, chez des écrivains, des poètes : il avait dessiné des couvertures pour la revue l'Ephémère. *En 1947, Eluard lui avait dédié un texte dont la conclusion reste aujourd'hui proche de l'artiste :*

[Notre mémoire est une épave lourde
Notre avenir un balcon effondré
Nous dénudons un corps qui se respecte
Dont la dépouille est un corps habillé
Au maintien d'ombre et d'espaces mêlés.]

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Le sculpteur américain José de Rivera

Nous apprenons la mort, le 19 mars, à New-York du sculpteur américain José de Rivera. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Né en 1904, en Louisiane, José de Rivera a travaillé dans les industries du fer et de la fonte avant d'apprendre le dessin à Chicago. C'est de cette rencontre du trait et des métaux modernes qu'est née sa sculpture puriste, faite d'élégantes courbes dans l'espace. Auteur de nombreuses commandes aux Etats-Unis (aéroports, hôtels internationaux) et présent dans de nombreux musées, José de Rivera a été exposé en France, notamment à la galerie Denise René.

Le saxophoniste de jazz Zoot Sims

Le saxophoniste américain John Haley Zoot Sims est mort, samedi 23 mars, à New-York, des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

Né le 29 octobre 1925, à Inglewood (Californie), Zoot Sims marqua la grande époque du be-bop par sa virtuosité, par la richesse harmonique de ses solos. Il commença son aventure musicale au lendemain de la deuxième guerre mondiale avec Benny Goodman, puis avec le Bill Harris Sextet avant de constituer avec Stan Getz, Herb Steward et Serge Chaloff, le fameux quatuor de saxophones The Four Brothers, dans l'orchestre de Woody Herman.

Zoot Sims reste deux ans dans cette formation. Il retourne ensuite chez Benny Goodman avant de joindre, en 1953, le grand orchestre d'avant-garde de l'époque, celui de Stan Kenton. Il n'y resta qu'une seule année, poursuivant ensuite son aventure en s'associant pour un album ou une tournée avec d'autres musiciens comme Gerry Mulligan, Al Cohn, Joe Newman, Miles Davis, Clifford Brown, ou des chanteurs comme Joe Turner et Jimmy Rushing. – C.F.

● *Mort du comédien Jacques Maury.* – Le comédien Jacques Maury est mort le 22 mars d'une hémorragie cérébrale aux Seychelles, où il tournait *Pirates*, le nouveau film de Roman Polanski. Ancien pensionnaire à la Comédie-Française, Jacques Maury avait connu Roman Polanski en jouant avec lui et sous sa direction *Amadeus*, au Théâtre Marigny. Il était âgé de quarante-huit ans.

Lundi 25 mars

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'ENTRÉE EN MATIÈRE : Lucernaire (222-26-50), 18 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Hippolyte et Aricie.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats-Rencontres : 19 h : Edouard Maunick ; 21 h : les Pupilles du tigre, de P. Edmond ; Concerts/animations : 20 h 30 : forum de la création : Intervalles (créations de Bochmer, Bosseur, Lenfant, Mathias, Mouret) ; Cinéma-Vidéo : Nouveaux films Bpi ; 16 h : l'Envers de la forme : Nicolas de Staël, de P. Samson ; 19 h : Beyrouth : à défaut d'être mort, de T. Rached ; Le mois du livre à la Bpi. Ecrits en images : 16 h : Italo Calvino, de D. Pettigrew et G. di Caro ; 19 h : Anthony Burgess, de K. Scheidstager et Th. Filliard ; Cinéma africain (renseignements en téléphonant au Centre).

Les autres salles

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi-29e à l'ombre.

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Ligue d'improvisation française.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (271-26-16), 18 h 30 : Paperes-Putains.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), 21 h : Relax.

☞ ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Tragédie dans les classes moyennes.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Morpioni's palace.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LUCERNAIRE (544-57-34). I. 18 h : l'Ombre d'Edgar ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : Le pupille veut être tuteur. II. 18 h : l'entrée en matière ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo.

☞ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau. Petite salle, 20 h 45 : les Fantasmes du boucher.

☞ NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), 20 h 45 : Micropera.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme.

☞ TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Et si Beauregard n'était pas mort.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le Lion.

☞ THÉATRE DE PARIS (280-09-30) : le Concile d'amour.

TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h : 2 000 moins 15 ; 21 h 15 : Baby or not Baby ; 22 h 30 : Chants d'elles.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle !

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Des Gratte-cul dans la crème fraîche ; 22 h 15 : Viola volat.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Reste avec nous ; 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

12, RUE DE L'ECHEVIN, 18 h 30 : Cie Rixes.

THÉATRE DU JARDIN (747-77-86), 20 h 30 : Lundi de la danse.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

☞ ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Ph. Val ; 22 h 15 : P. Font.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h 30 : A. Aurenche.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : London Symphony Orchestra, dir. Cl. Abbado (Malher, Berg).

☞ Lucernaire 20 h : J.-L. Haguenauer, P.-H. Xuereb, M. Marder (Haydn, Bee).

Eglise Sainte-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Ensemble instrumental J.-W. Audoli, R. Aussel.

☞ Th. des Champs-Elysées 20 h 30 : Ariodante.

Salle Rossini, 20 h 30 : Ensemble « Les musiciens » (Bach, Bartok, Ravel).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : Classiques du cinéma mondial : le Carnaval des vérités, de M. L'Herbier ; 20 ans du festival de Pesaro ; 17 h : Sécheresse, de N. Pereira dos Santos ; 19 h : Profonds Désirs des dieux, de S. Imamura.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE GARBO (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-32).

ALPHABET CITY (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

L'AMOUR EN DOUCE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sue., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (Hsp), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Images, 18e (522-47-94).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65)

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Miramar, 14e (v.f.)/Richelieu, 2e (233-56-70).

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI (Fr.) : Gaîté-Boulevard, 9e (233-67-06).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

C.H.U.D. (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

COTTON CLUB (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

LA DÉCHIRURE (A.,v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DUNE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studios Galande, 5e (354-72-71).

EL NORTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

GREMLINS (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). – V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Calypso, 17e (380-03-11).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Saint-Ambroise (Hsp), 11e (700-89-16).

LES NANAS (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

O AMULETO DE OGUM (v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33) ; Denfert, 14e (321-41-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LA PART DES CHOSES (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (Hsp.), 15e (554-46-85).

PURPLE RAIN (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

RACINES NOIRES 1985 – FESTIVAL DE FILMS ANTILLAIS ET BRÉSILIENS – BLACK STARS ON SILVER SCREEN, CINÉMA AFRICAIN : Latina, 4e (278-47-86) ; Centre Georges-Pompidou, 4e (277-12-33) ; Maison des cultures du monde, 6e (544-72-30).

RAS LES PROFS (A., v.o.) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (526-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA RIVIÈRE (A., V.O.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (757-79-79). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES ROIS DU GAG (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Publicis -Saint-Germain, 6e (222-72-80) ;Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Forum Orient express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 16e (288-62-34) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Images, 18e (522-47-94).

SOS FANTOMES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ;Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

STALINE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-36) ; PArnassiens, 14e (335-21-21).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Tourelles, 20e (364-57-98).

TRAIN D'ENFER (Fr.) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

TRANCHES DE VIE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

URGENCE (Fr.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

VARIETY (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Denfert, 14e (321-41-01).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (330-30-19).

VOYAGE A CYTHERE (Grec, v.o.) : 14 Juillet Montparnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LES FILMS NOUVEAUX

ANTARCTICA, film japonais de Koreyoshi Kurahara : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LE COW-BOY, film français de Georges Lautner : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA JUIF : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

MISSION NINJA (v.o.) (*), film américain de Mats Helge : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (*), film français de Virginie Thevenet : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint André des Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR, film français de Ludwig Trovato : Studio 43, 9e (770-63-40).

PIANOFORTE (*), film italien de Francesca Comencini (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

ROMANCE DU FRONT, film soviétique de Piotr Todorovski (v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

SAC DE NŒUDS, film français de Josiane Balasko : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (326-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 25 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 **Cinéma : Le train sifflera trois fois.**
Film américain de F. Zinnemann (1952), avec G. Cooper, T. Mitchell, G. Kelly (N. rediffusion).
Western célèbre par sa construction de tragédie (unité de temps, de lieu, d'action), sa mise en scène dramatique et psychologique, l'interprétation de Gary Cooper.



22 h 20 **Etoiles et toiles.**
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Pour sa centième émission, des hommages à John Huston, Simone Signoret, Henri Hathaway, Henri Jeanson ; des reportages sur les amours interdites au cinéma, sur la lingerie féminine et son influence sur le septième art, sur les plus beaux scopitones ; un portrait de Marilyn Monroe.

23 h 30 **Journal.**
23 h 50 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 **Le Grand Echiquier : la Danse ou Dupond avec deux D.**
Avec l'enfant terrible de l'Opéra. Intransigeant, individualiste, élégant et drôle, ce danseur indépendant qui fête ici ses vingt-six ans, avec vingt-six de ses amis, vient de créer une troupe à son nom « Dupond et ses amis stars de l'Opéra de Paris ».
23 h 20 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma (cycle « Le grand frisson ») : Cap Canaille.**
Film français de J. Berto et J.-H. Roger (1982), avec J. Berto, R. Bohringer, J.-C. Brialy, B. Lafont.
Une forêt des environs de Marseille est incendiée, pour une magouille immobilière. Elle appartenait à la fille d'un ancien caïd de la drogue. Celle-ci veut se venger. L'engrenage tragique d'une affaire criminelle. Un film noir à Marseille, ville mythique.
22 h 20 **Journal.**
22 h 50 **Thalassa.**
Le bout du tunnel... sous la Manche.
23 h 35 **Allegoria.**
Georges de Latour.
23 h 40 **Prélude à la nuit.**

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 12, Quentin Durward ; 18 h 15, L'Alsace gourmande (le coq au riesling) ; 18 h 30, Sports ; 18 h 50, Atout PIC : J.-M. Balestre ; 19 h, Janique Aimée ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Tout le monde peut se tromper, film de J. Couturier ; 22 h, Boxe ; 23 h 5, Basket américain ; 0 h 55, Le rayon bleu, film de J. Liebermann ; 2 h 25, Top 50.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Paris boulevard**, de Dominique Grandmont.
21 h 30 **Musique « latitudes »** : musiques traditionnelles.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct de l'église Sainte-Marie de Lübeck) : *Praembulum en sol majeur*, de Tunder ; *Cantate WV4, Choral pour orgue WV 209, Prélude et fugue en ré majeur WV 139*, de Buxtehude ; *Motet BWV 229, Choral pour orgue BWV 622, Toccata et fugue en ré mineur, Choral pour orgue BWV 691, Choral à quatre voix, Passacaille en ut mineur BWV 582*, de Bach, par l'Ensemble instrumental, dir. H.-J. Wille, avec E.E. Stender, orgue, les chœurs d'enfants de l'église Sainte-Marie et les chœurs de la Nordeutsche Rundfunk.
23 h **Les soirées de France-Musique** : la guerre des pianos. Teresa Carreno, Eugène d'Albert.

Mardi 26 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 **ANTIOPE 1.**
11 h 45 **La Une chez vous.**
12 h **Feuilleton : Cap sur l'aventure.**
12 h 30 **La bouteille à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **A pleine vie.**
16 h 30 **Croque-vacances.**
17 h 30 **La chance aux chansons.**
18 h **Le village dans les nuages.**
18 h 20 **Mini-journal pour les jeunes.**
18 h 30 **Série : Cœur de diamant.**
19 h 15 **Jeu : Anagram.**
19 h 40 **Emission d'expression directe.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 35 **Jeu : Enigmes au bout du monde.**
21 h 35 **Série : La passion de la vie.**
Dans ce quatrième volet d'une série consacrée aux premières heures de la vie, Jacotte Chollet et André Voisin se sont installés à la maternité de l'hôpital de Pithiviers, où le chirurgien Michel Odent s'est fait connaître internationalement pour la réflexion qu'il a menée autour de l'accouchement.
22 h 25 **Tintam'arts : Spécial érotisme.**
Emission d'Antoine Gallien.
23 h 25 **Journal.**
23 h 45 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 **Télématin (à 8 h 30, feuilleton : Les amours des années grises).**
10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : Les amours des années folles.**
13 h 45 **Aujourd'hui la vie.**
Le tremplin des inventeurs.
14 h 50 **Série : Fachoda.**
15 h 40 **Reprise : Le grand raid.**
(Diffusé le 24 mars.)
16 h 45 **Le journal d'un siècle.**
Edition 1905 : Einstein, une nouvelle vision du monde.
17 h 45 **Récré A2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 40 **Cinéma : Tueur de dames.**
Film anglais d'A. Mackendrick (1955), avec A. Guinness, K. Johnson, C. Parker, P. Sellers, H. Lom.
Une vieille dame habitant une maison isolée découvre que les cinq charmants musiciens auxquels elle loue une chambre pour leurs répétitions sont des bandits. Que va-t-il lui arriver ? Comédie d'humour anglais tournée à une époque où la veine du genre commençait à s'épuiser.
22 h 15 **Mardi cinéma.**
Avec Richard Bohringer, Jean-Louis Trintignant, Françoise Fabian, Catherine Rouvel.
23 h 25 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
19 h 55 **Dessin animé : Lucky Luke.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 35 **Cinéma : Docteur Françoise Gailland.**
Film français de Jean-Louis Bertucelli (1975), avec A. Girardot, J.-P. Cassel, F. Périer, I. Huppert.
Une femme-médecin, qui n'arrive pas à mettre de l'ordre dans sa vie privée, apprend, brusquement, qu'elle est atteinte d'un cancer du poumon. D'après un livre de Noëlle Loriot racontant une expérience vécue, un mélodrame socio-médical dont l'interprétation d'Annie Girardot a fait le succès.
22 h 15 **Journal.**
22 h 45 **Georges-Emmanuel Clancier ou l'écriture des jours.**
L'itinéraire intellectuel et personnel de ce poète, romancier, essayiste, né à Limoges, dont l'œuvre le Pain noir *a été adaptée par Françoise Verny et Serge Moati à la télévision.*
23 h 35 **Allegoria.**
23 h 40 **Prélude à la nuit.**

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 10, Ciné 16 : Photo souvenir ; 18 h 35, L'invité PIC : Jean Maheu ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, Janique Aimée ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Hill Street Blues ; 9 h 45, Soap ; 10 h 15, Reilly, l'as des espions ; 11 h 35, Tigra, la glace et le feu ; film de R. Bakshi ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; 13 h 30, Kim ; 15 h 45, Un étrange voyage, film de A. Cavalier ; 18 h, TLC ; 18 h 40, Jeu ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 50, La Chèvre, film d'A. Poiré ; 22 h 5, Ronde de nuit, film de J.-C. Missiaen ; 23 h 40, La Palombière, film de J.-P. Denis ; 1 h 5, Vol du condor ; 2 h, Batman ; 2 h 25, Top 50.

FRANCE-CULTURE

9 h 5, La matinée des autres ; 10 h 30 Musique : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : l'écolier japonais et sa famille ; 11 h 30, Feuilleton : Le paysan parvenu ; 12 h, Panorama : en direct du Salon du livre ; 14 h, Un livre, des voix : Jean Gaulmier : « Matricule 8 » ; 14 h 30, La petite envie d'Arthur Marche, de Serge Ganzl ; 15 h 30, Les mardis du cinéma : James Byron Dean cow-boy canonisé ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de Douarnenez ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Kastler, l'homme ; 20 h, Musique mode d'emploi : Happy birth day Pierre Boulez.
20 h 30 **Pour ainsi dire** : en direct du Salon du livre.
21 h **Charlotte Perriand ou l'art d'habiter**, entretien avec Paule Chavasse.
21 h 30 **Diagonale ou l'actualité de la chanson française et étrangère.**
22 h 30 **Nuits magnétiques** : le Mali.

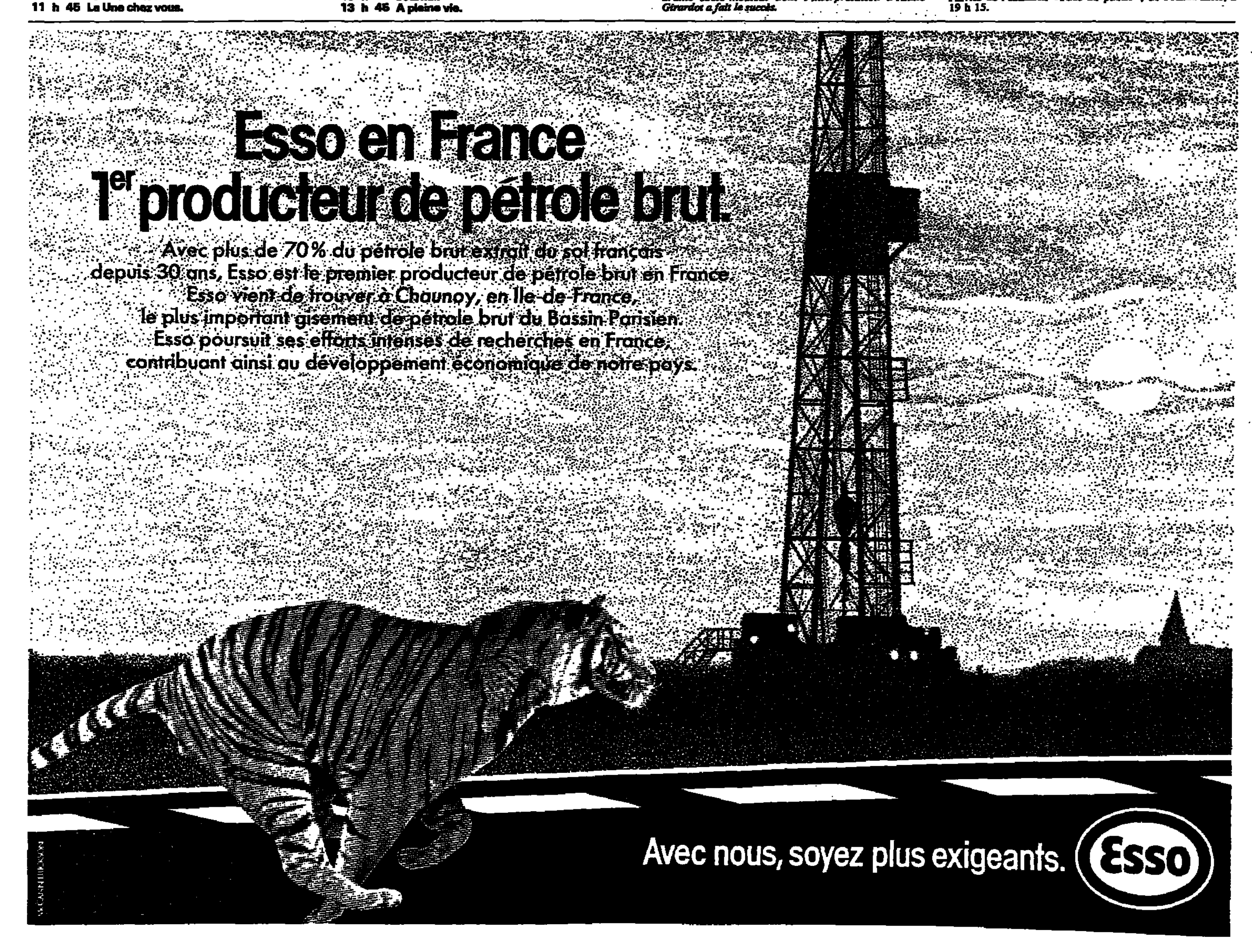
FRANCE-MUSIQUE

12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton James P. Johnson, père des pianistes ; 12 h 30, Concert : œuvres de Mozart, R. Strauss, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. F. Leitner, sol. G. Janowitz, soprano ; 14 h 2, Repères contemporains ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : école buissonnière ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : George Sebastian dirige des œuvres de Mozart, R. Schumann, Mahler, Schubert ; 18 h 2, Acousmathèque : œuvres de Kergomard, Brown ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : hommage à Michel Dens, baryton ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross, piano ; 20 h 15, Avant-concert.
20 h 30 **Concert** (saison lyrique) : *l'Eau*, opéra de Ahmed Essyad (création), livret de T. Ben Jelloun, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. Y. Prin P.Y. Artaud, flûte, sol. L. Williams, M. Lindsey, Y. Nara, sopranos...
23 h **Les soirées de France-Musique** : Jazz-club (en direct du New Morning).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 25 MARS

– *M. Jacques Toubon*, secrétaire général du RPR, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 15.





On n'est jamais si bien servi que par les autres.

L'ÉQUIPE

"... Tant au plan du design que de l'équipement ou de la qualité, elle n'a plus rien à envier aux productions allemandes. Sur la "Quadrifoglio Oro" – le haut de gamme – le bilan atteint des sommets... L'Alfa 90 devient le haut de gamme le plus performant au plan de la finition. Bertone a même inventé un frein à main commandé par une poignée, ce qui lui a permis d'installer un vide-poches en son centre. Et pour encore mieux "chouchouter" le pilote, celui-ci dispose d'une excellente direction assistée (ZF), d'un volant cuir et d'un check panel électronique..."

OFFICIEL HOMMES

Le coup de charme du moteur

"...Côté moteur. Nous sommes en présence d'une pièce de choix puisqu'il s'agit du très beau 6 cylindres en V calé à 60°..."

"...Ce moteur est un beau moteur fournissant, qui plus est, 156 ch à 5600 tr/mn, le régime maxi se situant aux alentours de 6300 tr/mn..."

"...Dans sa catégorie, compte tenu de son prix (122 620 F), l'Alfa 90 V6 est sûrement l'un des modèles les mieux équipés..."

ÉCHAPPEMENT

Equipement record

"... L'innovation vient du bouclier avant mobile. La partie basse formant spoiler est en effet articulée et s'abaisse au fur et à mesure que la vitesse augmente. L'univers intérieur a reçu beaucoup de soins. L'Alfa 90 se distingue même par son équipement extrêmement complet et parfois astucieux..."

ARGUS

Véritable Alfa

"... Chaque nouvelle Alfa adopte une ligne hors des sentiers battus. L'Alfa 90 confirme cette tradition en conjuguant sport et confort..."

"... Confortable (excellents sièges), bien équipée avec un souci constant de la qualité des finitions, l'Alfa 90 reçoit pour mission de replacer l'image d'Alfa Romeo dans une perspective moderne dépassant largement la tradition sportive. Un excellent comportement routier qui préserve le plaisir de conduire..."

AUTO - MOTO

"...L'intérieur offre un luxe d'élégance particulièrement élevé et un espace généreux.
Le raffinement a été porté à un niveau très élevé équivalent à celui de la construction allemande. Les tissus sont magnifiques et de bon goût..."

"...La recherche permanente d'un haut niveau de sécurité et de confort a été ici associée au souci traditionnel du brio propre à la marque, sans perdre de vue la sujétion énergétique. L'Alfa 90 est toujours une voiture-passion sous ses dehors posés et presque effacés..."

"... Sa vitesse de pointe lui permet des reprises brillantes autorisant des dépassements aisés et sans risques..."

AUTO HEBDO

Concerto pour six cylindres

"... Le plus noble, et de loin, est sans conteste le fabuleux V6 à 60° de l'Alfa qui faisait jusqu'ici les délices de nombreux "GTVistes..."

"... Et puis il y a le bruit. Ce fabuleux (on ne le dira jamais assez) V6 italien est propre à vous donner des insomnies et ce n'est pas peu dire..."

SPORT AUTO

"... La combinaison de ses dimensions compacte et du V6 à la fois souple et puissant, font de l'Alfa 90 2.5 une berline d'une très agréable polyvalence.
Elle est à l'aise partout. En ville ou sur une route secondaire, son encombrement réduit et sa direction assistée la rendent très maniable, alors que sur autoroute, on apprécie l'absence d'efforts avec laquelle sa mécanique lui permet de croiser à grande vitesse. Avec l'Alfa 90 2.5 on retrouve une voiture dans le style des meilleures Alfa du passé, avec leurs qualités et leurs défauts traditionnels..."

"... Toutefois, son mariage avec le V6 l'a indiscutablement revigoré et grâce à lui, l'Alfa 90 2.5 apparaît comme la meilleure berline qu'Alfa Romeo ait élaboré depuis longtemps..."

NORD ÉCLAIR NORD MATIN

Confort et brio

"... L'intérieur est cossu, bien fini, luxueusement équipé..."

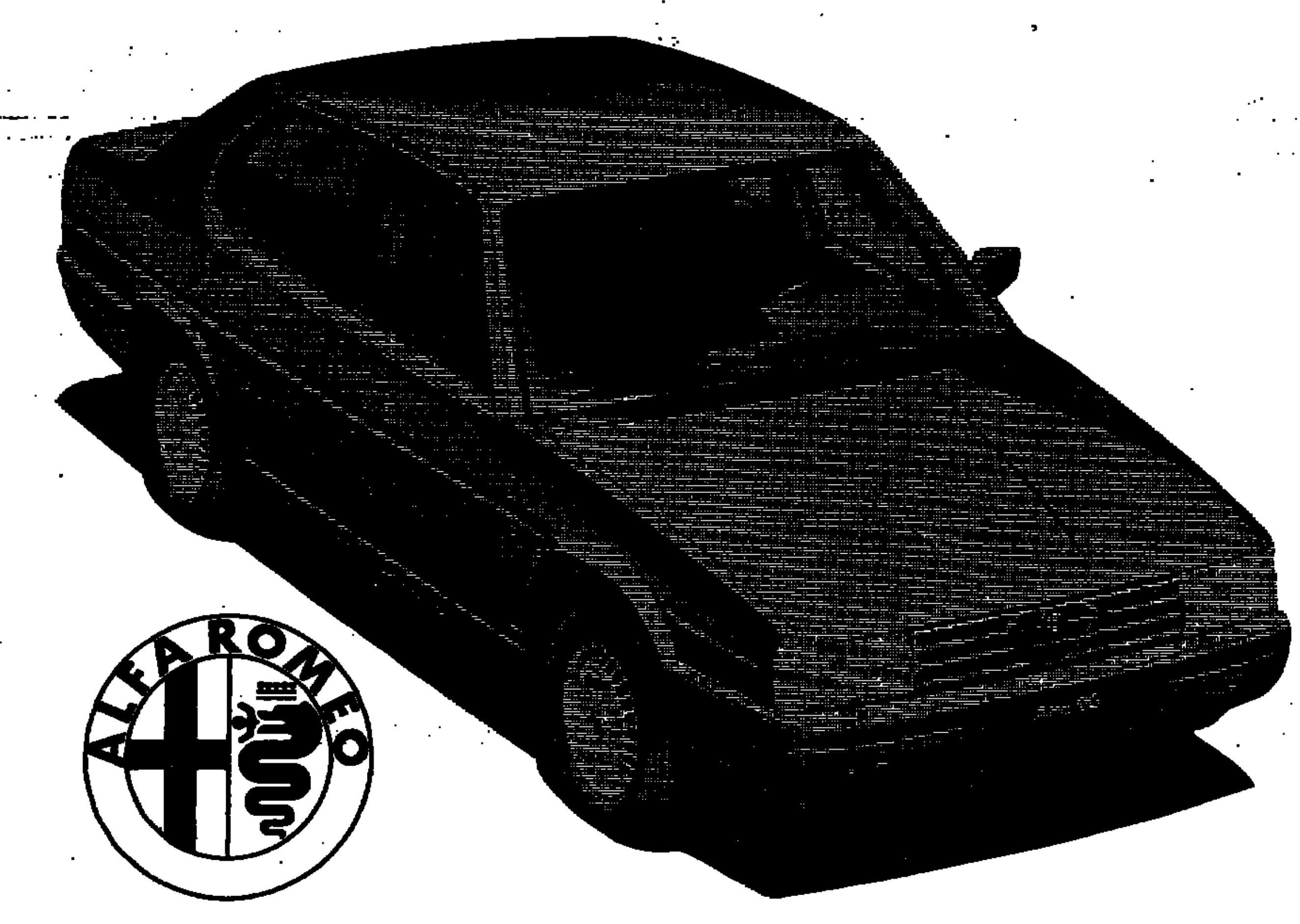
"... Au confort, à la tenue, à la suspension, à l'agrément de conduite très en progrès s'ajoutent une excellente insonorisation et des moteurs sans doute connus mais dont on s'est bien employé à développer encore la souplesse, la puissance, le brio..."

"... Compte tenu de la classe, du haut niveau de la technique, des performances, de l'aménagement de l'intérieur, les Alfa 90 ne coûtent pas excessivement cher (de 98 084 F à 122 620 F). De quoi reconquérir une race d'Alfistes..."

LE MONITEUR AUTOMOBILE

"... L'Alfa 90 V6 sur le 0 à 100 km/h, notre chronomètre a sanctionné quant à lui le temps de 8,6 s, un temps de voiture de sport!..."

"... Ces premiers résultats sont tout simplement superbes! Voilà donc cette nouvelle Alfa 90 V6, rapide, confortable, séduisante... et sobre! Cette dernière qualité n'est pas la moindre par les temps qui courent. N'est-ce pas curieux qu'elle soit l'apanage d'une voiture conçue par un sorcier italien?..."



ALFA 90

et vous qu'en pensez-vous?

Les critiques, même les plus élogieuses ne remplaceront jamais un avis personnel.

Appelez vite le : N° VERT 16 (05) ALFA 90 ou 16 (05) 25.32.90 APPEL GRATUIT pour un rendez-vous d'essai personnalisé.

consommations normes UTAC: 6,8 litres à 90 km/h, 8,9 litres à 120 km/h, 12,9 litres en cycle urbain.
LUBRIFIANT Agip ALFA ROMEO FINANCEMENT: DEPARTEMENT DU GROUPE C.G.I.



DMN

sports

JUDO

Guerre de succession

Le judo est un sport dur qui demande un engagement physique à la limite de la violence. C'est pour le moins la leçon des championnats nationaux qui ont eu lieu, samedi 23 et dimanche 24 mars, au stade Coubertin, à Paris. A l'occasion de véritables pugilats, trois garçons seulement sont arrivés à conserver le titre conquis l'année précédente : Marc Alexandre, le champion d'Europe des moins de 65 kilos ; Michel Nowak, troisième aux Jeux de Los Angeles, en moins de 78 kilos ; et François Fournier, qui n'a pas eu encore une consécration internationale, en moins de 86 kilos. Dans les autres catégories, les sélectionneurs de la Fédération française (FFJDA) seront confrontés à un véritable casse-tête pour former l'équipe des prochains championnats d'Europe en Norvège.

Les nouveaux champions, Patrick Roux, en moins de 60 kilos ; Claude Guillaume, en moins de 71 kilos, et Gilles Jaladon, en moins de 95 kilos, ne se sont pas assez détachés de la mêlée. Seul, Jean-Pierre Besse, en plus de 95 kilos a été convaincant, mais il manque d'expérience internationale

Le bon et le méchant. Simpliste, *le raccourci ? Allons donc ! Tout* Coubertin qui connaît son judo sur le coin des tatamis sait bien, dimanche soir, de quoi il retourne. D'une guerre de succession. De la guerre ouverte par la retraite du vice-champion olympique des lourds, Angelo Parisi et par la blessure de son dauphin, Laurent Del Colombo. Son enjeu : une place aux prochains championnats d'Europe et, éventuellement, aux championnats du monde de Séoul à la fin de l'année. *Et deux garçons pour un seul billet :* Jean-Pierre Besse et Christian Vachon.

Deux quintaux de muscles s'arc-boutent. Lequel cédera ? Besse, le bon du Racing, bien sûr. Avec ses *120 kilos « super-protéinés »,* Vachon, le méchant de Villiers-le-Bel, doit logiquement faire une bouchée de son rival. N'a-t-il pas renversé, lors de la Coupe intercontinentale, le vice-champion olympique toutes catégories et n'a-t-il pas encore terrassé, à Rome, le Géorgien vainqueur du tournoi de Tbilissi. Besse n'est pas mal non plus, mais il est encore trop tendre.

Besse le chahuteur

C'est l'avis général. Tendre, peut-être, mais généreux aussi. C'est lui qui lance la première attaque du combat final. Un grand fauchage de *hanche. Il est sur la bordure du* tapis. Vachon contrôle en poussant avec le ventre. Et, d'un bloc, Besse se retourne pour crocheter la jambe d'appui de son adversaire qui s'écroule alors. Avalanche de corps. Besse prend l'avantage. La suite n'a pas beaucoup d'importance. Quatre longues minutes de kimonos en boule. Mais Besse contrôle le combat et gagne le titre. Surprise !

Sauf pour Angelo Parisi. Il assiste *à cette victoire tout guilleret. C'est* lui qui a fait venir Besse au RCF il y a trois ans parce qu'il trouvait au Champenois un bon esprit. Paradoxe : le petit Jean-Pierre a été inscrit dans un club de judo à dix ans : il était trop chahuteur avec ses camarades, il fallait mater un caractère turbulent. Aujourd'hui, il mate les autres dans les règles de l'art de gigorokano.

Et avec sa médaille de champion de France autour du cou, il regarde l'avenir avec un peu plus de sérénité.

A vingt et un ans, après avoir été deux fois champion de France juniors et deux fois vice-champion de France toutes catégories, et en lourds, il craignait de devenir le Poulidor du judo. Il avait beau avoir le physique d'Aldo Maccione remodelé par l'haltérophilie, Besse ne s'en trouvait pas moins simple bidasse détaché du Bataillon de Joinville à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) avec, pour toute ligne d'horizon, un brevet commercial à préparer et une sélection internationale à conquérir à tout prix.

Un titre national, ne changera pas tout comme d'un coup de baguette magique. Mais quand il a fallu jusqu'à présent «taper» les parents pour assurer les fins de mois, cela peut aider et peut aussi donner confiance avant d'aller affronter les «gros monstres» enropéens. En réalité, ce n'est pas ce qui préoccupe le plus Besse : il veut, pour ces affrontements, calquer son modèle Angelo Parisi et utiliser dynamisme et souplesse pour battre les super-lourds. Et il a sûrement les moyens de le faire.

ALAIN GIRAUDO.

LE GRAND PRIX D'AFRIQUE DU SUD MOTOCYCLISTE

Duel Lawson - Spencer

De notre correspondant

Johannesburg. — L'Américain Eddie Lawson sur Yamaha, champion du monde en titre, a remporté samedi 23 mars sur le circuit de Kyalami, près de Johannesburg, le Grand Prix d'Afrique du Sud, première épreuve de la saison du championnat du monde de vitesse, dans la catégorie des 500 cc. Il a devancé son compatriote Freddie Spencer sur Honda, vainqueur quelque temps plus tôt en 250 cc. Le Français Christian Sarron sur Yamaha, champion du monde 1984 en 250 cc., a pris la sixième place ; Raymond Roche également sur Yamaha, troisième du championnat du monde en 500 cc. l'an dernier, sur Honda, a été contraint à l'abandon après une chute sans gravité à six tours de la fin de la course.

« Gamelles » françaises

La saison n'a pas vraiment bien commencé pour les deux pilotes français Raymond Roche et Christian Sarron, qui ont été l'un et l'autre victimes de chutes à l'occasion du Grand Prix d'Afrique du Sud. *« Une bonne semaine »*, commente tout sourire Roche. Deux « gamelles » en deux jours. Cela fait beaucoup. Le Varois, originaire d'Ollioules, n'en garde pas moins son optimisme.

Il boite un peu, certes, mais rien de grave : *« Quelques bleus, des orteils râpés sur le bitume ; ils repousseront »*, lance-t-il. *« Cela aurait pu être pire si l'on en croit Sarron. »*

Tous deux étaient en effet respectivement en cinquième et sixième position. Depuis quelques tours, se dépassant et se redépassant, jouant *au chat et à la souris, mais toujours* loin des deux Américains Lawson et Spencer, qui, à l'avant, se livraient à une belle empoignade. Soudain, dans Sunset Virage, un beau nom pourtant, la roue avant de Roche a décroché. Pneu trop tendu, semble-t-il. Une belle « pelle », juste devant Sarron, qui, lui, a eu peur. *« Ma roue avant est passée à trente centimètres de sa tête »*, raconte Roche.

La veille déjà, la nouvelle recrue de l'écurie Yamaha avait chuté une première fois. A 170 kilomètres à l'heure, il est parti dans le décor. Que se passe-t-il ? Une fuite d'huile sur un pneu ? Probable. *« Quand on a 140 chevaux sous les fesses et que les 115 kilos de l'engin ne tiennent au sol que par des pneus larges de 1 centimètre sur la roue avant et de 2 centimètres à l'arrière, la punition est immédiate*, fait remarquer Roche. *Et elle peut être sévère si la moto vous retombe dessus ou vous coince contre le parapet. »* Bien d'aplomb sur ses jambes, le regard direct et l'œil rieur, il tamponne son poignet gauche avec de la glace. Un poignet douloureux, seule conséquence de sa chute.

Avec son 1,67 m., son nez de boxeur et sa belle assurance, Raymond Roche n'a jamais eu peur de l'adversité. A vingt-huit ans, la volonté n'a jamais semblé lui faire défaut. Fils de maçon, il a gravi un à un les échelons qui mènent sur les *podiums des circuits. La carrière* typique du gamin qui a commencé dans le cambouis, qui a vécu en mangeant des sandwichs, qui a pleuré souvent des pièces de rechange et qui, aujourd'hui, veut mettre toutes les chances de son côté. Il a quitté Honda, qui n'avait d'yeux que pour Spencer et a obtenu une moto d'usine et un contrat de pilote dans l'écurie concurrente. Cette année, enfin, il a les moyens de faire jeu égal avec son coéquipier Eddie Lawson.

Sarron, la veille, était lui aussi tombé lors des essais. Sa Yamaha s'est quasiment bloquée net. Huile sur le pneu. Comme l'affirme Sarron, ou moteur qui a « serré » ? Personne ne fait de confidences. En tout cas, Sarron a été *relevé inanimé* sur la piste. Il a été dirigé ensuite vers l'hôpital ou un examen n'a rien décelé de grave. Encore un peu raide, le teint blanc, l'Auvergnat, qui était il y a quelques années le spécialiste des chutes, a tenu à prendre le départ. Il a terminé la course déçu et avec *« un sérieux mal de tête »*. Pas heureux, Sarron ; sa Yamaha, de plus, ne marchait pas très bien. Elle avait des problèmes de tenue de route et des ratés.

Bref, la poisse pour les deux Français qui rêvent de damer le pion aux Américains Lawson et Spencer. Roche et Sarron n'ambitionnent pas pour autant d'être champion du monde dans la catégorie reine.

MICHEL BOLE-RICHARD.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FORMULE 3
à Silverstone (Angleterre)

1. Mike Thackwell (N.-Z., Ralt), les 207,636 kilomètres en 1 h 7 mn 1 s (moyenne 183,985 km/h) ; 2. John Nielsen (Dan., Ralt), à 32 mn 34 ; 3. Michel Ferté (Fra., March), à 1 h 28 mn 76 s ; 4. Christian Danner (RFA, March), à 1 tour ; 5. Gabriele Tarquini (Ita., March), à 2 tours.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-deuxième journée)

*Challans b. Mulhouse	98- 89
Limoges b. *Saint-Etienne	99- 84
*Vichy b. Orthez	79- 74
*Avignon b. Le Mans	110-103
*Antibes b. Monaco	82- 72
*Caen b. Tours	111- 99
Villeurbanne b. *St. Français	92 91

Classement. — 1. Limoges, 62 pts ; 2. Villeurbanne, 59 ; 3. Antibes, 56 ; 4. Stade Français, 50 ; 5. Challans, 49.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-neuvième journée)

Première division

Bordeaux a battu Auxerre 6-1, samedi 23 mars, à l'occasion de la vingt-neuvième journée du championnat de France de première division.

Classement. — 1. Bordeaux, 47 pts ; 2. Nantes, 43 ; 3. Auxerre, 36.

Deuxième division
(Vingt-sixième journée)

GROUPE A

*Mulhouse b. Dunkerque	1-0
Quimper b. *Valenciennes	2-1
*Le Havre b. Reims	6-0
St. Français « 92 » b. *Rennes	2-0
*Sedan et Besançon	0-0
Abbeville b. *Châteauroux	2-0
*Amiens et Red Star	0-0
*Orléans b. Guingamp	3-0
Caen b. *Angers	2-1

Classement. — 1. Mulhouse, 39 pts ; 2. Le Havre, 38 ; 3. Rennes, Orléans et Guingamp, 33.

GROUPE B

*Montpellier b. Cuiseaux-Louhans	1-0
*Valence b. Lyon	2-1
*Limoges et Gueugnon	1-1
Nîmes b. *Martigues	2-1
*Saint-Etienne b. Sète	6-1
*Alès et Nice	2-1
*AEPB La Roche b. Le Puy	2-1
*Cannes et Thonon	0-0
*Béziers b. Grenoble	3-1

Classement. — 1. Nice, 37 pts ; 2. Saint-Etienne, 36 ; 3. Montpellier et Nîmes, 33 ; 5. Thonon, 29.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Douzième journée)

*Saint-Martin d'Hères et SMUC	24-24
Paris UC b. *ACBB	24-21
*Gagny et Ivry	19-19
*Stella St.-Maur et Nîmes	21-21
Stade Messin EC b. *CSL Dijon	20-12

Classement. — 1. Gagny, 32 pts ; 2. SMUC, 27 ; 3. Nîmes, 26 ; 4. Saint-Maur, 25 ; 5. SMEC, 24.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'AFRIQUE DU SUD

500 centimètres cubes

1. Eddie Lawson (E.-U., Yamaha), 43 mn 36 s 6 (moyenne 171,91 km/h) ; 2. Freddie Spencer (E.-U., Honda), à 4 s 9 ; 3. Wayne Gardner (Aus., Honda), à 22 s 8 ; (...) 6. Christian Sarron (Fra., Yamaha), à 51 s 6 ; (...) 10. Thierry Espié (Fra., Chevallier), à 1 mn 26 s 2.

250 centimètres cubes

1, Freddie Spencer (U.-U., Honda, 42 mn 33 s 3 (moyenne 164,39 km/h) ; 2. Anton Mang (RFA, Honda), à 7 s 1 ; 3. Mario Rademeyer (Af.-du-Sud, Yamaha, à 7 s 5 ; (...) 7. Jean-François Baldé (Fra., Pernod), à 47 s 3.

Rugby

COUPE DE FRANCE
(Quarts de finale)

Stade Toulousain b. Racing-CF	25- 0
Grenoble b. Carcassonne	30-12
Narbonne b. Lourdes	12- 6
Brives b. Hagetmau	15- 6

LE CHAMPIONNAT DU MONDE « C » DE HOCKEY SUR GLACE

De nouveaux horizons pour les Français

Chamonix. — Pour la première fois de son histoire, l'équipe de France de hockey sur glace disputera la saison prochaine le championnat du monde B. Avec six victoires contre l'Espagne (12-1), la Corée du Nord (10-0), la Yougoslavie (2-1), le Danemark (6-2), la Bulgarie (10-2) et la Roumanie (8-3) et un *résultat nul contre* la Chine (4-4), les Français ont remporté le championnat du monde C organisé du 14 au 23 mars en Haute-Savoie (Chamonix, Megève et Saint-Gervais). Cette performance, qui place les hockeyeurs français au dix-septième rang mondial, peut paraître *bien modeste* par rapport aux résultats obtenus dans d'autres sports collectifs.

Avec la réussite des Français volants au Palais omnisports de Paris-Bercy, cette promotion dans le groupe B devrait pourtant *aider le hockey* sur glace à acquérir une audience nationale.

Les docteurs Alain Calmat, ministre français de la jeunesse et des sports, et Gunther Sabetzki, président de la Fédération internationale de hockey sur glace, consultaient fébrilement leur montre. Pas inquiets, mais plutôt agacés. Il y avait déjà les troisièmes mi-temps du rugby. Voilà que les Français instituaient les quatrièmes tiers temps du hockey ! Pour avoir un peu trop longuement arrosé leur succès entre Megève et Chamonix, c'est avec une bonne demi-heure de retard que les hockeyeurs français *se* sont présentés à la cérémonie de clôture pour recevoir leurs médailles.

En accédant au groupe B du *championnat du monde*, l'équipe de France n'avait, il est vrai, pas manqué son rendez-vous principal. Celui que Michel Lafon, ancien directeur technique des sports de glace, désormais chargé des relations avec les fédérations au ministère, leur avait fixé voici près de cinq ans. C'est en effet une longue marche d'approche des sommets baptisée Horizon 85 qui a pris fin au pied du Mont-Blanc.

Pour Christophe Ville, Christian Bozon, Frédéric Favre, Jean-Christophe Lerondeau et Franck Ganis, l'aventure avait commencé en 1980 avec un titre de champion d'Europe *juniors* B. Il s'agissait alors de donner à ces chefs de file d'une génération prometteuse un cadre de préparation plus compatible avec le haut niveau. Malgré les réticences des clubs, le programme de l'équipe de France avait été développé, tandis que le championnat national passait à la vitesse supérieure avec deux matches hebdomadaires.

Même bien programmée, une préparation reste pourtant à la merci d'imprévus. C'est une véritable révolution de palais qui déstabilisait l'équipe de France en septembre 1984. Le Québécois Jacques Tremblay, entraîneur national à la person*nalité très envahissante, démission*nait juste avant le premier tournoi de préparation de la saison à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). De leur côté, les joueurs se mettaient en grève pour protester d'un manque de considération à leur égard et de l'absence de concertation dans l'élaboration de leur programme. La rupture était évitée avec l'appel à la direction de l'équipe de France de Patrick Francheterre, l'entraîneur qui avait conduit les juniors au titre de champions d'Europe, associé cette fois à Paul Lang.

Avenir plus difficile

Si on se réfère au parcours sans défaite des Français dans le championnat du monde, les deux hommes ont su prendre le train en marche pour réussir leur mission. Malgré les blessures de Franck Ganis à la veille de la compétition, puis du capitaine André Peloffy et de Jean-Christophe *Lerondeau, victimes d'entorses* au genou dès le premier match contre l'Espagne, les Français ont assumé leur rôle de favoris dans des patinoires combles à chacun de leurs matches.

Réalistes, les deux entraîneurs ne cachent pas que le plus dur reste à faire : assurer le maintien dans le groupe B auquel les Français accéderont pour la première fois. *« La grande différence réside dans la vitesse d'exécution*, estime Patrick Francheterre. *Le rythme de préparation et le travail tactique devront être accentués. Enfin, il nous faudra rapidement rechercher des rencontres avec les équipes du groupe B pour nous adapter. »*

Afin de favoriser ces desseins, le prochain championnat national devrait être aménagé. Il débuterait plus *tôt*, à la *mi-septembre*, pour permettre à l'équipe de France de participer pendant cinq à six semaines à des tournois à l'étranger. Parallèlement, la direction technique souhaiterait que le travail au sein des clubs soit intensifié, notamment dans les domaines de la préparation physique et du suivi médical des joueurs.

Comme il y a cinq ans, lors du lancement de l'opération Horizon 85, ce sont les présidents de clubs de division nationale qui se montrent réticents devant ces mesures susceptibles d'accentuer l'évolution vers un semi-professionnalisme. Réunis, juste avant le championnat d'Europe, ils ont ainsi refusé de ramener la compétition de douze à dix clubs pour favoriser le regroupement de l'élite la saison prochaine. Le passage de dix clubs en 1986 à huit en 1987 serait toutefois envisagé, dans le cadre d'un nouveau plan Horizon 88, destiné à préparer une éventuelle participation de l'équipe de France aux *Jeux olympiques* de Calgary (Canada).

Parallèlement, la protection des clubs les moins fortunés sera mieux assurée cette saison par le retour à une seule mutation libre et par le maintien d'un seul étranger par équipe. *« Des mesures qui vont à l'encontre de l'intérêt général du hockey »*, commente Thierry Lacarrière, le président des Français volants. *« Mieux vaut procéder par évolution que par révolution »*, répond M. Jean Ferrand, le président de la Fédération des sports de glace.

Un million de dollars

L'avant-garde de cette évolution vers un vrai semi-professionnalisme est aujourd'hui symbolisée par les Français volants, le club qui attire *les meilleurs éléments* de l'équipe nationale. A l'image de Christophe Ville, dont le transfert devrait être réglé prochainement sur une base qui avoisinerait les 200 000 francs. D'autres jeunes n'ont pas attendu cette évolution et ont déjà tenté leur chance au Canada. C'est le cas de Philippe Bozon et de Christian Pouget, qui ont préféré rester avec les juniors de Saint-Jean-d'Iberville et de Trois-Rivières, près de Montréal, plutôt que de briguer une place en équipe de France.

Pour un élément doué capable de réussir une carrière professionnelle, l'enjeu est en effet d'importance. Le salaire moyen des quatre cent cinquante-trois joueurs de la Ligue nationale nord-américaine s'élève, cette année, à 120 000 dollars canadiens (900 000 francs) pour la saison qui va de septembre à avril ; parmi eux, le joueur le mieux payé du monde étant Wayne Gretzky, dont le contrat avec les Oilers d'Edmonton atteindra le million de dollars canadiens (7,5 millions de francs).

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME

Les soucis de Zola Budd

Zola Budd, l'athlète sud-africaine naturalisée britannique pour participer aux Jeux olympiques de Los Angeles, a remporté, dimanche 24 mars, à Lisbonne, le championnat du monde féminin de cross-country devant l'Américaine Caty Branta et la Norvégienne Ingrid Kristiansen.

Le Portugais Carlo Lopes est devenu champion du monde pour la troisième fois en devançant son rival Fernando Mamede. Le Français Pierre Levisse s'est classé à la neuvième place.

Sur un parcours dépourvu de grandes difficultés, la jeune Britannique, qui court pieds nus, a mieux réussi sa course portugaise que les Jeux olympiques où elle avait provoqué la chute de l'Américaine Mary Decker.

Établie en Grande-Bretagne à l'initiative de quotidien Daily Mail *par lequel elle a obtenu un passeport britannique, Zola Budd est entraîné par Peter Labuschagne, âgé de cinquante-deux ans, ancien professeur d'histoire au collège de Bloemfontein et instructeur dans l'armée sud-africaine, chargé de l'entraînement physique. Après six années de collaboration, le « coach » a fait de la jeune athlète une championne, et Zola Budd a fait de son entraîneur un professionnel qui gère sa carrière. Ce dernier est rétribué par une fondation sportive du CAP et vit des performances de l'athlète. Cette situation a provoqué quelques difficultés dans la famille Budd. Le père, Peter, s'est montré extrêmenent jaloux de l'influence de Peter Labuschagne sur sa fille. Zola a fini par rompre avec lui :* « Mon père n'a plus rien à voir dans ma carrière, *dit-elle aujourd'hui.* Je veux faire ce que je veux et non plus ce qu'une autre personne veut que je fasse. »

CYCLISME

Dans la roue lenticulaire de Stephen Roche

On attendait Kelly, et c'est Roche, l'autre Irlandais du peloton, qui a remporté le Critérium international. Le résultat de l'épreuve en trois étapes, organisée, samedi 23 et dimanche 24 mars, sur les routes accidentées des Alpes-Maritimes, ne constitue pourtant pas à proprement parler une surprise. Il confirme le pronostic de Raphaël Geminiani, nouveau directeur sportif du groupe la Redoute-Motobécane, qui avait prévu le succès de son équipe. « Guimard et Koechli *(1)* se croient les plus forts et prétendent que je suis dépassé, *disait-il avant le départ de Juan-les-Pins.* Mais il devront admettre dès demain que je suis en avance sur eux. »

Son leader, Stephen Roche, qui utilisait dans le final contre la montre d'Antibes une roue arrière lenticulaire de fabrication française, mise au point par la société Alsthom-Atlantique, vient de lui donner raison : il a réalisé le meilleur temps et ravi du même coup le maillot jaune à Bérard, vainqueur de la course de côte de Caussols. Il semble difficile d'évaluer le gain de temps consécutif à l'emploi de ce matériel spécial, qui marque un progrès technique nullement négligeable.

Le champion britannique doit aussi sa victoire à sa condition physique qui lui avait déjà permis de battre Kelly sur les pentes du col d'Eze, à l'occasion de Paris-Nice. Ses mérites sont d'autant plus évidents que Kelly, le gagnant de la première étape, est apparu très en verve tout au long du parcours.

Le Critérium international a mis l'accent sur la qualité de Mottet, de Bérard, de l'ancien champion de France amateur Jean-François Bernard, du jeune Joël Pelier, révélation du début de saison, et sur, enfin, le retour en forme de Laurent Fignon.

Une sélection de coureurs, officiellement sans emploi, dont Alban, troisième du Tour de France de 1981, participaient à l'épreuve. Regroupés sous l'étiquette de « chômeurs français », qu'ils n'approuvent guère, ces économiquement faibles du cyclisme sont en réalité pris en charge par l'UC Monaco et Vélo 5, une chaîne de magasins spécialisée dans la vente des bicyclettes.

J. A.

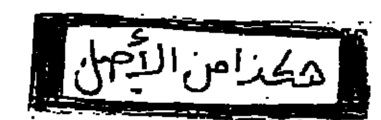
(1) Cyrille Guimard et Paul Koechli sont respectivement directeur sportif de Renault-Gitane et de La Vie Claire.

TENNIS

Le Masters pour Martina Navratilova

L'Américaine Martina Navratilova a brillamment remporté pour la deuxième année consécutive le Masters de tennis, doté de 500 000 dollars, en battant en finale (disputée au meilleur des cinq sets) Helena Sukova 6-3, 7-5, 6-4, dimanche 24 mars au Madison Square Garden de New-York. Vingt-quatre heures après avoir éliminé en demi-finale une autre Tchécoslovaque, Hana Mandlikova 7-5, 7-6, la championne du monde a pris sa revanche sur celle qui l'avait sortie en demi-finale des derniers Internationaux d'Australie, la privant ainsi d'un grand chelem calendaire en 1984.

Ne perdant que vingt-neuf points sur ses dix-sept services, Navratilova, qui porte désormais des lunettes sur le court, n'a jamais été en danger sur ses engagements. Elle a réussi à faire le break dans les moments décisifs par de superbes retours et quelques montées judicieuses. Associée à sa compatriote Pam Shriver, Martina Navratilova a également gagné le double en battant l'Allemande de l'Ouest, Claudia Kohde-Kilsch et Helena Sukova 6-7, 6-4, 7-6.

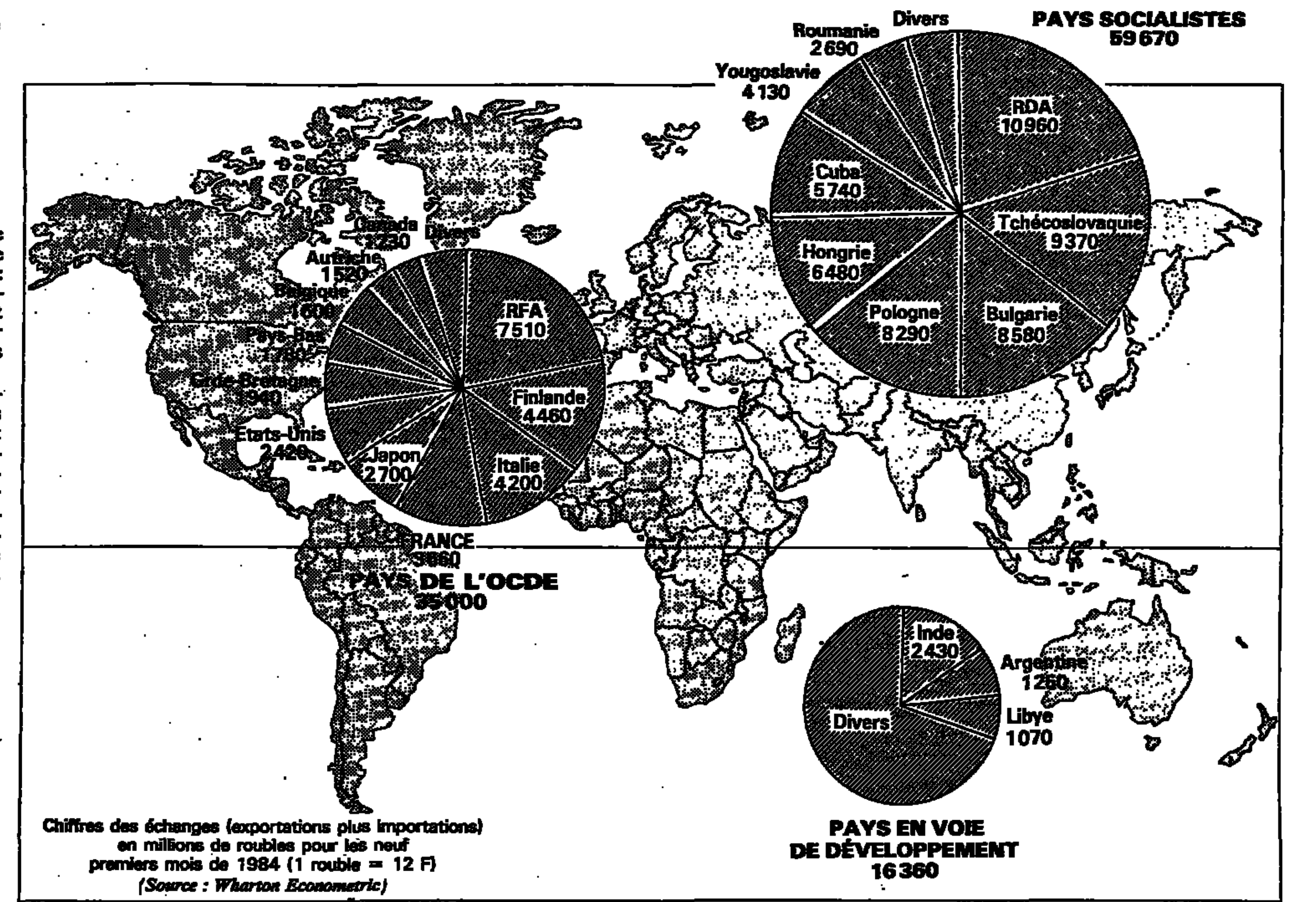


Le Monde

ECONOMIE

URSS : l'arme du commerce extérieur

Pour réduire sa dépendance technologique envers l'Occident, Moscou a donné la priorité à ses partenaires socialistes



Chiffres des échanges (exportations plus importations) en millions de roubles pour les neuf premiers mois de 1984 (1 rouble = 12 F)
(Source : Wharton Econometric)

M. MIKHAIL GORBATCHEV devrait, sans doute courant d'avril, exposer les grandes lignes du prochain plan quinquennal. Nul doute que le nouveau secrétaire général qui, à la différence de certains de ses prédécesseurs, a des compétences en économie, ne s'efforcera d'imposer sa marque au XII[e] plan (1986-1990).

Le temps presse, car la lourde machine planificatrice soviétique a déjà fixé les priorités jusqu'au nombre des brosses à dents ou des centrales nucléaires qui doivent être fabriquées pendant ces cinq années.

Le commerce extérieur soviétique est partie intégrante de ce plan. Tout est fixé à l'avance même si des retouches sont évidemment possibles. Chaque ministère sait ce qu'il a le droit d'acheter à l'étranger et en quelles quantités. Il sait aussi ce qui lui est enjoint de vendre.

Il existe donc une explication purement « *technique* » à la diminution très sensible depuis le début de 1985 des « *grandes commandes* » soviétiques de biens d'équipement occidentaux. Ce n'est pas dans la dernière année d'exécution d'un plan qu'on se livre à de telles opérations. Les grands contrats, si on en décide ainsi, reprendront l'an prochain, – quitte à ce qu'il y ait un « *rattrapage* » dans les premiers mois de 1986.

La direction soviétique a parfaitement réussi, en définitive, le redressement de ses grands équilibres extérieurs. La plus grande partie de ses rentrées en devises provient des hydrocarbures, alors que la production de pétrole stagne, que les cours mondiaux fléchissent et qu'il faut bien, pour des raisons politiques et stratégiques, continuer à fournir les pays frères. Qu'à cela ne tienne, il suffit de restreindre finalement les importations de biens d'équipement. C'est ce qui a été fait ces derniers temps, essentiellement au détriment des pays occidentaux.

L'URSS a ainsi dégagé en 1984 un excédent commercial évalué à près de 10 milliards de dollars. La direction soviétique peut se permettre ces brutalités : le commerce extérieur ne représente que 7 ou 8 % du PNB, et non pas 20 à 25 % comme pour beaucoup des pays industrialisés occidentaux.

Le commerce extérieur soviétique connaît aussi depuis plusieurs années une évolution qui devrait encore s'accentuer en 1985, malgré la reprise du dialogue Est-Ouest et les prémices d'un retour à la « *détente* ». La part de l'Occident ne cesse d'y diminuer au profit du camp socialiste et, dans une moindre mesure, des pays en voie de développement.

Ainsi les échanges avec les Etats industrialisés capitalistes n'ont-ils progressé que d'environ 4 % en 1984, alors qu'ils ont augmenté de 11 % avec les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle, le CAEM ou COMECON. La tendance est donc exactement inverse de celle qui avait prévalu dans les années 70, lorsque le commerce avec les pays occidentaux occupait une place croissante. En 1984, la part de l'OCDE a été d'environ 29 % contre 58 % pour les Etats socialistes (dont plus de 50 % pour ceux du COMECON) et 13 % pour les pays en voie de développement.

La RFA a consolidé sa première place de partenaire occidental de l'URSS. Celle-ci a notamment importé pour 3,2 milliards de roubles de biens industriels finis ou semi-finis, mais n'a exporté que pour 30 millions de machines et biens d'équipement. Toutefois, grâce au pétrole et au gaz, le déficit, au détriment de la RFA, s'est encore creusé en 1984 : les importations en provenance d'URSS ont augmenté l'an dernier de quelque 24 %, alors que les exportations ont baissé d'environ 5 %.

Le cas de la RFA est typique des pays européens. Les fournitures soviétiques d'énergie ont progressé mécaniquement en raison des contrats passés, alors que les exportations ouest-allemandes de biens d'équipement, tels les machines-outils et les trains de laminage, ont reculé.

La Finlande est restée en 1984 en seconde position, mais son statut est quelque peu à part, puisqu'elle a choisi pour ses rapports avec l'URSS le système du clearing. Les échanges sont planifiés à l'avance et libellés en roubles dits « *convertibles* ». Il s'agit, en fait, d'une simple monnaie de compte, puisque le but recherché est l'équilibre.

Normalement, en fin d'année, le bilan du commerce finno-soviétique est strictement égal en valeur dans les deux sens. S'il y a un solde et qu'il est inférieur à 300 millions de roubles « convertibles », il est reporté sur l'année suivante. S'il est supérieur, le pays créditeur peut demander à être réglé en dollars. Cela n'est arrivé qu'une seule fois, en 1981 ; les Finlandais n'ont d'ailleurs pas reçu de dollars, mais... du pétrole libyen.

Cette procédure de clearing est, de l'avis des Finlandais eux-mêmes, assez difficile à mettre au point. Mais, avec une certaine expérience, elle se révèle à la fois efficace et précise. Des accords comparables fonctionnent sur une échelle évidemment bien moindre avec de nombreux pays du tiers-monde.

Les céréales de l'Oncle Sam

Les Etats-Unis ont, en 1984, effectué une remontée considérable grâce à leurs ventes de céréales. Ils auraient livré au total l'an dernier à l'URSS pour près de 30 milliards de francs de produits agricoles.

La visite à Moscou, les 9 et 10 janvier, de M. Lionel Olmer, secrétaire adjoint au commerce, la première de ce genre depuis 1978, avait suscité de nombreux espoirs. Il avait même été question, dans une conversation « *privée* » entre M. Olmer et M. Vladimir Alkhimov, président de la banque d'Etat de l'URSS, que l'émigration des juifs soviétiques, presque totalement interrompue depuis plusieurs années, puisse reprendre, si certaines restrictions américaines sur les échanges étaient levées... Il n'en a rien été.

Il semble, au contraire, qu'une décision ait été prise au plus haut niveau à Moscou de ne pas donner suite à l'ouverture constituée par la visite de M. Olmer. Cette ligne aurait été adoptée non sans quelques remous pour éviter d'avoir à subir une éventuelle pression « économique » de la part de Washington, alors qu'une difficile partie est engagée à Genève sur le contrôle des armes nucléaires et spatiales.

Le commerce soviéto-américain est extraordinairement déséquilibré. D'un côté, l'URSS devrait importer au total plus de 50 millions de tonnes de céréales au cours de la campagne 1984-1985 ; de l'autre, elle n'a pas grand-chose à proposer qui puisse intéresser les Américains. S'il n'y avait pas M. Armand Hammer, président d'Occidental Petroleum, qui s'enorgueillit d'avoir connu Lénine et de posséder un laisser-passer valable pour le Kremlin signé de la main du fondateur de l'URSS, ce serait même quasiment le vide. M. Hammer vient de négocier un contrat pour la fourniture d'ammoniac soviétique destiné à la fabrication d'engrais pour les fermiers américains.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 20.)

Rhône-Poulenc à la conquête de l'Est

On peut tout faire avec les Soviétiques même des bénéfices...

DES problèmes dans ses échanges commerciaux avec l'URSS ? Hormis ceux, inévitables, liés à l'intendance, le groupe Rhône-Poulenc n'en connaît aucun. Entre Moscou et Courbevoie, où le chimiste français a installé son siège, le courant passe bien. *« Nos relations sont excellentes »*, assure M. Maurice Mallet, directeur général pour les affaires avec le COMECON et la Chine. Et d'ajouter avec un grain de malice : *« Quand on veut s'en donner la peine, on peut tout faire en Union soviétique, même des bénéfices. Ce sont des gens sérieux. »*

La recette pour réussir ? Avoir, bien sûr, une taille déjà respectable, savoir beaucoup investir, être rond et sérieux en affaires, être précis, ponctuel, surtout patient. Autant de critères et de qualités que Rhône-Poulenc a su manifestement aligner. Au bout de quinze ans d'efforts opiniâtres, le groupe peut se venter maintenant de figurer parmi les trois ou quatre plus gros fournisseurs de l'URSS en produits chimiques, juste derrière BASF, Hoechst, Bayer. Il lui arrive parfois de coiffer l'un d'entre eux sur le poteau.

Rhône-Poulenc est même la seule entreprise occidentale à signer directement des contrats avec le gouvernement soviétique. Ce sont essentiellement des accords de coopération : Rhône-Poulenc vend à l'URSS des produits chimiques, des usines « clé en main », des procédés de fabrication. Pour le règlement du principal, son partenaire lui rétrocède des matières de base, mais exclusivement celles dont le groupe a besoin (méthanol, ammoniac, naphta, etc.) et paie le reste en devises, rubis sur l'ongle.

Les accords de troc, c'est fini depuis décembre 1980, date à laquelle Rhône-Poulenc avait signé le contrat du siècle avec son puissant client. *« Nous avons cassé le phénomène de la compensation »*, avait déclaré à cette occasion M. Jean Gillio, alors directeur général adjoint. M. Mallet confirme. Ce contrat continue de courir : d'un montant de 30 milliards de francs sur dix ans, il n'a jamais été égalé, et le plus gros signé auparavant avait été de 6 milliards en 1976.

Une accélération rapide

L'accord allait favoriser une accélération très rapide des échanges entre Rhône-Poulenc et l'Union soviétique, qui, à l'époque, se montaient à 800 millions de francs (contre 200 millions en 1976), c'est-à-dire à 400 millions pour chaque partenaire. L'objectif, plus ou moins avoué, était d'arriver à 3 milliards de francs en 1985. En fait, c'est le cap des 2 milliards qui sera atteint (1,5 milliard de francs en 1984) à la fin de cette année.

Si, en apparence, ce contrat n'a pas tenu toutes ses promesses, il a permis à Rhône-Poulenc de mieux revêtir la pelisse du parfait fournisseur de l'URSS, bref de gagner la confiance de son puissant client. Et mettre Moscou en confiance n'est pas une chose évidente. *« Nous jouons franc-jeu,* confie M. Mallet. *« C'est valable des deux côtés. Nous exposons les problèmes. C'est « da » ou « niet ». Pas de cachotteries.*

Résultat : le montant des échanges entre le groupe français et l'URSS ne constitue que la partie émergée de l'iceberg, ce que M. Mallet appelle joliment le *« fonds de cuve »*. En réalité, Rhône-Poulenc signe tous les jours de petits contrats avec son client. Parfois de gros, comme en décembre 1984 (1 milliard de francs pour la fourniture de produits destinés aux industries locales d'extraction pétrolière notamment). C'est l'exemple parfait de l'effet de promotion. Il en ressort que les exportations du groupe chimique français avec l'URSS augmentent de 30 % l'an, conformément à l'accord général signé en 1980, et qu'elles sont supérieurs à ses importations.

De combien est l'excédent ? M. Mallet est discret. Plusieurs centaines de millions de francs sans doute. N'importe. C'est le résultat qui compte, et ce résultat, Rhône-Poulenc entend l'améliorer encore. Ses responsables travaillent avec les Soviétiques sur le plan quinquennal 1986-1990.

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 20.)

ECONOMIE

Les échanges de l'URSS

FRANCE : en attendant la grande commission

Malgré les engagements soviétiques, les entreprises françaises vendent moins et le déficit se creuse

LES espérances sont-elles remises à plus tard. La grande commission franco-soviétique, dont Paris attendait l'esquisse de solutions à la préoccupante question du lourd *déficit commercial enregistré* à l'égard de Moscou, pourrait ne pas se tenir début avril, comme il avait été prévu lors du voyage à Moscou de M. Roland Dumas, *ministre des relations* extérieures. La succession au Kremlin, la maladie de M. Nikolaï Patolitchev qui en assurait la présidence du côté soviétique, les réticences d'un éventuel dignitaire de remplacement à quitter le centre du pouvoir en ce moment, le peu d'empressement des Soviétiques pourraient en ajourner la tenue.

Cette instance, créée en juin 1966 et qui se tient d'ordinaire, en fin d'année, alternativement à Moscou et à Paris, pourrait se réunir fin avril ou... Déception du côté français, mais les responsables comptent profiter du délai pour affiner leurs dossiers et permettre aux Soviétiques de surmonter leur mauvaise volonté politique en concluant *des affaires.*

Début février 1984, l'URSS et la France signaient à Paris un accord de coopération qui devait assurer, dès l'an dernier, le retour à l'équilibre des échanges par le haut, c'est-à-dire grâce à une forte progression des exportations françaises. En fait le déficit de la balance commerciale s'est aggravé, passant de 4,3 milliards de francs en 1983 (il avait alors été réduit de moitié environ par rapport aux 8,5 milliards de 1982) à 5,2 milliards. Et ce résultat fort décevant s'inscrivait dans un climat de tassement des échanges qui n'ont progressé, d'une année à l'autre, que de 2,5 % pour représenter 39,4 milliards.

Les importations de la France ont augmenté de 4,9 % pour situer à 22,3 milliards de francs. Mais les exportations vers l'URSS n'ont progressé que de 0,7 % à 17,1 milliards, ayant donc diminué en volume. Le taux de couverture des achats par les ventes fléchissait de 3 points, revenant de 79 % à 76 %. Depuis 1980 le déficit a dépassé 31 milliards de francs. Triste bilan.

La France se trouve prise au piège de la dépendance que créent les importations de produits énergétiques, soit 86 % du total des achats à l'URSS. Ces achats ont augmenté de 10,3 % l'an dernier en raison de la montée progressive en régime du contrat relatif au gaz sibérien. Cinq milliards de francs supplémentaires seront consacrés en 1986 à en respecter les termes (8 milliards de m3), ce qui, toutes choses égales par ailleurs – sauf aménagements du contrat, – ne fera qu'aggraver la facture globale.

Or du côté des exportations la situation n'est guère brillante. Certes les fournitures de produits agro-alimentaires, surtout à l'état brut – du blé plutôt que des biscottes – et celles de demi-produits métallurgiques ou chimiques ont nettement augmenté. Mais les exportations de biens industriels ont reculé de façon sensible, et surtout les livraisons de produits élaborés à forte valeur ajoutée, comme les biens d'équipement, se sont effondrées *(voir tableau).*

Un mauvais traitement

Une telle chute résulte du fléchissement, qualifié de « *brutal et alarmant* », des prises de commandes enregistrées depuis 1982. Ainsi les contrats de biens d'équipement industriels, qui n'avaient représenté que 1,3 milliard de francs en 1983 (5,4 milliards en 1982 et 8,3 milliards en 1981), *sont tombés à 900 millions* à peine en 1984, ce qui constitue le chiffre le plus faible observé depuis la fin des années 60. Moscou s'était engagé l'an dernier à *confier 10 milliards de contrats* à des entreprises françaises... La signature depuis le début de 1985 de deux contrats à hauteur de 220 millions n'apporte qu'une *maigre consolation.*

Les Soviétiques boudent les machines françaises – la RFA en exporte deux fois et demie plus. Il en résulte une structure des échanges peu satisfaisante : l'agro-alimentaire en représente près de la moitié (un tiers en 1982) et les biens d'équipement à peine plus du cinquième (les biens de consommation ne jouant qu'un rôle marginal). Comme l'URSS vend pour l'essentiel de l'énergie, le commerce extérieur entre les deux puissances finit par ressembler à celui qui s'effectue entre deux pays peu développés.

Ainsi la France a l'impression de subir un « *mauvais traitement* ». Renault en a déjà tiré la conclusion en renonçant à un contrat d'études pour la firme Moskvitch. Les responsables français rejettent en tout cas l'accusation soviétique de manque de compétitivité, considérée comme un « *prétexte* ». Il reste que les difficultés de firmes, comme Technip, n'ont sans doute pas encouragé les Soviétiques à acheter français.

Trop chers au niveau des prix, les Français seraient aussi trop chers dans le domaine des crédits. Le reproche est davantage fondé, puisque les taux du marché sont nettement plus élevés qu'en Allemagne fédérale par exemple, et que la France ne peut pas les abaisser par des subventions en deçà d'un certain pourcentage défini par un consensus international. Il s'agirait, pour sortir de ce guêpier, de recourir à des montages financiers fondés à la fois sur l'ECU – comme en Italie – et sur des aides publiques indirectes, ce qui d'ailleurs pourrait coûter quelque argent au Trésor.

Blocage ? Paris attend un « geste », comme lors de la signature en décembre 1982 du contrat d'Astrakan pour 2,5 milliards de francs. Il pourrait s'agir cette fois de l'exploitation du gisement de pétrole et de gaz de Tenguiz pour 2,5 milliards également. Mais les sociétés françaises n'apparaissent qu'indirectement par le biais de filiales de firmes américaines et allemandes.

Le ministre de l'agriculture, M. Michel Rocard, se rend bien à Moscou, les 12 et 13 avril, pour une exposition agricole AGRO-PROM II. Mais les Soviétiques attendent peut-être le résultat des élections législatives de 1986 pour réanimer leurs échanges économiques avec la France.

MICHEL BOYER.

DU BLÉ SURTOUT

(en millions de francs)

EXPORTATIONS	1984	VARIATION SUR 1983
Produits agro-alimentaires (1)	7 457	+ 17,1
– dont produits bruts	5 268	+ 38,7
– autres	2 189	– 6,2
Demi-produits	4 485	+ 28,4
– dont métallurgie	3 154	+ 21,4
– chimie	1 330	+ 18,3
Produits industriels	4 872	– 28,1
– dont biens d'équipement	3 794	– 34,5
– biens de consommation	865	+ 16,8

(1) Le blé représente, à lui seul, 4,928 millions de francs (+ 34 %). Le sucre a assuré 718 millions (+ 47 %), le beurre 555 millions (+ 45 %) et la viande 432 millions (– 35 %).

Le transit des usines

Les expéditeurs apprécient ces clients qui paient rubis sur l'ongle mais se plaignent de la baisse des contrats

CE n'est pas lui faire une publicité excessive de dire que toutes les grandes entreprises qui fabriquent et installent en URSS des usines « clés en main » connaissent TECMAR. Cette société française de transit occupe une place prépondérante, pour ne pas dire quasi monopolistique, dans le « créneau » de l'exportation de grands ensembles industriels vers l'Union soviétique. Presque un point de passage obligé.

Chacun son métier. Dans un contrat de livraison d'un complexe pétrochimique ou automobile, par exemple, à l'URSS, l'usine française fabrique le matériel. L'armateur (français ou soviétique) le transporte, l'importateur, à l'autre bout de la chaîne, le réceptionne. Mais le transitaire, lui, s'occupe de toutes les opérations administratives, techniques et commerciales. Il loue les camions ou les wagons pour amener les éléments de l'usine jusqu'au port. Il veille à leur chargement sur le cargo à la date prévue, et assure le suivi des opérations entre le vendeur et l'acheteur. Bref, il veille à la bonne fin de l'opération de bout en bout.

TECMAR (Technologie et coordination maritime, aérienne et routière) a été créé, il y a trois ans, par M. Claude Arnal, PDG de la société de transit ARTIM SA (Assistance et réalisation de transports industriels et maritimes). ARTIM a 80 % du capital, le reste étant détenu par Worms et par les Soviétiques. Six étages d'un immeuble à Neuilly, sept sociétés dans le groupe, cent personnes, des agences à Lyon, à Rouen, à *Marseille, un bureau à Moscou, la* représentation exclusive en France du seul transitaire soviétique. « *On me soupçonne d'être communiste,* plaisante M. Arnal. *J'aime bien les affaires, les métiers difficiles et, pourquoi pas, le capitalisme...* »

Actuellement, le métier d'expéditeur de grands ensembles industriels vers l'URSS est difficile. On est dans le creux de la vague. Les transitaires encaissent par contrecoup la diminution des grands *contrats. La déconfiture récente* de Creusot-Loire, le froid caractérisant les rapports franco-soviétiques ces derniers temps, ont fait de 1984 une année assez médiocre.

Du fût au conteneur

Tout le monde est suspendu aux contrats qui pourraient sortir de la prochaine réunion de la grande commission franco-soviétique. Pour l'instant, on termine les opérations relatives au gazoduc sibérien et au projet pétrochimique Astrakhan n° 1 sur la Caspienne, qui représente 60 000 tonnes de matériel.

Pour compenser la baisse du trafic des gros équipements, les expéditeurs et transitaires cherchent à grapiller à droite et à gauche divers trafics plus classiques. Les produits chimiques sont transportés en fûts, en citernes, en sacs, sur palettes, mais de plus en plus en conteneurs à la demande pressante des centrales d'achat soviétiques.

« *Nous voudrions, le plus possible, faire passer les marchandises par les ports français, mais parfois leurs concurrents d'Europe du Nord sont beaucoup plus compétitifs* », note M. Raymond Degret, directeur général adjoint de TECMAR. C'est Anvers qui fait figure d'« accusé ». Non que les tarifs portuaires proprement dits soient beaucoup plus attractifs dans le port belge qu'à Dunkerque ou à Marseille. Mais ce sont les coûts d'acheminement terrestre, à partir de Grenoble ou de Strasbourg, voire de la région parisienne, qui font la différence. Les camionneurs belges, au dire des transitaires, proposent aux industriels français des prix en or.

Des négociations sont en cours avec les transporteurs français, y compris la SNCF, – mais elles n'ont pas débouché à ce jour sur des résultats significatifs – pour « récupérer » ces trafics détournés. Il reste que, même si en volume le trafic industriel vers l'URSS marque le pas, les affaires avec ce pays restent de bonnes affaires. « *Les Soviétique payent rubis sur l'ongle. La marchandise mise à bord, le connaissement établi, aussitôt la banque reçoit l'ordre de payer le fournisseur* », dit M. Degret. Des clients comme ça, aujourd'hui...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

A la conquête de l'Est

(Suite de la page 19.)

Si tous les projets envisagés arrivent à maturité, le contrat sera de 15 milliards de francs. Prudent quand même, M. Mallet table sur 10 milliards. Car Rhône-Poulenc n'est pas seul en lice. Tous les grands groupes, allemands (BASF, Hoechst, Bayer), néerlandais (Shell), américains (Dow, Du Pont, Monsanto), italien (Montedison), négocient *eux aussi. « Business is business.* »

Dix milliards ne sont jamais mauvais à prendre. Pour ce prix, Rhône-Poulenc devrait livrer à l'URSS des unités agrochimiques (insecticides essentiellement), textiles (nylon, polyester) et lui founira des produits spéciaux, dont du « Bidim » *(fibre non tissée) pour le drainage* et la consolidation des sols. Entre 1970 et 1990 le groupe français aura, à lui tout seul, réalisé avec l'URSS un chiffre d'affaires très supérieur à 50 milliards de francs et livré près de trente usines (vingt-quatre à fin 1985).

Une prouesse ? Le chemin parcouru permet de mesurer l'effort. En 1970, les échanges commerciaux de Rhône-Poulenc avec l'URSS dépassaient péniblement *100 millions de francs. L'artisan de* cette véritable conquête de l'Est est M. Renauld Gillet, président du groupe de 1973 à 1979, qui avait su en imposer par son style, sa ténacité, son savoir-faire et son talent de négociateur. Les responsables soviétiques s'en souviennent encore avec beaucoup de sympathie.

Échéance 90

Au-delà de ces considérations, l'exploit pour Rhône-Poulenc est d'avoir gagné une belle place en URSS dont les besoins, à l'échelle du pays, sont considérables : 4 milliards de dollars d'importations *annuelles de produits chimiques.* De quoi faire rêver. Mais chez Rhône-Poulenc on ne rêve pas. L'objectif est maintenant de donner un prolongement, pour la prochaine decennie, aux contrats qui arriveront à échéance en 1990.

« *Nous travaillons d'arrache-pied à un projet d'installation d'unités modulaires* [usines multiproduits], explique M. Mallet. *La difficulté est de s'adapter au terrain* [rigueur climatique] *et de bien coller aux besoins pour éviter l'écueil des transports, nécessairement onéreux en raison des distances souvent énormes à couvrir.* »

C'est un peu un casse-tête *chinois dans la mesure où il est difficile*, sur un même site, quand le marché local est demandeur, de fabriquer par exemple du nylon et des pesticides, c'est-à-dire deux *produits qui n'ont pas de matières* premières communes. Les problèmes s'accroissent de façon exponentielle dès lors que l'on monte à quatre ou cinq produits. « *Les Soviétiques voudraient arriver à dix, mais nous leur avons expliqué l'impossibilité de réaliser de telles unités* », assure M. Mallet.

Toutefois Rhône-Poulenc s'efforce de trouver des solutions acceptables. Et pour cause : le prix de chaque unité serait de l'ordre du milliard de dollars. Si le projet aboutissait, le groupe serait assuré de la pérennité de ses échanges avec l'URSS.

ANDRÉ DESSOT.

L'arme du commerce extérieur

(Suite de la page 19.)

Aucun grand contrat d'équipement n'a été confié à une firme américaine depuis celui de l'usine de camions Kama dans les années 70. Il est peu probable qu'il en soit autrement dans un avenir prévisible malgré la réunion, la première depuis décembre 1978, de la commission mixte les 20 et 21 mai à Moscou. La reprise du dialogue stratégique *entre les deux superpuissances ne* s'est, en effet, assortie pour l'instant d'aucune percée de grandes sociétés d'outre-Atlantique. Les Américains vendent énormément de céréales, mais plus d'usines « *clés en main* ».

Le Japon figure également parmi les principaux partenaires de l'URSS. Le commerce entre Moscou et Tokyo est lui aussi extraordinairement déséquilibré au détriment des Soviétiques, mais le coupable est industriel et non plus agricole. L'URSS importe essentiellement des machines, des biens d'équipement et des produits sidérurgiques ; elle exporte du bois, du pétrole, du coton.

Des *projets grandioses sont en* gestation pour l'exploitation du pétrole et du gaz offshore de l'île de Sakaline..., dont la partie méridionale a été prise aux Japonais par les Soviétiques en 1945. Il est également périodiquement question d'une participation japonaise à la mise en valeur des richesses minérales (surtout charbon) et forestières de la Sibérie et de l'Extrême-Orient soviétique. Les obstacles sont autant financiers et techniques que politiques.

Thé indien et orange marocaine

La priorité a été donnée depuis 1982 aux échanges à l'intérieur du bloc socialiste. Il s'agit de serrer *les écrous, face à une fronde* populaire ouverte (Pologne) et à diverses « dérives » beaucoup moins spectaculaires, mais peut-être aussi inquiétantes pour l'avenir, notamment en RDA. L'objectif est également de faire des économies de devises grâce au système de « clearing », en usage au sein du COMECOM et de réduire la dépendance technologique vis-à-vis de l'Occident.

La RDA vient avant la RFA pour la fourniture de machines et de biens d'équipement à l'URSS. Elle est, au sein du COMECOM, le premier partenaire commercial de l'URSS, suivie par la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Pologne, la Hongrie, Cuba, la Roumanie, la Mongolie et le Vietnam.

Avec la Yougoslavie les échanges sont importants, mais stationnaires. La Chine en pleine progression et la Corée du Nord sont évidemment des cas à part.

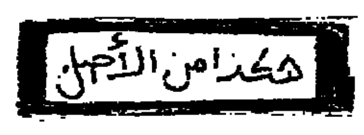
Au sein du tiers-monde, l'URSS a multiplié aussi les accords de « clearing » qui permettent d'éviter les sorties de devises. C'est le cas avec l'Inde qui vend du thé et du jute et achète surtout des armes, mais aussi des usines. De façon beaucoup plus marginale, l'URSS parvient à se procurer à bon compte des agrumes au Maroc.

Il y a des phénomènes curieux. Ainsi l'Inde vend à l'URSS d'assez grandes quantités de médicaments... fabriqués sous licence sur son territoire par des firmes ouest-allemandes. De même, certains parfums français de grandes marques distillés en Egypte arrivent-ils en URSS, sans que celle-ci ait à débourser des devises puisqu'un accord de « clearing » fonctionne avec Le Caire.

Dans l'économie soviétique, le commerce extérieur est, sans doute davantage qu'aux Etats-Unis, un appoint pour pallier les lacunes les plus fortes du système dans le domaine technologique notamment où, malgré le COCOM (1), les transferts ont été importants. Il est aussi une arme destinée à renforcer la domination que procurent l'espace, les ressources matérielles, la population et l'armée. A ce titre, les échanges s'inscrivent dans une stratégie multinationale, où s'exerce, selon le mot d'un expert, le « *pouvoir de manipulation des dépendances* ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations.



Les échanges de l'URSS

RFA : profiter du plan quinquennal

Bonn veut conforter sa position de premier partenaire occidental

LA RFA continue de bénéficier de la longue tradition d'échanges commerciaux qui a toujours existé entre l'Allemagne et l'est de l'Europe. Le commerce germano-soviétique représente, à lui seul, 51 % de ces échanges – non compris l'Allemagne de l'Est.

Une fois par an, à l'automne, la commission mixte pour la coopération économique, scientifique et technique siège, quelles que soient, par ailleurs, les vicissitudes de l'actualité. En novembre 1983, la crise des missiles n'avait pas empêché le comte Otto Lambsdorff, alors ministre de l'économie, de se rendre à Moscou à la tête de la délégation allemande. La mort subite de M. Kostandov, vice-premier ministre soviétique chargé des relations économiques extérieures, avait obligé, l'année dernière, à faire une entorse à la coutume ; mais son successeur, M. Alexeï Antonov, a pu se rendre à Bonn en janvier dernier.

La poursuite de ces relations privilégiées ne doit pas, cependant, faire perdre de vue que l'importance relative des échanges de la RFA avec l'URSS par rapport à son commerce global n'a cessé de diminuer au cours des dix dernières années. Cette tendance s'est renforcée depuis la crise polonaise. L'endettement excessif des pays de l'Est à l'égard des banques occidentales et le renforcement de l'intégration au sein du COMECON ont provoqué une diminution des achats de l'Est, y compris de Moscou. La part des exportations vers l'URSS, qui représentait encore 7,9 % en 1975 et 4,9 % en 1981 du total des ventes allemandes, n'était plus, en 1984, que de 2,4 %.

Ce recul faisait dire récemment à M. Lambsdorff que les craintes d'une trop grande dépendance commerciale de la RFA à l'égard de l'Est étaient totalement injustifiées, puisque les exportations vers l'Autriche étaient, à elles seules, plus importantes que les ventes à l'URSS. Depuis quelques années, ces dernières ont d'ailleurs baissé, non seulement en proportion, mais également en valeur : de 11,4 milliards de deutschemarks (1) en 1982 elles sont revenues à 11,2 milliards en 1983 et à 10,7 milliards en 1984.

L'URSS ayant accru, parallèlement, la quantité et le prix de ses propres exportations de matières premières, de pétrole et de gaz, la balance commerciale s'est inversée. En 1984, le déficit de la RFA avec l'Union soviétique atteignait 3 milliards de deutschemarks (9 milliards de francs).

De faibles taux d'intérêt

Les responsables gouvernementaux ne semblent pas cependant s'inquiéter trop de ce déficit qu'ils considèrent comme passager. Les Allemands comptent sur le prochain plan quinquennal soviétique, qui démarre en 1986, et sur l'amélioration du climat politique général pour redresser la situation. M. Antonov s'est bien gardé de contredire cet espoir lors de son passage à Bonn en janvier dernier. Sans prendre d'engagement précis, il est néanmoins allé visiter, à l'issue de la réunion conjointe, plusieurs firmes de la Ruhr et de la Bavière. Le communiqué commun rappelait que l'achat de quantités de gaz supplémentaires par la RFA, décidé en octobre 1984 à l'issue de longues négociations sur les prix menées par Ruhrgas, constituait une nouvelle contribution au développement des relations économiques entre les deux pays.

En contrepartie, les responsables allemands espèrent bien que leur industrie pourra avoir une part des quelques grands contrats que l'URSS s'apprête à signer, notamment dans le domaine de la recherche et de l'exploitation de ses ressources énergétiques. Plusieurs firmes, dont un consortium dirigé par Blohm und Voss, sont actuellement sur les rangs, en compétition avec des firmes japonaises et françaises notamment.

L'économie allemande paraît bien placée pour tirer profit d'une reprise des achats soviétiques. Bien que les restrictions de plus en plus sévères dictées par le COCOM en ce qui concerne les exportations de produits sensibles vers l'Est imposent l'industrie allemande, les taux d'intérêt pratiqués sur le marché national sont largement inférieurs à ce qui se fait ailleurs. Selon la Commerzbank, les taux consentis à l'URSS sur les crédits à moyen terme (cinq à sept ans) sont actuellement de l'ordre de 7 % à 7,3/8e %.

L'avantage est évident par rapport à leurs concurrents occidentaux, même si l'on fait remarquer dans les milieux bancaires que le gouvernement fédéral ne verse pas de subventions à l'exportation et que les entreprises sont souvent obligées de répercuter dans leurs prix une partie de leurs charges financières.

Les industriels allemands se sont en outre relativement bien adaptés au système de troc qui représente une part non négligeable dans l'ensemble de leur commerce avec l'Est. Ils ont déjà rodé, avec l'Allemagne de l'Est notamment, des formules de coopération industrielle pour développer en commun des productions destinées à l'exportation sur des marchés tiers.

HENRI DE BRESSON.

(1) 1 DM = 3,06 F.

ITALIE : surmonter les obstacles politiques

Rome fait preuve d'imagination financière pour conclure des contrats en ECU

L'ITALIE, dont, ces dernières années, le déficit commercial vis-à-vis de l'URSS s'est accru considérablement, pour en 1984 atteindre 4 500 milliards de lires (22,5 milliards de francs), a bon espoir de remédier à cette situation dès 1985 par une progression substantielle de ses exportations. A la suite de la visite de M. Gromyko à Rome à la fin de février, les Soviétiques se sont, en effet, engagés à réduire d'un tiers le déficit de 1984, essentiellement grâce à des achats payables à quatre-vingt-dix jours.

La détérioration de la balance commerciale italienne avec l'URSS est due à deux facteurs : d'une part, à l'augmentation des importations, de l'autre, à une diminution de plus de 10 % des exportations. Ce recul a été provoqué en partie par l'irritation des Soviétiques à la suite de la politique restrictive menée par l'Italie à leur égard sous la pression américaine, baptisée « *pause de réflexion* ».

Les importations italiennes en provenance d'Union soviétique, composées pour 90 % de produits énergétiques, ont brutalement augmenté l'année dernière à la suite d'achats de gaz sibérien et, surtout, de pétrole. Ayant représenté 2 700 milliards de lires (1) en 1983, le déficit a augmenté des deux tiers en un an, alors que de nombreux contrats, représentant une valeur de 6 000 milliards de lires, étaient en attente d'une conclusion.

Outre les problèmes politiques et la mauvaise humeur soviétique, il se posait surtout la question du financement. Depuis 1978, le gouvernement italien n'a plus ouvert de ligne de crédit à l'URSS, tandis que la contribution des organismes publics, qui comblait partiellement la différence entre le taux d'intérêt du marché et celui du *consensus* international, devenait moins efficace, en raison de l'alignement progressif des deux taux.

En d'autres termes, les entreprises italiennes devaient le plus souvent accepter dans leurs opérations de crédit-fournisseur les conditions soviétiques – soit un taux d'intérêt annuel de 7,8 % pour les contrats d'une durée supérieure à cinq ans, alors que le taux du marché est de 14 % – en essayant de répercuter sur le montant du contrat la perte subie, mais en entamant ainsi leur compétitivité internationale. Cette situation défavorable a conduit les Italiens à chercher de nouvelles modalités pour leurs montages financiers en recourant, en particulier, à l'ÉCU dans le libellé de leurs contrats.

Prêt-à-porter

Lors de la visite de M. Gromyko à Rome, les Soviétiques ont fait savoir qu'ils étaient favorables à l'utilisation de la monnaie de compte européenne pour le financement des contrats avec l'Italie. Un premier grand contrat, portant sur la fourniture d'une usine, pour un montant de 750 milliards de lires (1), devrait être incessamment signé, libellé en ÉCU. Des experts soviétiques se rendront, en outre, à Rome au début d'avril pour mettre au point les modalités financières de trois autres contrats, également en ÉCU.

La disponibilité des Soviétiques est interprétée à Rome comme l'expression d'une volonté politique de relancer le commerce entre les deux pays. Le récent contrat passé entre l'Italie et l'URSS pour la fourniture du gaz sibérien les a, semble-t-il, incités à se montrer plus souples dans leurs rapports avec un pays qui suit fidèlement la politique américaine.

Compte tenu des contrats en attente depuis 1983, on estime que les firmes italiennes sont actuellement prêtes à conclure des affaires pour près de 10 000 milliards de lires. Plusieurs contrats sont importants : l'Iri doit fournir une aciérie (1 800 milliards de lires) et une usine de tubulures (800 milliards). L'Eni est en négociation pour un montant de 1 200 milliards de lires, la Montedison a un projet de construction de plusieurs unités de production chimiques et un groupe d'entreprises est sur le point de signer un contrat de 1 000 milliards pour la fourniture de sept usines travaillant les peaux. La Fiat, qui espère réussir là où Renault a échoué, négocie plusieurs contrats pour la fourniture d'usines de tracteurs et d'appareillage médical, soit un montant de 750 milliards de lires.

Afin de remédier dès cette année au déficit commercial de l'Italie, les Soviétiques ont fait savoir qu'ils étaient disposés à acheter, avec des paiements à court terme, des équipements industriels légers, des biens de consommation (réfrigérateurs), des produits agro-alimentaires et du prêt-à-porter.

L'URSS, estiment les Italiens, achète annuellement pour 9 000 milliards de lires de vêtements à travers le monde, notamment en Inde, mais seulement 300 milliards en Italie : il y a donc un « créneau » à prendre. La Confindusria, le patronat italien, prépare pour sa part plusieurs missions spécialisées qui se rendront en URSS pour connaître les demandes suscitées par le nouveau plan quinquennal soviétique.

PHILIPPE PONS.

(1) 1 lire = 0,005 F.

La chronique de PAUL FABRA

Tsukuba, les yeux ouverts

CONSACRÉE à « La maison et son environnement : science et technologie au service de l'homme *chez lui* », *l'Exposition internationale de* Tsukuba, qui a ouvert ses portes le 17 mars, attirera peut-être beaucoup de visiteurs, mais le ton des premiers commentaires, notamment *au Japon, n'est* pas tout à fait celui sur lequel comptaient ses organisateurs. Les Japonais *montreraient-ils moins de goût* pour la technique et pour tout ce qu'elle apporte de nouveau dans nos manières de vivre ? Ce serait là une situation bien paradoxale au moment où les succès remportés par leur industrie, et notamment dans l'électronique, menacent la suprématie américaine. Quelques jours avant *l'inauguration* de l'Expo 85 *dans* cette ville de Tsukuba, qui cherche depuis plusieurs années à devenir un des grands centres scientifiques du monde (elle n'y est pas encore *parvenue*), l'hebdomadaire *Newsweek* titrait en manchette : *« La crise de la haute technologie (high-tec) en Amérique : pourquoi la Silicon Valley est en train de perdre son avantage ».*

Et l'article d'expliquer les handicaps de plus en plus insurmontables qui entravaient le développement des producteurs américains face à leurs concurrents nippons qui bénéficient d'un taux de change *très favorable et de taux d'intérêt* bas : *« Pour un nombre grandissant de managers, la bataille est perdue, à moins que le pouvoir, à Washington ne prenne des mesures pour neutraliser les avantages dont jouissent les firmes japonaises. »*

On aurait pu croire, après tout ce qui a été dit et répété à satiété sur la zone pacifique en passe de devenir le centre moteur de l'économie mondiale, sur l'« avance technologique » (une notion très floue et très contestable car les connaissances circulent vite) du Japon, un des lieux – avec la Californie – où le monde futur est censé se *préparer*, que la manifestation de Tsukuba rencontre d'emblée, à l'intérieur et à l'extérieur de l'archipel, un plus large écho. Il me semble *qu'il existe quelques solides raisons* (en dehors de celles qui tiennent, disons, à la méfiance qu'inspire, aujourd'hui, toute entreprise d'exaltation de l'avenir, *qui paraît trop chargé de menaces pour* provoquer l'attirance aux formes contemporaines de la peur de l'avenir) pour rendre compte de la relative indifférence avec laquelle elle est accueillie.

LE temps n'est plus où l'on pensait que l'homme, étant capable de construire une maison en plexiglas, ne voudrait plus habiter dans une maison en pierre. Il est en train de se produire, dans l'attitude à l'égard de la technique une évolution en quelque sorte contraire à celle que l'on a constatée à l'égard de l'économie.

L'opinion publique était, jusqu'à ce que la crise vienne bouleverser ses illusions, entretenue dans l'idée que l'économie finirait toujours par se plier à nos besoins et à nos désirs. En dehors des pays socialistes où cette vision est promue au rang d'article de foi (c'est le fameux « à chacun selon ses besoins » destiné à se substituer au principe « à chacun son travail »), la France est sans doute la nation où cette conception « *volontariste* » *des choses aura été poussée* le plus loin, jusqu'à la caricature : le Parlement n'était-il pas appelé à voter un taux de croissance proposé par le gouvernement sur recommandation des experts du Plan ?

La relance avortée de 1981/1982 a porté un coup très rude à cette croyance selon laquelle le politique, pour peu qu'on décide d'y mettre les moyens, commande l'économique. D'une certaine façon, ce qu'on appelle la crise est un *long et douloureux processus à travers* lequel l'économique rappelle son existence autonome et, donc, ses lois.

A l'inverse, il était implicitement admis que nos besoins s'adapteraient à la technique. Plus d'un programme de marketing est encore fondée sur cette hypothèse. De très grandes et de plus modestes entreprises ont commis cette erreur : de croire qu'il suffirait de présenter sur le marché des modèles d'ordinateur individuel (*personal computer*) pour qu'une majorité de ménages éprouvent la nécessité d'en posséder un. Les vendeurs de jeux électroniques ont souvent connu *les* mêmes déboires pour avoir trop vite nourri les mêmes espoirs.

Il ne s'agit pas, à proprement parler de surévaluation de la technique – celle-ci est réellement en train de faire faire un fantastique bond en avant à nos méthodes de production et de travail – *mais d'inadéquation classique des* moyens aux fins. Une mauvaise appréciation du même genre a fait croire que les progrès de l'informatique et des techniques de communication, pour peu qu'on se donne les moyens de les appliquer au problème de l'éducation et de l'apprentissage des habitants du tiers-monde permettraient d'économiser beaucoup d'efforts pour accéder directement à l'âge moderne. Il a bien fallu déchanter. A l'occasion d'un récent colloque tenu sur ce thème au Mexique, un spécialiste mexicain des problèmes de l'éducation devait dire : *« Les quelques succès rencontrés ne sont qu'îlots dans un océan d'échecs »*, tandis qu'un économiste brésilien devait recommander le recours « aux techniques rudimentaires » (*low-tech.*) que sont *« le livre, la radio et le... tableau noir »*

Tout aussi fallacieuse s'est révélée l'idée – accréditée en France par les plus hautes autorités de l'Etat – qu'il suffirait d'organiser sur une grande échelle des stages d'informatique pour donner aux jeunes la quasi-assurance de trouver un emploi.

EN Grande-Bretagne, où le gouvernement de Mme Thatcher deux ans avant, avait lancé un programme (dit programme Alvey) d'équipement massif des écoles en matériel d'informatique, on a constaté très vite que parmi les adolescents les plus doués pour l'utilisation de ces appareils, un certain nombre *d'entre eux (représentant*, dans certains cas, jusqu'à 5 % des élèves) manifestent un étrange comportement : ils sont devenus incapables de converser et d'avoir des relations normales avec des enfants de leur âge (treize à quinze ans) comme si leur seul *interlocuteur* possible était une machine. A telle enseigne que le programme Alvey comprend désormais des psychologues dont la tâche principale est de s'occuper de leur cas.

On dit encore, pour en revenir à notre point de départ que l'Expo 85 de Tsu-*kuba donne l'occasion aux* Japonais d'explorer dans leur passé les causes qui *ont pu les prédisposer* à l'adoption puis à l'invention des techniques modernes de production. Ce retour aux sources est bien dans le goût du jour. Il représente un incontestable progrès *par cette ré*flexion naïve entendue dans le musée d'Ephèse où se trouvent exposés des instruments chirurgicaux qu'on employait à l'époque de la Grèce classique pour trépaner : *« Je ne pouvais pas m'imaginer qu'ils étaient déjà si avancés dans ce temps-là. »* Comme si les merveilles techniques du nôtre n'étaient pas le fruit d'un long mûrissement.

La technologie n'est qu'un des facteurs de la prospérité industrielle. Son développement ne serait même pas concevable sans l'existence d'une organisation économique perfectionnée permettant de mobiliser les ressources de l'énergie humaine appliquée à la transformation de la nature. Dans ce qui est sans doute un *des meilleurs ouvrages* de lecture aisée écrits sur le Japon et traduits en français (1), le grand japonologue américain Edwin Reischauer, qui fut ambassadeur des Etats-Unis à Tokyo de 1961 à 1966, explique de façon très convaincante que ce n'est pas un hasard *si la société* japonaise, après plus de deux siècles d'isolement du monde extérieur imposé par le pouvoir politique des shoguns, a adopté en un délai record après 1850 les formes de *la civilisation* moderne : le Japon présentait au Moyen Age des structures féodales très proches de celles de l'Europe ; de leur évolution est issue une société qui, bien avant la décision prise de s'ouvrir sur le monde extérieur, possédait déjà un degré d'éducation *populaire élevé*, un *système* très développé du crédit...

(1) *Histoire du Japon et des Japonais.* Eric de Reischauer. Le Seuil, 2 volumes.

La révolution de l'essence sans plomb

Le nouveau carburant obligera les industriels à inventer d'autres techniques

L'EUROPE a donc donné, le 21 mars, le feu vert à la lutte contre la pollution automobile, l'une des causes – mais pas la seule – de ces pluies acides qui dégradent les forêts du Vieux Continent. Les échéances sont claires puisque l'essence sans plomb devra être distribuée dans les dix pays dès le 1er octobre 1989.

Actuellement, le carburant qui *sort d'une raffinerie* a un degré d'octane de l'ordre de 91. L'adjonction de plomb (0,4 gramme par litre sous forme de plomb *tétraéthyle*) permet de faire passer cet indice à 97 pour le super, un niveau indispensable à la bonne carburation des moteurs actuels. La suppression du plomb menace évidemment au premier chef les producteurs de composés de ce métal. Ainsi, le fabricant britannique Associated Octel Company, dont la filiale française est en participation avec Rhône-Poulenc et Atochem, a un avenir pour le moins incertain. Déjà, une de ses cinq usines est fermée.

En revanche, pour élever l'*indice* d'octane à 95, *niveau* avancé par la Commission européenne, il faudra soit modifier l'appareil de raffinage – avec l'*installation d'unités de reforming* catalytique ou d'alkylation, – soit adjoindre certains alcools (à hauteur de 5 %) dans l'essence. Une compagnie comme ELF-Aquitaine a calculé qu'une réforme de ses raffineries lui coûterait 1 milliard de francs, auxquels s'ajoutera *forcément* le coût de l'adjonction de pompes supplémentaires et d'adaptation du réseau, estimé par l'autre compagnie française Total à 400 millions de francs. Déjà, certaines sociétés distributrices, notamment saoudiennes, ont annoncé qu'elles allaient produire de l'essence sans plomb pour l'Europe.

Chimie contre agriculture

Avant même que la décision de Bruxelles ne soit connue, le groupe chimique ARCO a *décidé* de fabriquer à Fos-sur-Mer de l'alcool tertiobutylique (TBA) – un investissement de 1,6 milliard de francs – et d'accroître la capacité de production de TBA dans son usine de Rotterdam. Or le TBA est un de ces additifs qui permettent de relever le niveau d'octane et dont le marché devrait être, selon ARCO qui en a le monopole, de 1 million de tonnes en 1990. Mais ce n'est pas le seul additif possible. Le MTBE, le méthanol et l'éthanol peuvent aussi faire l'affaire. Béghin-Say affirme ainsi pouvoir produire 3 millions d'hectolitres d'alcool carburant à *partir* de betteraves et de céréales.

Chimistes contre agriculteurs : ce sont les prix de revient qui permettront de trancher. L'introduction nécessaire sur les grosses cylindrées de catalyseurs destinés à éliminer les oxydes organiques pour répondre aux normes américaines de 1988 va aussi faire émerger de nouveaux matériaux, de nouvelles industries.

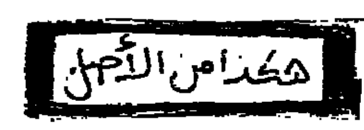
Les construteurs automobiles français qui vendent des véhicules aux Etats-Unis maîtrisent bien le problème technique (six modèles de Renault en sont équipés), mais se fournissent pour l'essentiel chez des *fabricants étrangers. Un* pot est, en effet, composé de trois éléments principaux. Le support est en céramique : Renault s'est associé à Ceraver et à l'américain Norton pour développer ces céramiques, mais l'américain Corning Glass sera opérationnel dans dix-huit mois en Allemagne fédérale, et les Japonais (NGK et Nippon Denso), qui ont développé fortement *leurs recherches sur les* céramiques, cherchent à s'implanter en Europe.

La catalyse est réalisée grâce à un imprégnateur à base d'alumine, de platine et de palladium. Rhône-Poulenc, comme le font l'allemand Degussa et l'américian Engelhard, fabrique déjà des alumines, *mais il faudra bien* importer le platine. La production mondiale de ce métal précieux devra, dit-on, doubler, pour la grande joie de l'Afrique du Sud qui en produit la majeure partie (61 %) et qui est aussi, comme l'URSS, l'un des principaux producteurs mondiaux de palladium.

Enfin, une telle utilisation nécessite une injection électronique pour réguler la carburation : Renix, filiale de Renault et de l'américain Bendix, équipe déjà la R 25 ; mais l'allemand Bosch semble mieux placé pour s'octroyer la plus grande partie du marché.

A nouveaux marchés nouvelles stratégies des groupes industriels et nouveaux fournisseurs pour des constructeurs automobiles qui n'éviteront pas ces choix difficiles. Et l'enjeu industriel représente ainsi plusieurs centaines de milliards de francs. Mais force est de *constater* que les *Français* – obnubilés par la recherche de la voiture faiblement consommatrice de carburant, alors que la lutte contre la pollution est énergivore et accroîtra la consommation européenne de pétrole de l'ordre de 6 % – semblent bien mal placés dans une redistribution des cartes encore largement ouverte.

BRUNO DETHOMAS.

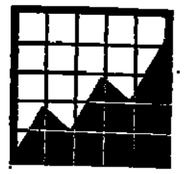


	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TTC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Région Parisienne

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Filiale d'un groupe de dimension internationale, cette Société (150 millions de F., 250 personnes) fabrique et commercialise des produits stériles pour le secteur médical et chirurgical.

Elle souhaite développer rapidement et fortement la production de ses centres industriels et recherche un directeur d'exploitation.

Répondant au Directeur Général, cet ingénieur à la responsabilité globale de l'unité industrielle d'un de ces centres (technique, organisation, gestion administration, personnel).

De plus, agissant en appui auprès des responsables opérationnels des autres centres, il assure l'ingénierie des projets de modernisation des moyens de production de la Société.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé (Centrale, A et M ou similaire) de 35 ans environ, ayant une expérience déjà significative, de 5 ans minimum, acquise dans une fonction similaire, si possible dans les domaines des matières plastiques, des produits non tissés ou de l'emballage.

Réalisateur et enthousiaste, il prend de larges responsabilités, anime et dirige les hommes, contrôle et gère son unité.

Le poste est basé au siège de la société situé en région parisienne et offre une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 5/1273 E, à :

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO **egor** MONTREAL

média-system

LYON

Directeur de production

CENTRALE, ENSAM, ENSI, ... — BILINGUE ALLEMAND

Cette entreprise française de 500 personnes est filiale d'un groupe international leader mondial dans son domaine. Elle conçoit et réalise, en moyenne et grande série, des composants d'équipements industriels de précision, dont plus de 60% sont exportés dans le monde entier. Dans le cadre du fort développement de ses activités, elle vous propose de prendre la direction de ses services de production. Vous conduisez votre mission dans un contexte technique très évolutif (atelier prototypes important) en dirigeant un effectif de 200 personnes. Secondé par des collaborateurs cadre et maîtrise très qualifiés, vous disposez d'un outil informatique performant et d'un parc important de machines outils modernes. En contact régulier avec l'ensemble des services de l'entreprise, vous assurez également la liaison avec la direction de production centralisée du groupe. Ce poste, qui offre à terme un important développement de carrière, convient à un Ingénieur Centrale, ENSAM, ENSI, possédant une expérience confirmée (5 à 10 ans) de l'organisation d'équipes importantes en production, moyenne et grande série, dans un contexte de gestion moderne. **La pratique courante de l'Allemand est indispensable.** Le niveau de rémunération offert tiendra compte de la valeur personnelle du candidat retenu. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prét. s/réf.4065/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS

Publivel



le groupe pierre fabre

(2 500 personnes - 1,5 Milliard)

Pour faire face au développement de l'activité de sa **branche cosmétique** (450 personnes - 600 MF CA), crée le poste de :

directeur administratif

Sous l'autorité du Directeur Général de PF Cosmétiques et aidé d'une trentaine de collaborateurs, il est chargé de superviser le contrôle de gestion et l'administration des ventes (France et International), de développer et suivre le système informatisé des prévisions de ventes, de définir, mettre en place et suivre les procédures internes d'information et de communication entre les départements et services de la division, de suivre et développer l'informatique et la bureautique propres à la branche Cosmétique.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure (DESS + gestion et informatique) ayant 2 à 3 ans d'expérience de la fonction, apte à l'encadrement et ayant des qualités d'organisateur démontrées.

Le poste est basé à Castres (Tarn) et la rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser C.V., photo et prétentions à
Madame LECOQ - Groupe PIERRE FABRE
125, rue de la Faisanderie - 75116 PARIS.

VALENS CONSEIL



Directeur Administratif et Financier

PARIS

Nous sommes une société spécialisée dans le BATIMENT SECOND ŒUVRE, au premier rang en Région Parisienne (250 personnes - 73 M de C.A.).

Nous souhaitons remplacer notre DAF promu à d'autres fonctions. Il est chargé de l'animation et de la supervision comptable, financière (gestion trésorerie), administrative, du contrôle de gestion (suivi analytique des chantiers et exploitation des tableaux de bord), de l'informatique (IBM 36) et du personnel. Rattaché à la Direction Générale et assisté de 6 collaborateurs, vous désirez vous impliquer pleinement dans la gestion d'une PME.

Vous avez à 30-35 ans, de formation Grande Ecole de Gestion + (éventuellement DECS), acquis votre expérience de préférence dans le BTP.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV, sous référence n° 8293 à notre Conseil : ORGACONSEIL, 64, Rue du Ranelagh 75016 Paris.

Monsieur,

Nous sommes un important groupe agro-alimentaire français, aux activités nationales et internationales. Si vous devenez le

Directeur des ventes France

que recherche notre Société-Mère, vous aurez à :

- gérer et animer une équipe de 12 commerciaux de très haut niveau,
- assurer leur formation,
- participer à l'élaboration de la politique et des prévisions de vente.

Vous serez responsable du Chiffre d'Affaires et de la promotion de nos produits sur l'ensemble du territoire national et donc de toutes actions particulières du type réunions de promotion, salons, etc.

Vous devez être de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, Sup. de Co) et savoir nous convaincre de votre motivation, de votre réussite dans une fonction de commercialisation de produits de grande consommation ou de biens d'équipements de haute technologie.

Si cette expérience a été réalisée dans une société dont les performances sont reconnues, nous souhaitons vivement vous rencontrer (les entretiens auront lieu mi-avril). Veuillez pour cela écrire sous réf. 3880 à Média System, 104 rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02.

DAF d'une PME commerciale

Le rétablissement de notre équilibre financier est bien amorcé : le développement rapide par lequel le consolider est notre objectif, agréé par le groupe multinational auquel nous appartenons. Toute l'équipe de direction est mobilisée dans ce sens. Les bases objectives de succès existent, le reste est affaire d'organisation, de rigueur et de volonté. Nous importons des biens d'équipement de haute technologie destinés aux arts graphiques.

A la responsabilité classique des fonctions comptable et financière - pour lesquelles le DAF disposera d'une assistance de bonne qualité - s'ajoutera celle du contrôle de gestion. Un sérieux effort sera à faire pour réviser l'ensemble des procédures. Pas mal à faire aussi dans le domaine informatique qui sera sous son impulsion. Nous lui confierons enfin la gestion courante du personnel (une soixantaine de personnes). Au total donc, une large palette d'attributions qui ne peuvent être confiées qu'à un(e) professionnel(le) confirmé(e), ayant l'expérience de l'animation d'un service comptable, une bonne maîtrise de la gestion financière, la pratique du contrôle de gestion et un esprit ouvert aux problèmes commerciaux et techniques de l'entreprise. Le reporting vers la maison-mère implique une bonne aisance en anglais.

Sans tarder, car nous voudrions aboutir rapidement, votre candidature, sous référence 344 210 M, aux consultants de Sirca qui nous aident dans cette recherche. Nous offrons pour ce poste, en proche banlieue sud de Paris, une rémunération de 250 000 francs.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

ÉCOLE PRIVÉE COHEN-TENOUDJI
SAVIGNY-SUR-ORGE (Essonne)
recherche **DIRECTEUR(TRICE) DE COLLÈGE**
Disponible pour le 1er septembre 1985

Conditions exigées :

1) Etre titulaire d'une licence d'enseignement ;
2) Avoir enseigné pendant au moins 5 ans dans un établissement secondaire ;
3) Avoir de bonnes connaissances de l'hébreu et du judaïsme.

Adresser avant le 8 avril 1985 un c.v. manuscrit avec photographie récente, sous pli confidentiel à : M. P. ELKOUBY, F.S.J.U., 19, r. de Téhéran, Paris-8e.

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour ses services comptables

Cadre comptable de haut niveau

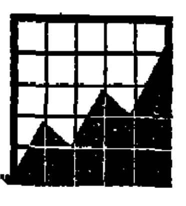
qui sera responsable de la mise en place de ses nouveaux systèmes comptables, de ses travaux d'études comptables, et des relations de la comptabilité avec les services informatiques.

Le titulaire du poste devra posséder :

- un diplôme de l'enseignement supérieur, et si possible d'expertise comptable,
- des connaissances étendues en matière de comptabilité bancaire et d'informatique,
- une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, dont environ cinq années dans les services comptables, ou de contrôle de gestion d'une banque de taille importante,
- l'expérience effective de la supervision d'une équipe de cadres, et l'habitude de participer à des groupes de travail.

Le poste est basé à Paris, et la rémunération sera en rapport avec l'expérience et la valeur du candidat. Ecrire avec CV et photo, motivation et prétentions, sous référence 5011 à Média System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

– Discrétion absolue –



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société française de Prêt à Porter de luxe et de Parfums, filiale d'un prestigieux groupe international. PARIS

300.000 ±

Responsable export parfums

Rattaché au Directeur Général
Il aura la responsabilité de tous les marchés à l'exception de l'Europe et des U.S.A. Il devra animer et gérer une petite équipe, maintenir et développer les marchés existants.
Expérience réussie de 5 ans minimum dans la fonction export d'une société de notoriété dans les produits de luxe ou dans la grande consommation (non-alimentaire).
Très bonne connaissance de la vente sélective impérative.
Formation supérieure et parfaite maîtrise de l'anglais exigées. Seconde langue appréciée.
D'une excellente présentation, le candidat doit être rompu aux négociations au plus haut niveau et aux déplacements fréquents (50%).
Écrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 25005-M.

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Enseignement Assisté par Ordinateur

Filiale d'un grand groupe français du secteur tertiaire, nous recherchons un

Directeur de production

Pour accompagner la création de notre activité EAO.
Animant une équipe de 15 à 20 personnes, il assure la production de logiciels d'enseignement EAO, négocie avec les commanditaires, coordonne les prestations extérieures et assiste les *services commerciaux dans les questions* d'ingénierie.

32 ans minimum, de formation supérieure, de préférence ingénieur, dominant les techniques informatiques, c'est un animateur qui sait communiquer sa motivation à une équipe, et un pédagogue créatif, qui a une maîtrise inventive des outils de la communication audiovisuelle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 403, à C. de la Roche - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEDIA PA



MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'une Société *MULTINATIONALE* commercialisant des produits de Grande Consommation de très grande notoriété, recherche son :



DIRECTEUR DES VENTES
ANGLAIS et/ou ALLEMAND

Il sera chargé en relation avec la Direction du Marketing d'appliquer la stratégie définie par la Direction Générale dont il dépendra.
Agé de 35 à 45 ans, il pourra justifier d'une grande expérience réussie de l'animation d'une force de vente nationale et de la négociation à haut niveau dans la distribution moderne.
Homme de terrain, habitué des méthodes modernes acquises dans des Sociétés performantes, le candidat sera en outre capable d'être à la fois, habile négociateur, entraîneur d'hommes et de s'intégrer dans une équipe de Direction soudée.
Rémunération motivante, voiture de fonction, remboursement frais réels, 13ème mois...

Merci d'envoyer C.V., photo et prét. sous réf. 60474 à CONTESSE PUBLICITE 16, Place du Général de Gaulle 59800 LILLE

CONTESSE

SOCIETE AGRO INDUSTRIELLE DE NIVEAU INTERNATIONAL, PRODUITS AGRICOLES DE GRANDE CULTURE, CA 600 MF

recherche

Directeur des ventes France

- 30 ans minimum, formation commerciale supérieure. Expérience effective de la vente opérationnelle et de l'animation des hommes sur le terrain. Connaissance appréciée de la distribution agricole.
- Sa mission consiste à diriger, préparer, organiser et coordonner l'action commerciale de *terrain pour la réalisation des objectifs de vente (C.A., tonnages, marges).* Il dirige et anime une équipe d'une quarantaine de personnes réparties dans toute la France.
- Poste très opérationnel basé en province (Sud-Ouest).

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 120-M à GUILLON Sélection 93 rue Jouffroy 75017 Paris. (réponse et discrétion assurées)

GUILLON SELECTION



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Jeunes ingénieurs nationalité congolaise

Un important groupe international qui opère dans le secteur de l'exploration et de la production d'hydrocarbures propose une carrière motivante aux jeunes Congolais diplômés (ou susceptibles de l'être courant 1985) d'écoles d'ingénieurs ou d'universités françaises assurant un enseignement dans l'une des spécialités suivantes : mécanique, électrotechnique, électronique, chimie et géologie. Ils seront affectés à Pointe-Noire où ils recevront une solide formation qui les préparera à tenir les responsabilités relevant de leur spécialité dans les activités de forage et d'exploitation de gisements pétroliers. Merci d'adresser rapidement votre lettre de candidature, accompagnée d'un curriculum vitae à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9096M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

OPPORTUNITY IN THE UNITED STATES FLORIDA

An International USA-based (Florida) Company with an established success in Telecommunications and Networking. Products has recently added Packed-Switched Networks to its products- line. To augment the USA support and development teams for this product, we are now looking for two.

SYSTEMS ENGINEERS NETWORKS

After an initial training period in France (Paris and/or Rennes), successful candidates will be relocated to the company headquarters in Clearwater, Florida.
For successful candidates, a working visa for the United States will be applied for.
In addition to a University degree or a Diploma (Grande Ecole), 3 years experience including work on at least two of the following areas will be required:
- Development work on micro-processors using native assembler language and/or PLM/ PLZ, C, etc.
- Real time applications.
- Communication protocols.

Previous experience on a packet-switched virtual-circuit network would be of particular advantage.
Fluency in French and a good command of English is required.

Applicants should send CV, Photo and present salary to CABINET CLAUDE VITET 6, rue Lauriston 75016 PARIS under reference 8512.

Ingénieur d'affaires composants opto-électroniques

RCA New Products Division Components (tubes de puissance, photomultiplicateurs, détecteurs à semi conducteurs...) recherche le responsable de ses ventes sur la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Bénélux, la Grèce et la Turquie.

Grâce à sa compétence technologique, sa connaissance du marché et l'appui qu'il trouvera auprès de l'équipe Marketing du groupe, située aux Etats-Unis, il commercialisera nos produits, après diagnostic, auprès d'une clientèle professionnelle et de nos distributeurs.

C'est un Ingénieur ayant 5 années d'expérience commerciale réussie, capable d'une très grande autonomie et de voyages nombreux sur l'Europe. Il maîtrise la langue anglaise.

Localisé à Paris, il bénéficiera d'une rémunération attractive, d'avantages divers et d'une voiture de société.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 409254 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie

BKC PARIS–NEW YORK
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Pour notre Filiale Européenne à OBERURSEL (Allemagne Fédérale), nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Diplômé d'une grande école, il aura une expérience en matériel et en exploitation d'une unité industrielle.
Ses fonctions consisteront à étudier et à négocier avec nos clients des applications du vide tant au point de vue technique que commercial.
En dehors d'une connaissance parfaite de la langue française, de bonnes notions d'anglais et/ou d'allemand sont indispensables.

NASH PUMPEN G.m.b.H.
Hohemarkstrasse 15 - D-6370 OBERURSEL
Tél. 19.49.6171.56084 + 56085

CONTESSE

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

ASSISTANT(E) DE DIRECTION

Premier exportateur français dans sa branche d'activité (700 Millions de C.A. - 270 personnes), cette société recherche un assistant ou *une assistante de* direction qui sera chargé(e) de seconder l'adjoint à la direction générale, responsable des services administratifs et financiers.

Les techniques de gestion sophistiquées, dans un environnement très dynamique, nécessitent que la personne retenue ait une formation supérieure (ESSEC, SUP de CO. option finances et comptabilité) et une première expérience *dans un poste similaire.*

Lieu de travail : Annecy

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste, voulez-vous transmettre votre dossier de candidature qui doit comprendre votre C.V., votre photo et indiquer le montant de votre rémunération actuelle, sous la réf. PR-304

ROLAND DERKUM CONSEILS
405 avenue du 8 Mai 1945
69642 Lyon-Caluire cedex

Locafrance

Leader du crédit-bail mobilier recherche pour ses agences de LILLE, MARSEILLE et STRASBOURG

ATTACHES COMMERCIAUX

MISSION :
— Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels.
— Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

PROFIL :
— Formation commerciale supérieure, (ESCP, EDHEC...).
— Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.
— Première expérience professionnelle de quelques années dans une activité financière ou commerciale souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LOCAFRANCE
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée
75016 Paris.

LYON

jeune ingénieur grandes écoles

Nous sommes la filiale européenne d'une Société Américaine.

Nous utilisons un SPERRY S80 (OS3) pour notre gestion (temps réel et télétraitement).

Nous recherchons un candidat, ayant 1 ou 2 ans de pratique des moyens ou gros systèmes et capable de prendre en charge **la Direction de notre informatique.**

Nous souhaitons rencontrer un homme polyvalent, stimulé par la possibilité d'une carrière ouverte vers des responsabilités diverses.
Nous offrons, au sein d'une équipe jeune, les mêmes avantages qu'une grande entreprise, des possibilités de voyages à l'étranger (US compris).
Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Adressez votre C.V., photo et prétentions, sous la référence RSI 3 à :



BERNARD MIGNOT CONSEIL
145, Chemin de Choulans - 69005 LYON

SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche pour la province



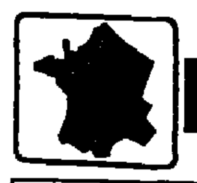
SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

— P.V. d'Assemblées, Conseils, etc...
— Constitutions, modifications statutaires, etc...

Expérience indispensable (3 ans minimum exigé). Situation comportant larges responsabilités et autonomie.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec prétentions et photo à :
FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE - Mme LECLERCQ
2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS-PERRET.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

STATISTIQUES et PRÉVISIONS

Entreprise industrielle de produits de luxe, filiale d'un grand groupe français, située en Normandie, recherche un jeune diplômé d'études supérieures, niveau BAC + 3 orienté plus particulièrement sur les statistiques et l'informatique.

Rattaché à la direction « logistique », il aura en charge, d'une part, la mise en œuvre, l'analyse et la diffusion des statistiques commerciales et, d'autre part, l'analyse et la gestion des prévisions avec pour objectif à moyen terme la mise en place de modèles prévisionnels sur micro-informatique.

Cette fonction implique rigueur intellectuelle, esprit d'initiative, sens de l'organisation, esprit d'équipe.

Lieu de travail BERNAY (Eure).

Adr. lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo et prétentions à JD/282 Havas SNP (BP 907), 76023 ROUEN CEDEX.

Responsable recrutement formation

H/F - 200.000 F

Un important groupe industriel recherche pour une de ses filiales connaissant un fort développement, le (ou la) responsable de son service recrutement et formation. Dépendant du directeur des relations sociales, il (ou elle) sera chargé(e) d'étudier les besoins (cadres, techniciens et ouvriers), de rechercher les candidatures potentielles par les moyens les mieux adaptés, et d'en effectuer la sélection. Pour cela, il sera nécessaire de gérer les moyens internes (budget, documentation), et d'entretenir des contacts étroits avec les différents décideurs. Il (ou elle) établira le plan de formation annuelle, en évaluera le coût, fera préciser les priorités et contrôlera sa réalisation. Ce poste, basé en Pays de Loire, convient à un cadre de formation supérieure (Psycho ou autre origine), âgé de 30 ans minimum, ayant déjà acquis une expérience du recrutement des cadres et techniciens au sein d'une entreprise ou d'un cabinet. La connaissance de l'anglais constituerait un atout pour une évolution ultérieure. Le salaire annuel de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1332M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur de fabrication

Futur chef d'établissement

Chatellerault - composants mécaniques - La filiale française (100 personnes) du groupe international SPIRAX-SARCO, qui produit des appareils de contrôle et de régulation des fluides industriels recherche un ingénieur de fabrication. Basé à Chatellerault, il sera placé sous l'autorité du directeur général et se verra, dans un premier temps, confier la charge d'un atelier d'usinage de 60 machines. Il élargira ensuite progressivement son champ d'action (assemblage, méthodes, gestion...) et se préparera ainsi à l'exercice des responsabilités qui incombent à un chef d'établissement autonome. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum et titulaire d'un diplôme d'ingénieur (type A.M.) ou justifiant d'un niveau équivalent. Il doit impérativement faire état d'une première expérience en milieu industriel qui lui ait permis de diriger un atelier d'usinage automatique de composants mécaniques dans un contexte de dialogue permanent entre la production et les méthodes. Compte tenu du contexte international, la pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire. Fonction des compétences et du potentiel présentés la rémunération annuelle de départ pourra atteindre voire dépasser 200.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9099M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



IFREMER

recrute pour son Centre de BREST

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Formation mécanique des fluides, dimensionnement des structures.

Il sera chargé de projets industriels concernant les navires :
- étude des besoins,
- propositions de programmes d'études,
- réalisation de montages industriels,
- suivi des réalisations.

Une bonne expérience dans la conduite de projets industriels ainsi que la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :
IFREMER - SERVICE DU PERSONNEL
66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

Jeune contrôleur de gestion

Cette société (300 personnes) implantée dans le Nord Est de la France, est la filiale française d'un groupe international. Elle est spécialisée dans la fabrication de produits chimiques et occupe la première place sur son marché. Elle recherche son jeune contrôleur de gestion. Collaborateur immédiat du directeur administratif et financier, et dirigeant une petite équipe, sa mission sera de suivre les coûts d'exploitation et de fonctionnement de la société au travers de la comptabilité analytique, de procéder à l'établissement des différents budgets et d'en suivre leur utilisation. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (niveau ESC ou DECS), jeune, mais justifiant impérativement d'une première expérience de la comptabilité industrielle. La connaissance de la langue anglaise, de l'informatique ou du reporting anglo-saxon constituerait autant d'atouts, les qualités d'analyse et d'ouverture d'esprit étant par ailleurs déterminantes pour une réussite dans ce poste. La rémunération proposée sera essentiellement fonction de la valeur du candidat retenu, l'importance du groupe garantissant aussi d'excellentes possibilités d'évolution en France et à l'étranger. Ecrire à Ch. SANCHEZ en précisant la référence A/4734M.



19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable développement produits

Cette filiale du groupe THOMSON (170 millions de francs - 330 personnes) réalise des biens d'équipement. Jouissant d'une bonne image de marque de qualité et de services, elle est leader sur ses marchés. Elle recherche un ingénieur études et développement. A la tête d'un service de trois personnes et dans un contexte de relations faciles et directes, il travaillera en étroite collaboration avec le commercial, la production et les achats. Il conduira une analyse des produits, mettra au point une nouvelle gamme et, à terme, développera des produits totalement nouveaux. Son action portera sur trois impératifs : correspondre aux exigences de la clientèle, réduire les coûts de fabrication, améliorer la qualité. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur (Arts & Métiers, INSA...) capable d'évoluer vers des fonctions plus larges à l'intérieur de la société et du groupe. Pragmatique et efficace, il aura réussi une première expérience dans un service méthodes ou développement et connaît bien la mécanique, la tôlerie et les plastiques. La rémunération, fonction de l'expérience, ainsi que l'évolution sont motivantes pour un candidat de valeur. Le poste est basé dans une région agréable du Centre de la France. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/2646M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE INTERNATIONAL
SPÉCIALISÉ BIOTECHNOLOGIE
Pour réalisation industrielle inédite, obligatoire
Recherche

4 PARTENAIRES

Responsables de région (après courte formation), il faut rigueur, esprit de synthèse et de challenge, gestionnaire. Contacts officiels hauts niveaux, carrière motivante exceptionnelle, avenir. Actionnariat possible mais non indispensable.

Pour postuler appeler : (93) 39-70-28, qui transmettra pour convocation selon région.

Plusieurs sociétés industrielles s'associent pour créer une nouvelle entreprise.

La Société Française du Container située dans le Nord de la France à MAUBEUGE - C.A. 150 MF ; 300 MF prévus en 1988, crée un poste de

Controller HF

rattaché à la Direction Générale

Son rôle
- *la mise en place des systèmes comptables et budgétaires*
- *la responsabilité des comptabilités générale et analytique*
- *la gestion de trésorerie*
- *la supervision du service informatique.*

Son profil
- *Expérience professionnelle réussie dans l'industrie et/ou l'audit*
- *Etudes commerciales supérieures et/ou DECS*
- *La connaissance de l'anglais est un atout*
- *Capacité d'autonomie.*

La rémunération liée à ce poste EVOLUTIF est attractive pour un candidat de valeur.





Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, rémunération, sous réf. FIN / 8503 à
Serge AUDOUIN - TR Consultants
185, avenue Charles de Gaulle - BP 223
92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex

Chef de Travaux

Montage et Maintenance — Lyon



Filiale française d'un groupe international, leader européen pour la fabrication, l'installation et l'entretien d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques, vous propose de prendre la responsabilité de travaux de sa Direction régionale de Lyon dont l'activité s'étend sur la région Rhône-Alpes, l'Auvergne et le Jura, soit une responsabilité hiérarchique sur près de 200 personnes et la supervision de plusieurs agences. Une telle fonction nécessite une expérience confirmée dans la conduite et l'animation d'équipes de travaux importantes du type construction et installation électrique, chauffage central, grande chaudronnerie, charpente métallique.

Si vous avez 35 ans minimum et si votre réussite professionnelle dans une branche similaire prouve que vous alliez à vos qualités d'homme de terrain une forte capacité d'organisation, écrivez à notre Conseil.

Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo + rémunération actuelle sous réf. 3072 MR à



65, avenue Kléber - 75116 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC — Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN



Importante Société d'Ingénierie Chimique et Bio-Alimentaire recherche pour

INGÉNIEUR

expérimenté (5 ans) CHEF DE LABORATOIRE D'ANALYSES CHIMIQUES ET DEVELOPPEMENT.

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

RESPONSABLE PLATE-FORME DE DISTILLATION.

Notre rattachement à un groupe qui nous donne les moyens de notre expansion est pour vous le garant d'opportunités de carrière.

Envoyer votre candidature à M. MARTIN, SPEICHIM, B.P. 41, 43100 BRIOUDE.

HAVAS CONTACT



Nous sommes un important Groupe industriel français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Notre Division Accumulateurs Etanches, nº 2 mondial, qui connait un développement important, recherche pour ses usines proches d'ANGOULEME, un

CONTROLEUR DE GESTION USINES

(HEC, ESSEC, ESCP, formation Universitaire)

En liaison fonctionnelle avec le Contrôleur de Gestion de la Division, vous assisterez le Directeur des Usines dans ses décisions à caractère de gestion.

Vous effectuerez les prévisions et l'analyse des variations de l'activité des Usines, participerez à l'élaboration des plans et budgets, établirez les tableaux de bord Usine.

Pour un candidat à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience de gestion en milieu industriel, c'est l'opportunité de prendre la responsabilité du contrôle de gestion, de deux unités industrielles en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A.20.38 LM à SAFT - Direction des Ressources Humaines
57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY S/SEINE.

CONTESSE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



IBM France
usine de Boigny - Orléans

recherche
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES H/F.
ECP - ENSAM - ESE - ENSIMAG - ESPCI ou équivalents

Pour ses Départements :
- Production
- Etudes techniques (produits magnétiques, modules, rubans)
- Méthodes
- Assurance de la qualité
- Travaux et installations techniques
- Informatique

CADRES DE GESTION
GRANDES ECOLES COMMERCIALES H/F.
HEC - ESSEC - ESCP ou équivalents

Pour ses Départements :
- Plans et contrôles
- Contrôle de production
- Achats
- Distribution

L'ensemble de ces postes s'adresse à de jeunes ingénieurs ou cadres débutants, et nécessite une bonne connaissance de **l'anglais.** Ils permettront d'évoluer vers différentes fonctions industrielles et pourront déboucher sur un développement de carrière intéressant.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature et C.V. détaillé à :
Scribe - 4, avenue Hoche - 75008 Paris, en mentionnant la référence BI-M.

MASH

ENERTEC

recherche pour son usine de fabrication de matériel électronique (230 personnes), située à Pont-Audemer (20 km de Honfleur) un

Ingénieur qualité

Il aura pour mission de contribuer avec son Responsable de Service à l'amélioration de la qualité de *notre fabrication*, au développement des moyens de test et de contrôle, au lancement des cercles de qualité puis prendra la responsabilité du programme d'assurance qualité.
De formation ESE, A et M, ENSI..., le candidat aura une première expérience dans un environnement de fabrication électronique
La vocation internationale de notre société et de nos produits offre de réelles possibilités de développement de carrière pour un candidat de valeur.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la référence M 253, à M. DARGNIES, ENERTEC Schlumberger, Z.I. Saint-Ulfran, 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC
Schlumberger

MOTOBECANE, c'est l'expérience et la tradition, l'amour du vélo et le souci de l'innovation. Notre expansion nous amène à rechercher un

Ingénieur
Recherche et Développement



En liaison directe avec le Directeur Recherche et Développement, il prendra en charge, dans un premier temps, les études de normalisation et d'homologation. Puis, il animera une petite équipe de techniciens aussi passionnés que spécialistes. Il pilotera certaines études (choix des sous-traitants, définition des besoins avec les fournisseurs) et donnera les orientations en liaison avec le Marketing et le Commercial (design, esthétique industrielle).

Jeune ingénieur diplômé d'une ENI ou équivalent, vous avez une première *expérience* de Bureau d'Etudes dans des produits de consommation durable grand public. Vous avez un goût réel pour le sport et le plein air.
Le poste est basé à Saint Quentin (02).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV. détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 38303 à Nicole Marichez TEG, 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.



DESSEIN

Métropole Lilloise

Jeune acheteur-chef de produit

GEREZ ET DEVELOPPEZ, EN CENTRALE, UNE LIGNE DE PRODUITS
(jardin, articles ménagers, sport loisir...) D'ENVIRON 150 MF.

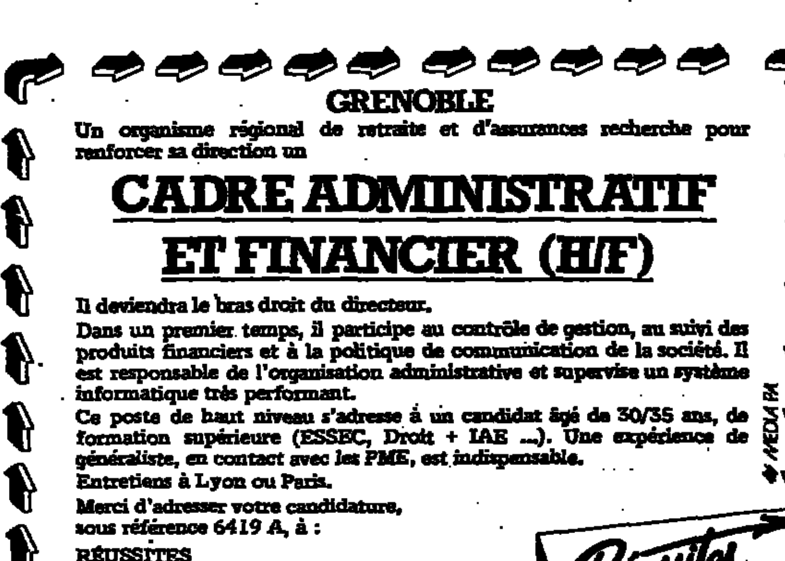
A **Auchan** nos points forts sont : une gestion moderne, des idées, la synergie de nos équipes, leur dynamisme, des résultats commerciaux performants :
Vous :
— **définissez et réalisez** votre stratégie commerciale, votre politique d'achat, vos objectifs ;
— recherchez de nouveaux fournisseurs, négociez les conditions d'achat et de livraison ;
— développez les produits « marque propre » de la conception du design à leur lancement ;
— proposez aux magasins une gamme d'articles qualitatifs, leur apportez des conseils promotionnels et de présentation des produits.

HEC, ESSEC ou SUP DE CO, 28 ans environ, vous avez prouvé dans votre première expérience professionnelle des qualités de **négociateur, un esprit marketing** et un sens réel de **l'organisation.** Le relationnel est un de vos points forts, vous investir est votre souhait.

Sylvie CATHELAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature **qu'elle traite confidentiellement** sous la référence 5115 LM en précisant votre **salaire actuel** :

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO



GRENOBLE

Un organisme régional de retraite et d'assurances recherche pour renforcer sa direction un

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H/F)

Il deviendra le bras droit du directeur.
Dans un premier temps, il participe au contrôle de gestion, au suivi des produits financiers et à la politique de communication de la société. Il est responsable de l'organisation administrative et supervise un système informatique très performant.
Ce poste de haut niveau s'adresse à un candidat âgé de 30/35 ans, de formation supérieure (ESSEC, Droit + IAE ...). Une expérience de généraliste, en contact avec les PME, est indispensable.
Entretiens à Lyon ou Paris.
Merci d'adresser votre candidature, sous référence 6419 A, à :
RÉUSSITES
11, quai Rambaud
69002 LYON. Membre de SYNTEC

Réussites groupe AVISO

MEDIA PA

GROUPE LUCHAIRE

5.500 PERSONNES - 2,5 MILLIARDS F
recrute
pour sa division ARMEMENT

Responsable « Qualité »
DE SES USINES DE BOURGES

RESPONSABLE DU NIVEAU DE QUALITÉ DES PRODUCTIONS DES 2 UNITÉS ET DE L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME D'ASSURANCE QUALITÉ MIS EN ŒUVRE. COORDINATION QUALITÉ-PRODUCTION ENTRE LES 2 UNITÉS ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DES 3 RESPONSABLES QUALITÉ-PRODUITS.

Indispensable
Un « professionnel » de la qualité
- INGÉNIEUR diplômé MÉCANICIEN
- La trentaine : 4-5 ans d'EXPÉRIENCE DE L'ASSURANCE QUALITÉ ET CONNAISSANT BIEN LES MÉTHODES DE CONTRÔLE

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie *d'adresser votre candidature* (lettre *manuscrite*, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8212 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

Ingénieur Responsable Unité Mécanique

Rendant compte au Directeur Général industriel, il sera responsable de l'organisation, de la gestion, de l'amélioration de l'outil de production notamment de l'intégration de cellules de fabrication flexible, de l'animation des hommes et de la qualité :
De formation Arts et Métiers ou équivalent, il aura une première expérience acquise en fabrication avec des systèmes automatisés.

Écrire avec C.V., photo et prétentions :
Société AMRI
"Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès - 93176 BAGNOLET CEDEX

bleu

Alsace

Ingénieur Chimie ou Textile :
La technique au service du commerce international

ROLLIN - 350 pers. - *nous faisons partie du Groupe Chimique Américain GRACE* (75000 pers. dans le monde). Implantés en Alsace, nous fabriquons des produits de haute technologie pour des marchés industriels diversifiés. Notre vocation fortement exportatrice (70% du C.A) et le développement technique de nos produits nous permettent de maintenir un taux de croissance continu et une position de leader sur nos marchés.

Pour participer à la conception, la mise au point et le suivi en clientèle de produits nouveaux, résoudre les problèmes d'application, assister les ventes, en bref, pour assurer l'interface entre les besoins techniques des clients et le Marketing/Développement de ROLLIN, nous recherchons un INGENIEUR.

De formation textile ou chimie, c'est un homme maîtrisant bien les techniques de fabrication de l'industrie textile (il vient dans l'idéal du finissage textile) et très ouvert aux relations commerciales. De plus, sa mobilité pour les déplacements et sa connaissance de langues étrangères (allemand et anglais) le préparent à assurer pleinement une carrière internationale.
Le poste est basé au siège de l'entreprise en Alsace.

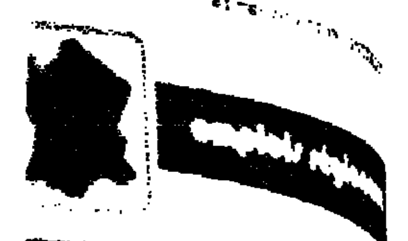
Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur dossier de candidature, en précisant rémunération actuelle sous réf. 900M à notre Conseil. Carole de CHILLY l'examinera en toute *confidentialité*.

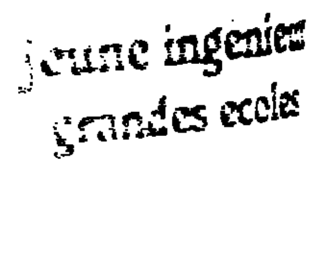
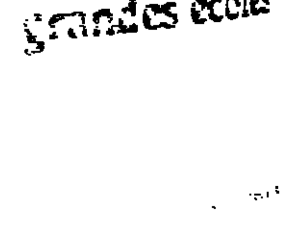
ALGOE 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Un ingénieur dans la distribution d'eau, le bras droit du DG.

220 000 +

Filiale d'un important groupe national, nous avons pour mission l'exploitation et la gestion de services d'eau et d'assainissement sur une région située dans le Nord-Ouest de la France, en bordure de mer. Nous sommes liés par contrats aux collectivités locales qui ont affermé leurs installations et nous assurons le service des usagers.

Le dirigeant que nous recherchons aura un rôle multiple notamment l'étude de problèmes techniques ponctuels et leurs implications commerciales, relations avec les collectivités locales, prise en charge des questions de formation et de sécurité. Une fonction riche et polyvalente, incluant des tâches d'ordre technique, commercial, humain et le souci de l'image et du développement de la société.

Un ingénieur, de formation TP ou similaire, ayant une dizaine d'années d'expérience, habitué aux contacts avec les collectivités publiques, diplomate et bon négociateur, devrait trouver dans ce poste de numéro 2 la possibilité d'exprimer son potentiel. Ecrivez à notre conseil SIRCA sous référence 346 550 M. Merci de préciser votre rémunération actuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

LA BISCUITERIE NANTAISE, première filiale européenne du Groupe GENERAL MILLS, occupe une position de leader sur de nombreux créneaux.
Son développement constant est dû notamment à un appareil de production des plus performants en Europe, et à une importante politique d'investissements.
Dans ce contexte évolutif, la Direction Industrielle (2 sites industriels : l'un à Nantes et l'autre à Compiègne) renforce ses équipes.

Nantes Réf. M 7/950 H

JEUNE RESPONSABLE GESTION INDUSTRIELLE

Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, il a pour mission de mettre en place le système d'information de gestion industrielle, en respectant les procédures du siège. Il élabore les analyses d'écart et prépare le reporting aux services centraux. Il prend en charge et développe les outils de gestion du site et collabore étroitement avec l'ensemble des services.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou du DECS, justifiant d'une première expérience de gestion industrielle de 3 à 5 ans, acquise en milieu informatisé, et si possible en PMI.

Compiègne Réf. M 7/950 L

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE ENTRETIEN

Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, il prend en charge la responsabilité du service d'une trentaine de personnes (mécaniciens, électriciens, régleurs), assure la maintenance quotidienne et préventive, ainsi que l'outillage.
Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électromécanicien, justifiant d'une première expérience de 2 à 3 ans en production ou en entretien si possible dans un milieu industriel automatisé. Il a pu y démontrer ses qualités de manager, d'organisateur et d'homme de décision.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie, à :

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berri 75008 Paris.

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média system

SECSO

Transports de fonds
Télé-Surveillance
Maintenance automates bancaires

Nous sommes une entreprise de prestations de services sécurité et de maintenance technique pour les banques, implantée sur le territoire national. En expansion de 50 % par an (500 personnes, 100 millions de francs de chiffre d'affaires), nous recherchons des collaborateurs de haut niveau :

- **4 chargés d'affaires (Clermont-Ferrand, Toulouse, Amiens, Bordeaux)** Ils seront responsables de leur clientèle, des études techniques et de prix, de l'exécution des contrats, des équipements et des agents SECSO de leur secteur géographique. Formation ingénieur ou ESC. Réf. 100M.
- **1 ingénieur électronicien (Toulouse)** pour développement technique et commercial des activités - télésurveillance et maintenance des automates bancaires sur toute la France. Réf. 101M.
- **1 ingénieur mécanicien (Toulouse)** pour gestion du service central du matériel (200 véhicules, réseaux radio, assurances...). Formation ingénieur ou équivalent. Réf. 102M.
- **1 cadre commercial (Toulouse)** pour études, promotion, animation et coordination des actions commerciales des unités régionales SECSO. Formation ESC ou ingénieur. Réf. 103M.

Tous ces postes sont évolutifs, en fonction des performances réalisées. Nous cherchons des candidats entrepreneurs et voulant exercer des responsabilités. Ecrire à :

SECSO
Direction des Relations Sociales
B.P. 474 - 31010 TOULOUSE Cedex

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

ALSTHOM ATLANTIQUE
division mécanique
Etablissement de Grenoble
NEYRTEC

notre responsable des achats.

Si notre réputation est solide dans le monde entier, nous souhaitons améliorer encore nos performances, notamment en maîtrisant mieux nos achats qui représentent plus de 200 MF/an.

Venez mettre en place une organisation plus rationnelle de nos achats et approvisionnements et conduire avec les directions opérationnelles leur stratégie. Vous négociez et achetez surtout en France.

Pour cela, vous êtes ingénieur et déjà responsable d'achats, dans une entreprise industrielle ou dans l'ingénierie. A 35 ans au moins, vous voulez passer à la vitesse supérieure et être le véritable "patron" d'un des secteurs-clé de l'entreprise. Vous parlez anglais, les voyages ne vous font pas peur et les négociations difficiles vous passionnent : *nous vous attendons à Grenoble.*

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 1004 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7. RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

GSE (GROUPE SUD ENGINEERING)

est une société d'ingénierie dynamique, filiale d'un grand groupe français. Son activité principale est la conception, la réalisation et la promotion de bâtiments industriels ou commerciaux. Dans le cadre de notre développement, notre Direction recrute un

responsable administratif et juridique

ISLE SUR SORGUE

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Gestion, d'une Faculté de Droit ou de Sciences Economiques. Vous avez acquis une première expérience de 4 ou 5 ans au sein de services financiers ou administratifs. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser et étendre votre activité. Le poste que nous vous proposons vous offre la responsabilité de la rédaction des contrats de vente et d'achat, le suivi des contentieux, la gestion des contrats d'assurance, la gestion du personnel. Une formation à nos méthodes pourra être acquise au sein de notre Groupe. Poste à pourvoir à ISLE SUR SORGUE. Vaucluse.

Merci de transmettre votre candidature à M. Albert MARTIN - G.S.E., 5 Quai de la Charité, 84800 Isle sur Sorgue.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IBM France : de nouveaux emplois en 1985.

DES CHIFFRES QUI PARLENT

Le saviez-vous ? Nous avons créé 903 EMPLOIS NOUVEAUX en France en 1984, soit 4,2 % de notre effectif total à la fin de 1983.

EN 1985 NOUS CONTINUONS A RECRUTER

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX ET DES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Parmi les jeunes diplômé(e)s d'écoles d'ingénieurs, de Commerce et Gestion.

- Si vous êtes attiré(e) par un métier qui nécessite le goût de l'action, le sens de la négociation, la possibilité d'évoluer sur les plans personnel et professionnel, des connaissances sans cesse renouvelées,
- Si vous avez une bonne expérience de l'anglais, éventuellement 2 à 3 ans d'expérience professionnelle,
- Si vous acceptez le principe de la mobilité géographique,
- Si vous êtes intéressé(e) nous serons heureux de recevoir votre candidature et votre C.V. à : IBM France 2, rue de Marengo 75001 Paris sous la référence IC/TC-M 26/3.

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose, et nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



MASH

INTERTECHNIQUE

INFORMATIQUE

INTERTECHNIQUE

chiffre d'affaires HT : plus de 1 milliard de francs, résultat net après impôt : 5 % du CA-HT.

LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS DE GESTION,

recherche :

1 - Pour sa Direction des Etudes à PLAISIR :

● INGÉNIEURS DE FORMATION GRANDES ÉCOLES, DEA INFORMATIQUE

et ayant une expérience de 2 ans au minimum dans le ou les domaines suivants :

a) Logiciel systèmes de gestion (RÉF. DE-42)
- Bureautique (messagerie, traitement de texte,...),
- *Systèmes d'exploitation,*
- Systèmes de télécommunications,
- Systèmes de gestion de bases de données,
- Techniques de compilation.

b) Système VAX/VMS (RÉF. DE-43)
- Logiciels de développement sous VMS.

2 - Pour sa Direction de Production à PLAISIR :

A) Pour la plateforme de test :

● INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS (RÉF. DPI-44)

Débutants ou ayant une première expérience. Les postes à pourvoir en production sont à caractère fortement technique et couvrent la mise en production de produits nouveaux et la conduite des actions d'expertise sur matériels en production.

Ces postes peuvent évoluer vers des responsabilités de commandement en fonction de la personnalité des candidats.

● AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS (RÉF DPI-45)

Débutants ou ayant une première expérience. Pour assurer des tâches d'essai et de mise au point de systèmes informatiques.

B) Pour le service développement :

● PRÉPARATEUR MÉTHODES FABRICATION (RÉF. DPI-46)

Ayant 3 à 5 années d'expérience pour participer à l'introduction de nouveaux procédés en production.

C) Pour le service Ordonnancement :

● AGENT TECHNIQUE D'ORDONNANCEMENT (RÉF. DPI-47)

Attiré par la gestion de production, il sera chargé pour les produits informatiques en cours d'industrialisation du suivi et de la coordination de l'approvisionnement et de la fabrication à partir du dossier présérie. Il détaille pour les phases de production le planning général de ces affaires.

De formation BTS/DUT ou équivalent, en électronique (automatisme, mesures physiques). Une expérience en fabrication ou test de petite série est indispensable.

● AGENT D'ORDONNANCEMENT (RÉF DPI-48)

De formation BTS (Jacquard) ou DUT de gestion commerciale ou équivalent.
Débutant ou première expérience technico-commerciale sur matériels informatiques ou *d'électronique professionnelle.*
Il sera chargé de l'administration et du suivi des réalisations de systèmes informatiques.
La formation à l'exploitation du système de gestion informatisée sera assurée par intégration dans l'équipe en place.

D) Pour l'atelier de câblage :

● CHEF D'ÉQUIPE (REF DPA-49)

Pour le câblage électronique série et présérie sur petits matériels.
Sous l'autorité du chef d'atelier, il participera à la liaison avec les sous-traitants, à la gestion de l'unité de production, au respect des temps et de la qualité des fabrications, à la surveillance de la réalisation des programmes de production.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

Références

CIBA–GEIGY

Nous sommes un des premiers groupes chimiques mondiaux employant 80.000 personnes et présent dans plus de 50 pays.
En France le siège social du groupe RUEIL et ses usines regroupent 2 200 personnes qui participent à quatre secteurs d'activités : produits pharmaceutiques, produits pour l'agriculture, matières plastiques et colorants industriels. Notre groupe est réputé pour sa politique d'innovation technologique. Le département Organisation et Informatique (100 pers.) recherche, pour son service Etudes, un

Ingénieur réseau

Vous serez le conseil auprès de la direction informatique et organisation pour l'architecture du réseau, la télématique et la bureautique regroupées en une cellule de trois personnes que vous serez chargé d'animer.

Ce poste à large autonomie et responsabilité (technique et fonctionnelle) conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures (ESE, ENST, ENSAE, ENSEEIHT) ayant une expérience d'environ quatre ans en matière de conception de réseaux privés hétérogènes intégrant la messagerie, le télex, la micro-informatique, le traitement de texte,...

Votre sens technique, votre implication et vos qualités relationnelles seront vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste basé à RUEIL MALMAISON.
Notre configuration : IBM 3033, 8100, MVS, CICS, DL1, X25, SNA, VTAM, 350 terminaux.
Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/CG/IR.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE **PARIS VIII**

La Direction Centrale du Personnel (gérant 8000 personnes) souhaite optimiser ses outils de gestion informatique et mettre en place un nouveau système d'information. Pour cela, elle crée le poste de

Responsable informatique

Chargé de l'animation des équipes études et exploitation (12 personnes), vous mettrez en place des méthodes et des procédures permettant d'améliorer le système existant (INTERTECHNIQUE et IBM).

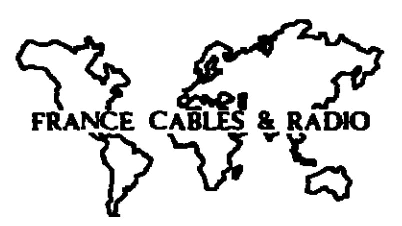
Ensuite, vous définirez un schéma directeur prévoyant la mise en place de nouveaux outils comprenant également la bureautique.

De formation supérieure (Ingénieur ou MIAGE), vous avez acquis, grâce à une expérience d'environ 5 ans, de solides compétences techniques. Par ailleurs, vous possédez naturellement de réelles qualités relationnelles.

La maîtrise de méthodes et le sens de l'organisation seront des atouts supplémentaires.

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, qu'il traitera en toute confidentialité, sous la référence MOL/AS/RI.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS



Nous sommes une société de premier plan au service de la communication, intervenant sur les cinq continents pour l'ingénierie, l'exploitation-maintenance et l'expertise de systèmes de télécommunications et de télématique.

Notre forte croissance nous amène à renforcer nos équipes. Nous recherchons des

Ingénieurs réseaux

de formation supérieure (ESE, ENST, ENSAE, ENSEEIHT) ou équivalent.

Vous avez acquis, de préférence en SSII ou chez un constructeur, une expérience significative en informatique *et plus particulièrement dans le domaine des réseaux et de la bureautique.*

Votre mission consistera à mener l'audit et à participer à la réalisation de réseaux d'entreprises. Votre compétence et votre expérience dans la conduite de projets et dans le développement de protocoles (X25, X21, X75, SNA/DSA...) sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ces postes à larges responsabilités et autonomie.

La connaissance de l'anglais est nécessaire ; celle de l'allemand serait très appréciée.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/FC/IR.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

MEDIA PA



ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS
membre de l'*AFCOREM*

Importante Société d'Entreprise Générale et d'Ingénierie Chimique recherche

INGÉNIEURS

expérience de 3 à 8 ans.

dans chacun des domaines suivants :

- **PROCÉDÉ** pour adaptation et développement de procédés agro-industriels ou chimiques.
- **THERMICIEN** pour conception, estimation et réalisation de chaufferies multicombustibles.
- **MACHINES TOURNANTES** (pompes, compresseurs...) pour définition technique, approvisionnement, réception des matériels et missions sur chantiers.

Formation Ingénieurs Grandes Écoles (Centrale, Mines, A. & M., diplômés Marine, Génie Chimique).

Les postes sont à pourvoir en région parisienne et à l'étranger.

La connaissance de l'anglais est exigée.

Envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite) sous N° 48119 M - HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Chargé de mission

Diplômé d'une **Ecole Supérieure de Commerce** ou d'**Agriculture**, âgé de 28 ans *minimum, ayant acquis une expérience professionnelle de 3 à 4 ans dans un* **centre de profit,** vous assisterez le Directeur chargé des relations avec les filiales en France et à l'étranger.

Dans ce cadre, vous effectuerez des missions sur le terrain dans des domaines concernant le management interne, l'organisation, la politique commerciale, la réalisation des objectifs...
Cela nécessite des déplacements fréquents de courte durée, souvent lointains.

Pour réussir, vous devez être un gestionnaire rigoureux, mais aussi un homme de terrain, souple, disponible, avec le goût des contacts.
Une réussite dans ce poste très formateur vous ouvrira rapidement un développement de carrière important au sein du Groupe, par exemple **responsable d'une filiale à l'étranger.**

Faisant appel aux biotechnologies de pointe, notre Groupe réalise aujourd'hui 1 milliard 300 millions de C.A. et notre résultat ne cesse de progresser. Présents sur les 5 continents, nous employons près de 2000 personnes permanentes.
Lieu de travail : région parisienne.
Anglais indispensable - espagnol ou italien souhaité.

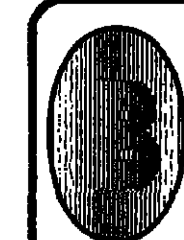
A. RUELLAN vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération *actuelle sous réf. 3074 à*



65, Avenue Kléber - 75116 Paris

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg - *MEMBRE DE SYNTEC*

DESSEIN



BETEL INGENIERIE

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

- **INGENIEURS GRANDES ECOLES**
  (MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEIHT...)
  (Option Informatique ou Automatique)
- **INGENIEURS INFORMATICIENS**
  (INSA, ENSI option Informatique, Automatique...)

Débutants à 3 ans d'expérience

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à :
BETEL INGENIERIE (s. réf. BO3)
23, rue de la Paix - 75002 Paris



Ingénieur

Conseiller d'applications techniques

La filiale française d'une importante entreprise suisse, réputée dans le domaine des éléments de transmission d'énergie et de transport recherche, pour la région parisienne, un ingénieur conseiller d'applications techniques. Soutenu par le service commercial, et s'appuyant sur la station-service de Saint-Denis, il conseillera et suivra les utilisateurs industriels de ces produits de haute performance. Ce poste s'adresse à un jeune candidat, d'un niveau de formation ingénieur, ayant quelques années d'expérience dans la vente de composants techniques, ou dans un service après-vente. La rémunération composée d'un fixe important, à laquelle s'ajoute une voiture de fonction, ainsi que les possibilités d'évolution, rendent ce poste attrayant. Une formation technique est assurée par l'entreprise. Le poste suppose une résidence en région parisienne et nécessite de constants déplacements. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/2563M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

cegos

Directeur des relations humaines

– moteur du développement des hommes –

La CEGOS - 450 personnes en France dont 300 Consultants - est l'un des tout premiers groupes internationaux de Conseil et de Formation.

En raison de l'importance que représentent les hommes dans notre métier, l'action du Directeur des Relations Humaines est essentielle.

Rattaché au Secrétaire Général, il agira dans une structure décentralisée où les Directeurs de Division assurent, en direct, la gestion de leurs équipes.

— D'une part, il aura les responsabilités classiques d'une Direction des Relations Humaines et devra apporter aux problèmes soulevés **des solutions nouvelles et originales**, en particulier en matière de communication et de formation interne.

— *D'autre part, il aura un rôle de* **conseil et d'assistance active** *auprès des Directeurs de Division* et sera associé aux recrutements et à la gestion des carrières.

Cette fonction implique :

— une personnalité créative et rigoureuse, ayant une large ouverture d'esprit et le sens de la concertation,
— une **formation supérieure** - Universitaire, Grandes Ecoles,... -,
— de solides connaissances en Droit du Travail,
— une expérience de la fonction d'au moins 5 ans acquise de préférence dans une entreprise décentralisée valorisant l'initiative personnelle.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 71684/M, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

dans le cadre du développement de ses activités RADARS MILITAIRES

INGENIEURS grandes écoles

ENSEM, ENST, ESE, DOCTORAT ou équivalent

pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

1) Etudes théoriques. *réf. A*
- très bon niveau mathématiques
- connaissances souhaitées en analyse spectrale moderne.

2) Etudes et réalisations *réf. B*
- expérience de plusieurs années en circuits numériques et VLSI
- bon niveau mathématiques.

Pour ces 2 postes :
- goût de l'analyse
- travail en équipe
- anglais lu
- nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à LCT - BP 40 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.

---

cegos

CEFIA

En vue d'étoffer - CEFIA - sa filiale de Conseils en Rapprochement d'Entreprises, le Groupe CEGOS recrute un

Conseiller financier

excellent négociateur

Son rôle : assister et conseiller les entreprises dans leurs projets de restructuration financière et de cession ; rechercher des investisseurs intéressés par des opportunités d'acquisition d'entreprises.
Cette fonction implique, de façon impérative, une expérience des affaires, la connaissance du tissu industriel, la pratique des mécanismes financiers/fiscaux.
Elle s'adresse à une personnalité entreprenante et autonome, de jugement sûr et perspicace, ayant fait la preuve de ses capacités à être un « développeur d'affaires ».
La rémunération proposée implique une large participation aux résultats.
Veuillez adresser lettre man., C.V. détaillé et photo sous référence 71685/M, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

Définir des produits nouveaux d'alarme chez un leader de la sécurité!



FICHET-BAUCHE

recrute pour son Activité Alarme à VÉLIZY

1 Ingénieur produits techniques de transmission

Ses missions:
- établir les cahiers des charges des produits nouveaux en collaboration avec le service marketing
- suivre l'avancement et le déroulement des études
- superviser l'industrialisation des produits nouveaux
- faire respecter les coûts et plannings prévisionnels
- rédiger les documentations et assurer la formation sur l'exploitation des produits
- connaître la concurrence à travers les salons et expositions.

Formation Ingénieur électronicien avec connaissances complémentaires en informatique et en transmissions. Anglais souhaité.
Expérience 2 à 3 ans ou éventuellement débutant.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en rappelant la réf. M25
à la Direction des Relations Humaines
15-17 avenue Morane Saulnier 78140 VÉLIZY.

---

du "soft" dans le pétrole

CETIS

Société d'études et de recherches en INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE, filiale d'un groupe américain dans le secteur pétrolier. Nous sommes une petite équipe de haut niveau, à la pointe de la technique dans notre domaine.
En relations étroites avec les USA, nous développons et commercialisons dans le monde entier un IMPORTANT SYSTEME INTERACTIF GRAPHIQUE D'INTERPRETATION DE DONNEES PETROLIERES. Nous recherchons dans le cadre de notre expansion :

Ingénieur de développement logiciel

Réf. 73764/M

Vous aurez en charge un secteur de notre développement sur lequel vous assumerez l'entière responsabilité de vos projets : conception, réalisation, évolution, contacts clients....
De formation scientifique, ingénieur grande école ou universitaire (Physique, Math. appliquées,...) vous avez une expérience de plusieurs années en informatique appliquée à un ou plusieurs des domaines suivants : Systèmes interactifs graphiques, traitement de mesures, traitement d'images, systèmes experts.
Vous êtes intéressé et motivé par une activité de recherche et de développement dans un secteur de haute technologie qui débouche sur des réalisations concrètes.

Responsable "industrialisation" logiciel

CREATION DE POSTE Réf. 73765/M

Ce poste "clé" est nécessaire à la poursuite de notre expansion. Vous aurez pour mission :
— d'assurer l'industrialisation et la cohérence de nos logiciels
— définir et/ou faire évoluer les outils permettant de normaliser les programmes et d'assurer leur portabilité sur les différents sites et matériels : - modules d'accès aux bases de données techniques, - interfaces conversationnelles, - utilitaires de transposition.
De formation scientifique, ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience de quelques années acquise dans un poste analogue ou dans le développement de logiciels complexes. Vous avez la maîtrise du Fortran et l'expérience de différents matériels.

Les perspectives d'expansion de notre Société liées à nos performances techniques vous permettront d'envisager rapidement de nouvelles opportunités.
Vous êtes bilingue anglais. Postes basés à Paris. Rémunération très motivante.
Adressez lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. choisie à Mme CLERE, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Développement des Ressources Humaines

3 000 personnes, 25 établissements, nous sommes l'activité INDUSTRIE du Groupe HACHETTE, c'est-à-dire l'Imprimerie et la Distribution. Nous investissons sur le développement de nos collaborateurs.
Comment repérer aujourd'hui les fonctions de demain ? Préparer chacun à y répondre ? Organiser les postes de travail et notre activité dans 5 ans ?...

C'est pour répondre à ces questions que nous créons un poste auprès du Directeur des Relations Sociales. Au-delà du titre de Responsable Emploi-Formation, vous créerez et développerez le contenu de votre fonction. Vous serez le conseil en mutation, recrutement, suivi de nos collaborateurs, plans de formation...

Vos 5 ans d'expérience professionnelle dans les relations humaines, de préférence en milieu industriel, ont convaincu les opérationnels de la valeur de vos conseils et les partenaires sociaux de votre capacité à dialoguer. Vous êtes bien sûr volontariste, concret et discret.

Le poste est basé à Maurepas (20 km de Versailles).

Merci de nous écrire (lettre manuscrite + CV), sous réf. 540, Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1er 75008 Paris.



HACHETTE

Filiale Groupe Multinational équipements automobile recherche

INGENIEUR AUDIT QUALITE FOURNISSEURS

Le candidat sera diplômé d'une école d'Ingénieur (UTC, AM, ENI, etc) et aura une expérience de 3 ans minimum dans une entreprise de mécanique produisant en grande série.

La mission :
Responsable des liaisons et de la qualité des pièces livrées par nos fournisseurs pour notre marché américain. Le candidat retenu parlera couramment l'anglais impérativement.

INGENIEUR PRODUCTION OU FABRICATION

Le candidat sera diplômé d'une école d'Ingénieur (AM, ENI, ENSI, ETACA, etc) et possédera une première expérience de production ou fabrication de pièces en grande série.

La mission :
Il assistera le Directeur Production et coordonnera les différents ateliers montage et usinage.

Le candidat retenu se verra offrir de réelles possibilités d'évolution.
Lieu de travail pour les 2 postes : REGION PARISIENNE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, sous la référence 7937, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.05



LA BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS *couvre le territoire national. Elle s'impose auprès de sa clientèle par la spécificité de ses financements et services aux entreprises, ses outils de pointe en matière d'analyse financière, et une gamme de produits de placements en tête des classements de performances. Elle recherche le*

DIRECTEUR
de son agence centrale à Paris

où des équipes expérimentées développent et gèrent une clientèle d'entreprises, de particuliers et d'organismes. Elle gère 1/3 des engagements de la Banque.
Ce directeur élaborera et conduira un projet ambitieux de développement externe et interne de l'agence et sera responsable de sa réalisation dans le cadre d'une DPO. A la fois

développeur auprès des prospects, clients et organismes professionnels et financiers,
organisateur, orientant et coordonnant les actions de ses collaborateurs,
mobilisateur et formateur, assurant son appui commercial et une expertise de haut niveau en matière d'analyse et de suivi des risques, il développera les potentialités et imprimera sa marque à l'agence.

Ce poste sera confié à une forte personnalité faisant preuve d'un grand dynamisme et d'ouverture d'esprit. *Une formation supérieure (écoles d'ingénieurs ou de commerce, université)*, une expérience au niveau directeur ou adjoint d'au moins 5 ans du métier bancaire et la pratique de responsabilités sont exigées.
Un passage dans une direction financière d'entreprise industrielle ou de BTP serait apprécié.
Poste niveau hors classe, sous-directeur siège (Réf. : 2132 M)

Fortement ancrée dans son marché potentiel en région parisienne, LA BANQUE DU BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS développe ses implantations dans les principales métropoles de province et recherche également deux :

ATTACHES DE DIRECTION
technico-commerciaux H/F

pour ses agences de NORD-PAS DE CALAIS située à Lille, LORRAINE, à METZ

rattachés(ées) aux Directeurs des agences, ils(elles) seront chargés(ées) de prospecter des entreprises, d'examiner leurs besoins de financement et d'en analyser le risque, de négocier les conditions d'entrée en relations, et ultérieurement de suivre les comptes de ces affaires. *Ils(elles) devront également promouvoir les dépôts et placements* auprès de ces entreprises et de leurs dirigeants et salariés.
Ces postes impliquent :
- une formation supérieure à dominante financière(ESC, IAE, maîtrise de gestion, ITB...),
- une expérience de 2 ou 3 ans dans des fonctions commerciales bancaires, ou dans une direction financière d'entreprise,
- une forte motivation commerciale et un esprit d'équipe.

Ces postes offrent des perspectives de promotion à moyen terme (3 à 4 ans) au sein du réseau de la banque ou au siège en fonction des résultats *et de la mobilité géographique des candidats.*
(Réf. Lille : 2133 M *Metz* : 2134 P)

Pour ces trois postes décrits ci-dessus, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé, en spécifiant la référence choisie à Bernard Mangou

SEARCH
17 rue la Rochefoucauld 75009 PARIS

LEVI TOURNAY/ASSCOM

CONSULTANT

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez effectué avec succès une première trajectoire en entreprise industrielle et vous commencez à disposer d'une expérience diversifiée.
Aux alentours de la trentaine, vous sentez que votre potentiel pourrait, au sein d'une structure plus porteuse, se concrétiser d'une manière nettement plus accélérée.
Si votre tempérament vous porte vers *une activité autonome* et variée, où vous puissiez mettre en oeuvre le meilleur de vos facultés, le métier de consultant peut être celui qui vous convient.
Notre Société de Conseil, indépendante, réalise le pilotage d'actions de changement dans les grandes Sociétés industrielles des secteurs public et privé.
Ses interventions portent sur l'organisation générale ou sur les produits, et s'effectuent en animant des groupes de travail de haut niveau.
La rémunération de nos consultants est attractive et rapidement évolutive (intéressement aux résultats).

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, *nous examinerons avec attention* et de façon confidentielle votre dossier (avec lettre manuscrite et photo), adressé à AXIAL (sous référence 9364) - 27, rue Taitbout - 75009 PARIS.

la décentralisation administrative est-elle pour vous un challenge ?

Nous sommes une société privée de prestations de service (CA 650 MF) filiale d'un groupe français important, auprès des collectivités locales.
Nos objectifs de croissance et de décentralisation amènent notre DAF à intégrer au siège social le

CHEF SERVICE COMPTABLE DU GROUPE

Sous l'autorité hiérarchique du DAF, vous êtes responsable de la comptabilité complète du groupe, vous mettez en place les procédures comptables. Parallèlement vous coordonnez, animez les responsables administratifs et financiers régionaux qui disposent d'un IBM 36 en cours d'installation.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 32 ans minimum, diplômé d'une école supérieure de commerce + DECS, vous avez envie de faire carrière dans un groupe dynamique et en expansion. Votre première expérience vous a conduit à travailler avec des groupes humains diversifiés.

Merci d'adresser CV et salaire souhaité sous référence M/227/Y à notre Conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



Message à un homme de marketing

Vous le savez, la Société LEGO a une position de leader sur son marché.
Le Président de la filiale française recherche un spécialiste de marketing.
Dans un premier temps celui-ci se verra chargé de l'évaluation du marché, des études commerciales et proposera les stratégies et les actions promotionnelles.
Ce poste, rattaché à la Direction Générale doit normalement évoluer vers une Direction Marketing.
Vous avez une formation commerciale supérieure, HEC, ESSEC, ESCP, la trentaine ou un peu plus, maîtrisez parfaitement bien l'anglais. Votre expérience (au moins 3 ans) a été acquise dans un service marketing chez un fabricant de produits de grande consommation. *Nous désirons vous rencontrer, surtout si, en plus* de votre professionnalisme, vous aimez travailler dans une équipe jeune, performante et si vous savez associer rigueur et imagination.
Poste à pourvoir à Chartres.

CORT · Ecrire avec CV, photo et rémunération actuelle sous référence 3073 M à Ph. VINCHON - CORT, 65 av. Kléber 75116 Paris.
Paris - Lille - Lyon - Strasbourg
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Finance et gestion en agro-industrie pour deux jeunes "Sup de Co"

C'est dans le négoce et l'agro-industrie que notre groupe déploie son activité, qui est pilotée à Paris par une structure très légère. Pour faire face à notre développement et gagner en efficacité, nous éprouvons aujourd'hui le besoin d'en étoffer un peu les moyens. C'est ainsi qu'il y a place à ce niveau - et c'est rare - pour deux jeunes ESC ; ils seront concernés par le seul secteur industriel (plus de 4 milliards de francs de CA...).
Deux postes leur seront, en effet, offerts :
- comme ASSISTANT FINANCIER, pour le suivi industriel des filiales agro-alimentaires, la constitution de leurs dossiers d'investissement et la conduite d'études financières (référence 341 212 M),
- comme ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION, pour le suivi des résultats d'exploitation et des situations comptables et économiques des mêmes sociétés (référence 342 212 M).
Nous voyons dans ces deux postes en création de jeunes diplômés (HEC, ESSEC, Sciences PO...) de trois ans de métier environ, à la recherche de leur deuxième job. Avec pour le premier un orientation plus financière et pour le second plus gestionnaire et comptable. Mais, pour les deux, l'expérience de l'industrie, si possible dans une structure importante, et pourquoi pas dans l'agro-alimentaire.
Traiter les problèmes au niveau d'un holding, pouvoir envisager à moyen terme un poste plus opérationnel dans le groupe sont deux aspects particulièrement intéressants de ces postes qui ne vous échappent certainement pas. Dans une lettre aux consultants de Sirca qui nous assistent dans cette recherche, précisez bien le poste qui a votre préférence et confirmez que vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Créer la fonction de responsable export

Filiale d'un grand groupe américain, implantée à moins de 100km de Paris, nous fabriquons et commercialisons des résistances électriques.
Les nombreuses applications de nos produits, dans l'industrie *et le secteur domestique, nous permettent de progresser* régulièrement en France. Nous réalisons déjà une part de notre chiffre d'affaires à l'export, mais le potentiel de ce marché nous conduit à vouloir l'accroître : nous créons donc le poste de Responsable Export.
Votre mission : élaborer le plan et les objectifs de développement des ventes à l'export, avoir la responsabilité complète de leur réalisation (visite et prospection de clientèle directe, recherche de distributeurs, négociation des contrats, suivi de l'exécution, liaison avec les services techniques).
Bien sûr, vous êtes disponible pour voyager et vous parlez anglais. À 30 ans, vous avez acquis une expérience commerciale avec une pratique de l'export dans un secteur qui vous a donné des connaissances en électricité et/ou thermicité. Vous avez si possible une formation supérieure.
Nous vous offrons aujourd'hui l'autonomie et la responsabilité d'une fonction prépondérante pour votre développement.
COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 448/33 M (en indiquant votre rémunération actuelle).



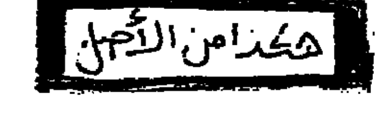
SOURCES

RESPONSABLE GESTION *et* DEVELOPPEMENT DES CARRIERES

[illegible] parmi les grands de l'électronique de pointe et la qualité de nos [illegible]econnue sur le marché international.
[illegible] principale est notre population de 700 CADRES et INGENIEURS.
[illegible] défis que nous devons relever sur le plan technologique et sur [illegible]nquête de marchés exige une gestion efficace et motivante de [illegible]s Cadres.
[illegible]tte fonction, nous recherchons un homme ou une femme capable [illegible]stion de nos cadres actuels et de préparer nos cadres de demain.
[illegible]vra obligatoirement posséder les caractéristiques suivantes : [illegible] l'enseignement supérieur, âgé(e) de 35 ans minimum, ayant [illegible]périence d'environ 5 ans dans la fonction Personnel dans une [illegible]nte, capable « d'être à l'écoute », il (ou elle) devra pouvoir s'impo[illegible]eur, sa crédibilité, tant auprès des cadres que des dirigeants de [illegible]
[illegible]tue dans la proche banlieue Sud-Ouest de Paris.
[illegible]n annuelle ne sera en aucun cas inférieure à 250 000 F. Elle [illegible] de l'expérience du candidat.
[illegible]e d'adresser votre candidature à notre Conseil qui garantit toute [illegible]

MEDIA PA

25, rue Cambon - 75001 PARIS
Tél. : 296.16.36
Hansen





PIERRE ET VACANCES
LEADER DE L'IMMOBILIER DE LOISIRS
implanté sur 31 sites prestigieux à la mer et à la montagne (30.000 lits en exploitation), constitue un Groupe en forte expansion, et recherche un «battant» pour occuper la fonction de

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Il sera chargé de la gestion d'opérations immobilières dans leur ensemble : mise au point et obtention des permis de construire, lancement des appels d'offres, suivi des chantiers, des plannings et des livraisons. Il élaborera les bilans. Il suivra la trésorerie et il mettra au point les documents de vente. Il entretiendra des relations avec tous les intervenants (architectes, entreprises,...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (ESC...), possédant une expérience analogue. Homme d'action et ambitieux, il sera prêt à s'investir totalement au sein d'une équipe jeune et motivée. Ce poste basé à Paris, implique des déplacements sur les sites touristiques.
Ecrire sous référence 759/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

3 Ingénieurs à fort potentiel



Filiale de Thomson, 300 M. de C.A., 800 personnes, spécialiste de la vitrine réfrigérée et de la chambre froide recherche

RESPONSABLE QUALITE

Directement rattaché au Directeur de l'usine, il est « l'homme qualité » intervenant dans le processus de fabrication et interlocuteur du service marketing, du S.A.V., du réseau des concessionnaires et de la clientèle.
Au sein de l'usine, il définit et met en place une politique d'amélioration et de contrôle de la qualité des produits et des services. Ses objectifs sont chiffrés.
C'est un ingénieur âgé d'environ 35 ans, ayant une première expérience réussie d'au moins 3 ans dans la fonction. Sachant convaincre et emporter l'adhésion, il est capable de s'engager dans un projet ambitieux et de le mener à bien.
L'anglais est indispensable, l'allemand serait un plus.
Réf. 503.137 M

INGENIEUR FABRICATION

Il dirige l'atelier de montage qui comprend 100 personnes.
Aux aspects traditionnels de la fonction, s'ajoute une mission nécessitant des qualités d'animateur et de formateur. Le candidat retenu devra en effet expliquer et appliquer la nouvelle politique de D.P.P.O: récemment mise en place au sein de l'usine, dans le cadre global d'une « démarche de progrès »,
Son action se traduira par un renforcement de la motivation des hommes, une amélioration de la productivité et de la sécurité de l'atelier.
Jeune ingénieur généraliste, sa compétence, son enthousiasme et son autorité naturelle, lui permettent de s'imposer de façon positive.
L'anglais est souhaité.
Réf. 503.136 M

CHEF DE PROJET EN BUREAU D'ETUDES

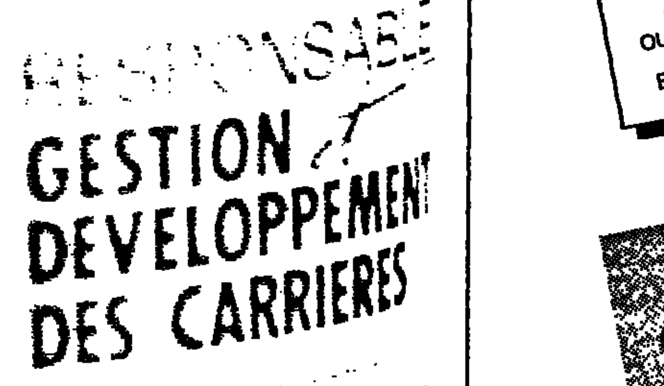
Responsable de l'ensemble du processus de définition des produits qui lui sont confiés :
- conception en fonction du cahier des charges établi par le service marketing,
- vérification, en relation avec le service achats, le service méthodes et le laboratoire d'essais, du coût et des caractéristiques techniques du produit à chaque étape de son développement.

Il maîtrise toutes les étapes entre la définition du besoin et la décision de fabrication en série.
C'est un jeune ingénieur, imaginatif et rigoureux, soucieux d'aller au bout de ses idées et d'en voir le résultat concret.
Une bonne connaissance de la C.A.O. serait un plus.
L'anglais est souhaité.
Réf. 503.135 M

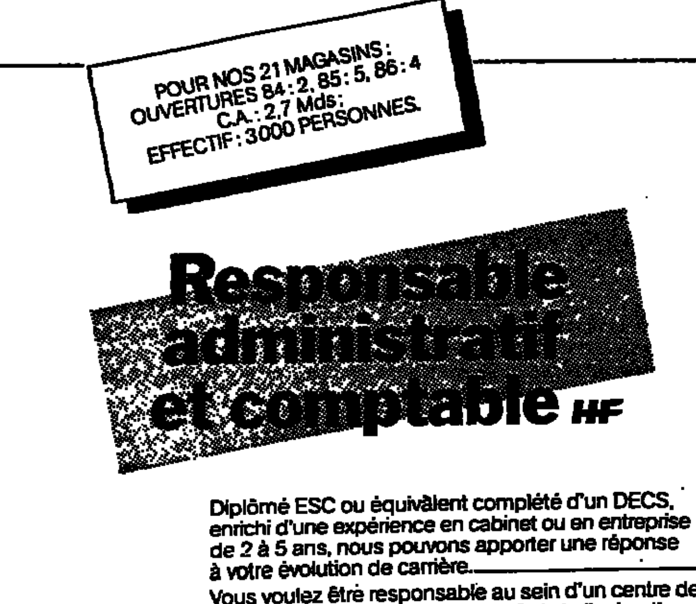
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle en précisant la référence du poste (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.



POUR NOS 21 MAGASINS :
OUVERTURES 84 : 2, 85 : 5, 86 : 4
C.A. : 2,7 Mds :
EFFECTIF : 3000 PERSONNES.



Diplômé ESC ou équivalent complété d'un DECS, enrichi d'une expérience en cabinet ou en entreprise de 2 à 5 ans, nous pouvons apporter une réponse à votre évolution de carrière.

Vous voulez être responsable au sein d'un centre de profit autonome (50 à 60 MF de CA) de l'animation d'une équipe de 10 personnes, de la prise en charge de la globalité d'une fonction administrative, comptable avec un outil informatique et de la gestion de la trésorerie, en assurant les relations avec les banques.

Merci d'adresser, en précisant la localisation souhaitée en province, votre dossier de candidature à : FNAC 22 – Mme Simon-Falguier
101, rue du Cherche Midi 75006 Paris.



La fnac. L'oxygène de la tête.

EVOLUEZ VERS LE CONTROLE DE GESTION D'UNE PME

LEROY MERLIN

Notre société : un des leaders sur le marché du bricolage avec une des progressions du CA les plus fortes. Un groupe de 32 magasins. Chacun d'eux est géré d'une manière autonome tout comme une PME.
Nous vous proposons d'être l'ADJOINT (GESTIONNAIRE) DU DIRECTEUR D'UNE DE CES AFFAIRES COMMERCIALES.

Vous suivez les procédures administratives (circuit d'argent, réception, maintenance...) qui garantissent la fiabilité des informations que vous utiliserez. Vous jouez un rôle de contrôleur de gestion en apportant votre avis sur la politique commerciale et sur la manière de rentabiliser votre affaire. Vous êtes le responsable hiérarchique de près de la moitié du personnel du magasin. Agé de 30-35 ans, vous avez une expérience de gestionnaire, un état d'esprit de patron. Apportez nous vos compétences pour gérer en double une entreprise performante et solide. Des postes sont à pourvoir en proche banlieue parisienne, en Normandie et dans de grandes villes de l'Ouest.
Merci d'écrire à Dominique JONVEL (Paris-Normandie) et Hervé de GALBERT (Ouest) au 45, bld des Bouvets 92000 Nanterre.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

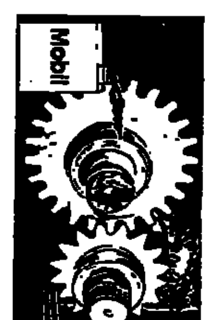
Mobil®

TECHNICO-COMMERCIAUX

Grandes Ecoles Généralistes ou Chimiques
Responsables de secteurs industriels

Jeunes ingénieurs (H/F) ou avec quelques années d'expérience, ces attachés commerciaux Industrie assureront, dans le secteur dont ils auront la charge, l'importante responsabilité de la prospection et du suivi des marchés pétroliers : lubrifiants, produits spéciaux, combustibles.

Leurs cibles seront : l'industrie, les travaux publics, les transports...



Leurs interlocuteurs : des techniciens, mais aussi les services achats et les directions générales des sociétés industrielles.

Cette variété dans les contacts va de pair avec le goût de la mobilité, le sens des responsabilités exercées à tous les niveaux en clientèle et en prospection.

Affectations Paris ou province suivant les besoins de la Société.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 7695 à MOBIL OIL FRANCAISE
Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

CONTESSE

---

crédit foncier de france

organise à Paris, les 2 et 3 mai 1985 un concours pour le recrutement d'

INFORMATICIENS CONFIRMÉS

Titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (BAC + 3 années minimun) à dominante informatique (Grandes Ecoles ou Université), ils possèdent une réelle expérience professionnelle.
Analystes de projet ou d'exploitation, ils participeront à la gestion informatique de l'entreprise dans un environnement MVS/XA - IMS/DB/DC - TSO.

La clôture des inscriptions interviendra le 4 avril 1985 inclus.

Conditions d'inscription :
- Age maximum : moins de 32 ans au 1er janvier 1985.
- Nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne.

Rémunération attractive et avantages divers.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au :
CREDIT FONCIER de FRANCE, Service du Personnel, 19, rue des Capucines,
B.P. 65, 75050 PARIS CEDEX 01, Tél. : (1) 244.80.66 ou 244.80.67.

crédit foncier de france

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

DEVELOPPEZ NOTRE DEPARTEMENT ETUDES

Nous sommes une importante société de dimension internationale et afin de développer notre département «études» nous recherchons

Ingénieur

Débutant ou pouvant justifier d'une première expérience (1 à 2 ans), vous devez posséder une formation de type SUPELEC, ENSI ou équivalent et si possible de bonnes connaissances en traitement du signal.
Vous animerez une petite équipe chargée de réaliser des études de base en matière d'électronique mettant en jeu des aspects physiques.

Electronicien «études» niveau V

Un BTS consolidé par une expérience confirmée en développement électronique utilisant des microprocesseurs fera de vous le candidat recherché.
Vous participerez à des études de base nécessitant la prise en compte d'aspects physiques et le traitement du signal.

Une rémunération tout à fait ouverte, de nombreux avantages sociaux sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 7714 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65



Notre carte de visite :
Nous sommes un ensemble de sociétés financières rattachées à un important groupe bancaire.

Dynamisme, esprit novateur et qualité des produits (Assurances, SICAV, F.C.P...) sont autant de points forts qui nous caractérisent.

Quant à notre informatique de pointe, elle est de nature à motiver le responsable « applications de gestion financière » que nous recherchons.

Votre mission :
Le *développement*, au sein d'une équipe dont vous aurez la responsabilité, des outils d'aide à la décision (obligations, actions).
L'adaptation constante des chaînes à la croissance, des actifs (plus de 7 MMF) et à la diversité des placements financiers.

Votre profil :
28 ans environ. Une formation ingénieur en informatique. La volonté d'accéder à de réelles responsabilités et de mettre à profit (au sein d'une équipe jeune et performante) votre expérience en informatique financière (marchés et mécanismes financiers, bases de données financières, procédures de livraison-règlement) acquise au sein d'une banque ou d'une compagnie d'assurances.

Si vous êtes motivé par un poste complet offrant une rémunération attractive et de réelles perspectives d'évolution, adressez votre candidature (lettre, C.V., photo et rémunération actuelle) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3451/LM à



9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

COMMERCIAUX HAUT NIVEAU

DOUBLEZ VOS CHANCES AVEC NOUS PARCE QUE :

- Notre programme est de + 100 % chaque année
- Nous sommes une société française autonome
- Nos produits sont parmi les meilleurs du marché

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS POUR :

- Votre motivation et votre autonomie
- Votre sens des responsabilités
- Votre expérience de vente sur des produits logiciels de haut niveau (500 à 1000 KF)

Si votre profil est l'un des trois suivants :

Pour la vente de FOCUS langage de 4e génération. Bonnes connaissances de l'environnement IBM, connaissance VAX appréciée. Vous n'êtes pas nécessairement de formation technique.

Pour la vente de TOP-SECRET, confidentialité d'accès. Bonnes connaissances système de MVS. Capacité d'appréhender à haut niveau les problèmes de sécurité des données de l'entreprise. Une formation technique est un atout mais n'est pas indispensable.

Pour la vente de PC-FOCUS auprès de distributeurs. Bonne connaissance du marché de la micro. Capacité d'appréhender des contrats O.E.M.

Nous sommes prêts à vous offrir :

– Une rémunération motivante – Une collaboration dans un contexte international
– Une activité valorisante.

Veuillez prendre contact avec Jean-Pierre GALAND soit par téléphone au 734.55.31 *soit en écrivant à* PROGILOG 49, rue de la Fédération 75015 PARIS.

DEB'S



Les logiciels de l'action

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

ISBA Ingénierie de Systèmes Bancaires,

Filiale de SLIGOS, spécialisée dans le domaine de la Banque et des Établissements Financiers, recherche dans le cadre de son développement

Pour son Département Conseil, un

CONSULTANT CONFIRMÉ

Pour son Département Ingénierie, un

INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

Ils piloteront la conception de systèmes d'information

Il interviendra dans des opérations de schéma directeur, d'organisation et d'audit informatique.

PROFIL :
Ingénieur Grandes Écoles
minimum 5 ans d'expérience dans le domaine bancaire, **en organisation et conception de systèmes d'information.**

Il dirigera des équipes de réalisations de grands projets informatiques.

PROFIL :
Ingénieur Grandes Écoles
minimum 5 ans d'expérience dans le domaine bancaire, **en conduite de projets informatiques.**

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, cv, et prétentions) à Véronique TOURTEAU - ISBA - 7, place de La Défense - 92090 PARIS-LA DÉFENSE.

HAVAS CONTACT

Une carrière à grande vitesse, c'est dans la banque, en 1985.

La banque, c'est toujours la voie royale pour ceux qui s'intéressent aux affaires et aiment avoir devant eux de vastes horizons. Nous sommes un important groupe bancaire, disposant d'une implantation exceptionnelle à l'étranger. Nous souhaitons intégrer quelques jeunes à fort potentiel, diplômés Sciences Po, ESC, Sciences Eco..., ayant une expérience commerciale de 2 à 3 ans, une excellente qualité de contact, un tempérament mobile et entreprenant.

Vous serez accueilli(e) à Paris, dans la pépinière du département "Particuliers", lequel a pour mission de conseiller la clientèle privée à hauts revenus ou gros patrimoine dans le choix de ses investissements. Des gens qui souvent tiennent le haut du pavé, vous deviendrez un interlocuteur compétent et écouté, à travers une vente-conseil passionnante. Ensuite ? Les possibilités sont multiples : la province, l'étranger, le département Entreprises, les investisseurs institutionnels...

Voilà pour vous une filière opérationnelle. C'est aussi l'opportunité de vous introduire dans une banque de dimension mondiale. A vous d'exprimer votre intérêt sous référence 345 517 M aux consultants du cabinet SIRCA. Merci de joindre photo et de mentionner votre rémunération actuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS

Division CFAO

Recherche pour renforcer son équipe récemment installée en France, des

Ingénieurs d'applications C.F.A.O.

La fonction consiste à assurer le support avant et après-vente de produits logiciels de pointe en CFAO et Robotique, auprès des grands groupes industriels français.

Si vous avez une formation supérieure et si vous avez acquis une expérience, dans les domaines suivants :

— CFAO — ROBOTIQUE — COMMANDE NUMÉRIQUE

nous vous offrons de rejoindre une équipe jeune sur un marché en pleine expansion.

Ces postes constituent une réelle opportunité de carrière conduisant à un développement personnel rapide, pour des candidats dynamiques ayant le sens des contacts. Anglais indispensable.

Envoyez C.V. et lettre man. à P. FLAMENT, McDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS, Division CFAO — 106, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT CLOUD — Tél. 602 31 01

McAuto



SKIP - OMO - PERSIL - CORAL - CAJOLINE - SUN - CIF - LUX...



recherche pour son département

Marketing Ventes

Jeunes Diplômés de grandes écoles (HEC - ESSEC - IEP - ESCP)

Après une formation appropriée, basée sur des responsabilités opérationnelles dans le Marketing et les Ventes, ils deviendront Chefs de Produit ou Chefs de Vente dans un environnement de Marketing très professionnel.

Le développement de carrière chez Lever pourra s'ouvrir ensuite à l'ensemble des sociétés du Groupe Unilever en France ou à l'étranger.

Merci de nous écrire sous Réf. III/85 M au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES -
8, avenue Delcassé 75008 PARIS.



BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche pour sa

DIRECTION INTERNATIONALE ZONE EXTRÊME-ORIENT

un

JEUNE EXPLOITANT

Le poste :
assister le Responsable de zone à Paris pour :
- la recherche et la négociation d'opérations bancaires et financières à réaliser dans la zone concernée,
- l'étude du risque et la supervision du montage,
- l'animation des relations avec les correspondants et les représentants locaux.

Le candidat :
- diplômé d'enseignement supérieur,
- expérience d'**au moins 3 ans** des pays de la zone concernée acquise :
  - **impérativement dans la banque,**
  - de préférence dans des fonctions similaires en France ou à l'étranger, sinon *dans des fonctions (euro-crédits,* études juridiques, analyse de risque, etc.) l'ayant familiarisé avec la pratique des affaires en Extrême-Orient ;
- bon négociateur et sens du risque.
- Anglais courant.
- nationalité indifférente.
- pouvant voyager.

Évolution possible à terme au sein de la Direction Internationale ou de la BANQUE LOUIS-DREYFUS ou du groupe.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

Organisation et systèmes d'information

Notre service organisation et informatique (30 personnes) comporte 3 entités : organisation, études/projets, exploitation/système.

Filiale française d'un très important groupe industriel américain, nous réalisons plus de 300 millions de francs de CA. Situé à 20 km à l'Est de Paris, nous proposons aujourd'hui une opportunité dans cette structure.

Nous en recherchons le Chef de Service, rattaché au Directeur Administratif et Financier.

Ingénieur confirmé, il bénéficie de 10 ans d'expérience minimum dans des fonctions comparables qui l'ont amené à prouver ses talents d'animateur, de gestionnaire et d'organisateur. Véritable patron, il agit dans un cadre budgétaire de façon très autonome aux plans technique, économique et humain (environnement IBM, TP, CICS, DL1...).

Ce poste nécessite une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous la référence M113G à Olivier Chaumette, OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

Un IBM 43-41 pour notre futur chef de projet

Nous sommes leader dans notre domaine de la publicité audiovisuelle. Bien que nous confions notre exploitation à une SSCI affiliée à notre groupe, nous désirons être autonome dans notre stratégie informatique et renforçons notre équipe par un

ANALYSTE

qui verra sa mission évoluer vers le poste de **CHEF DE PROJET.**

Sous la dépendance du Responsable Informatique, il collaborera au développement de notre système et participera : au design d'application, à l'analyse et la programmation, à la maintenance, à la formation des utilisateurs.

Ces applications se feront soit sur informatique de site, soit sur mini ou micro dont dispose la société.

Le candidat possèdera soit un D.U.T. informatique complété par une expérience d'au moins 5 ans, soit une formation équivalente à la maîtrise ou MIAGE accompagnée d'une moindre expérience.

Il aura des connaissances en IBM 43XX / DOS VSE, VESAM, CICS, COBOL, Assembleur 370, et une première approche de la micro-informatique.

Pour ce poste basé à PARIS 15ème, le salaire sera motivant et accompagné de nombreux avantages sociaux.



Envoyez C.V. + photo + prétentions s/réf. 330 M à Christine d'AUBIGNY
VALENS CONSEIL RECRUTEMENT
59, rue de Richelieu 75002 PARIS
qui vous assure de sa totale discrétion.





LA BANQUE DE L'UNION EUROPEENE

recherche pour son

DEPARTEMENT DES SERVICES JURIDIQUES

JURISTE H/F

Le candidat aura une première expérience juridique et fiscale (2 à 3 ans) dans une banque ou dans un cabinet spécialisé.

Il aura le goût du travail en équipe et une bonne connaissance de l'anglais pour participer au montage d'opérations bancaires et financières.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
Service du Recrutement B.U.E. - 4, rue Gaillon - B.P. 89
75060 PARIS CEDEX 02.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 206.10.60



Nous sommes leader sur le marché européen des TELEPHONES. Notre diversification nous à permis d'être présents dans tous les domaines de la Communication (SYSTEMES et RESEAUX, AUTOCOMMUTATEURS, TERMINAUX ASC II - VIDEOTEX, RADIOTELEPHONIE). Notre C.A., plus d'un Milliard de Francs, est réalisé par 2400 personnes réparties en 5 établissements.

Dans le cadre du développement de nos structures de gestion nous recherchons :

Contrôleur de Gestion HF

UNITE DECENTRALISEE DE PRODUCTION

Encadrant 4 personnes, responsable de la comptabilité analytique, du contrôle budgétaire et du reporting, vous mettrez en place le système de pilotage. Le poste est basé à CHATEAUDUN.

Contrôleur de Gestion HF

RESPONSABLE DES PRIX DE REVIENT

Vous animerez la valorisation des prix de revient prévisionnels des produits en interface avec les départements de conception et de production, en intégrant les données économiques à long terme. Le poste est basé au choix , à QUIMPER ou BOIS D'ARCY.

De formation supérieure, de préférence Ingénieur, vous avez acquis en 2 ou 3 ans d'expérience dans ce type de fonction, le désir d'accroître vos responsabilités et d'intégrer un Groupe performant et évolutif.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous la réf.C/CGM/M en indiquant le poste concerné à notre conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA COMMUNICATION

TELECOMMUNICATIONS

Jeune ingénieur économiste

Nous sommes un grand Groupe français de Télécommunications et nous proposons aujourd'hui à un jeune ingénieur de rejoindre notre **Service Etudes et Prévisions.**

De la conception de modèles jusqu'aux applications informatiques, votre mission, au sein d'une équipe de 30 personnes, vous permettra de valoriser vos compétences en modélisation économétrique. En relation avec le responsable du service et les prévisionnistes régionaux, vous participerez donc à l'amélioration du plan de gestion pluriannuel du Groupe.

Ce poste, sous contrat à durée déterminée de 3 ans, représente une opportunité pour un jeune ingénieur de formation ENSAE Première Division ou Grande Ecole + formation en économie/économétrie. Le secteur d'activité, très porteur, du Groupe et nos moyens informatiques et financiers très importants vous permettront de vous passionner pour votre métier.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 8308 à *Média-System* 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Une des premières entreprises françaises dans son domaine, mettant en pratique ses compétences dans les techniques de pointe recherche son

RESPONSABLE COMMERCIAL IAO, CAO

Grâce à lui, elle accédera à une part déterminante du marché IAO, CAO. Pour réussir ce challenge, il analysera le marché et la concurrence, il participera à la définition de la politique produit tout en animant la force de vente.

Il sera rapidement en charge de la mise en place du RÉSEAU COMMERCIAL TANT EN EUROPE QU'AUX ÉTATS-UNIS (Anglais impératif).

Cette proposition intéresse un CANDIDAT À FORT POTENTIEL, diplômé d'une Grande École d'Ingénieurs ou de Commerce apportant une EXPÉRIENCE RÉUSSIE DE VENTE D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.
Lieu de travail : Proche Banliene Sud.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81449 LM à notre Conseil, MILO M.R.H. - 43 bis, boulevard Victor-Hugo, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

MILO M.R.H

HAVAS CONTACT



Grindlays Bank s.a.

(Filiale de Grindlays Bank p.l.c. / Australie et de New-Zealand Banking Group Limited)

BANQUIERS INTERNATIONAUX

le Département International en expansion de la Grindlays Bank SA recherche :

2 EXPLOITANTS

qui seront chargés du développement des affaires bancaires en liaison avec d'importants clients français.
4 à 5 ans d'expérience bancaire (comprenant l'analyse des crédits) est demandée.
La connaissance des crédits à l'exportation serait appréciée.
La maîtrise de l'anglais est essentielle.

Les candidatures écrites, incluant tous détails sur la carrière, devront être envoyées à l'adresse suivante :
Grindlays Bank SA, Service du Personnel,
7, rue Meyerbeer, 75009 Paris.

CONTESSE

coordonner l'informatique recherche scientifique

PARIS. Ce centre de recherche scientifique français, l'un des plus importants dans son secteur, est constitué de plusieurs départements autonomes, chargés de missions différentes et complémentaires et dotés de moyens informatiques décentralisés. Pour permettre une plus grande synergie, favoriser la communication et accroître les performances, il entend coordonner les ressources et activités informatiques : il recherche un informaticien de haut niveau, capable d'être le **coordinateur de sa politique informatique.**

Directement rattaché à la Direction d'un département de la Société, il a pour mission d'améliorer le fonctionnement global de l'informatique. Après étude des ressources existantes, des besoins et des propositions de chacun, il définit la politique informatique générale, il prend les décisions en matière de choix de matériels, de systèmes d'exploitation, de logiciels, d'outils, de méthodes, de procédures et de sécurités et il veille à leur application en accord avec la Direction de la Société.

Il met en place les actions de formation nécessaires et il assiste la Direction en matière d'informatique. Il est responsable hiérarchique d'une équipe d'informaticiens qui le secondent dans les activités de développement d'un département et dans ses fonctions générales de coordinateur.

Le candidat, de formation supérieure et âgé d'au moins 35 ans, est un informaticien de fort potentiel et possédant une solide expérience en informatique scientifique. Il est ouvert aux différents types de matériel et de système d'exploitation : il est motivé par la recherche, doté d'un esprit de synthèse et d'un jugement équilibré ; il est capable de s'imposer avec souplesse et fermeté.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous la référence P046/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection: **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Excellentes opportunités pour Fiscalistes

Nous sommes un cabinet international de Conseils juridiques et fiscaux, **Correspondant de Price Waterhouse.** Pour faire face au développement de notre activité en France, nous recrutons de jeunes fiscalistes.

Les candidats de formation Grandes Ecoles ou Universitaires (option Fiscalité) doivent justifier d'une solide expérience et avoir plusieurs années de pratique professionnelle au sein d'un cabinet et/ou en entreprise. Ils auront à effectuer des missions variées d'assistance et de conseil auprès des groupes français et internationaux.

Postes à responsabilités avec d'excellentes possibilités d'évolution de carrière.
L'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 32506 à Rudolph von Raesfeldt TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.



DESSEN

CAM CENTRE D'AUTOMATISATION POUR LE MANAGEMENT

Cette filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations (800 personnes) est chargée de la conception, de la mise en œuvre et de la maintenance de l'Informatique dans un environnement IBM et BULL et recherche pour son service des Ressources Informatiques :

INGENIEUR SYSTEME IBM

Environnement : IBM 43XX - 3033 - 3083 (MVS, JES3, OS/OSI, DOS/VS, CICS, DL1, VTAM, VSAM) auxquels sont reliés environ 500 terminaux dans le cadre d'un réseau SNA.

Profil : De formation Ingénieur, vous avez acquis 5 ans d'expérience minimum dans une fonction système IBM dont vous maîtrisez parfaitement les caractéristiques requises ci-dessus.

Mission : Au sein de l'équipe système, vous participerez à la mise en œuvre des logiciels constructeur et des logiciels spécifiques au site, ainsi qu'à l'étude des nouveaux matériels (périphériques, terminaux). Vous apporterez votre assistance aux services Etudes et Exploitation et participerez à la formation des utilisateurs.

Poste évolutif vers des fonctions d'encadrement pour un candidat de valeur.
Poste basé à ARCUEIL.
Adresser C.V., lettre et photo sous la référence 3/CA/LM à Eliane KERSALÉ, Centi Profile, 128 rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile
Conseil en Recrutement Informatique

la connexion

HENRI POUYET

Filiale d'un Groupe National, leader dans le domaine de la connexion des télécommunications recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

Paris 180 KF **30 ans mini**

Filiale industrielle d'un Groupe National du secteur électronique-communications-télématique, nous recherchons un juriste d'entreprise ayant un excellent niveau de formation (DES de droit privé) et 4 à 5 années d'expérience en entreprise ou au service direct des entreprises. Il interviendra principalement dans les domaines suivants : droit des contrats, droit des sociétés notamment international, contentieux commercial, contrats de licence et, à un moindre degré, droit du travail. Principalement attaché à notre société, ce cadre travaillera également pour d'autres filiales en développement. Il aura l'esprit constructif et un jugement très sûr.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 de 9h à 18h référence 173.
RH Conseil, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL

763 11 15

CONTESSE

Une des premières sociétés d'ingénierie informatique filiale

Alcatel Thomson Télécommunications

en forte expansion (950 personnes, + 60 % de C.A. en 1984) recherche plusieurs

INGÉNIEURS LOGICIELS

pour ses divisions

INGÉNIERIE SYSTÈMES INDUSTRIELS

Contrôle de processus, robotique, télésurveillance...

INGÉNIERIE SYSTÈMES TECHNIQUES

Télématique, logiciel de base, systèmes militaires et temps réel...

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme de 3e cycle, et auront nécessairement une première expérience.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre date de disponibilité, sous référence RLB 85/05 à

THOMSON-ANSWARE 135, rue de la Pompe - 75116 Paris

Banque Internationale privée

Tout proche de la Direction Générale organiser et animer l'Audit Interne

Dans le cadre d'une politique de développement rapide, le Directeur Général souhaite avoir auprès de lui un jeune Auditeur qui soit le garant de l'orthodoxie des méthodes, des procédures et de la gestion de la Banque.

Selon un programme déterminé avec la Direction Générale, vous intervenez au Siège et dans nos *agences pour effectuer l'audit approfondi des différents services de la banque : services centraux,* exploitation, change... Menant des missions d'ordre opérationnel et financier, vous assurez la sécurité dans tous les domaines en vérifiant l'organisation, la gestion et en contrôlant la couverture des risques, vous établissez les rapports d'audit, suggérez les mesures correctives à la Direction Générale et aux opérationnels tout en traitant avec les auditeurs externes.

De formation supérieure (Finance, Gestion), vous avez pratiqué ce métier passionnant pendant 4 ou 5 ans dans un cabinet d'audit international ou au sein d'une banque. Vous souhaitez valo*riser cette première expérience en intégrant une banque qui vous permet d'être au coeur* de son évolution et d'avoir à terme des fonctions opérationnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la *réf. M38703 à Rudolph von Raesfeldt* **TEG**, *18, place Henri Bergson - 75008 Paris.*

DESSEIN

The Executive Group (France). *division de SYSTEMA Management*

HACHETTE

Filiale du **GROUPE HACHETTE**, nous poursuivons nos investissements en matériel (renouvellement complet au cours des 5 dernières années, soit un an de C.A. : 150 MF) ainsi qu'en organisation.

Nous développons à ce titre la fonction de :

Contrôleur de gestion

Reportant au Directeur de l'unité, vous prendrez en charge le processus budgétaire et le reporting. Encadrant en outre l'organisation comptable (1 chef comptable et 7 personnes), vous développerez donc, en liaison étroite avec la Production, des systèmes d'information et d'aide à la décision d'autant plus intégrés.

C'est une fonction complète que nous apportons à un jeune diplômé d'études supérieures, ayant acquis cette expérience en milieu industriel au cours de ces 4 dernières années, et qui souhaite à présent intégrer un Groupe extrêmement dynamique.

Le poste est basé en grande banlieue Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/CDG, à notre Conseil.

MEDIA PA

AFCOREM

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



SEMA-METRA

FORMATION CONSEIL

SEMA-METRA recherche des intervenants pour développer et mettre en œuvre des systèmes d'information dans les entreprises.

FORMATION CONSEIL METHODE — *Réf. 10559/M*

Conduire, au sein du département FORMATION METHODES, OUTILS, des actions :

- de conception et d'animation de séminaires,
- d'assistance à la conduite d'opérations et de monitorat méthodologiques

Les candidats ont au moins 4 ans d'expérience de développement de systèmes et souhaitent évoluer vers le conseil. Une formation à MERISE et RACINES leur sera donnée, s'ils ne sont pas déjà rompus à ces méthodes.

FORMATION CONSEIL UTILISATEURS — *Réf. 10560/M*

- Etudier et résoudre les problèmes humains et organisationnels associés à l'implantation d'applications informatiques,
- Concevoir et produire des outils pédagogiques, et assurer la formation des utilisateurs.

Les candidats ont au moins 3 ans d'expérience en entreprise, ils ont été confrontés à des problèmes d'organisation, de gestion ou de relations, de préférence dans un environnement informatique.

Si ces opportunités de carrière vous intéressent, adressez votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à Agnès Chauvin, département recrutement, Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

SEMA·METRA

Responsable du service fiscalité — 300 000 F+

Important groupe français international réalisant 6 milliards de C.A. et présent sur les 5 continents recherche : le **Responsable de son service fiscalité**. Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure (DECS, grande école de gestion, école nationale des impôts...), vous avez une solide connaissance de la fiscalité des entreprises. Un passage dans l'administration est un plus.

La dimension de notre Groupe, son implantation internationale vous *amèneront à prendre progressivement de larges responsabilités :*

- conseil et assistance auprès de nos filiales,
- formation,
- études et optimisation des choix,
- *relations* avec l'*administration fiscale*,
- production des déclarations et élaboration, rédaction et diffusion des procédures fiscales.

Le poste, basé en proche banlieue parisienne, nécessite des contacts suivis avec les opérationnels et comporte des déplacements, tant en France qu'à l'étranger.

Outre votre expérience, ce sont vos qualités humaines et votre sens des contacts qui détermineront votre réussite au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent., s/réf. 3457, à C.V. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

NOS SYSTÈMES COMPLEXES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ONT BESOIN DE MAITRES D'ŒUVRE

Rejoignez l'entreprise leader (Paris N.-O.), qui conçoit et réalise les équipements, de la VLF aux UHF, de radiocommunications, couvrant les grands besoins nationaux et internationaux, en devenant :

adjoint du chef d'une équipe logiciel (réf. 4634 LM)

Aux côtés du chef d'équipe (12 p.), tourné vers l'extérieur, venez animer, organiser et contrôler la réalisation d'une centrale de communications.

Vous avez, en trois ans au moins, acquis une bonne vision d'un grand projet et l'expérience du micro 6809 comme celle du VAX sous UNIX ; vous vous préparez ainsi à prendre des responsabilités plus larges.

chef de projet système de radiocommunications (réf. 4635 LM)

La maquette d'un système associant différents équipements sophistiqués de radiocommunications est validée, c'est un *succès ; à vous, à la tête d'une équipe de 7 à 8 ingénieurs, de le confirmer et de conduire la réalisation.*

Vous êtes un "entrepreneur" qui disposez de 4 à 5 ans d'expérience, en émission, traitement du signal et informatique. Cette première mission vous prépare à la maîtrise d'œuvre de grands systèmes.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante à **"Carrières de l'Informatique"**.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
(250 personnes) recherche pour son siège social
80 km Ouest de Paris

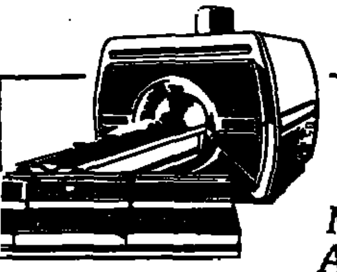
Responsable administratif et financier

En relation directe avec le Directeur Général vous animerez et coordonnerez une équipe de 10 personnes et assurerez la direction du Service Comptabilité générale et analytique. Responsable de la gestion de la trésorerie, du financement et du suivi des investissements, vous serez en relation constante avec les banques et les financiers du groupe.

Vous maîtrisez parfaitement l'outil informatique, parlez impérativement l'anglais et si possible l'espagnol.

*Notre groupe offre de réelles perspectives d'avenir à un candi*dat d'envergure, âgé de 35 à 40 ans ayant acquis une expérience professionnelle au sein d'un groupe international. Possédant un sens aigu des relations humaines n'exclua. . pas le goût pour la rigueur et le management.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., *photo et prétentions) sous réf. 44629 à DEB'S 140 rue de Courcelles* 75017 PARIS, qui transmettra.



THOMSON-CGR

METTRE L'ÉLECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de ***l'imagerie médicale.***

Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.

Nous recherchons pour le ***Département Radiologie*** *de notre* ***Direction Marketing,*** *un*

INGÉNIEUR PHYSICIEN - ÉLECTRONICIEN

Vous avez 5 à 8 ans d'expérience dans plusieurs domaines, tels que l'étude, le développement, la production et la maintenance de produits électroniques. Vous maîtrisez l'Anglais.

Vous serez chargé de la définition des produits et de leur suivi pendant les phases de spécification, création et commercialisation.

Votre activité s'appliquera à notre chaîne d'imagerie médicale Rayon X qui nécessite l'utilisation de détecteur de rayonnement, amplificateur de lumière, liaison optique, chaîne vidéo.

Ce poste, situé à PARIS 15e, comporte de fréquents déplacements de courte durée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel – THOMSON-CGR – 33, avenue du Maine, B.P. 50, 75755 PARIS Cedex 15.

HAVAS CONTACT



Un nouveau regard sur l'Assurance.

Diplômés Grandes Ecoles

Commerciales ou Scientifiques (HEC - ESSEC - X - CENTRALE).

Le N°1 français, présent dans plus de 50 pays ; 25 milliards de chiffre d'affaires en 1983, *recherche des*

Chargés de mission

Direction Commerciale

Vous disposez déjà d'une expérience professionnelle (2 à 3 ans). Nous vous proposons de venir réaliser d'importantes missions dans le cadre de notre DIRECTION COMMERCIALE.

Votre réussite déterminera votre évolution et les fonctions de haut niveau que nous souhaitons vous confier.

Merci d'adresser (sous réf. M 253) candidature en précisant expérience acquise et rémunération actuelle, à Agnès PLOMB - Union des Assurances de Paris - Sous-Secteur Emploi - 34 F - Tour Assur - Cédex 14 - 92083 Paris-La Défense.

UAP
L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IARD, Vie
Une mission commerciale d'envergure

250 000 +

Groupe d'assurances, filiale d'une grande banque, nous sommes en pleine croissance. Nous avons créé récemment dans le cadre de notre diversification un département spécifique. Nos études appuyées par des résultats très encourageants nous font constater que nous pouvons en décupler le CA. Nous recherchons aujourd'hui l'un des artisans de cet ambitieux et réaliste challenge.

Développer notre position chez certains de nos clients et explorer le marché des entreprises et professions libérales sont parmi les actions que vous entreprendrez en priorité. Au delà de votre compétence technique, vos qualités de contact, de dynamisme et d'animation vous feront aussi reconnaître dans le monde du courtage comme notre homme des contrats "sur mesure". Bien entendu, il est inutile d'insister sur ce qui devra être votre souci majeur... le CA.

La trentaine ou un peu plus, une formation supérieure, une compétence particulière en assurance de "biens" sinon de "personnes", vous avez idéalement une expérience pratique de 5 à 10 ans d'une activité comparable acquise en compagnie ou dans le courtage.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire *sous réf. 7158 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.*

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Chef du Département Finances-Gestion HF

80 km Nord Paris

La Société MATRA ELECTRONIQUE (effectif 400 personnes - C.A. 180 Millions de Francs), spécialisée dans la production d'ensembles électroniques et aéronautiques extrêmement performants, recherche son CHEF DE DEPARTEMENT FINANCES-GESTION.

Sous l'autorité du Directeur Général, il assumera les responsabilités se rapportant à la fonction (comptabilité, trésorerie, banques . . .); mais il aura prioritairement à mettre en place une comptabilité analytique industrielle en liaison avec les services Fabrication, Gestion de production et Informatique. Membre de l'équipe de Direction, il participera au choix des orientations de la Société. Il entretiendra également des relations avec les services centraux du Groupe MATRA. Il animera et contrôlera les activités de 6 collaborateurs dont 2 cadres. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation HEC, ESSEC . . . et possédant quelques années d'expérience de la gestion acquise en milieu industriel avec impérativement la connaissance et la pratique de la comptabilité analytique. Ce poste est à pourvoir à Compiègne, ville universitaire.

Ecrire sous référence 757 à **GRH conseils 3, avenue de Ségur - 75007 Paris**

MATRA ELECTRONIQUE

Ingénieur commercial
composants électroniques

allemand ou anglais

Société internationale spécialisée dans les composants électroniques recherche pour sa filiale de vente française (Paris) un **ingénieur commercial** pour renforcer ses activités de vente sur le marché français.

C'est un ingénieur électronique ayant une solide expérience de vente, connaissant bien le marché.

Le poste pourra évoluer vers la fonction d'adjoint au directeur commercial.

L'allemand (à défaut l'anglais) est nécessaire pour les contacts avec la maison mère.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous la référence 2511 à

Conseillers de Direction franco-allemands Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie 75008 PARIS Téléphone : 563.49.24
Interconseil

REGION PARISIENNE SUD OUEST — HAUTE TECHNOLOGIE

Cette société développe son activité notamment dans le domaine des technologies de pointe pour l'industrie aéronautique et spatiale. C'est donc dire que tout au long du processus industriel, depuis la conception jusqu'à la réalisation des produits, le niveau de qualité requis est maximal. Elle recherche un

Ingénieur Qualité

Son rôle consistera à garantir la conformité de l'ensemble des normes de qualité par rapport aux spécifications exigées. Participant étroitement avec les autres services à l'élaboration du cahier des charges et des projets des clients, son expertise portera sur l'homologation et la certification des produits. Placé sous la responsabilité du Directeur Technique, il bénéficiera des moyens du laboratoire qualifications de la division.

Diplômé d'une grande école d'Ingénieurs Mécaniciens (Arts et Métiers, ENSI, etc...), il a au moins de 2 à 3 ans d'expérience industrielle, **nécessairement acquise dans l'industrie aéronautique ou spatiale.**

Il est fortement attiré par la fonction qualité dont il connaît la rigueur et les exigences.
Son anglais est courant.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 1095, à : Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup.
Les candidats seront reçus à Paris pour un premier entretien et leurs dossiers traités avec la confidentialité de rigueur.

Guy Postel

50 agences à Paris et en Ile-de-France
- une longue tradition de services et d'efficacité,
- une clientèle fidèle de PME/PMI,
- une structure légère à taille humaine,...

... concourent au développement diversifié et autonome de l'Union de Banques à Paris.
C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer au sein de notre **Direction Internationale**

Exploitant Entreprises Italiennes

Vous justifiez d'une expérience bancaire de 3 ans minimum au niveau des Entreprises et possédez une bonne connaissance de tous les produits internationaux (avance en devises, opérations de change, financement en devises import-export, ...). Pour ce poste, l'italien est indispensable. Basé à Paris, vous aurez à prévoir quelques déplacements en Italie.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 253 à : Claudine Delplanque - Direction des Relations Humaines 22, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS



Union de Banques à Paris

Seconder notre Responsable du Recrutement

Société de Services et d'Ingéniérie en Informatique, filiale de PECHINEY, nous avons acquis une place de premier plan grâce à la qualité de nos prestations (Télégestion - Progiciels - Conseil - Formation).

Cette expansion entraîne un **accroissement rapide de nos effectifs** (1982 : 299 personnes - 1984 : 461 personnes) et nous amène à renforcer notre cellule Recrutement.

Chargé de recruter le personnel non-cadre et d'assurer le suivi budgétaire des effectifs, vous assisterez également le Responsable de la cellule pour les postes cadres.

Attentif aux moyens de recrutement existants (média, actions spéciales...), vous assurerez les relations avec les écoles, et participerez à différentes manifestations écoles-entreprises.

Agé d'environ 28 ans, vous avez une formation universitaire **(Maîtrise Droit ou Psycho, complétée par un DESS option sociale)** et si possible une expérience professionnelle de 2 à 3 ans. Peut-être avez-vous déjà utilisé un outil informatique et acquis des connaissances en graphologie. Mais, avant tout, vous saurez nous prouver **vos qualités de contact et de dialogue** et votre volonté de vous investir dans l'expansion d'une entreprise jeune et motivée par le succès. Poste à pourvoir à PARIS/CLICHY.



Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 5736 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

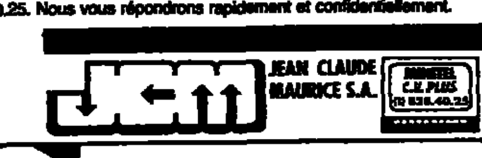


Services et Progiciels Informatiques — MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Contrôle de gestion

PARIS OUEST

Un important Groupe Industriel recherche pour deux de ses filiales (CA 150 M et 120 M) un CONTROLEUR DE GESTION qui sera rattaché hiérarchiquement à la Direction Générale des 2 filiales et fonctionnellement à la Direction Financière.
Pour ces deux filiales, il sera chargé de préparer les budgets, d'élaborer les différents tableaux de bord, d'analyser les écarts (frais, prix de revient,...) et de fournir les explications consécutives dans le cadre de procédures de reporting définies. Ses interventions couvriront également certains contrôles sur une filiale allemande du Groupe.
Agé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (ESC + DECS ou équivalent) il devra posséder une première expérience comptable, financière ou de contrôle de gestion acquise en milieu industriel. Connaissance de l'ANGLAIS nécessaire et de l'ALLEMAND appréciée.
Adressez-nous votre dossier complet sous réf. 1366 M - 397 ter rue de Vaugirard 75015 PARIS - ou transmettez-le sur Minitel (1)828.40.25. Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement.



Société filiale d'un Groupe International, recherche pour son siège social situé en proche banlieue Ouest, un

CONTROLEUR BUDGETAIRE

pour son activité commerciale et marketing, budget 120 Millions de Francs.

Nous souhaitons un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, homme de contact, rigoureux, précis, à la personnalité affirmée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions) s/réf. 7785 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Financial Controller

Paris — jusqu'à FF 350,000

Notre client, une importante société multinationale américaine, du secteur de la chimie, un des leaders sur son marché, cherche pour sa filiale française un Financial Controller pour remplacer le titulaire actuel du poste qui vient d'être promu. Cette filiale en pleine expansion réalise actuellement un chiffre d'affaires de FF. 200m.

Dépendant directement du Directeur Général et fonctionnellement du Financial Controller européen basé au Royaume Uni, le candidat retenu prendra la direction des services financier, comptable et informatique. Il assurera également la coordination du reporting.

Agé d'environ 30 ans et de formation supérieure (grande école commerciale ou scientifique), le candidat devra impérativement avoir une expérience de la comptabilité analytique et du contrôle dans un environnement international. Le candidat doit parler couramment anglais. Les possibilités de promotion sont excellentes.

Les candidats repondant au profil recherché et capable d'apporter compétence, dynamisme et esprit d'initiative doivent contacter **Mr. Mark Adams** au **(19-441) 831 0431** ou lui envoyer un CV détaillé sous référence MA/888/LM à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London WC1A 2QH, England.



Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London · Brussels · New York · Sydney



L.E.R.S

Société de recherche pharmaceutique du groupe Synthélabo recrute un

Pharmacien galéniste HF

pour son laboratoire de pharmacotechnie.

Il sera chargé de la mise au point des nouveaux produits essentiellement en formes sèches. Une expérience de quelques années dans la recherche pharmaceutique est nécessaire pour ce poste.
Lieu de travail : Antony (banlieue Sud de Paris).
Merci d'adresser lettre + CV, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5015, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER cherche

ANALYSTE FINANCIER

FORT POTENTIEL

Formation supérieure scientifique de préférence

Ecrire sous réf. 7776 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra



Premier groupe européen de services informatiques

Informatique Industrielle

Depuis deux ans vous participez à des développements de logiciel.
Vous connaissez au moins l'un de ces domaines:

Micro-processeurs — Systèmes temps réel
Contrôle de processus
Automatismes — Réseaux

aujourd'hui vous voulez

Concevoir... Gérer... Encadrer...
diversifier et valoriser votre expérience.

Alors CAP SOGETI INDUSTRIE vous intéresse.
Le Directeur de votre future Agence, Alexandre LEVY attend votre dossier de candidature ou votre appel



41, rue Ybry, 92200 Neuilly-s/Seine
Tél.: 758.11.10: poste 464.

INFORMATIQUE

VOUS ETES

concepteur, chef de projets ?

de formation supérieure, vous venez d'acquérir une expérience de conception et de réalisation de projets mettant en œuvre des techniques DB/DC ; si vous avez la conviction que le développement d'applications évoluées ne peut se concevoir, aujourd'hui sans l'appui d'une méthodologie rigoureuse et si vous souhaitez exercer dans ce domaine une compétence qui vous ouvrira de réelles possibilités d'évolution, un

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
Quartier Opéra

vous propose de rejoindre son **équipe méthodes** pour mener à bien des missions d'**études**, d'**assistance** et de **formation** *auprès de ses concepteurs et chefs de projets.*

Cette équipe, sous l'impulsion de sa direction de l'informatique et de l'organisation, met en œuvre les techniques les plus évoluées et assiste les groupes de projet, depuis la phase de conception, en y incluant les aspects de communication avec les utilisateurs, jusqu'aux phases techniques de réalisation.

Un effort de formation sera consenti en faveur du candidat qui aura les aptitudes requises sans avoir une expérience concrète dans tous les domaines qui concernent cette fonction (bases de données, applications transactionnelles, planification de projets, etc.) pour en faire un Manager de Projets, fonction clef dans une évolution de carrière.

Le conseil chargé de cette mission vous assure la plus totale discrétion.

Adressez C.V., lettre, photo et prétentions sous réf. 672-MO à STRUCTURES, 31 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

STRUCTURES

---

cimatel — Invites you to innovate with leaders — intel — MHS

recherche

CHEF DE PROJET

possédant une expérience réussie d'au moins 5 ans en conception de circuits VLSI.

INGENIEURS
DEBUTANTS OU CONFIRMES

Diplôme d'Ingénieur Electronique avec une première expérience.

Les équipes d'ingénieurs de CIMATEL sont chargées de transférer la technologie avancée d'INTEL Corporation en France pour la conception et le design de produits VLSI sur les marchés de l'informatique, des télécommunications et de l'automatisme.

A CIMATEL, vous aurez accés aux méthodes et aux équipements de pointe développés par INTEL, à des échanges techniques fréquents avec les équipes américaines, à un environnement et à un système de management internationaux.

INGENIEUR MARKETING
CONFIRME

Rattaché au Directeur Marketing CIMATEL, vous serez chargé d'établir et de soutenir des propositions de produits en relation avec les ingénieurs dans les secteurs suivants :
Télécommunications, Automobile, Microcontrôleurs.
Vous assurerez la liaison entre les unités produits et les forces de vente INTEL et MHS.
Des déplacements en Europe et aux Etats-Unis, auprès de nos clients et usines demandent une grande disponibilité.
Diplôme d'Ingénieur Electronique - Anglais courant exigé - Expérience minimum de 4 ans.

Pour tous ces postes une formation aux techniques d'INTEL est assurée en France ou aux Etats-Unis. Possibilité d'évolution pour candidats fortement motivés.

Envoyez lettre manuscrite avec curriculum vitae à la Direction du Personnel
CIMATEL «Les Quadrants» - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES,
ou téléphonez à Félix Bustin (3) 043.60.97.

AXIAL publicité

une technologie avancée • un environnement passionnant

Recherche pour postes en REGION PARISIENNE

INGÉNIEURS CALCULS

formation INSA ou ESTACA

Envoyer CV détaillé à
M. LEROUX, Société MASER
69, r. de Rome, 75008 PARIS



La filiale française
d'un constructeur multinational
de systèmes informatiques
(+ de 4 milliards de $ de C.A.)

recherche

RESPONSABLE DE PROJETS
TELECOMMUNICATIONS

Vous avez :
- Une formation grande école d'ingénieurs.
- Une expérience informatique (3/5 ans).
- Une expérience pratique SNA, MVS, DOS, VM, ordinateurs frontaux.
- Une solide connaissance de l'anglais.

Vous aurez :
- Une formation complémentaire à l'étranger (USA).
- Un poste mettant en valeur vos qualifications.
- Un poste intéressant dans une équipe opérationnelle.
- Des possibilités d'évolution rapides de carrières.

Lieu de travail : Paris.

Un département de *La Privatique d'Entreprises*
Envoyer CV et lettre manuscrite à : 11 rue de Siam, 75116 Paris.

NIVEAU MAITRISE DROIT + EXPERIENCE DE 3 ANS DES OPERATIONS DE PROMOTION IMMOBILIERE

Juriste,
optez pour une fonction diversifiée privilégiant les contacts !

Société du Groupe de la COMPAGNIE BANCAIRE spécialisée dans la construction et la gestion de centres commerciaux, nous avons à notre actif des réalisations prestigieuses (Belle Epine, Créteil Soleil, etc.).

Au juriste que vous êtes, nous proposerons :
- **une mission diversifiée** : intervention aux différents niveaux des opérations immobilières mises en place par SEGECE, montage juridique, acquisition droit foncier, actes de commercialisation, exploitation, contentieux...,
- **de nombreux contacts** : relations avec tous les services du Groupe, les organismes aménageurs, les conseils extérieurs...,
- **des possibilités d'évolution** compte tenu de la taille et du développement du Groupe.

Si vous avez une formation droit (maîtrise...) avec une **spécialisation en droit immobilier**, une expérience d'environ 3 ans des opérations de promotion immobilière, le goût des contacts et de l'autonomie, nous pourrons certainement nous entendre !

Adressez votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 753/LM, à Jocelyne LE JONCOUR - **COMPAGNIE BANCAIRE** - Service Orientation-Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEDIA PA

SEGECE

groupe de la compagnie bancaire

La Direction Général du **GROUPE GENEST**,
Groupe d'Entreprises de TRAVAUX PUBLICS et du BATIMENT,
(CA 2 milliards), en constant développement en FRANCE et à l'ETRANGER,
recherche :

JURISTE

DESS DROIT PRIVE INTERNATIONAL.

Il aura un rôle de conseil permanent et de formation auprès de la Direction des différentes entreprises du groupe, notamment pour :
- le montage et le suivi des contrats internationaux,
- la gestion et le suivi de l'ensemble des contrats d'assurance des entreprises et filiales.

Ce poste conviendrait à un juriste ayant acquis une bonne expérience des *contrats administratifs et commerciaux internationaux dans les services* juridiques, d'une entreprise du B.T.P. ou en Cabinet International et ayant développé également une bonne connaissance du droit des assurances et du droit fiscal.

Bilingue anglais, connaissance de l'espagnol très souhaitée ; poste basé à *Viry Chatillon (91).*

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 574 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

INGENIEURS D'AFFAIRES
SYSTEMES INFORMATIQUES ET ROBOTIQUE

Filiale d'un important groupe français, la Société a pour vocation de concevoir, de développer et de mettre en exploitation des systèmes mettant en jeu de multiples techniques dont l'électronique, l'automatique, la robotique, l'informatique...

Travaillant avec un très large degré d'autonomie, les deux Ingénieurs d'Affaires qu'elle recherche auront pour mission de gérer les projets dans leur intégralité: chiffrage, négociation, analyse des besoins du client, animation d'un groupe de travail pluridisciplinaire, gestion du projet sous tous ses aspects, coordination des moyens, etc...

Formation Ingénieur Grande École avec, si possible, option informatique (ECP, Mines, ENSAM, INSA, SUPELEC, ENSEIHT...).
Expérience robotique ou conduite de projets informatiques indispensables. Env. 35 ans. Anglais courant. Lieu de travail banlieue Sud.

Adresser CV détaillé sous réf. 252/04-05M à

France Cadres 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Société de conseil des Champs-Elysées

Pour traiter son système de financement (stocks, crédits), une filiale financière d'un important groupe industriel français met en place une **informatique répartie** et recherche

responsable informatique

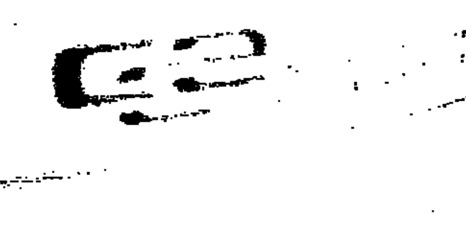
pour démarrer l'**INFOCENTRE** (WANG relié à de gros systèmes IBM et AMDAHL). Il définira le plan informatique à court et moyen termes et supervisera l'équipe informatique (une dizaine de personnes).
De formation supérieure - Ingénieur grande école de préférence - il aura une dizaine d'années d'expérience en tant que chef de projet et la connaissance des **bases de données** et des outils de la **bureautique** (réseaux, télématique, ...).
(Réf. LC/RI)

analyste

pour optimiser le service rendu par l'**INFOCENTRE**.
Une solide formation - Ingénieur de préférence - 3/5 ans d'expérience de développement d'applications (petits et/ou gros systèmes), la connaissance de la **bureautique** et l'habitude des **contacts avec les utilisateurs** sont nécessaires.
(Réf. LC/AI)

Pour poser votre candidature, adresser C.V. avec prétentions à :
CCE - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS.

Organisation et Publicité



Important groupe d'Ingénierie

aux activités internationales dont le siège est à Paris, recherche :

Ingénieur Diplômé Grande École.

ayant une solide expérience en étude d'ouvrages d'art et autres structures en béton et béton précontraint.

Expérience : 6 ans minimum dans un bureau d'études de compétence reconnue en la matière.

Dans un premier temps cet ingénieur devra acquérir la connaissance des ouvrages métalliques. Pour ce faire il sera intégré dans une équipe d'études de tels ouvrages.

Ensuite, il aura la responsabilité, d'une part, des ouvrages d'art métalliques, d'autre part, des ouvrages d'art de construction mixte et en béton précontraint, ainsi que de toutes autres études spéciales en béton armé ou précontraint.

La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Des déplacements de courte ou longue durée sont à prévoir en France et à l'étranger.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite + photo sous référence 4214 à Jonction, 34, boulevard Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

Zymark Spécialiste de la robotique de laboratoire pour la CHIMIE et BIOTECHNOLOGIE

recherche pour sa filiale française en pleine expansion, un

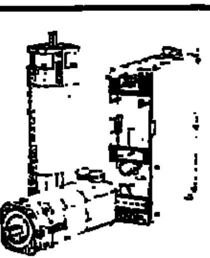
INGÉNIEUR COMMERCIAL

- De formation scientifique (ingénieur chimiste ou équivalent), le candidat devra avoir au moins 2 ans d'expérience en laboratoire (recherche, contrôle) et être familiarisé avec les procédures de préparation des échantillons et les techniques analytiques.
- Commercial de tempérament, prêt à s'investir totalement au sein d'une petite équipe de pionniers directement animée par le Président, il participera à la conception des stratégies marketing jusqu'à l'installation des systèmes robotiques chez l'utilisateur.
- Homme de contact, de communication, il devra convaincre ses nombreux interlocuteurs (utilisateurs, décideurs) par des actions en profondeur - réunions d'information, cycles de formation...

Lieu de travail, Paris Pantin. Stages de formation aux USA. Nombreux déplacements en province. Anglais indispensable. **Poste évolutif.**

Merci d'adresser c.v. et prétentions sous réf. MZ 338 au Cabinet GIRAUD-MOUCHOT CONSEIL, 21 bis, rue de Paradis, 75010 PARIS.

giraud mouchot conseil
Conseil en recrutement de personnel



SEIMELEC

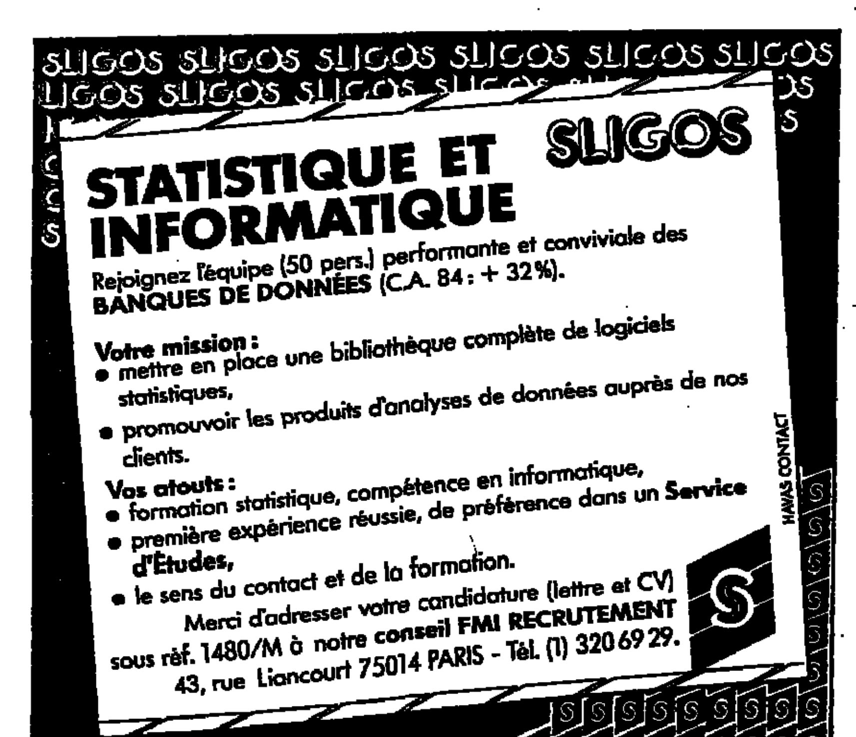
Nous sommes une PME performante de 17 personnes, spécialisée dans les équipements d'automatisme électronique et distributeur exclusif en France des produits ROBERT BOSCH. Nous recherchons un

Ingénieur de vente
automatismes industriels
210000 +

VOUS AVEZ :
- une bonne connaissance des applications industrielles des asservissements de vitesse,
- une certaine maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand,
- une bonne expérience commerciale et/ou technique dans ce domaine.

NOUS VOUS PROPOSONS :
- un poste varié, autonome et évolutif au sein d'une petite équipe animée d'un esprit de conseil et de savoir-faire technique,
- des contacts avec une clientèle variée,
- une mise en valeur de votre personnalité dans un cadre propice à la réussite individuelle,
- une rémunération motivante : fixe + prime + voiture.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS s/réf. 43 807 précisée sur enveloppe et lettre.



UNE ENTREPRISE
de + de 5.000 personnes

POUR ACCROITRE LE POTENTIEL de ses Cadres (900), employés et ouvriers renforce la structure de son Dépt FORMATION et recrute pour Siège à PARIS Centre

ANIMATEUR DE FORMATION
Communication et Techniques Commerciales

Après analyse du fonctionnement de l'Entreprise, il aura en charge les TECHNIQUES COMMERCIALES et les RELATIONS HUMAINES : analyse des besoins - conception et réalisation des stages adaptés - mise en œuvre des moyens nécessaires - ANIMATION DES SESSIONS.

- La TRENTAINE et une formation de base solide : minimum BAC + 2/3 ans
- EXPÉRIENCE D'ANIMATION DE FORMATION INDISPENSABLE, de préférence dans les domaines énoncés
- Importance particulière attachée au sens pédagogique, à la maîtrise de la conduite dynamique de réunions de groupe

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 8210 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, C.A. doublé en 2 ans, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses : Transpac, Annuaire Electronique, Grands Systèmes temps réel dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale, de l'Industrie.

Nous désirons intégrer rapidement plusieurs :

INGENIEURS GRANDE ECOLE

Débutants et expérimentés.

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets d'ampleur nationale ou internationale faisant appel aux techniques les plus avancées dans les domaines suivants :
- Applications Temps Réel (techniques et scientifiques).
- Génie logiciel.
- Réseaux de transmission de données par paquets.
- Bases de données et systèmes télématiques.

Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature à SESA Direction des Ressources Humaines 30, quai de Dion Bouton, 92806 PUTEAUX. Bien préciser sur l'enveloppe la réf. 28 LM.

---

ingénieur des ventes
TRANSFORMATION MATIERE PLASTIQUE
PARIS

Notre client est une société française très performante et leader sur son marché. Elle est spécialisée dans la transformation et la commercialisation de produits en matière plastique destinés principalement à l'agro-alimentaire. Elle connaît aujourd'hui une expansion particulièrement importante tant en France qu'à l'étranger. C'est pourquoi elle recherche un Ingénieur des Ventes rendant compte au Directeur Commercial. De formation supérieure (ingénieur ou grande Ecole de Gestion), il devra posséder une première expérience dans une activité lui ayant permis de mener des négociations commerciales avec des sociétés importantes. Ce poste permet un développement de carrière intéressant et offre à moyen terme une possibilité d'assumer la direction des ventes de l'entreprise pour quelqu'un de dynamique, capable de communiquer à tous les niveaux de direction, vendeur et homme de marketing à la fois. A cela s'ajoutent une rémunération attractive et une voiture de fonction. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est assurée.

Envoyer C.V. et prétentions, sous référence 3025-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

UNITED AIRLINES

L'une des plus importantes Compagnies Aériennes du Monde, 40 millions de passagers transportés en 1984 Basé à PARIS

Agent général des ventes

Rattaché au Directeur des Ventes Europe, sa mission consistera à animer, gérer, développer une équipe d'agents généraux déjà implantée en Europe, Moyen-Orient et Afrique.

Expérience commerciale réussie de 5 ans minimum dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie ou des compagnies aériennes indispensable.

Formation supérieure et parfaite connaissance de l'anglais exigées. Italien ou Arabe apprécié.

Ce poste excessivement dynamique et motivant offre une rémunération attrayante. De grandes qualités d'animation, d'organisation et de négociation sont requises. Déplacements à prévoir (50 %).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25006 M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
de dimension internationale Paris recherche

L'ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER EXPORT

de formation grande école ou équivalente.

D'une trentaine d'années, le candidat devra, par sa grande expérience dans le domaine **financier export**, être opérationnel très rapidement afin d'élaborer, analyser et contrôler les budgets sous l'autorité du Directeur Financier.

Véritable bras droit du Directeur Financier Export, le candidat, par sa grande capacité de travail et sa créativité, devra prendre en charge les différents problèmes liés à **l'informatique**.

La connaissance du Moyen Orient sera fortement appréciée, les nombreux contacts avec les implantations internationales justifieront la parfaite connaissance de l'anglais. Une grande concision et une précision irréprochable lui seront indispensables dans les rapports qu'il aura avec le « Headquarters » de Bruxelles et la maison mère à New York. Poste très intéressant de par sa polyvalence et son niveau de responsabilités ouvrant sur de réelles possibilités de développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous référence FI 08 à

help international
8, rue de Louvois 75002 PARIS.

Ingénieur fermentation

Etre responsable de la recherche et du développement en technologie de culture, à grande échelle, de cellules humaines ou animales immortalisées, telle est la mission que nous souhaitons vous confier

Vous êtes titulaire d'un doctorat d'état en immunologie cellulaire, ou vous possédez un diplôme d'ingénieur avec une spécialisation en fermentation industrielle

Vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans, si possible en fermentation en milieu industriel.

Très bonne maîtrise de l'anglais. Poste basé à Paris 15e, puis courant 1986 à Orsay.

Merci d'adresser let. manusc., CV, photo et prétentions à Marie-Françoise Sauzedde – 6, rue Alexandre Cabanel 75015 Paris.



LE CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE.
Fondation reconnue d'utilité publique.



COLGATE-PALMOLIVE

Usine de Compiègne

CHEF DE GROUPE

Organisation Industrielle

Le titulaire du poste a pour mission de suivre et d'optimiser les performances de production. Il est rattaché aux services organisation industrielle et contrôle de gestion de la plus importante unité industrielle de la société française (1 000 personnes). Animant un groupe de trois ingénieurs, il oriente et développe les études pour l'ensemble des projets relatifs aux améliorations quantitatives, qualitatives, économiques et humaines des moyens de production.

En coordination avec les responsables opérationnels de la production et les services équipements et travaux neufs, il assure la promotion des méthodes modernes d'organisation du travail.

Il développe les aspects techniques et économiques liés aux coûts d'investissement en tenant compte des aspects humains.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur (Centrale, Mines, A.M., ou équivalent) de 28 ans minimum, possédant une expérience déjà significative (3 à 5 ans) acquise en site industriel dans des fonctions production, fabrication, méthode, organisation...

Réalisateur et enthousiaste, il sait vendre ses idées et dynamiser son équipe. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à Compiègne. Les conditions offertes ainsi que les perspectives de développement de carrière au sein de l'usine ou du groupe sont de nature à intéresser un ingénieur de valeur et d'avenir.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 5/1085.C à :

EGOR INDUSTRIE
19 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

Groupe International d'Informatique

recherche

Juriste d'Affaires

Intervenant dans le domaine du droit des affaires, vous conseillez nos ingénieurs commerciaux et les assistez dans la rédaction de leurs contrats, vous proposez les orientations et les choix qui faciliteront les interactions entre nos commerciaux et nos clients et vous étendrez vos activités aux domaines des litiges, contentieux et SVP juridique.

De formation juridique, maîtrise du droit des affaires, vous avez acquis au minimum 5 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Lieu de travail : Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 403 M à **Lévi Tournay Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.**

OFFRES D'EMPLOIS

MUTUALITÉ AGRICOLE PARIS

recherche

FUTUR CADRE POUR SON AGENCE COMPTABLE

Sa mission :
- Aide à la procédure budgétaire et suivi des engagements de dépenses ;
- Etude des évolutions en matière juridique, comptable et fiscale.

Outre ces fonctions, le candidat retenu devra être apte à acquérir rapidement une connaissance très approfondie des circuits et procédures comptables en Mutualité Sociale Agricole (Nouveau Plan Comptable).

Son profil :
- Au minimum DUT Comptable, DECS, BTS Comptabilité ;
- Première expérience même courte du monde du travail exigée ;
- Connaissances en micro-informatique très appréciées (à défaut intérêt réel pour cette matière nécessaire).

Les candidatures (lettre manuscrite, c.v., photo récente et rémunération souhaitée) devront être adressées à :
F.M.A.I.F
service des personnels SECTION RECRUTEMENT
29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR MONDIAL DE COPIEURS
recherche

technicien formateur

Après une période de prise de connaissance des matériels, il devra assurer successivement l'information technique des distributeurs, et la formation de leurs techniciens à la maintenance des copieurs.

Ce poste convient à des professionnels de la reprographie (ingénieurs ou techniciens), ayant une première expérience de la formation.

D'importantes possibilités d'évolution existent pour un élément de valeur.

Poste basé à Paris avec nombreux déplacements.

Anglais courant indispensable.

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions sous réf. L172 à
PAJ Conseil
8, avenue de Camoëns,
75016 PARIS

Lion Publicité

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT
CSNCR

ORGANISME CHARGÉ DE GÉRER LA PROTECTION SOCIALE DU RÉGIME AGRICOLE (région parisienne)

recherche

L'UN DE SES FUTURS CADRES

- **Le candidat devra :**
  - Montrer des capacités à évoluer vers des responsabilités opérationnelles supposant une aptitude à l'encadrement et à l'animation d'équipe ;
  - Avoir une formation supérieure (BAC + 4 de préférence Economie ou Droit) ou à défaut justifier d'une expérience professionnelle susceptible de confirmer ses capacités dans le domaine précité.
- Une première expérience même courte serait très appréciée ainsi qu'une approche de l'informatique en tant qu'utilisateur.
- Le poste, dans un premier temps, sera à pourvoir au sein d'une petite unité assurant des fonctions administratives pour l'ensemble d'un service.

Les candidatures (lettre manuscrite, c.v., photo récente et rémunération souhaitée) devront être adressées à :
F.M.A.I.F.
service des Personnels SECTION RECRUTEMENT
29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

---

agirc RETRAITE DES CADRES
recherche pour PARIS

AUDIT

pour compléter l'équipe chargée du contrôle de l'ensemble du fonctionnement des caisses de retraite des cadres. Nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 30/35 ans, titulaire du DECS ayant si possible poursuivi des études de droit ou science Eco. Quelques années d'expérience d'Audit en cabinet ou en entreprise sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions et photo (qui vous sera retournée) à
Hervé Lemoine
AGIRC 4, rue Leroux 75116 PARIS

deb's

Importante fédération professionnelle
recherche son

CHEF DU DÉPARTEMENT SOCIAL

Le candidat(e), de formation juridique, aura 5 ans d'expérience professionnelle et une bonne connaissance de la convention collective de la chimie.

Il ou elle sera chargé(e) des relations avec les adhérents (rédaction des circulaires, consultations juridiques, organisation de réunions) et participera aux négociations paritaires de branche.

Adresser c.v., photo, prétentions sous n° T 303 980 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Dans le cadre d'une mission de développement du secteur des métiers, un organisme public recherche :

statisticien-économiste

DE NIVEAU MAITRISE, éventuellement débutant pour effectuer des synthèses économiques et statistiques dans le domaine des petites entreprises. Il mettra en oeuvre à son initiative, les outils statistiques nécessaires et participera à leur définition. Il aura une connaissance au moins théorique de la comptabilité d'entreprise.

Rémunération brute mensuelle environ 7500 à 9500 F selon expérience et diplômes.

Adresser CV manuscrit sous réf. 33778 (à préciser sur l'enveloppe) à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui tr.

JRP/Jean Regnier Publicité

---

180 000 F +

CONSTRUCTEUR SOCIAL

RECHERCHE SON

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

Dans le cadre d'une nouvelle structure d'organisation en « Réseaux » :
- Vous êtes responsable de la comptabilité générale de la Société ;
- Vous contrôlez et améliorez les procédures comptables ;
- Vous participez à la gestion et à l'évolution du système informatique ;
- Vous gérez et animez votre Service.

Si vous aimez le travail en équipe, si vous voulez participer au développement d'une entreprise qui, depuis 10 ans, promeut un cadre de vie de très haute qualité, si vous avez un minimum de 5 années d'expérience et êtes titulaire du DECS complet ou équivalent.

Adressez votre candidature, sous pli personnel, à :
Monsieur le Directeur Général CNH 2000,
30, avenue Gallieni, 94100 Saint-Maur.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

PARIS 8e

recherche pour son Département

Contrôle budgétaire

CADRE, diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'un institut de gestion.
Une expérience en contrôle de gestion et de bonnes connaissances de base en informatique sont souhaitées.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 5745 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

BRULE VILLE ASSOCIES — BVA

un des leaders des sociétés françaises de sondage et d'études de marché, avec un taux de croissance parmi les plus élevés de la profession, poursuit son expansion et recherche

UN CHARGE D'ETUDES

CONFIRME POUR ETUDES AGRICOLES
De formation Ingénieur Agro, le candidat devra avoir impérativement 2 à 3 ans d'expérience dans les études de marché. (Réf. 5041 M)

UN CHARGE D'ETUDES

CONFIRME POUR LES ETUDES GRANDE CONSOMMATION
De formation Grande Ecole ENSAE, ESSEC ou équivalent, il devra justifier d'une expérience similaire d'au moins 3 ans. (Réf. 5042 M)

Merci d'adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie à

aleph conseil 10, r. de Rochechouart 75009 Paris

SOCIETE FINANCIERE
FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
recherche

ASSISTANT BOND DEALER

âge 25-30 ans

avec une première expérience du marché « obligataire » ou débutant ayant une bonne formation ECOFI DE BASE.
- Anglais indispensable.
- Bonne présentation requise.
- Formation complémentaire assurée.

Adresser C.V. manuscrit + photo et prétentions à M. KANDA, 19, rue de Ponthieu, 75008 Paris.

BANQUE DE TAILLE HUMAINE
PARIS 8ème
recrute pour son
SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

JURISTE

NIVEAU MAITRISE DROIT DES AFFAIRES

Expérience bancaire minimum 2 ans.
Travail intéressant et varié au sein de la Direction Juridique.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 7385 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTESSE TELEMATIQUE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

recherche urgent
pour son bureau parisien

JEUNE COLLABORATEUR

- Formation comptable.
- Expérience pratique comptabilité informatisée.
- Devra, après formation, assister responsable exploitation informatique.

Adresser curriculum vitae + lettre à
RÉGIE PRESSE sous n° 302.812 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

BANQUE PRIVÉE PARIS

RECHERCHE
pour son service informatique en expansion
(VS – 100 TERMINAUX – IBM SÉRIE 1...)

UN(E) ANALYSTE

Il ou elle sera chargé(e) de :
- Poursuivre les développements existants (bourse, trésorerie...);
- D'aborder de nouvelles applications (messageries, graphiques...).

Le (la) candidat(e) est âgé(e) de 25 à 30 ans, a une formation supérieure (Bac + 4), une expérience d'analyste d'au moins 2 ans.

Envoyer c.v. + photo à :
RÉGIE-PRESSE sous n° 303 643 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Nos activités en Ingénierie Informatique nous amènent à intervenir dans des créneaux très spécialisés :
nous recherchons

Un ANALYSTE CHEF DE PROJET

(Réf. A 1903)
(environnement **CICS-DL1**)
pour mener des actions de conseil et de réalisation de logiciels à haut degré de performance possédant une bonne connaissance de la comptabilité, des applications financières ou des systèmes d'achats évolués.

Un INGENIEUR-ANALYSTE

(Réf. I 1903)
maîtrisant les techniques de bureautique et d'informatique classique sous **UNIX Système V**, rompu aux techniques de bases de données relationnelles.

Un INGENIEUR-SYSTEME

(Réf. IS 1903)
Environnement : **MVS-CICS-DL1-TSO / SPF**
souhaitant élargir ses interventions
au domaine Applicatif.

Pour ces postes, nous souhaitons :
- une formation de base Grandes Ecoles ou Universités,
- un esprit d'initiative,
- du dynamisme et de l'autonomie,
- une bonne capacité à la communication,
- plusieurs années de pratique dans les domaines spécifiés.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum-vitae et d'une photographie à **EUROPE INFORMATIQUE**
12, rue Godot de Mauroy 75009 PARIS

EUROPE INFORMATIQUE

BANQUE ÉTRANGÈRE

QUARTIER OPERA
Recherche sur IBM 38/8 – 100 terminaux

RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

MISSIONS
Vous assurerez la conception et le suivi de toutes les nouvelles applications. Ce poste implique des qualités d'initiatives, de créativité et une aptitude au commandement.

PROFIL DU POSTE
- 30 à 35 ans
- Culture générale : très bon niveau
- Expérience minimum de conception : 2 ans
- Connaissance minimum du matériel informatique IBM 38 : minimum 2 ans
- Solides connaissances bancaires.

Merci de nous adresser lettre manuscrite + C.V.
Ecr. s/n° 7.075 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Association, recherche

FORMATEUR (TRICE) CONFIRMÉ (E)

Tél. : 843-57-70.

SOCIÉTÉ RECHERCHE

COMMERCIAUX

- Pr négociations à haut niv.
- Formation assurée.

Téléphone : 878-55-47.

GENIOUS SYSTÈMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.

SOLAR, PDP, VAX

pour grands projets.
Téléphone : 605-35-80.

Rech. NÉGOCIATEUR

Rémun. importante - 287-86-76

Le Groupe ESSEC
recherche

un enseignant permanent EN FINANCE

hautement qualifié

Envoyer CV à Elyane ROSELLO
ESSEC, B.P. 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex.

LABO CNRS cherche
JURISTE-DOCUMENTALISTE *pour ÉTUDIANT (E)* niveau MAITRISE DROIT PUBLIC pour constitution DOCUMENTATION.
Tiers-temps.
Adresser CV, s/n° 7.067, *le Monde* Pub, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Compagnie d'assurances du secteur privé recherche

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEURS

(DROIT, SCIENCES ÉCONOMIQUES, SUP DE CO.)

pour postes

D'INSPECTEURS SINISTRES

Formation complémentaire assurée, mobilité totale requise

Ecrire avec CV et photo sous réf. IS/M à
SIMONE CADIOU
LE CONTINENT
62, rue de Richelieu
75002 PARIS

Sté dynamique propose

postes à responsabilités
salaires motivants pour ingénieurs
quelques années de pratique

1 INGÉNIEUR ASSEMBLEUR IBM 370 ET MVS

2 INGÉNIEURS CONNAIS. ACF/VTAM

3 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

DÉBUTANTS

Ecr. *Paris-Dallas* qui transmet.
14, rue de Silly
92100 BOULOGNE.

Ch. PROFESSEURS MATH-PHYSIQUE pour cours de vacances province 3/13 avril.
Ecr. CLAIR, 38, r. des Mathurins Paris 8e, qui transmet.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ
sous contrat d'association
cherche

SURVEILLANT PLEIN TEMPS

Tél. au 763-46-35
Mardi 26 de 9 h 30 à 12 h 30.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche collaborateurs (trices) ambitieux et dynamiques souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (pas de porte-à-porte). SI !
- vous avez min. 23 ans
- un bon niveau de culture générale
- le goût des contacts humains

Votre candidature nous intéresse. Téléphonez au : 538-66-73.

Société Sud-Ouest
région parisienne
recherche
pour activité
anti pollution

INGÉNIEUR

Arts et métiers, Centrale etc. Débutant ou quelques années d'expér. en dépoussiérage. (Calculs de structures et dimensionnement par moyens informatiques, optimisation conception, mécanique des fluides, applications nouvelles). Anglais nécessaire.

Ecrire avec C.V. manuscrit, prétentions et photo à : n° M 86.336 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Important groupe immobilier, recherche pour Paris 9e

COLLABORATEUR

Formation supérieure
SCIENCES ECO., DROIT

pour analyse de dossiers d'opérations immobilières, élaboration de bilans, rédaction de notes, tâches administratives diverses.

Méthode et sens pratique indispensables.
Expérience appréciée.

Avantages sociaux.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 3.975 à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

CENTRE DE FORMATION
DE JEUNES (16/18 ans)

recherche

FORMATEUR (TRICE)

EN EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE

2 à 3 heures par semaine

Adresser C.V. à A.D.I.P.
14, rue Alexandre-Parodi
75010 PARIS.

INFORMATEUR

Sur stages jeunes
Cuisine – Hôtellerie – Tourisme
Pour relation entreprise et *projet d'entreprise intermédiaire* à CLEON (27)

INFORMATEUR

Pour stages d'alphabétisation de demandeur d'emploi migrants.
Exp. dans ce domaine indisp.

Env. CV et prétentions à
INIREP – 2, rue Levelllard
28100 DREUX.

ORGANISME DE RECHERCHE
proche banlieue Sud
recrute

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

matériel et logiciel
pour certification et
recherche dans le domaine des automatismes de métro.
Adr. CV et prét. à M. AZEMA
B.P. 34, 94114 ARCUEIL CEDEX.

secrétaires

— KÖMMERLING —

leader européen en profilés pour fenêtres PVC
recherche

secrétaire sténo-dactylo confirmée

parfaitement bilingue Français Allemand
poste situé proche région parisienne Est

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous N° 303 511 M à
Régie Presse 7 rue de Monttessuy 75007 Paris

GROUPE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
recherche
pr son Président-directeur général

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
ayant expérience secrétariat part.
- excellente sténo-dactylo
- qualité d'ordre et de class.
- disponibilité
- références

Adresser C.V. et lettre manuscrite avec photo à
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE
13, avenue de l'Opéra
75001 PARIS

Société de transit et transports maritimes recherche

EXCELLENTE

SECRÉTAIRE DIRECTION

connaissant si possible machine à écrire électronique à mémoires – sténo confirmée. Contrat à durée déterminée 5 mois (remplacement). Se présenter avec réf. et CV à Transafric – 128, rue de Rivoli, PARIS 1er.

formation professionnelle

STAGE 3

INSTITUT D'INFORMATIQUE

forme

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS DE GESTION

Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages :
initiation, langages BASIC ou COBOL.
26, rue Bergere Paris 9ème M° Montmartre / R.E.R. Auber.
824.45.25 +

LA DISTRIBUTION
vous attend

Les Grands de la Distribution, constitués en Comité Pédagogique au sein de notre Institut, guideront votre formation et vos débuts dans la vie professionnelle

Donnez-vous 2 ans pour être formé sérieusement à l'I.D.R.A.C.

- Entrée sur dossier/niveau Terminale et test à l'entrée en Mai, Juin, Juillet
- Placement assuré

I.D.R.A.C.-Distribution

14, rue de la Chapelle
75018 PARIS T. : 206.83.19

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

enseignement

MATH PHYSIQUE

VACANCES DE PAQUES
Stages intensifs du 1er au 6/04 ou du 9 au 13/04

MATH CONTACT

16, R. DU MAIL, 75002 PARIS
Téléphone : 236-31-63.
M° Sentier ou rue Montmartre.

DEUTSCH IN DEUTSCHLAND !

Programme individuel pour étudiants, adultes, familles. Spécialité : cours à 1 personne. Hôtel propre, leçons, repas, logt : 225 FF/jr. Information détaillée M. Lenkmeyer hôtel Sonnenhof Am Fuchsbühl 14 D-8491 Chammünster, forêt bavaroise.

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

représentation offres

IMPORTANTE SOCIÉTÉ offre Poste grande autonomie à

REPRÉSENTANT

Expérience clientèle industrielle et collectivités

Secteur : partie Paris et Ile-de-France
Produits : ouate et crêpe Essuie-mains, bobines essuyage, draps d'ex., savon, etc. Statut VRP – possib. cadre, salaire import. + fixe + primes + frais – C.V. + photo.
Ecr. s/nº 7.081 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GLENAT IMAGES
Filiale des
EDITIONS GLENAT

recherche

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

Pour développement carteries, imageries, gadgets, agendas, posters.

Poste évolutif. Fixe garanti + commission + frais.

Env. C.V. + lettre manuscrite + photo à : ÉDITIONS GLENAT B.P. 177, 38008 GRENOBLE CEDEX.

propositions diverses

VOUS ÊTES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI : SAVEZ-VOUS QUE LA GRAPHO-PSYCHOLOGIE PEUT VOUS AIDER ?

Une bonne analyse grapho-psychologique vous aidera à vous présenter plus facilement chez un employeur potentiel – ou vous permettra de vous orienter vers des domaines plus en rapport avec votre profil.

Demandez sans engagement notre formulaire d'analyse. La confidentialité la plus totale vous est garantie.

Ecrivez ou *téléphonez* en vous référant à cette annonce.

GRAPHOLOGIE ET COMMUNICATION
9, place des Ternes, 75017 PARIS
Téléphone : (1) 763-63-32.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez *une documentation* sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon.
75429 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES [C 16] B.P. 402 – 09 PARIS.

villégiature

A louer hôtel**** à Megève, un appt 6 pers. (2 chbres + canapé liv. 2 pers.) du samedi au samedi, du 6 au 13 avril 1985 : 5 600 F, du 13 au 20 avril et du 20 au 27 avril : 2 000 F par semaine. Tél. 16(4) 402-17-74.

Loue juin, août, sept., villa avec grand espace vert, 6/8 personnes, 9 km plage Bénodet (29) Téléph. : (98) 22-80-55.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Peugeot 304 S. CAB. Bleu métallisé, 1973, 100 000 km. Bon état général, capote neuve. Pneus *neufs*, amortisseurs neufs, freins neufs. Prix : 10.000 F à débattre. Tél. : 250-80-71 le soir.

MINI INNOCENTI 1300 COOPER 1974
Bleu marine, 60 000 km. Freins, pneus, peinture et batterie neufs. Prix : 6.400 F. TÉL. : 633-01-67 après 18 h.

---

305 GT, juillet 83, première main, *bleu métallisé, radio.* 15 500 km. Etat excellent. Prix : 44.000 F. 338-79-77, 8 h-9 h 19 h-20 h.

de 8 à 11 C.V.

A VENDRE
Renault 18 turbo, rouge – 33 000 km – Prix 42.000 F
Téléphone : 996-19-21.

de 12 à 16 C.V.

A VENDRE
MERCEDES 280 C.E., 84, ABS, TÉL. (73) 91-44-31.

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE PROFESSIONNEL

Solide expérience presse magazine spécialisée et secteur livre pratique.

Disponible rapidement pour poste à responsabilités.

Etudie toutes propositions.

Ecrire nº 5.311 à CONTACT-ESSOR,
65-67, r. du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui tr.

MOTS CLEFS

RÉFÉRENCES RELATIONS
MARKETING - MANAGEMENT INTERNATIONAL
RELATIONS PUBLIQUES

Equipement armement services.
Cinquantaine, dévoué, actif, adroit.
Aimerait temps partiel. Déplacements.
Europe - Scandinavie - Monde arabe.

Ecrire sous nº 2.171, *le Monde* Pub.,
Services Annonces Classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

DIR. ADM. & COM. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCOPHONE

- 35 ANS DESS GESTION-DESS FINANCE.
- Homme de terrain : vendeur.
- Parfaite connaissance de la région. EXCEL. RELATIONS.
- Actuellement dir. d'agence établ. financier, rég. paris.

Téléphone : 021-55-14.
Ecr. s/nº 7.080 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Femme secrétaire expér. édition 7 ans, rech. poste stable, examine toutes propositions. Téléphone : 854-99-06.

CADRE DIRECTION INFORMATIQUE

53 ans, patron SSII 5 ans. Nombreuses réalisations tous systèmes. 27 ans expérience technique ordinateurs, gestion entreprises et action commerciale recherche direction service ou société informatique.
TÉLÉPHONE : 534-43-54.

Femme 43 ans, grande expérience du poste de RESPONSABLE du PERSONNEL dans entreprises moyennes et de + de 2000 personnes, maîtrisant parfaitement tous les aspects de la « fonction ». Recrutement à tous niveaux. Gestion des carrières. Formation-relations sociales administration du personnel. Libre immédiatement, recherche tout poste opérationnel Paris-région parisienne.
Ecrire sous réf. 84447 BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes cedex, qui transmettra.

J.F. DEA russe bil. anglais, recherche poste relations pub., trad., interp., 627-54-61 soir.

Secrétaire, parfaitement bilingue (français, anglais), espagnol courant, ayant sens de l'initiative et des responsabilités, cherche poste motivant. Tél. : 336-51-04.

J.F. 32 ans, motivée, dipl. Sc. po + prép. ENA, anglais courant (proficiency). Etudie toutes propositions intéressantes. Ecr. s/nº 2 174 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 36 a., dipl. dt privé, dt public, Sc. po, expér. direct. adm. ch. poste autonome respons. Ecr. s/nº 2 180 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 32 ans, maîtrise droit + IAE + connaiss. informatique + angl., disponible pour déplacements, ch. poste dynamique. Ecrire sous le nº 303 919 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INFORMATICIEN

homme 45 ans
16 ans chez constructeur mini-informatique
sérieuses références
cherche emploi
support technico-commercial ou formateur animateur en logiciel de gestion micro.
M. MICHEL BERTRAND,
26, boulevard Grand-Ru,
95590 PRESLES.
Téléphone : 034-21-24.

STATISTICIEN INFORMATICIEN scientifique ENSAE, MS, PRINCETON, bil. fr., angl. Ecr. s/nº 2 181 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 35 ans, 10 ans expérience transports vrac, route, fer, fluvial, chez prestataire services, exportateur, approvisionnement usines, administration, ventes, cherche place. Ecr. s/nº 2 187 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

R. MONTMORENCY, calme, duplex, séj. + 4 ch., décor contemporain. Tél. 633-29-17.

5e arrdt

PROX. SAINT-SULPICE

130 m² caractère 703-32-31
ACHÈTE 200 m² R.G. stdg.

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate. Reste 2 appts de 4 et 5 PIÈCES + 1 DUPLEX, 6e et 7e ét., 5 P. avec 158 m² de TERRASSE. Visite témoin tous les jours 14/19 h sauf merc. et dim.

6e arrdt

RUE JACOB, MAISON XVIIe haut plafond, poutres, SUPERBE LIV., 3 ch., 115 m². DORESSAY – 624-93-33.

16e arrdt

RUE MICHEL-ANGE
Bel immeuble pierre de taille, beau 2 p. tout confort en r.-de-ch., 48 m², sur vaste cour, fleurs et jets d'eau l'été.

NOTAIRE 501-54-30

LE MATIN.

18e arrdt

MAIRIE DU 18e
Dans immeuble neuf standing (habitable de suite)

2 P. AVEC PARKING

Possib. PRÊTS CONVENT. S/place : mardi, jeudi, samedi (14-19 h), 63, r. du Simplon. Téléphone : 258-44-96 ou CECOGI S.A. (1) 575-62-75.

Sortie métro, près rue Simart, imm. p. de t., luxueux 4 pièces tout confort, 91 m², balcon. Px 790 000 F. T. 252-01-82.

19e arrdt

PARCS

CHAUMONT-LA VILLETTE

IMMEUBLE RÉCENT ASC. 2 p., 50 m², 5e ét., gd séj., cuis. s. bns, tt cft 300 000 F.

3 p., 65 m² face plan d'eau, exp. ouest parking, 580 000 F.

4/5 p., 100 m² balcon, 9e ét., résidence prestige, 850 000 F.
A.B.C. 208-08-14
Le spécialiste de l'Est Paris.

Province

MULTIPROPRIÉTÉ A TIGNES (Val-Claret)
Particulier vends les trois premières semaines d'avril d'un studio 4 personnes à INTER-RÉSIDENCES. Grand confort. Tél. : (3) 451-45-41.

appartements achats

GROUPE DORESSAI
3, rue du Vieux-Colombier, 6e recherche pour clientèle française, étrangère et diplomates APPTS très HAUTE GAMME et HOTEL PARTIC., ACHAT ou LOCATION. 624-93-33.

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPT. chez notaire. 873-20-87 même le soir.

RECHERCHE URGENT

toutes surfaces, même à rénover. Téléphone : 252-01-82.

immeubles

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet 15e, 566-00-75 Paie comptant, 15e, 7e arrts. IMMEUBLES même occupés.

Marchand de biens, cause réemploi immédiat, vend deux beaux immeubles récemment rénovés, prix 21 millions, évalués par expert cour d'appel et Crédit foncier. Rapport net impôts 5 ans, 2,2. Curieux et intermédiaire s'abstenir. Tél. : 335-31-76.

locations non meublées offres

Paris

LOCATION DISPONIBLE

entre particuliers
Paris-banlieue

707-22-05

CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES 43, r. Claude-Bernard, Paris-5e. Métro CENSIER.

Région parisienne

St-Cloud Val-d'Or, réc., stdg, 3/4 p., cuis., 2 bns, terr., parkg. 6.200 + 900, 247-12-10.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et employés IMPORT. STÉ EUROPÉENNE INFORMATIQ. rech. appts 2 à 8 p., studios, villas, Paris et environ, 504-01-34, poste 12.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. T. (1) 889-89-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés à Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 285-11-08.

EMBASSY-SERVICE

8, av. Messine, Paris-8e.
APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT.

TÉL. : 562-78-99.

maisons de campagne

PARTICULIER A AMATEUR BELLE MAISON XVIe siècle BEAUCE, 85 km de PARIS pierres sculptées, four à pain, gros œuvre en parfait état, intérieur à aménager, 150 m² habitables dans beau village, pas de jardin. Prix : 138 000 F. Téléphone : 783-29-84.

terrains

Recherche TERRAIN A BATIR banlieue sud Paris, même avec petite maison. T. 939-87-27.

propriétés

95 km PARIS, LYONS LA FORÊT part. vd belle ppté 300 m², 1 ha de terrain, pisc., tennis. Maison gardien, boxes chev. Tél. hres bur. : 271-05-05.

TOURAINE 210 KM PARIS DEMEURE caractère 8 p., cft, commune, joli jard. ombragé. Cab. CHATET, 37150 Francueil.

---

95 km PARIS LYONS-LA-FORET Part. vd belle propriété 300 m² 1 ha de terrain Pisc., tennis. Maison gardien. Boxes chev. Tél. hres bur. 271-05-05.

viagers

28 000 cpt + 2 000, b. 3 p. tt cft, imm. moderne près Nation, occupé couple 70 ans. CRUZ, 8, r. La Boétie, 266-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL – RC – RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.

TÉL. : 355-17-50.

Siège social ou bureau avec secrétariat partagé BUSINESS BURO. Tél. : (1) 346-00-55.

Siège social rue St-Honoré. Constitution Stés, tous serv. PARIS, ILE-DE-FRANCE. INITIATIVES – 260-91-63.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e domiciliation RM, RC, SARL, constitution Sté. 763-47-14.

DOMICILIATION 16e CHAMPS-ÉLYSÉES

ou AVENUE VICTOR-HUGO 150 A 340 F PAR MOIS. SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.

CIDES 500-64-32.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société, démarches, secrétariat, etc.

ACTE S.A. 359-77-55.



INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

La jambe gommée

Les collections d'hiver de fin de semaine aux Tuileries permettent de dégager une tendance : le gommage des jambes par des pantalons étroits et sombres tenant à la fois du fuseau de ski et du collant de danse. Ils se portent seuls avec des casaques et des robes à mi-cuisse, mais apparaissent aussi sous des jupes et des robes au mollet.

Les couturiers créateurs relancent résolument les couleurs primaires, notamment en manteaux et en grosses vestes qui changeront la grisaille des rues.

Ainsi *Karl Lagerfeld*, au talent plein d'humour, surtaille-t-il les paletots courts à col et revers formant un toit sur les épaules en ratine violette, verte ou framboise avec de beaux tailleurs cintrés. Les commodes Louis XV donnent leur bronze aux bijoux, tandis que les cartels, chandeliers et autres pendules de collectionneurs sont brodés en perles d'or grandeur nature sur le devant de fourreaux du soir noirs.

Claude Montana affine avec un rare bonheur sa *silhouette* d'une simplicité toute sportive avec de grands manteaux vifs à manche montées par un jeu de plis mille-pattes, s'ouvrant sur des tailleurs taille fine à jupe ou caleçon et chaussures plates à semelles crantées. Des cols corolles se retrouvent sur des vestes de vison et des manteaux double face. Le velours côtelé rustique en pantalons bruns se marie aux blousons de jean sous *de superbes manteaux de* cachemire caramel. Enfin, ses tenues du soir en marine et brun partent de la queue de pie pour s'achever en traîne, à porter avec un simple tricot à col roulé.



Coll. Montana

Emmanuelle Kahn, créatrice du stylisme français au début des années 60, joue les femmes romantiques, pulpeuses ou sportives, qu'elle habille de *grands ensembles épaulés* à emmanchures plates et taille marquée, voire en paletots de whipcord à col de velours sur jupes droites.

Issey Miyake travaille les jerseys extensibles en robes-maillots bicolores sur collants imprimés. J'ai préféré les tricots à grosses côtes formant des dessins en relief.

Jacqueline Jacobson de *Dorothée Bis* séduit par les belles couleurs de ses tricots, ses canandiennes et ses robes-étuis sous cardigans à capuches qu'on retrouve aussi en jacquard et, doublement suggestives, en pailleté pour le soir.

Les effets de manches nouées permettent à *Angelo Tarlazzi* d'ajuster ses tricots au corps, *moulant le buste ou les hanches* sous de grandes houppelandes de peau lainée ou des vestes boules de vison aux cols géants.

Howard Dickinson pour *Cerruti* colle à la vie des femmes aux affaires dont il adoucit la carrure par de merveilleux mélanges de tissus et de couleurs. Les manteaux amples et les tailleurs *étirés*, voire les fuseaux de jersey de laine et les *chemisiers composent des* ensembles interchangeables qu'on retrouve en smokings et spencers scintillants et séducteurs.

Francesco Senalto habille les chefs d'Etat et les vedettes du spectacle puis les femmes. Ses tissus sont très raffinés, ses finitions parfaites.

Maryll Lanvin se dépasse dans un style jeune et coloré, avec des manteaux vifs à ampleur profilée sur robes au-dessus du genou en jersey noir, collants assortis. De jolis *ensembles à sarraux* et grandes jupes en tons sourds se complètent de chandails aux rayures multicolores.

Sonia Rykiel sonne toujours *juste avec ses formes classiques* épaulées en rondeur, moulant les hanches aux ourlets étirés sous le mollet. Le cardigan recto-verso se pare d'un double cousu aux épaules, renouvelant les effets de cape qu'elle réussit si bien. Le noir et le banane dominent seuls ou ensemble, suivis de saumon grisé, de rouge, de vert, de bleu.

N. MONT-SERVAN.

AUTOMNE-HIVER III

Cinéma, théâtre, opéra, music-hall

A présenter, le même vendredi, Jean-Louis Scheerer et Jean-Paul Gaultier, on risque de provoquer du strabisme divergent. Scheerer, c'est la classe haute couture en prêt-à-porter, les tailleurs faits pour marcher à pas mesurés, les femmes en panne de velours lisse comme une peau de panthère, tandis que Gaultier s'amuse. Il met la mode en scène. Ce n'est pas tant que son défilé ait eu lieu au Cirque d'Hiver, coupé d'intermèdes – Sylvie Joly, un haute-contre en manteau de cuir et catogan, – mais il invente les figures d'un stye – « néo-bouregois », dit-il. Manteaux à godets, tailleurs cintrés à basques, longueur au mollet, taille marquée, poitrine soulignée, jupes parapluies ou portefeuille drapées sur le côté, robes moulantes, les « néo-bouregoises » se sont nourries d'Irène Dunn et de Katherine Hepburn, recomposées en satin matelassé, en imprimés cshachemire, en tapis d'orient bordés de courtes franges blanches qui se nouent en sari sur les hanches... Ce n'est pas suffisant pour la fantaisie de Jean-Paul Gaultier, il a créé des trompe-l'œil *miraculeux*, des volants rutilants, en sournoises doublures de robes strictes qui se retournent, comme une vertu-changement à vue...

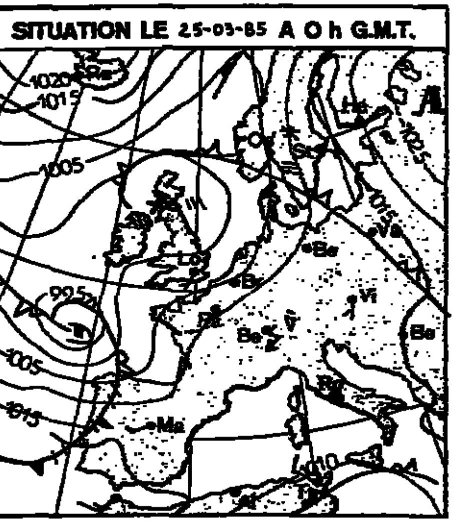
Du côté de la fantaisie, Kansaï Yamamoto fait dans l'afro-funky en multiples superpositions et couleurs désordonnées. Fantaisie laborieuse. Côté théâtralisation, Popy Moreni lance un carnaval éclatant où l'écuyère en prince de Galles côtoie la bergère toute ruchés et fanfreluches, où le cachemire douillet se mêle au lamé. L'or se brode, se dessine en brochés, se pose, manteau de dentelle sur des pourpoints chamarrés. Dentelle noire sur mousseline pastel, danse des fourrures changeantes, des velours chatoyants, Arlequin entraîne Colombine dans un somptueux rêve de plaisir.

C'est une toute autre pièce que joue Anne-Marie Beretta, moins guerrière que de coutume. Elle joue un opéra slave en fourrures et broderies multicolores, en peaux lainées beiges décorées de découpes prises sur des chevaux noir et blanc. Ses princesses du cosmos ont des visages d'éphèbe, elles traversent les bourrasques d'hiver protégées sous des armures de drap, droites comme des boîtes. Déroulant et drapant leurs cols en capuche, d'équivoques, Médées avancent d'un pas tranquille. La pluie glacée a laissé sur les vestes de lainage et les jodhpurs, des *éclaboussures argentées qui* scintillent à chaque pas. L'Opéra échange ses fastes pour ceux du music-hall autour d'une apparition bardée de plaques métalliques, enjuponnée de plumes de faisans : hommage à Joséphine Baker.

COLETTE GODARD.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25-03-85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26 mars DÉBUT DE MATINÉE

averses – Brouillard – Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 25 mars à 0 heure et le mardi 26 mars à 24 heures.

La dépression des îles britanniques se décale vers le Danemark. Le flux perturbé s'oriente à l'ouest, et un temps plus doux va s'établir sur la France

Lundi matin, des résidus d'une première perturbation vont encore se maintenir le matin sur le Jura, les Alpes, la Provence et la Corse. Une zone pluvieuse venant d'Espagne va aborder les régions pyrénéennes, et une nouvelle perturbation modérément active va arriver sur les côtes de la Manche.

Entre ces zones de mauvais temps, ciel assez nuageux et averses locales. Dans le Centre encore, des températures assez basses 0 à 2 degrés. Ailleurs, 5 à 7 degrés et même 8 à 10 degrés en bordure de la Méditerranée. Au cours de la journée, deux régions seront plus particulièrement touchées par le mauvais temps, d'abord les Pyrénées Orientales, le Languedoc, la Provence et la Corse, et ensuite une bande allant des Charentes et de la Vendée au Nord-Est. Sur le reste de la France, ciel variable, mais avec seulement de rares éclaircies et toujours des menaces d'averses. 5 à 7 degrés dans le Nord, 8 à 10 degrés sur l'ouest, 10 à 12 degrés dans le Sud-Ouest, 12 à 15 degrés dans le Midi méditerranéen.

En montagne le matin, il neigera seulement au-dessus de 800 à 1000 mètres.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le lundi 25 mars, à 7 heures, de 1007,5 millibars, soit 755,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 mars ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 mars) : Ajaccio, 17 et 2 degrés; Biarritz, 12 et 6; Bordeaux, 13 et 4; Bourges, 11 et 1; Brest, 11 et 6; Caen, 11 et 2; Cherbourg, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 12 et 1; Dijon, 11 et – 1; Grenoble-St-M.-H., 14 et 0; Grenoble-St-Geoirs, 13 et 0; Lille, 9 et 2; Lyon, 13 et 1; Marseille-Marignane, 15 et 5; Nancy, 11 et 2; Nantes, 12 et 4; Nice-Côte d'Azur, 16 et 7; Paris-Montsouris, 12 et 3; Paris-Orly, 11 et 2; Pau, 13 et 5; Perpignan, 16 et 4; Rennes, 12 et 4; Strasbourg, 13 et 4; Tours, 11 et 2; Toulouse, 13 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 19.

PRÉVISIONS POUR LE 26 MARS 1985 A 0 HEURE (GMT)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 8; Amsterdam, 10 et 2; Athènes, 16 et 10; Berlin, 13 et 3; Bonn, 11 et 3; Bruxelles, 9 et 3; Le Caire, 23 et 12; îles Canaries, 23 et 15; Copenhague, 3 et 0; Dakar, 22 et 15; Djerba, 22 et 16; Genève, 12 et – 1; Istanbul, 6 et 2; *Jérusalem, 12 et 8; Lisbonne, 16 et* 10; Londres, 12 et 1; Luxembourg, 7 et 3; Madrid, 17 et 5; Montréal, 2 et –8; Moscou, 9 et – 5; Nairobi, 26 et 14; New-York, 9 et 2; Palma-de-Majorque, 18 et 3; Rome, 16 et 4; Stockholm, 2 et – 1; Tozeur, 28 et 17; Tunis, 22 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

COMMUNICATION

UN NOUVEAU « VENDREDI » SUR FR3

Un magazine en direct des régions et cofinancé par des entreprises

Le magazine « Vendredi » de FR3, une fois de plus fait peau neuve. La mutation semble profonde puisque, à partir du mois de mai, le « Vendredi » nouvelle manière fera appel à l'ensemble des équipes du « réseau » de la chaîne. L'annonce de cette transformation devrait être faite lundi 25 mars par Alain Manevy, responsable de l'information sur FR3, et les deux signataires du magazine, André Campana et Igor Barrère. Désormais, toutes les possibilités qu'offrent les douze télévisions régionales de FR3 et les six cents journalistes qui y travaillent seront donc utlisées. Une décision *qui préfigure le paysage audiovisuel* français de demain et qui devrait permettre à ce magazine, en perte de vitesse depuis plusieurs mois, de retrouver un nouveau souffle.

Pour mener à bien ce projet, plusieurs décisions ont été prises. Les unes – ce sont les plus importantes – touchent au contenu du magazine, les autres sont plus formelles : changement d'horaire (21 h 30 au lieu de 20 h 30 à partir du 12 avril) ; arrivée d'un animateur, dont le nom n'a pas été dévoilé, nouveau-venu choisi pour mettre en « vedette » la formule.

Surtout, le « Vendredi » comportera deux nouvelles émissions en direct, « Portes ouvertes sur la 3 » et « La France à la 3 », qui bousculeront, à partir de mai, les habitudes, vieilles de neuf ans, de ce rendez-vous hebdomadaire. Un remue-ménage destiné à faire découvrir la France profonde, grâce à un dialogue entre les différentes stations de la chaîne. Ce faisant, FR3 entend prouver, en prévision de l'avenir, qu'elle serait capable de soutenir la compétition avec le privé. « Portes ouvertes sur la 3 » sera un bon exemple de cette orientation puisque, grâce aux contacts noués par FR3 en région, elle sera la première émission réalisée en « partenariat » avec des entreprises françaises, qui participeront au financement de ce programme.

Les thèmes traités dans « Portes ouvertes » seront principalement sociaux, économiques. Aucun problème, si épineux soit-il, ne sera, à priori, écarté par les responsables du magazine, nous a affirmé André Campana. Mais il faudra, en contrepartie, que les partenaires acceptent de jouer le jeu. Un pari fait de risques pour les uns comme pour les autres. Mais une façon, aussi, de prouver que FR3 peut être *« près des Français »* tout en leur faisant percevoir que *« ça bouge dans leur pays »*. « La France à la 3 », émission qui abordera (toujours en direct) les faits de société au sens le plus large du terme, sera le complément logique de cette approche télévisuelle originale de la vie en France.

ANITA RIND.

● *« Le Provençal » change sa présentation.* – Quotidien marseillais diffusant plus de 200 000 exemplaires *dans quatre départements* (13 éditions régionales), *le Provençal* inaugure un nouveau style depuis le 23 mars. Cette nouvelle présentation devrait conforter l'augmentation de tirage consécutive à l'introduction du « Bingo ». Le changement s'inscrit dans une réforme plus vaste qui comprend l'informatisation de la rédaction (*le Provençal* a été, en 1974, le premier journal français à informatiser son imprimerie) à partir du mois de juin prochain, et une réforme des structures rédactionnelles.

● *Deux démissions au conseil d'administration du* Nouvel Observateur. – Suite aux difficultés financières que connaît *le Nouvel Observateur (le Monde* du 16 mars), deux des membres du conseil d'administration – MM. Jean Peyrelevade, président de la *Compagnie financière de Suez et* de la Banque Indosuez, et Alain Minc, directeur de la compagnie Saint-Gobain, – viennent de démissionner. Ils seraient en désaccord avec le plan de redressement présenté par P. Claude Perdriel, jugé insuffisant par rapport aux mesures qu'ils avaient eux-mêmes préconisées dès l'été dernier.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 27 MARS

« La Conciergerie de Philippe le Bel à la Terreur », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« Mosaïque romaine au Louvre », 14 heures, devant la *Victoire* de Samothrace.

« L'appartement d'été d'Anne d'Autriche », 15 heures, métro Louvre.

« Paysages impressionnistes », 17 h 30, Grand Palais (rotonde).

« Jardins et cités d'artistes du Petit-Montrouge », 14 h 30, RER Cité - Universitaire.

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Médecine d'autrefois : le Musée de la médecine, 15 heures, 12, rue de l'Ecole-de-Médecine » (hall d'entrée).

« Cherche-Midi ou Chasse-Midi ? », 15 heures, 5, rue du Cherche-Midi.

« L'hôtel Mercy-Argenteau », 15 heures, sur inscription (Paris et son histoire). Tél. : (1) 526-26-77.

« *La crypte archéologique* de Notre-Dame », 14 h 30, entrée sur le parvis (côté préfecture).

« La maison de Balzac », 15 heures, 47, rue Raynouard.

« Le vieux village d'Auteuil », *14 h 30*, métro Eglise-d'Auteuil.

« L'Opéra », 13 h 30, à l'entrée.

CONFÉRENCES

20 h 30, 60, bd de La Tour-Maubourg : « Démythification de la psychanalyse ».

19 h 30, 5, rue Largillière : « Cycle la religion grecque et les mystères de l'âme : 4) Appolon et Dionysos, dieux de la *complémentarité* » (Pierre Poulain).

20 h 30, 26, rue Bergère : « La kabbalah ou la tradition cosmique ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 24 mars :

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions d'application du report en arrière des déficits institué par l'article 19 de la loi de finances pour 1985.

● Portant modification des modalités de paiement des droits d'enregistrement dus sur certaines transmissions d'entreprises.

● Approuvant des modifications aux statuts de l'Académie des beaux-arts.

● Modifiant les décrets du 25 juillet 1960 portant réorganisation des concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3930

HORIZONTALEMENT

I. Partie de dominos. – II. Est à traiter d'urgence chez une tuberculeuse. – III. Pronom. S'exprime sous la pression ou se met à table naturellement. – IV. Note. Un nom qui restera dans la légende. – V. Démonstratif. Arrête une mécanique ou déclenche un mécanisme. – VI. Réformateur religieux tchèque. – VII. De quoi se sucrer ou faire son beurre. – VIII. Symbole chimique. Tortue de terre. – IX. On peut les quitter en jurant de ne jamais y remettre les pieds. – X. Chapeaux cloches. En émoi. – XI. *Prend à cœur quand il faut passer à carreau.*

VERTICALEMENT

1. Jus de « pomme ». Indien, en Amérique du Nord. – 2. Diseur de bonne aventure. *Un point aux dés.* – 3. Symbole chimique. Le rail a les siens. – 4. Un bon verre pour les grosses chaleurs. Refait ou défait. – 5. Un véritable poison. Personnel. Jean pour la chimie, Abel pour la philosophie. – 6. Portée limitée. N'est donc pas uni. – 7. Pour certains c'est une étape, pour d'autres le bout du chemin. – 8. Ouverture sur un front. Difficiles à capter eu égard à leur fréquence. – 9. Lettres de dénonciation. Une bonne raison de croire ou une fâcheuse habitude de boire.

Solution du problème n° 3929

Horizontalement

I. Assassinat. Da. – II. Gauche. Opérette. – III. Oppression. Peur. – IV. Riper. Hélépoles. – V. Anosmie. If. – VI. Androgènes. – VII. Hâtent. Ana. Tric. – VIII. Or. Exp. Gué. Go. – IX. Bêcher. Tb. Tronc. – X. Eole. La. Oc. Bah ! – XI. Loi. Drag. Te. – XII. Œil. Gladiateur. – *XIII. Derny. Plu. Ré.* – XIV. Eve. Aérophobie. – XV. Duel. Se. Dépense.

Verticalement

1. Agoraphobe. Oued. – 2. Sapin. Aréole. Vu. – 3. Support. Cl. Idée. – 4. Acres. Echelle. – 5. Sherman. Râ. – 6. Ses. Interlignes. – 7. Shed. Lyre. – 8. Noie. Rapt. Da. – 9. Apollon. Bord. Pd. – 10. Tène. Gag. Calphe. – 11. Ut. Galop. – 12. Dépointer. Tube. – 13. Atelier. Ob. In. – 14. Tué. Signatures. – 15. Herse. Cochère.

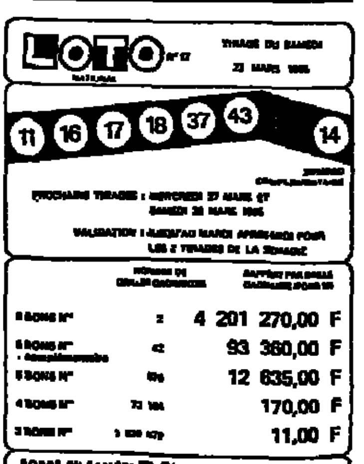
GUY BROUTY.

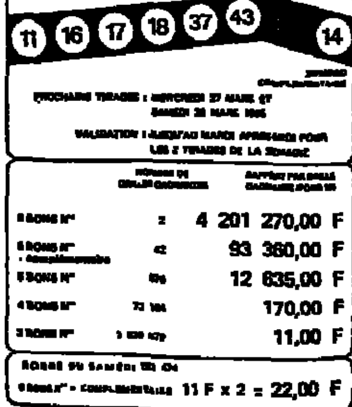
EN BREF

COLLOQUE

■ **Y A DEUX CENTS ANS, LA PÉROUSE.** – L'Association La Pérouse-Albi France organise les 28, 29 et 30 mars, à Albi, un colloque pour célébrer le bicentenaire du départ de Brest, en 1785, du célèbre navigateur, pour une expédition qui devait se terminer tragiquement, trois ans plus tard, par la *disparition du navire l'Astrolabe*, à Vanikoro, île de l'archipel de Santa-Cruz (dépendance des îles Salomon), située au nord de la République de Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides). Une exposition et diverses conférences ou tables rondes sont prévues. Les problèmes soulevés par le naufrage du bateau de La Pérouse et la récupération des épaves seront notamment abordés. Une *plaque* commémorative sera apposée au château du Gô, maison natale de La Pérouse.

★ Association La Pérouse-Albi France. Maison du Vieil-Alby, 1, rue de la Croix-Blanche, 81000 Albi. Tél. : (63) 60-64-78.





économie

SOCIAL

LA PRÉPARATION DU QUARANTE-DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGT ET LA MANIFESTATION DES JEUNES CGT A PARIS

Ambiguïtés autour de la recherche d'une démarche « plus syndicale »

La CGT ne se contente pas de rêver à une très hypothétique « grève générale », elle prépare activement son quarante-deuxième congrès confédéral, qui aura lieu à Montreuil en novembre prochain. Le 26 mars, la commission exécutive se réunit pour adopter le projet de document d'orientation, en l'absence du rapporteur, M. Louis Viannet, qui se trouve en vacances. Le lendemain, elle tient un comité confédéral « exceptionnel » pour prendre des initiatives — il est question d'une campagne de souscription sans précédent — afin de redresser une situation financière qui frise la catastrophe (1). Autant d'occasions pour la CGT, quelques semaines après le congrès du PC, de préciser des critiques de plus en plus virulentes contre le gouvernement socialiste tout en montrant qu'elle entend poursuivre, à sa manière l'« adaptation » du syndicalisme.

Dans une centrale où les militants contestataires de la ligne majoritaire sont devenus silencieux ou bien discrets — quand ils ne sont pas purement et simplement partis, — le document d'orientation est présenté par certains responsables comme *« un petit tournant historique »*. Il insiste avec force sur *« les changements dans le monde du travail »* et sur la nécessité pour la CGT de s'y adapter. Déjà, en 1978, lors du quarantième congrès de Grenoble, qui avait été présenté comme celui de l'*« ouverture »*, M. Georges Séguy avait longuement développé le thème des évolutions du salariat. Et en 1982, au quarante et unième congrès, M. Krasucki, avait enfoncé le clou sur la nécessité de l'*« adaptation »*.

En apparence, il s'agit cette fois d'aller plus loin. la CGT part d'un certain nombre de constats. Si elle se satisfait de l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi, elle observe qu'il n'empêche pas le développement de l'intérim, des contrats à durée déterminée, du temps partiel, autant de salariés dont *« il faut s'occuper »*. Parallèlement, près d'un salarié sur deux travaille dans une entreprise de moins de cinquante personnes. Comme le note M. Viannet, numéro deux de la centrale, dans la nouvelle formule de *la Vie ouvrière* : *« Un salarié sur cinq appartient aujourd'hui aux catégories techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres, le nombre d'employés a triplé en moins de vingt ans, et l'on trouve parmi eux une écrasante majorité de femmes. »*

« Coller au réel »

La centrale de M. Krasucki sait qu'elle est condamnée à un inexorable repli si elle se referme sur des bastions soumis à la rude épreuve des restructurations industrielles et ne rattrape pas ses « retards » de syndicalisation chez les salariés des petites entreprises, les employés ou les femmes. Les mutations technologiques aidant, la CGT entend s'interroger à l'occasion de son congrès pour savoir ce qui doit changer dans sa pratique pour *« coller au réel »*, devenir *« le syndicat de tout le monde »*, se *« démocratiser »* d'avantage, élargir le champ d'intervention du syndicalisme.

L'autre grand axe du document d'orientation concerne sa relation au politique. La CGT n'entend pas mettre son idéologie « dans sa poche », abandonner ses objectifs de transformation de la société pour passer du capitalisme au socialisme, mais, selon l'expression d'un de ses dirigeants elle veut *« affirmer la nécessité d'une démarche autonome, indépendante, du mouvement syndical de classe »*. *« La CGT ne s'engagera plus comme elle s'est engagée dans le passé*, explique-t-on. *Elle a été perçue comme trop politisée. Cela ne nous conduira pas à nous situer dans une position de neutralité, mais à nous affirmer en toute indépendance à partir de notre programme, sans porter de jugement sur les alliances qui se font et se défont. »* En d'autres termes, elle envisage de ne plus lancer d'appel pour l'union de la gauche ou, à défaut, une de ses composantes lors des échéances électorales... *« C'est l'achèvement d'une réflexion,* commente un dirigeant, *qui va enrichir le contenu et le comportement démocratique de la CGT, car cela met tout le monte à l'aise. »*

La CGT se lancerait-elle dans une nouvelle version de la « resyndicalisation » comme naguère la CFDT ? alors qu'en juin 1981, après avoir implicitement fait campagne pour M. Georges Marchais, elle s'était réjouie de voir se former un gouvernement où cohabitaient socialistes et communistes ? Il est vrai qu'entretemps le PC a quitté le gouvernement... De là à imaginer qu'elle va se retrouver sur une ligne essentiellement « syndicale » et couper le cordon avec un PC dont elle ne voudrait pas partager le déclin, il n'y a qu'un pas qu'il serait hasardeux de franchir. Comment la CGT pourra-t-elle s'affirmer plus indépendante alors que le bureau confédéral comprend neuf communistes sur dix-huit membres, la commission exécutive 75 % de communistes (avec onze socialistes), que la quasi-totalité des dirigeants de fédérations et d'unions départementales sont membres du PC ? L'osmose est trop forte même s'il n'y a pas de liens organiques, à la différence de ce qui se passe entre le TUC britanniques et le Parti travailliste. Comment défendre une ligne syndicale alors que sur tous les points essentiels du programme il y a identité de vues ou, au moins, parallélisme avec le Parti communiste ?

Autant dire que le document d'orientation, qui a déjà fait l'objet de quelques « retouches », va donner lieu à un débat serré à la commission exécutive. Il n'est pas acquis que les socialistes — qui ne sont que deux au bureau confédéral, dont M. Gérard Gaumé, membre du comité directeur du PS — et tous les « sans parti » s'y retrouvent. Pour ces militants, autant les développements sur l'*« adaptation »* du syndicalisme apparaissent importants, autant la « resyndicalisation » suscite interrogations, inquiétudes ou désaccords. Le fait que la CGT *« ne soit pas directement partie prenante du débat politique à gauche »* est jugé positif après les dérapages du passé, mais certains craignent un piège autour de cette nouvelle affirmation de l'indépendance syndicale. Ils s'inquiètent du bilan dressé par le document sur l'action gouvernementale depuis 1982, lequel pourrait accréditer l'idée que gauche (dominée par le PS) ou droite au pouvoir, ce n'est guère brillant pour les salariés. Bonnet blanc et blanc bonnet ?

Les militants (très minoritaires) redoutent qu'une majorité de la direction de la CGT veuille mener *« une stratégie de pilonnement »* jusqu'aux législatives contre le gouvernement, le PC étant suspecté de tout miser sur une victoire de la droite. Ainsi énoncée, la démarche syndicale indépendante serait alors un alibi permettant à la CGT, en toute indépendance des partis, de jouer en permanence les procureurs du pouvoir.

La volonté d'adapter sa démarche syndicale devrait conduire la CGT à élargir sa représentation des différentes sensibilité de la gauche, mais son orientation de plus en plus antigouvernementale risque de placer ses militants socialistes, dont elle a pourtant besoin en son sein, sur une corde raide. Contradiction ? M. Ernest Deiss, trésorier de la CGT et « sans parti », qui s'était notamment démarqué de la centrale lors des événements de Pologne, a fait part de son intention de ne pas se représenter au bureau confédéral pour des raisons exclusivement *« personnelles »*, à un moment où les difficultés financières de la CGT deviennent aiguës. Mais dans le dernier numéro de *la Vie syndicale*, organe du syndicat CGT des impôts, il écrit notamment : *« Si la CGT n'avait pas existé, si elle n'avait inlassablement lutté pour des changements politiques profonds, 1981 n'aurait pas vu l'avènement d'un gouvernement d'union de la gauche, porteur d'immenses espoirs. Les conquêtes incontestables qui ont suivi : retraite à soixante ans, semaine de trente-neuf heures, cinquième semaine de congés, extension des droits des travailleurs, nationalisations accrues, nouveau statut de la fonction publique, tout cela aurait-il été acquis sous un gouvernement de droite ? »*. M. Deiss a-t-il éprouvé le besoin d'un tel rappel pour manifester son désaccord avec la politique générale de la CGT ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Selon M. Hubert Landier, dans les *Notes de conjoncture sociale*, citant *« un document interne à la CGT daté du 30 janvier 1985 »*, *« le recul de la CGT paraît général, variant de – 0,2 % dans la Sarthe à – 32 % dans le Pas-de-Calais ; le total des effectifs pour les trente départements examinés passe de 646 747 fin 1983 à 573 553 fin 1984, soit un recul de 11,3 % »*.

A la veille de la reprise des discussions avec le CNPF

« UNE AUGMENTATION DES COTISATIONS POUR L'UNEDIC EST INÉVITABLE », selon M. André Bergeron.

Force ouvrière sera, le 26 mars, la première des quatre organisations syndicales à être reçue par le CNPF pour une série de consultations sur le projet gouvernementale de CFR (contrats de formation recherche d'emploi) et sur des thèmes proches de la flexibilité.

Dans un entretien avec le quotidien *les Echos* du 25 mars, M. André Bergeron estime que, à propos des CFR, *« pour l'instant, le patronat est très réservé, c'est le moins que l'on puisse dire »*. Relevant des *« opinions parfaitement divergentes »* au sein du CNPF, le secrétaire général de FO ne veut pas se prononcer sur les chances d'aboutir à une négociation d'autant que, souligne-t-il, *« les partenaires sociaux devront à l'automne réengager une autre négociation sur le système d'assurance-chômage »*.

Les deux affaires étant liées, notamment du point de vue financier, M. Bergeron affirme qu' *« on ne pourra échapper à une certaine augmentation de la cotisation »* et propose qu'elle *« soit répartie à égalité entre les salariés et les entreprises »*. Evoquant uen mesure en faveur des chômeurs en fin de droits, il pense qu'*« il n'y a d'autre alternative que de combiner, de marier une dotation budgétaire et une augmentation de la cotisation »*.

« Nous ne voulons pas être la génération des TUC »

Derrière des chenilles en papier, des fanions rouges, des drapeaux tricolores, une gigantesque bouteille de bordeaux en carton, venus de toute la France, cinquante mille jeunes — selon les organisateurs (entre cinq mille et dix mille selon les observateurs) — ont convergé, le samedi 23 mars, vers les jardins du Luxembourg, à Paris, répondant à l'appel de la CGT, pour le *« rendez-vous de la jeunesse qui lutte »*.

Pour Thierry, agent EDF en Lorraine, inscrit depuis douze ans aux jeunes cégétistes et depuis quatre ans au PCF, les choses sont claires : *« La situation est catastrophique. Les jeunes sont les premiers à être touchés. Dans le bourg où je travaille, il y avait six mille emplois voici quelques années. Il n'en reste plus que trois mille. Demain, il n'y en aura que six cents. Que dire aux jeunes qui ont grandi en voyant fumer les hauts fourneaux ou à l'ombre des terrils, qu'il n'y a plus de boulot ? Que nous offre le gouvernement ? Les TUC, cette tricherie qui nous fait travailler pour 1 200 F par mois... Nous sommes venus dire aujourd'hui que nous ne voulons plus de tout cela. »*

Les chômeurs sont venus aussi. *« Nous avons fondé une section jeunes CGT il y a un mois à Lanester* (à côté de Lorient), expliquent Marc et Corinne. *Le syndicat est le seul à nous avoir écoutés. Les jeunes n'ont pas l'occasion de se rencontrer dans les entreprises. Ils se sentent de plus en plus isolés. Bientôt, même le pointage à l'ANPE se fera par correspondance. »*

14 heures. Après une soupe populaire réservée aux chômeurs, devant le siège du CNPF, rue Pierre-Ier-de-Serbie, et des piqueniques dans dix-huit points de rencontre de la capitale, les manifestants arrivent au Luxembourg pour le quart d'heure réservé aux discours. M. Jean-Dominique Simonpoli, secrétaire général des jeunes CGT, stigmatise pêle-mêle le racisme et les TUC « inadmissibles ».

Puis c'est au tour de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, d'en appeler à la mobilisation. *« Vous êtes venus de toute la France et nous avons confiance en vous. C'est le CNPF, mais aussi le gouvernement, qui sont responsables de la situation actuelle. »*

Les travaux d'utilité collective et le racisme sont conjugués à tous les temps. *« Gattaz, touche pas à notre SMIC »* ; *« Nous ne voulons pas être la génération des TUC »*, répètent les orateurs sous les applaudissements.

Laissant derrière elle son lot habituel de canettes de bière et de papiers gras, la manifestation se dirige vers la place de la Bastille, où elle se terminera par un bal.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LA RÉPRESSION DES TRAFICS DE MAIN-D'ŒUVRE

2 266 procès-verbaux en 1983

Un rapport publié par le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, ce lundi 25 mars, permet de faire le point sur la lutte contre le trafic de main-d'œuvre en 1983 : action du comité de coordination mis en place le 4 novembre 1983 et application des textes législatifs adoptés les 17 et 29 octobre 1981 et des mesures prises par le gouvernement le 31 août 1983.

En 1983, 2 266 procès-verbaux ont été dressés à l'encontre d'employeurs en situation illégale. Un chiffre record : en 1982, il ne dépassait pas 1 083. Les principaux secteurs touchés sont les services, l'agriculture, le bâtiment, la confection (trois fois plus de procès-verbaux qu'en 1981), l'hôtellerie, la restauration. Si 54 % des étrangers concernés sont d'origine maghrébine, et 14 % sont européens, 8 % africains, Sri-Lankais, Chinois, Turcs font aussi leur apparition dans les statistiques. Les chiffres des premiers mois de 1984 confirment ces résultats : selon le ministère des affaires sociales, 2 200 procès-verbaux devraient être dressés au cours de cette année.

Le rapport fait aussi le point sur la régularisation des travailleurs en situation illégale en 1981 et 1982, laquelle a concerné cent trente mille personnes. 95 % avaient un emploi au moment où ils ont fait leur demande, 2,7 % avaient déjà travaillé en France, 2 % n'avaient jamais travaillé dans l'Hexagone. Les travailleurs clandestins étaient principalement employés dans le bâtiment (30 %), les commerces (9 %), la restauration (11 %), les services domestiques (10 %). Avec des variantes selon la nationalité : Turcs, Marocains, Tunisiens travaillent plutôt dans l'agriculture et le bâtiment, les Portugais dans les services domestiques. Enfin, les personnes régularisées travaillaient principalement dans les petites entreprises : 65 % étaient employées dans des PME de moins de dix salariés.

En revanche, il est encore difficile de juger des résultats des mesures prises récemment par les pouvoirs publics : augmentation de l'amende administrative due à l'Office national de l'immigration (ONI) en cas de procès-verbal (qui peut atteindre 26 340 F depuis le 1er janvier 1985), renforcement de la répression (le nombre des contrôleurs est passé à cinquante-cinq), création de 23 départements prioritaires en matière de lutte contre le trafic de main-d'œuvre.

M.-C. R.

AFFAIRES

POINT DE VUE

Le marchand et la cité

La Semaine internationale du commerce, ouverte le 22 mars, s'achève lundi 25 et mardi 26, avec les quatrièmes Assises internationales du commerce, tandis qu'à la porte de Versailles continuent jusqu'à mardi les *quatre salons* spécialisés consacrés à l'équipement des magasins, à la franchise, au commerce associé et à la licence (*le Monde* du 22 mars). Secrétaire d'Etat chargé du commerce, M. Bockel précise, dans le point de vue ci-dessous, le rôle de l'Etat face au commerce et à sa modernisation.

par JEAN-MARIE BOCKEL (*)

A l'heure où les intérêts des commerçants s'affrontent à ceux des industriels, des banquiers, des collectivités publiques pour faire face à l'enjeu vital de la modernisation (monétique, supercentrales, urbanisme commercial...), il ne faudrait pas se méprendre sur les relations, parfois tumultueuses, souvant ambiguës entre le marchand et la cité.

Il convient de ne pas se laisser abuser par des déclarations de principe qui, d'un côté comme de l'autre, disent mal la réalité. L'histoire montre que, loin de se combattre sans merci, les intérêts particuliers du commerce et l'intérêt général ont, à maintes occasions, donné des preuves d'une solidarité féconde.

La méfiance, voire l'hostilité des marchands envers les pouvoirs ne sauraient être contestées. Depuis l'émergence d'une classe politique au Moyen Age jusqu'aux jacqueries antifiscales des dernières décennies, s'expriment chez les commerçants à la fois la conscience de former une caste indispensable et la crainte de ne pas voir cette vertu récompensée ou tout simplement reconnue à sa juste valeur.

Le commerce souffre d'une insuffisante perception, par l'opinion publique, de son rôle dans la cité. Pendant plusieurs décennies, une certaine inimitié avec les sphères du pouvoir a pu occulter ce ressentiment. Aujourd'hui il s'exprime plus ouvertement, souvent dans la forme d'un pamphlet acerbe contre une modernisation ressentie comme celle de l'autre, du concurrent, du « plus gros ».

Sans doute peut-on aussi imputer les origines de cette rancune à une vision négative et bien française de l'acte marchand – parasite ou pêcheur – selon les systèmes de valeurs. Ne trouve-t-on pas encore des traces de cette méfiance séculaire ? Considérons les discriminations dans les textes ou les pratiques administratives, les réticences des milieux financiers, la superbe longtemps affichée par les industriels ou les intellectuels à l'encontre des « épiciers ». Et ce n'est pas le moindre des paradoxes dans ce contexte peu propice d'avoir vu émerger un des appareils de distribution les plus performants de la planète.

Aujourd'hui les problèmes sont *posés à l'opinion en termes de « bras* de fer » : industrie-commerce, s'agissant des supercentrales ; banque-commerce, pour la « carte à puces ».

L'Etat a son rôle à jouer. Il a, à bien des reprises déjà, organisé, rationalisé les structures de l'échange par la création d'un corps de droit, l'adaptation d'un appareil judiciaire capable de le faire respecter, d'une administration pour en garantir les règles du jeu, y compris dans les pays tenus pour champions du libéralisme ; que l'on songe seulement au droit de concurrence, sous-tendu aux Etats-unis par un contrôle sévère des concentrations.

Son rôle va plus loin. Il recouvre l'enjeu de la modernité. le commerçant ne doit pas ressentir la modernisation comme une agression mais la saisir comme une chance pour l'avenir. L'informatique, la télématique, la monétique, les nouvelles technologies de l'image, l'amélioration du système de formation, le soutien aux diverses formules de regroupement méritent d'être mis de façon égale à la disposition de tous les commerçants décidés à accroître leur productivité, à gagner la bataille de la compétitivité.

Les historiens enseignent que l'intervention des pouvoirs publics a rarement contredit les intérêts du commerce : bien au contraire, elle a permis de clarifier, d'assainir des situations pour le moins confuses, voire périlleuses. *Le rôle de l'État* est de stimuler l'esprit d'entreprise et non de brider l'audace. Je souhaite que ceci soit compris par les commerçants et par l'opinion.

(*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

Bosch-France se prépare à l'arrivée de l'essence sans plomb

Premier équipementier automobile européen, le groupe allemand Robert Bosch (15 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires) a décidé de préparer sa filiale française à l'arrivée de l'essence sans plomb. Dans le courant de l'été, Sigma Diesel de Vénissieux (Rhône), société contrôlée par Robert Bosch France et spécialisée dans la fabrication de pièces d'équipement pour l'injection diesel, commencera à produire des composants pour l'injection à essence.

Des composants de ce type seront aussi ultérieurement fabriqués dans l'*usine de Rodez*.

Pour faire face à ce développement (et comme aux Etats-Unis), la société a décidé de restructurer ses activités de ce côté du Rhin et d'y accroître ses dépenses. Ses investissements seront *doublés* cette année et atteindront 125 millions de francs. L'usine de Mondeville (Calvados) de sa filiale Blaupunkt (autoradios, *radiotéléphones*) va se *diversifier sur* les systèmes d'essuie-glaces et les petits moteurs, une activité qui va être progressivement reprise à l'usine de Massy (Essonne) promise à la fermeture, et dont le personnel sera reclassé (soixante-dix emplois).

Enfin, Robert Bosch va agrandir son siège social de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). En 1984, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'est élevé à 4,2 milliards de francs, dont 900 millions à l'exportation *(voir l'article de Bruno Dethomas dans « le Monde de l'économie », page 22)*.

Le bond de Jaguar

De notre correspondant

Londres. – Jaguar se porte bien, très bien même, mais dans la City on fait la fine bouche.

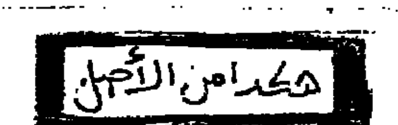
La célèbre marque d'automobiles de luxe va de succès en succès. Après avoir rapidement redressé une situation qui était encore inquiétante voici moins de cinq ans, et après avoir connu en août dernier une privatisation qui a soulevé l'enthousiasme des actionnaires, Jaguar a réalisé, en 1984, 91,5 millions de livres de bénéfices (avant impôts) pour un chiffre d'affaires de 634 millions (1). Par rapport à l'an*née précédente, l'augmentation* des profits est de 83 %. Pourtant ces résultats, annoncés le 21 mars, semblent avoir été jugés insuffisants sur le marché financier, puisque aussitôt le cours des actions de Jaguar a légèrement baissé à la Bourse de Londres.

On estime que la firme, qui vend plus de la moitié de sa production (33 000 véhicules) aux États-Unis, aurait pu profiter davantage de la hausse du dollar et de l'affaiblissement de la livre. Mais le président-directeur général de Jaguar, M. John Egan, s'en tient à une politique de prudence dans tous les domaines, ce qui l'amène à différer une nouvelle fois la sortie du nouveau modèle XJ-40.

La santé affichée par Jaguar contraste avec les difficultés du groupe nationalisé auquel appartenait jusqu'à l'an dernier la marque au félin bondissant. *British Leyland* (BL) a fait savoir qu'il a enregistré un déficit net de 11,7 millions de livres en 1984, alors qu'en 1983, après des années noires, un bénéfice de 4,1 millions avait été dégagé. *Dans* la comparaison des résultats de Jaguar et de BL, le gouvernement de Mme Thatcher pourra trouver une nouvelle justification de sa politique *de dénationalisation, mais, dans* l'opposition, on considère que le fait d'avoir *« dépouillé »* le dernier grand constructeur d'automobiles britannique de sa branche la plus *profitable ne peut qu'aggraver ses* ennuis.

FRANCIS CORNU.

(1) Une livre vaut 11,40 francs.



TRANSPORTS

Air Afrique va licencier 1 000 employés

Les chefs d'Etat des dix pays propriétaires de la compagnie aérienne Air Afrique (1) ont décidé de redresser la situation catastrophique où celle-ci se débat. Dans un communiqué publié le 23 mars, ils ont souligné la nécessité d'une direction plus efficace et accepté une proposition de leurs ministres des transports de réduire les effectifs d'un millier de postes sur un total de cinq mille cinq cents. M. Aoussau Koffi devrait être remplacé au poste de PDG d'Air Afrique au mois de juin 1985.

La compagnie multinationale africaine souffre d'un endettement excessif de 2 milliards de francs. Son déficit a atteint, en 1983, 68 millions de francs. Les causes de cette situation sont multiples. Ses effectifs sont pléthoriques, ainsi que le prouve la comparaison avec la compagnie française UTA qui réalise un chiffre d'affaires deux fois supérieur avec seulement 25 % de salariés en plus. D'autre part, les Etats ne paient pas les billets qu'ils achètent pour leurs fonctionnaires. Leur dette à l'égard d'Air Afrique atteignait, en 1984, 300 millions de francs.

Enfin, les mesures de réduction des salaires décidées en juin 1984 se sont heurtées à un mouvement de grève des personnels navigants qui dure depuis le 11 septembre 1984. La direction a licencié cent dix-sept pilotes et mécaniciens, dont cinquante-neuf Français, et affrète depuis le mois de novembre, des appareils et des équipages yougoslaves notamment. L'image de marque d'Air Afrique a été sérieusement atteinte par ce conflit et par ses conséquences sur les prestations offertes à la clientèle.

(1) Benin, Burkina, Congo, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo.

● **Accord provisoire entre Panam et les syndicats.** – Un médiateur fédéral est parvenu, le 23 mars, à élaborer un projet d'accord pour mettre fin à la grève des mécaniciens et des bagagistes de la compagnie américaine Panam. En raison de ce conflit, celle-ci a été contrainte de réduire de plus de moitié des sols depuis le 28 février. Les quatre mille grévistes n'acceptent pas l'augmentation salariale de 20 % en trois ans proposée par la direction. Ils se prononceront, mercredi 27 mars, sur le projet d'accord qui sera soumis à leur vote. Panam reste menacée, à partir du 1er avril, d'une autre grève de ses six mille hôtesses et stewards. Depuis 1980, la compagnie a accumulé 750 millions de dollars (7,5 milliards de francs) de déficit et cherche à réduire de façon drastique ses coûts salariaux pour faire face à la « dérégulation » du transport aérien américain.

REPÈRES

Dollar : en reprise à plus de 9,90 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est inscrit en légère reprise, passant, à Paris, de 9,84 F à un peu plus de 9,90 F, et, à Francfort, de 3,22 DM à 3,24 DM. En l'absence d'indications précises en provenance des Etats-Unis, où les nouvelles sur l'état de l'économie et sur l'inflation apparaissent tout à fait contradictoires, les opérateurs ont procédé à leurs achats commerciaux, ce qui a soutenu la monnaie américaine. Les guichets des soixante-dix caisses d'épargne de l'Ohio, fermés provisoirement il y a huit jours, ont été rouverts avec une activité limitée, notamment en matière de retraits.

Dette extérieure : moratoire de trois mois pour le Chili

Le Chili bénéficiera d'un moratoire de quatre-vingt-dix jours pour le paiement des amortissements de sa dette extérieure, pendant que se poursuivront les discussions sur la renégociation de cette dette avec les banques créditrices. Le moratoire concerne les amortissements chiffrés à quelque 600 millions de dollars, venant à échéance entre le 1er avril et le 30 juin prochains. La dette du pays s'élève à plus de 20 milliards de dollars. La suspension des paiements a été prise en accord avec le comité des banques commerciales créditrices, lors de réunions qu'a eues, la semaine passée, aux Etats-Unis, le ministre des finances chilien, M. Hernan Buchi. – *(AFP.)*

Véhicules industriels : Iveco en Chine

Le groupe Fiat-Iveco vient de passer avec la Chine un important contrat, qui sera signé le mercredi 27 mars, pour la fourniture d'une usine de camionnettes. Le contrat se chiffre à 260 millions de dollars, mais les retombées pour l'industrie italienne, au cours des cinq prochaines années, s'élèveront à plus de 500 millions de dollars. Aux termes de l'accord, Fiat fournira sa technologie, des équipements et des pièces détachées produites en Italie, mais prendra aussi en charge la formation de la main-d'œuvre. La nouvelle usine, installée à Nankin, produira cinquante mille véhicules par an et quatre-vingt mille moteurs. Les négociations avaient achoppé, ces derniers mois, sur la question des financements. L'accord prévoit un crédit fournisseur italien de 120 millions de dollars, auxquels s'ajoute un prêt de 105 millions. Les Chinois ont déjà signé, dans le domaine automobile, ces derniers mois, des accords avec Volkswagen et Peugeot. – *(Corresp.)*

AGRICULTURE

LE CONGRÈS DE LA FNSEA S'OUVRE A NARBONNE

Les limites de l'« autonomie » des viticulteurs

De notre corespondant

Les ministres de l'agriculture des Dix reprennent à Bruxelles, du 25 au 27 mars, leurs discussions-marathon sur la fixation des prix agricoles dans la CEE pour une période d'un an (avril 1985 - avril 1986). L'Allemagne fédérale, l'Italie et la Grèce demeurent vivement opposées aux propositions de la Commission européenne, qui prévoit le gel ou la réduction des prix de la quasi-totalité des produits. Parallèlement, la FNSEA tient son congrès à Narbonne du 26 au 28 mars.

Narbonne. – Le choix de Narbonne, capitale du vin de table, pour réunir, du 26 au 28 mars, le congrès de la FNSEA est lourd de signification. La centrale syndicale de M. François Guillaume tient à tirer le plus grand parti de la brèche ouverte dans ce pays de vigne, qui, pendant de longues années, lui a fait le coup du mépris. Or tout a changé le 12 février dernier lorsqu'une délégation de la viticulture méridionale est allée présenter ses revendications au ministre de l'agriculture, M. Michel Rocard, en compagnie de M. Guillaume. A l'issue de l'entrevue, M. Antoine Verdale, président de la Confédération nationale des coopératives agricoles, a créé l'événement en indiquant, avec l'accent rocailleux du Carcassès, que sa propre fédération départementale *« allait prochainement adhérer à la FNSEA »*. Et d'ajouter, non sans une pointe de défi à l'adresse des autres fédérations de caves coopératives : *« Qui m'aime me suive ! »*

La prise de position du président Verdale a retenti comme un coup de tonnerre dans le Midi viticole. Jusqu'à présent, la FNSEA n'était vraiment implantée que dans les Pyrénées-Orientales et le Gard. Les deux gros départements producteurs de vin, l'Aude et l'Hérault, restaient fidèles à la veille Confédération générale des vignerons du Midi (CGVM), créée, à Narbonne justement, après la « révolte des gueux » de 1907, par le maire socialiste de la ville, Ernest Ferroul. Respectée par les comités d'action viticole, la CGVM, a vécu, dans ses vieux locaux narbonnais, les grandes envolées des tribuns, de Ferroul à Maffre-Baugé, des bouffées d'espoir, des coups de colère, les heures fiévreuses de la révolte.

Le premier coup lui a été porté en 1972 lorsque, dans l'ouest du département de l'Aude, naquit un comité de salut viticole. Ce syndicat unique des vins de table adhéra plus tard à la fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles. Les choses en ces temps-là étaient simples : la CGVM se situait plutôt dans l'opposition de gauche, et le syndicat unique, dont l'audience restait limitée, était étiqueté à droite.

Un accident

Tout a changé en 1981. Dans les milieux viticoles, la désillusion a vite succédé à l'espoir. L'incendie du centre Leclerc de Carcassonne, en avril 1984, a fait mesurer aux dirigeants de la profession comme aux dirigeants des comités d'action les risques énormes du dérapage incontrôlé. Cette affaire Leclerc était un accident. Elle ne profitait guère en tout cas aux chefs de la viticulture, qui se sentaient de plus en plus coupés de la base.

Ces chefs, à l'image de l'Héraultais Jean Huillet, étaient de plus en plus contestés. Ils l'ont constaté avec amertume le 30 janvier dernier lors de la manifestation qui réunissait 10000 agriculteurs à Montpellier. M. Huillet en a tiré la conclusion en démissionnant le 1er mars de ses fonctions de porte-parole du comité d'action viticole.

Dans l'Aude, les principaux dirigeants viticoles soucieux de ne pas se faire « dépasser par la droite » ont décidé de franchir le Rubicon. En adhérant à la toute-puissante FNSEA, qu'on ne peut guère taxer de complaisance envers le pouvoir, ils prenaient leurs distances avec *« la sensibilité socialiste »*, que beaucoup leur reprochaient.

Paradoxe : la base ne semble pas vouloir suivre. De nombreuses voix se sont élevées dans le département pour plaider la cause de la CGVM et de son syndicalisme spécialisé. Les vignerons tiennent à leur particularisme. La résistance est encore plus vive dans l'Hérault où M. Marcelin Couret, président de la fédération départementale des caves coopératives, n'entend pas suivre son collègue audois Antoine Verdale. En guise de riposte, les Héraultais ont créé, le 11 mars, une intersyndicale regroupant la totalité des organisations viticoles à l'exception de la FDSEA et du CDJA. Leur volonté : *« Sauvegarder les analyses spécifiques de la viticulture méridionale. »* Selon eux, cette intersyndicale représente 90 % des viticulteurs du département.

Dans ce contexte, la journée d'action organisée le 22 mars dans toute la France par La FNSEA avait valeur de test. Pour la première fois, le syndicat de M. Guillaune appelait les viticulteurs du Midi à manifester. les comités d'action viticole ont fait les sourds. Les quelques centaines d'agriculteurs qui ont mené des « opérations escargot » dans le Gard, l'Hérault, l'Aude et les Pyrénées-Orientales n'ont guère pu dissimuler le cuisant échec de la FNSEA. Tout comme le titre du journal régional *l'Indépendant*, qui soulignait : « Le Nord bouge, le Midi boude ». En choisissant la FNSEA, les dirigeants viticoles ont peut-être fait le mauvais calcul : aux dernières élections cantonales, les candidats socialistes n'ont-ils pas obtenu au second tour plus de 60 % des suffrages ? Dans ces inébranlables bastions roses, la centrale de M. Guillaume aura du mal à se sentir comme un poisson dans l'eau.

BERNARD REVEL.

● **Reprise des exportations belges de porcs vers la CEE.** – Après une interruption de dix jours provoquée par la découverte de six foyers de peste porcine africaine, la Belgique a repris ses exportations de porcs vers les autres pays de la Communauté. Seules les exportations en provenance de la zone où s'est déclarée la maladie, qui couvre la Flandre occidentale, une partie de la Flandre orientale et le Hainaut, continuent d'être interdites. – *(AFP)*.

ÉTRANGER

Le gouvernement ouest-allemand va réduire la part de l'État dans cinq grandes sociétés

De notre correspondant

Bonn. – *Le* gouvernement ouest-allemand doit se prononcer, mardi 26 mars, sur un plan de privatisation partielle de cinq grandes sociétés dans lesquelles l'État est engagé, plan que va lui soumettre le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg.

Ce projet, qui traduit la conception globale de l'économie qu'ont les conservateurs-libéraux au pouvoir à Bonn, traîne depuis plusieurs mois. Son adoption semble acquise, mais il a été sérieusement restreint par rapport aux plans initiaux de M. Stoltenberg, qui comprenaient une dizaine de noms.

Ainsi, la compagnie aérienne Lufthansa, dont le gouvernement détient 79,9 % des parts, et qui figurait sur une liste, rendue publique à la suite d'indiscrétions à l'automne, est dans un premier temps écarté du projet de privatisation. Le ministre des finances, qui souhaite réduire l'engagement de l'Etat à 55 % du capital, se heurte à l'opposition de M. Franz-Josef Strauss, le leader bavarois, qui sans avoir un poste ministériel est un membre de poids de la coalition gouvernementale.

Études complémentaires

Siégeant au conseil d'administration de Lufthansa mais aussi membre du conseil de surveillance d'Airbus-Industrie, M. Strauss craint qu'une société livrée aux mains du secteur privé soit moins disposée à acquérir des exemplaires de l'avion européen. Or la compagnie aérienne allemande est à l'heure actuelle un des meilleurs clients d'Airbus.

Tout comme celui de Lufthansa, le cas du *holding industriel* IVG (Industrieverwaltungsgesellschaft – gestion de portefeuilles, transport) et celui de DIAG (Deutsche Industrie Anlagen – ingénierie, machines-outils) sont renvoyés à plus tard. Ils doivent faire l'objet d'« *études complémentaires* », affirme-t-on au ministère des finances.

Des noms prestigieux de l'économie ouest-allemande, à commencer par Volkswagen, premier constructeur automobile européen, figurent cependant sur la liste de M. Stoltenberg. L'Etat réduirait à 14 % sa participation au groupe VW, participation qui est actuellement de 20 %. Pour ce faire, la puissance publique ne prendra pas part aux augmentations de capital prévues dans les mois à venir. La participation du land de Basse-Saxe, qui atteint également 20 %, pourrait aussi être réduite.

La participation de l'Etat fédéral à VIAG, « Konzern » d'aluminium, de chimie et d'énergie, qui est actuellement de 100 %, va diminuer : 25 % du capital vont être introduits en bourse. Pour Prakla-Seismos (recherche de pétrole et de gaz), la part de l'Etat (100 % également) va être réduite « *de façon importante* ». Aucun chiffre officiel n'est avancé mais les spécialistes estiment que les ventes pourraient approcher 50 %. L'Etat, qui veut cependant rester majoritaire et « *garantir la neutralité de la firme* », n'a pas encore décidé s'il veut introduire les parts en bourse ou « *se chercher quelques partenaires, seulement* ».

Enfin deux banques spécialisées, la Deutsche Pfandbriefanstalt, premier institut de crédit foncier de RFA, dont l'Etat détient 95 %, et la Deutschen Siedlungs-Und Landesrentenbank (DSL), qui encourage les projets ruraux (participation à 99 %), viennent clôturer la liste de M. Stoltenberg. Le ministre veut réduire à une simple majorité la part du gouvernement.

L'ensemble de ce plan sera mené à bien d'ici à mars 1987. Le ministre des finances affirme qu'il compte « *poursuivre ses efforts de reprivatisation* ». Mais 1987 coïncide avec la fin de la législature actuelle en RFA. Cette liste, écourtée, ne sera donc pas allongée par le gouvernement Kohl avant les prochaines élections générales.

A la différence des conservateurs britanniques, les chrétiens-démocrates ouest-allemands n'ont jamais fait de la privatisation de certaines industries sous contrôle de l'Etat une question idéologique. Ils considèrent les plans de M. Stoltenberg comme *une façopn de faire rentrer* de l'argent dans les caisses publiques ou de diriger des fonds dégagés vers des entreprises prometteuses, dans le domaine par exemple des technologies nouvelles.

La vente de 4,6 millions d'actions de VEBA (Vereinigte Elektrizitaets und Bergweks), premier groupe industriel ouest-allemand (électricité, essence), où le gouvernement voulait réduire sa participation de 43 % à 30 %, lui avaient rapporté, en janvier 1984, 700 millions de deutschemarks. Compte tenu de la puissance de VEBA, la vente avait été aisée.

Le désengagement partiel de l'Etat ouest-allemand dans cinq nouvelles sociétés n'entamera guère le domaine de la puissance publique qui détient des participations dans plus de neuf cents entreprises...

(Intérim.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –
$ E.-U.	9,8850	9,8950	+ 155	+ 165	+ 250	+ 275	+ 360	+ 460
$ can.	7,2116	7,2242	– 8	+ 15	– 38	– 5	– 288	– 164
Yen (100)	3,8546	3,8600	+ 146	+ 155	+ 278	+ 294	+ 792	+ 841
DM	3,0519	3,0568	+ 135	+ 143	+ 244	+ 257	+ 665	+ 707
Florin	2,7023	2,7061	+ 93	+ 99	+ 166	+ 177	+ 467	+ 503
F.B. (100)	15,1797	15,2044	+ 5	+ 49	– 24	+ 72	– 123	+ 122
F.S.	3,6017	3,6080	+ 167	+ 179	+ 303	+ 321	+ 857	+ 916
L (1 000)	4,7916	4,8011	– 179	– 164	– 346	– 318	– 1 074	– 997
£	11,5210	11,5475	– 324	– 283	– 601	– 522	– 1 069	– 885

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/2	8 3/4	8 3/4	8 7/8	9	9 1/8	9 3/4	9 7/8
DM	5 1/4	5 1/2	5 5/8	5 3/4	5 13/16	5 15/16	6 3/16	6 5/16
Florin	6 5/8	6 7/8	6 3/4	6 7/8	6 7/8	7	6 15/16	7 1/16
F.B. (100)	10 1/4	10 3/4	10 9/16	10 7/8	10 5/8	11	10 13/16	11 1/16
F.S.	3/4	1 1/4	5 5/16	5 7/16	5 1/2	5 5/8	5 5/8	5 3/4
L (1 000)	14	14 1/2	14 1/2	15	14 5/8	15 1/8	15 1/8	15 1/2
£	14 3/8	14 5/8	13 7/8	14	13 9/16	13 11/16	12 9/16	12 11/16
F. franç.	10 1/2	10 5/8	10 9/16	10 13/16	10 11/16	10 15/16	11 1/4	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Degrémont

Le conseil d'administration de Degremont, réuni le 21 mars, a arrêté les comptes de l'exercice 1983-1984, d'une durée exceptionnelle de quinze mois, qui se soldent par une perte nette de *226,5 millions de* francs après *90 millions* de francs de subvention accordée en décembre 1984 par sa société mère, la Lyonnaise des eaux.

Cette perte provient :

- d'une perte d'exploitation courante, imputable à la sous-activité et aux charges financières, qui peut être estimée à environ 100 millions de francs ;
- d'importantes provisions complémentaires, de l'ordre de 110 millions de francs, relatives aux contrats de Riyad et qui tiennent compte de l'absence d'évolution significative en 1984 des créances afférentes à ces contrats, de la prolongation des présentations au-delà des temps contractuels et de la hausse du rial saoudien ;
- enfin, d'autres provisions exceptionnelles pour un montant supérieur à 100 millions de francs, destinées à enregistrer notamment les carences constatées dans les règlements de certains clients d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi que l'impact des mesures de restructuration, décidées en 1984 et visant à adapter les effectifs de la société aux nouvelles données du marché.

En raison de ces pertes, dont le montant dépasse très largement les capitaux propres de la société, un prochain conseil d'administration arrêtera les mesures de recapitalisation nécessaires qui seront proposées à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Dès à présent, il est possible d'indiquer que le capital ancien sera réduit par imputation de pertes dans une proportion de l'ordre d'une action nouvelle pour *cent vingt-cinq anciennes, puis* sera reconstitué à un niveau en rapport avec les besoins de la société.

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

79-81, boulevard Haussmann
75382 Paris Cedex 08

Le conseil d'administration de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (EUROBANK) s'est réuni le 20 mars 1985, sous la présidence de M. Bernard Dupuy, pour arrêter les comptes de l'exercice 1984 qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 24 avril 1985.

Le bilan au 31 décembre 1984 s'équilibre à 41,25 milliards de francs, contre 35,5 milliards en 1983.

Les résultats sont également en progression sensible. Le produit net d'exploitation bancaire s'élève à 473 millions de francs, en hausse de 17 % sur l'exercice précédent. Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions, constituées essentiellement pour faire face aux risques « pays », totalisent près de 240 millions de francs, contre 174 millions en 1983 (plus 38 %).

Le bénéfice net de l'exercice s'établit à 60 281 000 francs, contre 56 310 000 francs en 1983.

Comme les années précédentes, il sera proposé aux actionnaires, lors de l'assemblée générale, de ne pas distribuer de dividende et de porter intégralement le bénéfice net en réserves, afin de poursuivre le renforcement des fonds propres. Ceux-ci dépassent désormais 1 milliard de francs entièrement versés.

GROUPE CdF

SOFIREM : DESSERT ANNL'OR

SOFIREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) a participé à la création de la société DESSERT ANNL'OR en effectuant un apport de 400 000 F, dont 150 000 F en capital.

DESSERT ANNL'OR, qui s'installe à Courcelles-lès-Lens (Pas-de-Calais), fabrique de la pâtisserie industrielle destinée au marché régional.

Cette intervention permet la création de vingt emplois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS







MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 14 mars
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	421 665
dont :	
Or	258 912
Disponibilités à vue à l'étranger	74 653
ECU	71 737
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 362
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 514
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	183 220
dont :	
Effets escomptés	87 269
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	76 231
5) DIVERS	8 016
Total	695 546

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	194 902
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 800
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 101
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	94 891
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	21 016
5) ECU A LIVRER AU FECOM	71 737
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	7 750
Total	695 546

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	15 mars	22 mars
Valeurs franç. à revenu variable	111,5	111,8
Valeurs industrielles	111,7	111,7
Valeurs étrangères	110,9	110,6
Pétroles-Energie	109,5	108
Chimie	113,2	113,3
Métallurgie, mécanique	126,9	128,5
Electricité, électronique	115,1	118,4
Bâtiment et matériaux	113,7	114,5
Ind. de consommation non-alimentaire	111,5	111,7
Agro-alimentaire	105	103,6
Distribution	104,9	105,5
Transports, loisirs, services	112,5	111,9
Assurances	113,3	112,9
Crédit, banque	116,6	117,9
Sicomi	105,9	106,6
Immobilier et foncier	113	114,2
Investissement et portefeuille	116,2	115,2
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	101,6	101,9
Emprunts d'Etat	101,3	101,7
Emprunts garantis et assimilés	101,6	102,2
Sociétés	101,3	101,5
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1741,6	1743,1
Valeurs étrangères	3504,4	3501,2
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	261,3	261,5
Valeurs étrangères	474	473,6
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	111,6	111,9
Emprunt d'Etat	111,5	111,8
Emprunts garantis et assimilés	111,5	112
Sociétés	112,5	112,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	206,1	208,1
Produits de base	186	185,7
Construction	134,3	135,6
Biens d'équipement	203,7	207,5
Biens de consom. durables	205,1	208,2
Biens de consom. non durables	276,1	277,1
Biens de consom. alimentaires	254,2	249,5
Services	176	175,7
Sociétés financières	270,4	268,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	191,4	194,4
Valeurs industrielles	205,7	208,1

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	192,4	194,3

LA VIE DES SOCIÉTÉS

VEBA. – Ce holding industriel, le plus important de RFA, enregistre, pour 1984, un bénéfice après impôt de 575 millions de deutschemarks, en hausse de 55 % par rapport à celui de l'année précédente. Le groupe versera un dividende de 9 DM, contre 7,50 DM pour l'exercice précédent.

Tous les secteurs d'activité ont participé à l'amélioration du bénéfice, en particulier ceux de la chimie et de l'électricité, où la structure des coûts a pu être renforcée. Le chiffre d'affaires a progressé de 1,5 %, frôlant les 50 milliards de deutschemarks à 49,9 milliards (contre 48,2 milliards).

Les investissements ont légèrement diminué, totalisant 2,6 milliards de deutschemarks (contre 2,9 milliards).

Veba, dont les principaux secteurs d'activité sont l'électricité (production distribution), les hydrocarbures, la chimie, la distribution et le transport, prévoit des résultats satisfaisants pour 1985.

CRÉDIT NATIONAL. – Le bénéfice net pour 1984 s'établit à 122,1 millions de francs (+ 11 %). Le dividende net est majoré : 33 F, contre 31 F.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET MARITIME. – Le bénéfice net de la compagnie pour 1984 augmente de 3,1 % à 30,29 millions de francs. Le dividende net passe de 28,30 F à 29,50 F. Le bénéfice net consolidé devrait être en progression sensible (40,7 millions de francs pour 1983).

PLM. – Le dividende net pour 1984 est maintenu à 3,50 F. Le résultat consolidé n'est pas encore arrêté, mais devrait être de l'ordre de 3,6 millions de francs (contre une perte de 8,2 millions). Le bénéfice net de la société mère et en baisse : 3,6 millions de francs, contre 5,17 millions.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	21 mars	22 mars
Valeurs françaises	110,9	112
Valeurs étrangères	109,9	110,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	21 mars	22 mars
Indice général	206,1	208,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 25 mars .... 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22 mars	25 mars
1 dollar (en yens)	254,90	256,35

BOURSE DE PARIS Comptant 22 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	27 45	1 422
5 %	44 50	0 685
3 % amort. 45-54	71	1 923
Emp. 7 % 1973	8140	..
Emp. 8,80 % 77	117 80	7 329
9,80 % 78/93	96 10	8 820
8,80 % 78/86	97 25	2 435
10,80 % 79/94	98 70	5 918
13,25 % 80/90	104 50	10 636
13,80 % 80/87	106 80	5 974
13,80 % 81/89	108	2 533
16,75 % 81/87	111 90	8 903
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Epargne de France	310	....
Escaut-Meuse	675	648
Eurocom	900	900
Europ. Accumul.	65 70	68 30
Eternit	666	670
Exor	1625	1635
Ferm. Vichy (Ly)	120	130 50 d
Finalens	180	179 90
FIPP	115 30	117
Fnac	395	405
Focep (Chât. eau)	910	900
Foncière (Cie)	320	321
Fonc. Agache-W.	271	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Senelle Maubeuge	340	348
S.E.P. (M)	200	200
Serv. Equip. Véh.	33	33
Sicli	58 20	59 90
Siconel	355	360
Sinvra-Alcatel	552	550
Simnor	165	165
Siph (Plant. Hévéas)	278	287
SMAC Aciéroïd	127	127
Sté Générale (c. inv.)	575	574
Sofal financière	546	524
Soffo	249 50	249 50
Soficomi	650	640
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1820	....
Calberson	338	340
C.D.M.E.	720	720
C. Equip. Elect.	303	294
Dafsa	280	275
Dauphin O.T.A.	2050	2000
Filipacchi	560	560
Guy Degrenne	720	710
Merlin Immobilier	338	337 50
Métallurg. Minière	218	215 50
M.M.B.	400	400
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	221	....
Borie	295	295
Cellulose du Pin	104 40	112 70
C.G.M.	10	....
Cochery	28	....
C. Sabl. Seine	110 50	....
Coparex	505	506
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	203	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV 22/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

♦ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1660	4,5 % 1973	1665	1699	1692	+ 1 62
3970	C.N.E. 3 %	....	4025	4035	+ 9 36
1468	Electricité T.P.	1468	1468	1465	– 0 20
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
540	Esso S.A.F.	546	553	562	+ 2 83
1230	Eurafrance	1235	1255	1255	+ 1 61
950	Euromarché	948	930	930	– 1 89
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
315	Gén. Belgique	314	315	313	– 0 31
645	Gén. Electr.	649	643	642	– 1 07
755	Gen. Motors	754	757	757	+ 0 39
62	Goldfields	61	64 50	64 70	+ 6 06
35	GdMetropolitain	35	35 60	35 60	+ 1 71
154	Harmony	155 50	162 40	161 10	+ 3 60
35	Hitachi	35	35 20	35 25	+ 0 71
685	Hoechst Akt.	687	683	683	– 0 58
94	Imp. Chemical	95	95 50	98	+ 3 15
134	Inco. Limited	134 20	136	136 50	+ 1 71
1340	IBM	1340	1319	1330	– 0 74

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1780	Siemens A.G.	1791	1748	1784 c	– 0 39
187	Sony	187 50	189 60	189	+ 0 80
240	T.D.K.	241	240	241	....
16 50	Toshiba Corp.	16 75	16 80	16 80	+ 0 29
980	Unilever	988	984	984	– 0 40
410	Unit. Techn.	415	414 50	420	+ 1 20
960	Vaal Reefs	976	980	991	+ 1 53
400	West Deep	412	427	425 10	+ 3 17
325	West Hold.	327	339	338	+ 3 36
445	Xerox Corp.	449	443	444	– 1 11
2 07	Zambia Corp.	2 10	2 12	2 12	+ 0 95

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 985	9 818	9 500	10 050
ECU	6 827	6 825	....	....
Allemagne (100 DM)	305 840	305 650	294	314
Belgique (100 F)	15 211	15 205	14 600	15 700
Pays-Bas (100 fl.)	270 950	270 700	260	280
Danemark (100 krd)	85 520	85 350	80	88
Norvège (100 k)	107 180	108 700	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 472	11 547	11 200	12
Grèce (100 drachmes)	7 127	7 060	6 300	7 800
Italie (1 000 lires)	4 808	4 811	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	360 500	360 750	3 500	3 710
Suède (100 krs)	107 300	106 810	103	110
Autriche (100 sch)	43 510	43 500	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 514	5 507	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 475	5 450	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 263	7 175	6 900	7 250
Japon (100 yens)	3 875	3 844	3 700	3 900

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/3
Or fin (kilo en barre)	99750	100500
Or fin (en lingot)	100500	100300
Pièce française (20 fr)	599	598
Pièce française (10 fr)	406	.....
Pièce suisse (20 fr)	585	581
Pièce latine (20 fr)	580	572
Souverain	732	725
Pièce de 20 dollars	4020	4005
Pièce de 10 dollars	2082 50	2082 50
Pièce de 5 dollars	1360	.....
Pièce de 50 pesos	3780	3750
Pièce de 10 florins	604	605

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

ALORS QU'ELLE ÉTAIT CONVOQUÉE PAR LE JUGE D'INSTRUCTION

La mère de Grégory Villemin est hospitalisée à Épinal

Épinal. – Quelques heures avant de se rendre à la convocation de M. Lambert, juge d'instruction, lundi 25 mars à 14 heures, Mme Christine Villemin, *la mère de Grégory*, quatre ans, *assassiné* le 16 octobre dernier, a été hospitalisée à la clinique de La Roseraie à Épinal, dimanche vers 23 heures, pour une hémorragie. Mme Villemin, enceinte de deux mois, devra rester alitée pendant plusieurs jours. Apprenant l'hospitalisation de sa cliente, son avocat, Me Henri-René Garaud, a déclaré : *« Il est certain que la torture morale permanente que subit cette femme depuis une semaine a eu un effet qui est malheureusement visible. »*

M. Lambert pourrait se rendre à la clinique pour rencontrer la mère de Grégory.

Un trop long dimanche

De notre envoyé spécial

L'imagerie Pellerin en eût, certes, fait la fortune des colporteurs. L'« affaire Grégory » : *« Un enfant jeté à la Vologne »,* comme on y noierait ses chatons ; un « corbeau » qui persécute pendant trois ans une famille avant de passer à l'acte un soir d'octobre 1984 ; une bonne guerre des polices entre les *gendarmes et ces voleurs d'enquête* de la police judiciaire nancéienne ; un jeune juge d'instruction – ah ! si jeunesse savait, écriront les contempteurs de cette magistrature trop verte –, et puis, pour mélanger le tout, la presse, bonne fille, avec ses gros sabots et ses mauvaises manières, qui fait irruption dans les Vosges comme l'antenne avancée du commissariat national aux affaires indigènes.

Une bien « douloureuse » histoire, certes. Mais autant pour ce que nous sommes, des consommateurs d'histoires vénéneuses, que pour ce qu'elle est seulement, et qui n'est pas rien : un assassinat d'enfant, une preuve ultime de haine, de défi, de rancœur ou de folie. Un fait divers, et un beau, dans la lignée des plus mémora*bles, des « affaires » Dominici*, Bruay-en Artois... L'« affaire Grégory », une de ces choses si révol*tantes* qu'elle vous glace, et si fascinante qu'on y passe l'hiver à guetter derrière ses rideaux l'impossible dénouement, comme une brodeuse par-dessus ses lunettes.

L'hiver est à peine fini sur les *Vosges*. Et voilà que l'*affaire* repart. Elle va repartir sur de nouveaux éléments, vers de nouvelles conclusions. Voilà que le juge Lambert, qui n'en finit pas de tisser, avec des bribes de procès verbaux revus, d'auditions refaites, de témoignages « vérifiés », une vérité judiciaire, bouge officiellement. Ce lundi 25 mars à 14 heures, il devait recevoir les parents de Grégory, Jean-Marie et Christine Villemin. Et leur avocat devait être là, *Me Henri-René Garaud*, preux chevalier de l'ordre de la légitime défense, menacé aujourd'hui d'être *en contre-emploi*. *Les parents* et l'avocat doivent entendre ce que le juge a à leur communiquer, ce que *tout le monde dit savoir*, ce que la rumeur susurre dans les vallées : le « corbeau » est identifié. Mme Françoise de Ricci et M. Alain Bucquet, les nouveaux experts en écriture désignés par le magistrat instructeur, ont abouti. Par deux méthodes différentes d'expertise, ils sont arrivés à une même conclusion : le « corbeau » serait corneille ! Selon ces experts, l'auteur des quatre messages anonymes, les trois avant le meurtre et celui *signant l'assassinat*, est *une* seule et même personne. Une femme, pis une mère, la mère de Grégory.

D'autres expertises non formelles, d'ailleurs désavouées par leurs propres auteurs et annulées pour vice de forme, avaient, il n'y a pas si longtemps, permis de débusquer un premier « corbeau ». Et sur cela, et sur d'autres éléments, on avait inculpé d'assassinat M. Bernard Laroche, un cousin germain de M. Villemin. M. Laroche, arrêté le *5 novembre (notamment sur le* témoignage, par la suite rétracté, d'une de ses belles-sœurs mineure, *Murielle, quinze ans, gardée à vue* pendant vingt-cinq heures par les gendarmes), est resté en prison jusqu'au 4 février dernier. Mis en liberté ce jour-là, il demeure inculpé d'assassinat.

Un non-lieu pour Bernard Laroche ?

On avait donc ce « corbeau », et il faisait un joli inculpé, un idéal « auteur *présumé* », *pour* utiliser cette expression si délicieusement précautionneuse. Aujourd'hui, ce corbeau n'est plus... L'inculpé reste, sauf à devoir bénéficier, dès ce lundi en fin d'après-midi, d'un non-lieu. Quant à l'homme Laroche, il a simplement subi un cataclysme dans sa vie aux pertes et profits d'une justice singulièrement cavalière.

Voilà bien pourquoi cette affaire Grégory, au-delà même de l'assassinat d'un enfant de quatre ans, apparaît terrifiante. Bien plus terrifiante que toute cette sociologie de *bazar qui a abouti à une description* ahurissante des Vosges et des Vosgiens, d'un pays et de ses habi*tants qui n'auraient guère de choix* qu'être des demeurés, des « corbeaux », de petits chefs, des *rapiats ou des tueurs d'enfant*. *Bien* plus terrifiante, cette course au coupable, comme il n'y a pas si longtemps la bête des Vosges dans le labyrinthe évidemment tribal des familles de la vallée.

Terrifiante, simplement parce qu'une jeune femme devait être, ce lundi après-midi, chez le juge Lambert, et que cette mère d'un enfant assassiné, porteuse d'un enfant à naître dans sept mois, serait aussi, d'après les expertises, le « corbeau ». C'est-à-dire l'assassin, ou son complice à tout le moins. Car, une chose, la seule peut-être, est *sûre dans ce dossier : le « cor*beau » a revendiqué par écrit le crime du 16 octobre 1984. Peut-être même avant de l'avoir commis. Grégory a été tué entre 17 h 5 et 17 h 30, cela est la certitude. Et la quatrième lettre du « corbeau », adressée à Jean-Marie Villemin, le père, – *« te voilà content avec ton pognon, pauvre con. Ton fils est mort et je me suis vengé »,* – a été déposée avant 17 h 15, heure de levée, au bureau de poste de *Lépanges-sur-Vologne, le* même jour.

Les expertises en écriture, on l'a *vu dans cette affaire, sont bien trop* difficiles ou trop aléatoires pour autoriser les conclusions définitives. Au-delà de nouvelles vérifications (on prêtait au juge Lambert l'intention de faire procéder, dès ce lundi, à un complément d'expertise en demandant à un nouveau spécialiste de travailler sur l'écriture de quatre personnes), il faudra bien autre chose, un dossier solide, pour arriver à la seule vraie vérité judiciaire.

Sur ce plan, les enquêteurs de la police judiciaire de Nancy chargés de reprendre l'enquête ont beau*coup « travaillé » l'emploi du temps* de Mme Christine Villemin, le 16 octobre dernier. Ils ont repris les *témoignages d'origine* : celui de la nourrice de Grégory, Mme Christine Jacquot, chez laquelle Mme Villemin est venue chercher son fils à la sortie de l'usine, vers 17 heures. Celui d'une de ses compagnes de travail qui affirme l'avoir vue quitter l'usine à bord de sa voiture, non en direction de l'appartement de Mme Jacquot, mais en sens opposé, vers Lépanges. Ceux de trois femmes affirmant formellement l'avoir vue déposer une ou *plusieurs lettres à la poste de* Lépanges vers 17 *heures*, ce que Mme Villemin conteste absolument. Ceux, *enfin, des voisins* de la famille pour savoir s'ils pouvaient confirmer ou non les explications avancées par la mère de Grégory. Elle affirme, en effet, être rentrée vers 17 h 05 à son domicile, avoir laissé Grégory jouer dehors, derrière la maison sur un tas de cailloux pendant qu'elle se trouvait à l'intérieur, volets et portes fermés, repassant du linge en écoutant sur sa chaîne stéréo une émission de RTL.

Les policiers ont vérifié tout cela, les déplacements éventuels de voitures « étrangères ». Ils ont enquêté, y compris en reprenant les déclarations de Mme Villemin, entendue pendant près de neuf *heures jeudi dernier à Nancy. Ils* auraient noté des points d'invraisemblance dans les déclarations de celle-ci.

Dans un appartement HLM de Bruyères, Jean-Marie Villemin et son épouse avaient passé leur week-end à éviter la presse, à refuser tout contact. Jean-Marie Villemin nous avait simplement dit : *« Non, nous ne parlerons plus à personne. »* Derrière lui, sur une banquette, sa femme tricotait.

Et, ce lundi matin, revenait en mémoire ce qu'elle avait déclaré il y a une semaine à l'Agence France Presse : *« Si l'on a maintenant des soupçons sur moi, qu'on me le dise en face ou bien alors qu'on fasse un démenti officiel. Si on essaie de créer un climat pour me faire craquer, c'est peine perdue. Je ne craquerai pas. On peut me mettre en garde à vue, je n'ai rien à me reprocher. Ce n'est pas comme ça qu'on trouvera l'assassin de mon fils. Si je suis désignée par les experts comme le « corbeau », comme certains le disent, on demandera des contre-expertises. »*

Tout s'est passé comme si Christine Villemin avait craqué au soir d'un trop long dimanche.

PIERRE GEORGES.

Sur le vif

Bruits

Vous avez vu *le Point* cette semaine ? Vous l'ouvrez, vous tombez sur une double page de pub pour un ordinateur IBM qui vous fait de l'œil en clignotant de toutes ses touches. Et pas en silence, non, pas du tout, en musique ! *Vous vous rendez* compte d'un truc ? Si la presse écrite se met à parler – ça ne *saurait tarder, – nous, les jour*nalistes, on va avoir bonne mine !

Ça va ressembler à quoi nos articles furtivement glissés entre deux encarts et trois pavés vantant à tue-tête un bouquin, un vol sur New-York, un parfum ou une cuisine en pin de Landes. *Vous imaginez le boucan ?* On va plus s'entendre lire.

Et je ne vous parle pas de la cacophonie des offres et des demandes d'emploi martelées par des aboiements autoritaires : cherche cinq assistants contrôle gestion ou susurrées sur le ton haletant de la prière : cherche job de secrétaire.

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais le meilleur moment de la journée c'est de rentrer le soir, d'envoyer valdinguer mes godasses et de m'affaler devant la télé en ouvrant le journal. Déjà là, l'entourage trouvait que j'en prenais un peu trop à mon aise, mais alors, maintenant, je vais être vertement priée de baisser le son et de lever le siège : Si tu venais aider à mettre le couvert, au moins on pourrait écouter Radio-Lézard sans être brouillés par ton canard.

Et la rue, dites-donc, vous y avez pensé ? Non, mais ça va être fou : les affiches parlantes, *hurlantes*, se répondant, se narguant de mur à mur. Les splendides géantes gainées de bas Dim insultant les copines en collant Le Bourget. Et, pendant les campagnes électorales, – alors là, je craque, je supporterai pas – accrochées à tous les arbres, les photos des candidats battant des cils et bramant à longueur de boulevards leurs promesses en l'air et en quadriphonie.

Ce matin j'évoquais cette vision d'horreur devant un copain du service économique et il m'a dit pour me consoler : T'en fais pas, l'ordinateur du *Point*, il vaut rien. IBM va arrêter la fabrication, ça coûte trop cher pour ce que c'est. Alors, ils vont stopper la pub ? Absolument pas ! Ils vont lancer, la semaine prochaine, une nouvelle petite bécane de bureau superchouette. Et ça, crois-moi, ça va faire du bruit.

CLAUDE SARRAUTE.

Le numéro du « Monde » daté 24-25 mars 1985 a été tiré à 402 296 exemplaires